



HAL
open science

Présences asiatiques - Nouvelles routes de la soie et migrations

Isabella Damiani, Claudia Astarita, Vasoodeven Vuddamalay, Mustafa Poyraz

► **To cite this version:**

Isabella Damiani, Claudia Astarita, Vasoodeven Vuddamalay, Mustafa Poyraz. Présences asiatiques - Nouvelles routes de la soie et migrations. *Hommes & migrations, Le point sur : Nouvelles routes de la soie et migrations* (1343), 2023, Présences asiatiques, 10.4000/hommesmigrations.16003 . halshs-04490159

HAL Id: halshs-04490159

<https://shs.hal.science/halshs-04490159>

Submitted on 31 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**hommes
& migrations**

**Présences
asiatiques**

Hommes & migrations

En 1950, Jacques Ghys (1914-1991) fondait *Les Cahiers nord-africains*, première revue de réflexion et d'action sur la présence de l'immigration maghrébine en France, éditée par l'association d'alphabétisation Amana. En 1965, les *Cahiers* prenaient acte de la diversification des flux migratoires en France et devenaient *Hommes & Migrations*. La revue, pionnière et unique en son genre, publiait dès cette époque des dossiers de fond et des articles de réflexion faisant autorité sur les sujets les plus divers, mélangeant volontairement les regards et laissant la parole aussi bien aux praticiens de terrain qu'aux spécialistes universitaires ou aux décideurs politiques.

De 1999 à 2004, *H&M* a été éditée par l'Agence pour le développement des relations interculturelles (Adri). À partir du 1^{er} janvier 2005, elle a été éditée par la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI). La plus ancienne des revues traitant des phénomènes de mobilité humaine aborde le siècle nouveau avec la même volonté que par le passé de comprendre, d'expliquer et d'accompagner ces questions. Le décès de Philippe Dewitte, son rédacteur en chef, intervenu en mai 2005, a privé l'équipe du pilote intellectuel de la revue qui, pendant plus de dix ans, avait su faire d'*Hommes & Migrations* une véritable revue ayant sa place et sa particularité dans le champ des revues en France.

C'est cet héritage qu'*Hommes & Migrations* entend conserver et développer au sein du Musée national de l'histoire de l'immigration devenu établissement public au 1^{er} janvier 2007 en contribuant à valoriser et diffuser le meilleur état des connaissances sur les thématiques migratoires.

Présidente du conseil d'administration

Mercedes Erra

Président du conseil d'orientation

François Héran

Comité d'orientation et de rédaction

Jacques Barou, Dominique Caubet, Dana Diminescu, Angéline Escafré-Dublet, Yvan Gastaut, Abdelhafid Hammouche, Alec Hargreaves, Mustapha Harzoune, Thomas Lacroix, Marie Lazaridis, Khelifa Messamah, Jean-Baptiste Meyer, Marie Poinot, Edwige Rude-Antoine, Hélène Thiollet, Vasoodeven Vuddamalay, Serge Weber, Catherine Wihtol de Wenden

Directrice générale du Palais de la Porte Dorée

Constance Rivière

Secrétaire générale

Mariane Saïe

Directeur du Musée national de l'histoire de l'immigration

Sébastien Gökalp

Cheffe du service de la diffusion des savoirs

Claire Leymonerie

Rédactrice en chef

Marie Poinot

Secrétaire de rédaction

Nicolas Treiber

Traduction de l'anglais

Gaëlle Cogan

Relecteur

Yann Lézenès

Iconographie

Isabelle Eshraghi

Site Internet

Sylvain Gorin, Nicolas Treiber, Anne Volery

Conception graphique

lapetitecouronne.tv

Erratum

Un crédit photo erroné s'est malencontreusement glissé dans le n° 1342.

La photo de Mohamed Bachiri, p. 153, provient de l'agence IM'média à qui la rédaction présente ses excuses.

Couverture : Uncomfortable Shoes (Elles sont parties pourtant elles n'ont nulle part où aller), 2004.

Installation de chaussures en coton noir uni et « Lotus d'or de trois pouces ». Dimensions variables

Musée nationale de l'histoire de l'immigration, Paris

Inv. 2020.45.1

© Shen Yuan, Adagp, Paris 2023

p. 159 © EPPPD-MNHI. p. 161 © EPPPD-MNHI. p. 163 © EPPPD-MNHI. p. 165 © EPPPD-MNHI. p. 167 © EPPPD-MNHI. p. 169 © Photo Lorenzö / EPPPD-MNHI. p. 171 Photo Laurent Lecat / EPPPD-MNHI. © Francis Harburger / Adagp, Paris 2023. p. 173 © EPPPD-MNHI. p. 175 © José Nicolas / EPPPD-MNHI. p. 177 © Patrick Zachmann / Magnum Photos. p. 179 © Chen Zhen / Adagp, Paris, 2023. p. 180-181 © Shen Yuan / Adagp, Paris 2023. p. 183 EPPPD-MNHI © Shen Yuan / Adagp, Paris 2023. p. 185 © Mathieu Do Duc / EPPPD-MNHI. p. 187 Photo B. Huet / EPPPD-MNHI © Chiharu Shiota / Adagp, Paris, 2023. p. 189 © Courtesy of MAC / VAL & Kimsooja Studio, Kimsooja / Adagp, Paris, 2023.

Édito

L'Asie mondialisée ?

Marie Poinso, rédactrice en chef de la revue.

L'actualité n'est pas le temps de la revue mais guide l'agenda éditorial à moyen terme. L'intensification des crises en cette fin d'année 2023 fragilise nos sociétés à peine sorties de l'épidémie de la Covid-19 : dérèglement climatique, enlisement des combats en Ukraine, conflit au Proche-Orient et ses ondes de choc, montée des populismes et de l'extrême-droite en Europe, attaques terroristes, violences policières, antisémites et racistes dans une France divisée, débat houleux sur le projet de loi sur l'immigration. La revue prend acte de tous ces enjeux critiques, au moment où la commémoration des quarante ans de la Marche pour l'égalité et contre le racisme rappelle la dureté d'une réalité traversée par de multiples inquiétudes.

(Re)découvrir l'histoire des migrations asiatiques

La saison « Asie » du Palais de la Porte Dorée lancée en octobre 2023 invite la revue à (re)découvrir l'histoire des présences asiatiques en France, à la fois ancienne et complexe. Des circulations de commerçants et d'entrepreneurs du XIX^e siècle à la mobilisation de soldats et de travailleurs coloniaux lors des deux conflits mondiaux, des mobilités étudiantes venues se former en métropole aux arrivées de réfugiés lors des guerres de décolonisation, sans oublier les migrations chinoises plus récentes, c'est la grande pluralité des origines, (Vietnam, Laos, Cambodge, Chine, Japon, principalement), des profils et des temporalités migratoires qui se cache sous l'image lissée d'une « migration asiatique » peu investie, par ailleurs, par les travaux de recherche.

Il y a bientôt un demi-siècle, les *boat-people* étaient accueillis par un élan de solidarité relayé dans les médias, au moment où la France se fermait à l'immigration de travail. Invisibles dans le récit national, plusieurs générations se mobilisent depuis des décennies pour l'égalité des droits, et contre un « modèle asiatique » associant la réussite d'une immigration silencieuse et travailleuse à des représentations héritées d'un imaginaire colonial. Cette reconnaissance

passer par la construction d'un patrimoine commun à l'histoire de la France. S'inscrivant dans une démarche participative, le Musée a lancé une collecte de témoignages et d'objets auprès des populations issues de l'Est et du Sud-Est asiatiques dont la revue publie les résultats. Cette collecte est destinée à enrichir un patrimoine dont le portfolio de ce numéro présente une sélection. La littérature, qui dessine un espace foisonnant de récits et de mémoires des migrations, est traversée de trajectoires asiatiques. Kei Lam, lauréate en 2023 du prix BD de la Porte Dorée, pour son roman graphique *Saveur du béton* (Steinkis, 2021) évoque le choc familial face à l'irruption, liée à la pandémie, d'un racisme antichinois.

Le « tournant chinois »

Le dossier scientifique porte sur la stratégie culturelle, géopolitique et commerciale de la Chine dans les pays traversés par l'ancienne Route de la soie. Il analyse la manière dont ce projet global cherche à structurer des corridors de développement au bénéfice de l'économie chinoise, en s'appuyant sur les réseaux diasporiques et des migrations impulsées d'en haut pour tisser des solidarités mondialisées et consolider les chantiers d'infrastructures, de délocalisations industrielles et autres investissements. Ce maillage humain joue un rôle clé si l'on observe la relation entre les routes, les circulations et la mise en œuvre des orientations de ces Nouvelles routes de la soie. Le dossier fait apparaître l'extrême hétérogénéité des réalités territoriales qui se construisent au fil de ces routes. Il pointe aussi leurs conséquences sur l'avenir des présences chinoises à l'étranger, en termes d'instabilité économique, de fracture sociale, et de rejet culturel dans le sillage d'une mondialisation de la Chine encore peu appréhendée.

Adieu Mouloud

Hommes & Migrations rend hommage à Mouloud Mimoun décédé dans la nuit du 23 novembre après une longue maladie. Pivot de l'émission *Mosaïque* et fondateur du festival Le Maghreb des films depuis 2009, il avait mis son talent de journaliste et de réalisateur à profit pour la chronique « Cinéma » dans nos colonnes pendant près d'une décennie, ne boudant pas les films à succès populaire pour nous faire découvrir des perles rares, film d'auteurs intimes ou documentaires sur des sujets audacieux. Sa connaissance érudite du cinéma des pourtours de la Méditerranée et de l'exil va nous manquer, comme sa plume alerte et joyeuse. ■

Sommaire

LE POINT SUR

Nouvelles routes de la soie et migrations p. 8 Claudia Astarita, Isabella Damiani, Mustafa Poyraz et Vasoodeven Vuddamalay	
La migration chinoise dans l'Extrême-Orient russe : anciens débats, nouveaux enjeux p. 11 Olga V. Alexeeva	
La Route de la soie et les dynasties chinoises. Un passé de commerce, d'expansion et d'échanges culturels p. 20 Sayed Mahdi Munadi	
La migration chinoise et les communautés sinisées p. 23 Téphanie Sieng	
<i>Belt and Road Initiative</i> et mobilités chinoises contemporaines aux Philippines. Une approche multiscalaire p. 35 Catherine Guéguen	
Le Kazakhstan face aux enjeux des Nouvelles routes de la soie. Entre représentations identitaires et présence chinoise p. 43 Isabella Damiani	
Migrations et échanges sur la « Route de la soie » aux périodes protohistoriques p. 52 Élise Luneau	
L'inévitable carrefour iranien ? Recompositions territoriales des routes qui franchissent ou contournent l'Iran p. 57 Théo Nencini et Johanna Ollier	
Les Routes de la soie dans l'Asie centrale de l'antiquité et du Moyen Âge p. 62 Rocco Rante	
Les dynamiques migratoires et la position stratégique d'Istanbul sur la Route de la soie p. 67 Mustafa Poyraz	
Les caravansérails sur la Route de la soie. Le cas d'Alacahan à Sivas (Turquie) p. 76 Şükrü Aslan	
De la complexification des rôles d'Izmir dans les mouvements migratoires : bien plus qu'un espace de transit p. 81 Ibrahim Soysüren, Lülüfer Körükmez et Cansu Demirel-Akbaş	
Les Nouvelles routes de la soie au prisme des parcours migratoires afghans p. 87 Théo Lefort	
Une ambassade de Perse à Venise : le tableau de Gabriele Caliari au Palais des Doges p. 94 Elena Marchetti	
Étudiants chinois à l'étranger. Sujets d'une transition ou objets d'une transaction ? p. 99 Claudia Astarita et Ulysse Richard	
Le réseau de recherche Migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France p. 108 Simeng Wang et Claudia Astarita	
<i>Chinatowns</i> et Nouvelles routes de la soie : quelles connexions ? p. 111 Vasoodeven Vuddamalay	
Les migrations chinoises en Afrique au temps des Nouvelles routes de la soie p. 121 Xavier Aurégan	
Chinafrique : partenariat d'un genre nouveau ? L'exemple de la relation Chine-Sénégal p. 131 Abdoul Hameth Ba et Djiby Diakhaté	

AU MUSÉE

Portfolio

Migrations asiatiques dans la collection du Musée p. 142 Coordonné par Émilie Gandon	
---	--

Collections

La collecte sur des immigrations asiatiques en France. Retour sur l'appel à participation à l'exposition auprès des populations est et sud-est asiatiques p. 174 Shadé-Léann Roquais, Émilie Gandon et Simeng Wang	
--	--

Littérature

- « *La diversité est une richesse* » p. 180
Entretien avec Kei Lam réalisé par Stéphanie Bartolo

Débat

- Migrants, quartiers populaires, les boucs émissaires du Covid-19 ? p. 184
Flore Talamon

CHAMPS LIBRES

Hommage

- Mouloud Mimoun, dernière séance p. 192
Lucile Humbert Wozniak

Repérage

- Exotisme et modernité dans l'entrepreneuriat alimentaire :
l'exemple des restaurants chinois parisiens du début du XX^e siècle p. 194
Pauline Funk

Engagement

- Mobilisations (d')asiatiques p. 201
Liêm-Khê Luguern, Simeng Wang, Karine Meslin, Karim Taharount, Emmanuel Terray et Yan-Han Chuang

Kiosque

- « *À tirer sur l'ambulance, il faudrait pas que l'on s'étonne* » p. 213
Mustapha Harzoune

Musique

- Keyvan Chemirani p. 217
Propos recueillis par François Bensignor

Films

- Abdelinho* (Hicham Ayouch) p. 223
Banel et Adama (Ramata-Toulaye Sy) p. 224
Déserts (Faouzi Bensaïdi) p. 225
Le Gang des bois du Temple (Rabah Ameer-Zaïmeche) p. 226
Mouloud Mimoun

Livres

- Chine et terres d'Islam. Un millénaire de géopolitique* (Emmanuel Lincot) p. 227
Claudia Astarita
*Chinese in France Amid the Covid-19 Pandemic: Daily Lives, Racial Struggles
and Transnational Citizenship of Migrants and Descendants* (Simeng Wang) p. 228
Claudia Astarita
Malika. Généalogie d'un crime policier (Jennifer Yezid) p. 229
Magali Nachtergaele
Le Caprice de vivre (Jadd Hilal) p. 230
Le Château des Rentiers (Agnès Desarthe) p. 231
Homo Migrants. De la sortie d'Afrique au grand confinement (Jean-Paul Demoule) p. 232
Un homme sans titre (Xavier Le Clerc) p. 233
Mustapha Harzoune
Voisins de passage. Une microhistoire des migrations (Fabrice Langrognet) p. 234
Pierre-Jacques Derainne
Mémoires pour l'égalité et la justice (Samia Messaoudi et Mehdi Lallaoui) p. 235
Mustapha Harzoune
Sur l'épaule des dieux. Les arts d'Édouard Glissant (Aliocha Wald Lasowski) p. 236
Nicolas Treiber
Génération post-réfugiées. Les descendants de réfugiés d'Asie du Sud-Est en France
(Khatharya Um, Hélène Le Bail) p. 237
Marie Poinot



Nouvelles routes de la soie et migrations

Claudia Astarita, lecturer, Chine contemporaine, Sciences Po, chercheure associée à l'Institut d'Asie orientale (IAO), Lyon ; **Isabella Damiani**, maîtresse de conférences en géographie politique à l'université Paris Saclay/université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, LIMEEP-PS (UR 20204/OVSQ) ; **Mustafa Poyraz**, maître de conférences à l'université Ticaret d'Istanbul et enseignant à l'université Paris-Cité ; **Vasodeven Vuddamalay**, enseignant-chercheur à l'université Paris-Saclay/université d'Évry-Val-d'Essonne, LIMEEP-PS (UR 20204/OVSQ).

Nouvelles routes de la soie et migrations	8
Claudia Astarita, Isabella Damiani, Mustafa Poyraz et Vasodeven Vuddamalay	
La migration chinoise dans l'Extrême-Orient russe : anciens débats, nouveaux enjeux	11
Olga V. Alexeeva	
La Route de la soie et les dynasties chinoises. Un passé de commerce, d'expansion et d'échanges culturels	20
Sayed Mahdi Munadi	
La migration chinoise et les communautés sinisées	23
Téphanie Sieng	
Belt and Road Initiative et mobilités chinoises contemporaines aux Philippines. Une approche multiscalaire	35
Catherine Guéguen	
Le Kazakhstan face aux enjeux des Nouvelles routes de la soie. Entre représentations identitaires et présence chinoise	43
Isabella Damiani	
Migrations et échanges sur la « Route de la soie » aux périodes protohistoriques	52
Élise Luneau	
L'inévitable carrefour iranien ? Recompositions territoriales des routes qui franchissent ou contournent l'Iran	57
Théo Nencini et Johanna Ollier	

Les Routes de la soie dans l'Asie centrale de l'antiquité et du Moyen Âge	62
Rocco Rante	
Les dynamiques migratoires et la position stratégique d'Istanbul sur la Route de la soie	67
Mustafa Poyraz	
Les caravansérails sur la Route de la soie. Le cas d'Alacahan à Sivas (Turquie)	76
Şükrü Aslan	
De la complexification des rôles d'Izmir dans les mouvements migratoires : bien plus qu'un espace de transit	81
İbrahim Soysüren, Lülüfer Kőrükmez et Cansu Demirel-Akbaş	
Les Nouvelles routes de la soie au prisme des parcours migratoires afghans	87
Théo Lefort	
Une ambassade de Perse à Venise : le tableau de Gabriele Caliarı au Palais des Doges	94
Elena Marchetti	
Étudiants chinois à l'étranger. Sujets d'une transition ou objets d'une transaction ?	99
Claudia Astarita et Ulysse Richard	
Le réseau de recherche Migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France	108
Simeng Wang et Claudia Astarita	
Chinatowns et Nouvelles routes de la soie : quelles connexions ?	111
Vasooodeven Vuddamalay	
Les migrations chinoises en Afrique au temps des Nouvelles routes de la soie	121
Xavier Aurégan	
ChinAfrique : partenariat d'un genre nouveau ? L'exemple de la relation Chine-Sénégal	131
Abdoul Hameth Ba et Djiby Diakhaté	

Nouvelles routes de la soie et migrations

Claudia Astarita, professeur, Chine contemporaine, Sciences Po, chercheuse associée à l'Institut d'Asie orientale (IAO), Lyon ; **Isabella Damiani**, maîtresse de conférences en géographie politique à l'université Paris Saclay/université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, LIMEEP-PS (UR 20204/OVSQ) ; **Mustafa Poyraz**, maître de conférences à l'université Ticaret d'Istanbul et enseignant à l'université Paris-Cité ; **Vasoodeven Vuddamalay**, enseignant-chercheur à l'université Paris-Saclay/université d'Évry-Val-d'Essonne, LIMEEP-PS (UR 20204/OVSQ).

Dix ans après le discours de Xi Jinping en septembre 2013 à Astana, qui a officialisé le projet géopolitique et géoéconomique chinois des Nouvelles routes de la soie, ce dossier de la revue *Hommes & Migrations* confronte ce projet aux migrations chinoises. Après « Chinois de France » paru en 2005 et « Migrations chinoises et générations » en 2016¹, les articles de ce numéro abordent sous différents angles le « tournant chinois » du siècle. En effet, dans un contexte mondial qui peine à se définir à la sortie de la guerre froide, le projet chinois, dont on ne mesure pas encore les conséquences, alimente les débats.

Dès les années 1880, les migrations chinoises débutent, avec notamment la figure du blanchisseur en Californie, dans les villes côtières américaines, et donnent naissance au terme « *chinatown* ». En France, le champ de l'orientalisme, où la sinologie française a été pionnière, a longtemps contribué au développement des connaissances sur la Chine. Mais, en ce début du XXI^e siècle, les connexions entre migrations chinoises et Nouvelles routes de la soie constituent un nouveau champ de recherche que ce dossier tente ici d'appréhender.

L'émergence de plusieurs notions, telles que l'Eurasisme, le Chindia et l'afro-asiatisme, marque la fin du XX^e siècle et le début du XXI^e. Le nouvel ordre mondial issu de ces vingt dernières années nous

conduit à identifier des moments charnières dans la circulation des idées, au travers d'intermédiaires culturels et autres *go-between*, et les géographies intellectuelles singulières qui en découlent. Les échanges euro-américains sur les migrations, comme l'École de Chicago, cèdent la place aux réflexions sur ces nouvelles routes, à l'instar du transfert des idées du « Sud global » vers les pays du Nord. Ces perspectives animent ainsi les débats qui mobilisent des concepts venus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine², et les agents sociaux qui y contribuent sont des points clés. Mais quelles disciplines participent plus particulièrement à l'étude des Nouvelles routes de la soie en comparaison avec celles menées sur les migrations ? Comment cet objet est appréhendé et dans quelles régions ?

Du point de vue spatial, les Nouvelles routes de la soie couvrent l'Afrique, l'Europe et l'Asie avec des corridors terrestres traversant l'Asie centrale, le Moyen-Orient, la Turquie et la Russie, du Kazakhstan aux villes turques d'Izmir et d'Istanbul, de l'Asie du

2. Subrahmanyam Jaishankar, ministre des Affaires étrangères de l'Inde, développe la notion de « *multi-alignement* », in *The India Way: Strategies for an Uncertain World*, HarperCollins Publishers India, 2020. Jean Coussy détaille ses travaux concernant l'afro-asiatisme in « La renaissance afro-asiatique ? », *Politique africaine*, n° 76, 1999. Emmanuel Lincot explique que « la renaissance de l'eurasisme sous la présidence de Poutine entre en résonance avec une certaine forme d'eurasisme turc », in *Chine et terres d'islam. Un millénaire de géopolitique*, Paris, PUF, 2021.

3. Shah Meer Baloch, « Protests in Pakistan erupt against China's Belt and Road plan », in *The Guardian*, 20 août 2021.

1. « Chinois de France », *Hommes & Migrations*, n° 1254, 2005 ; « Migrations chinoises et générations », *Hommes & Migrations*, n° 1314, 2016.

Sud-Est à Dakar. Toutefois, dans cette dynamique, des populations locales peuvent aussi ne pas adhérer à ce projet, tels les Baloutchis, les pêcheurs de Gwadar au Pakistan³, ou encore les migrants afghans. En outre, les corridors maritimes de l'océan Indien, du golfe Persique, de la Méditerranée et de l'océan Pacifique vers l'Amérique latine, tout aussi importants, sont peu abordés dans les recherches sur les Nouvelles routes de la soie. Quant aux disciplines, ce sont les approches politiques qui prédominent en France, les relations internationales se combinant aux sciences politiques et à la géopolitique critique. Sans oublier la contribution de la presse et des autres médias. En revanche, l'anthropologie et la sociologie participent peu à ces connaissances, ainsi que le courant orientaliste et les *postcolonial studies* restés en arrière-plan.

Ajoutons enfin que la particularité de ce dossier se situe dans la combinaison des *Migration Studies* et des *Silk Road Studies*. Il annonce un processus intergénérationnel avec un renouvellement dans la méthode et le choix des thèses, tout en contribuant également à relancer l'étude de la diaspora chinoise. En outre, ces enquêtes menées dans le cadre des

nouvelles routes modifient l'approche classique des migrations. Et il ne s'agit pas uniquement d'un projet économique, mais bien d'un projet de société, projet qui semble perturber l'Occident. Quant à la Chine, l'instabilité politique de plusieurs pays ne manque pas de souligner les fragilités inhérentes à ce programme de grande ampleur⁴. ■

4. Frédéric Lemaître, « La Chine reste très prudente face aux coups d'État en Afrique », in *Le Monde*, 1^{er} septembre 2023 ; Sylvie Kauffmann : « Après la défection de la Chine de Xi Jinping au sommet du G20, prévu samedi à New Delhi met en lumière les tensions entre les deux géants asiatiques, qui revendiquent le leadership du "Sud global" Cette compétition illustre aussi la perte d'influence de l'Occident », *Le Monde*, 6 septembre 2023. Elle détaille les enjeux en ces termes : « Méthodique, la Chine avance ses pions et ses sigles, remplace l'étoile pâlisante de la BRI – ces Nouvelles Routes de la soie, que délaissent les États européens. » Durant la réunion du G20, du 9 au 10 septembre 2023 à New Delhi, la journaliste, Hannah Ellis-Petersen décrit les réactions de l'Occident et de l'Inde vis-à-vis de la Chine, « G20: EU and US back trade corridor linking Europe, Middle East and India [...] rail and sea plan to counter Belt and Road project », *The Guardian*, 9 septembre 2023.



► Carte de John Tallis, éditeur cartographique, 1851, représentant le Tibet, la Mongolie et la Mandchourie à l'intérieur de l'empire chinois des Qing. La Mandchourie est délimitée par les monts Iablonov au Nord, le massif du Grand Khingan à l'Ouest et la côte pacifique à l'Est. Au Sud, elle est séparée de la péninsule de Corée par la rivière Yalu.
 © jpmaps.

La migration chinoise dans l'Extrême-Orient russe : anciens débats, nouveaux enjeux

Olga V. Alexeeva, professeure d'histoire de la Chine, université du Québec à Montréal (UQAM), Canada, Senior Fellow, China Institute, University of Alberta, Canada.

La circulation migratoire entre la Chine et la Russie autour de leur frontière commune varie en fonction de leur coopération bilatérale et de ses ambiguïtés. Si le développement économique des deux pays conduit les migrants chinois à s'installer et à travailler dans l'Extrême-Orient russe, leur présence ne fait pas l'unanimité en Russie. Malgré le récent rapprochement politique sino-russe, la période contemporaine est marquée par une situation socio-politique et économique dégradée en Russie, dont l'effet dissuasif est important. En réponse, les catégories de migrants chinois se diversifient et les flux diminuent.

La circulation migratoire entre la Chine et la Russie se développe à partir des années 1860, suite à l'annexion de la rive gauche du fleuve Amour et de sa région par l'Empire russe qui, sous la menace de canonniers, force le gouvernement des Qing à signer un traité inégal. Dès lors, les questions de sécurité à la frontière commune, de l'exploitation conjointe des ressources naturelles du bassin de l'Amour et de la gestion des flux migratoires occupent une place centrale dans les relations bilatérales.

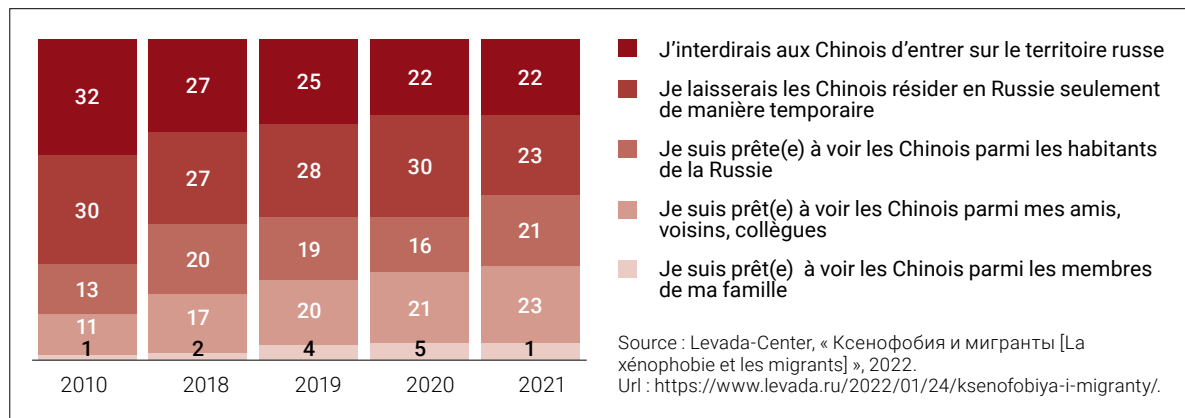
Après la chute de l'Union soviétique, on assiste au développement d'une complémentarité économique entre l'Extrême-Orient russe (EOR) et les trois provinces du nord-est de la Chine limitrophes (le Dongbei ou 东北). Particulièrement active dans les années 1990-2000, la circulation migratoire entre ces deux régions a grandement contribué à ce processus : les nouvelles niches économiques, soudainement ouvertes des deux côtés de la frontière sino-russe, le déficit de produits de consommation sur le marché

russe et les besoins en main-d'œuvre de l'économie de l'EOR ont attiré beaucoup de petits entrepreneurs et travailleurs chinois en quête d'emploi. Ces derniers ont tissé les premiers liens socio-économiques entre les deux régions : le volume des échanges commerciaux réalisés par ces petits commerçants circulant sans cesse entre l'EOR et le Dongbei s'élevait alors à 10 milliards de dollars par an¹. De nombreuses entreprises chinoises apparaissent ainsi dans différents secteurs d'activité – commerce, agriculture, construction, restauration, services ethniques divers.

Toutefois, à la fin des années 2000, les autorités russes commencent à renforcer les barrières douanières et à mettre en place de nouvelles mesures de contrôle administratif et migratoire des Chinois

1. Nikolai Kotlyarov, « Экономическое сотрудничество регионов России со странами Восточной Азии [La coopération économique des régions russes avec les pays de l'Asie de l'Est] », in *Мировое и национальное хозяйство [World and National Economy]*, n° 1, 2006, p. 24.

► Figure 1. Perception de la migration chinoise par les Russes, 2010-2021 (en %)



résidant et travaillant dans l'EOR. Ces nouveaux règlements restrictifs s'accompagnent d'un durcissement général du contexte économique et socio-politique en Russie, à la suite de la crise économique de 2008-2009 et de la consolidation progressive du système poutinien. En parallèle, la coopération sino-russe officielle dans l'EOR devient de moins en moins dynamique : très peu de nouvelles initiatives voient le jour alors que les anciens projets communs stagnent ou disparaissent. On assiste à une dégradation rapide du dialogue transfrontalier et à une disparition progressive des opportunités économiques et professionnelles qui attiraient jadis les migrants chinois dans la région. La politique du « pivot vers l'Est » inaugurée par le Kremlin en 2014 dans le but de minimiser l'impact des sanctions occidentales introduites à l'encontre de la Russie après l'annexion de la Crimée, ainsi que l'adhésion russe à la *Belt and Road Initiative* (BRI)² ambitionnaient entre autres de remédier à cette situation.

L'enthousiasme de Moscou pour le projet chinois s'est toutefois rapidement refroidi suite au refus catégorique de Pékin d'investir en Russie dans des projets d'infrastructure très coûteux, comme la modernisation du Transsibérien, ou peu rentables, comme la construction d'une ligne TGV Moscou-Pékin. Les mégaprojets gaziers, le Yamal LNG et l'Arctic LNG-2, restent à cette date les seules initiatives que Pékin inclut dans son discours officiel sur les progrès de la BRI. En réalité,

2. Connue en français sous le nom de « Nouvelles routes de la soie », le nom complet de cette initiative en chinois est « 丝绸之路经济带和21世纪海上丝绸之路 », traduit en anglais par « The Silk Road Economic Belt and the 21st-century Maritime Silk Road ». Toutefois, cette longue dénomination est très rarement utilisée, y compris dans les documents officiels. On utilise donc plutôt le nom abrégé de « 一带一路 » (« une ceinture, une route ») ou « Belt and Road Initiative » en anglais.

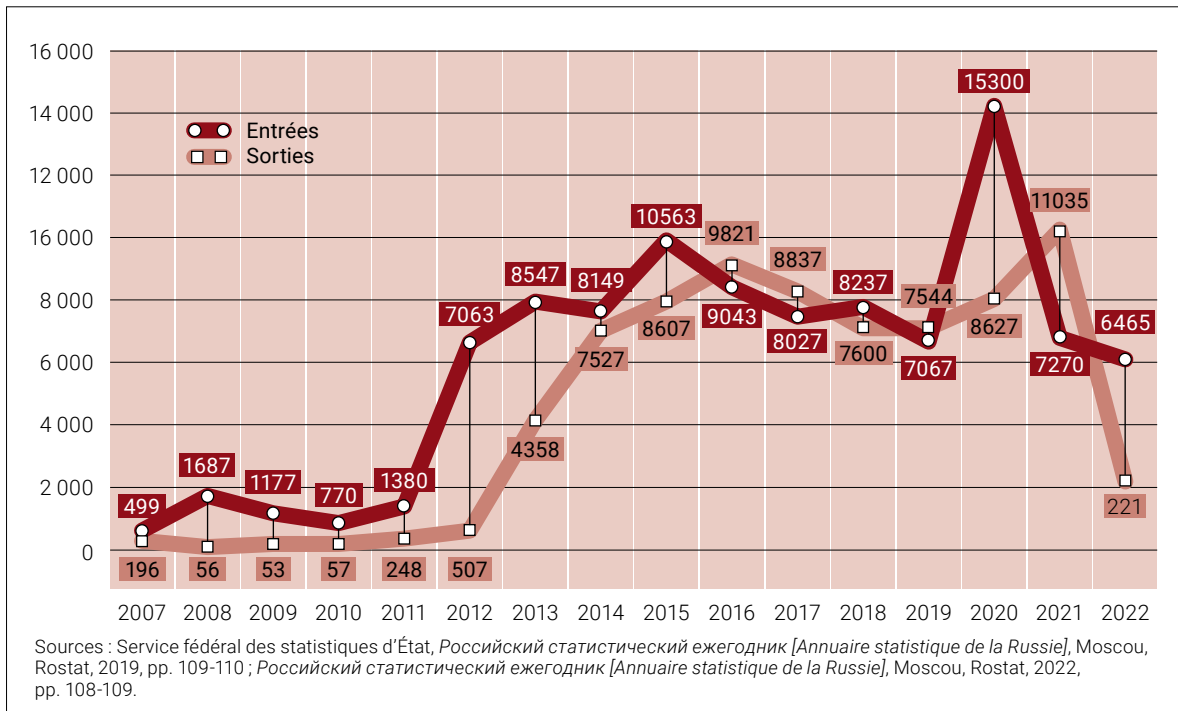
bien que les Chinois y participent en tant qu'investisseurs et pourvoyeurs de certains équipements et technologies, il s'agit des projets internationaux réunissant de nombreux acteurs occidentaux et asiatiques. L'adhésion russe à la BRI est donc pour l'instant assez formelle. Il s'agit plutôt d'une convergence des discours de Pékin et de Moscou sur leur volonté de coopérer dans le cadre de cette initiative afin de réduire la prédominance occidentale dans les affaires internationales, que d'une coopération réelle. De ce fait, l'impact de la BRI sur les flux migratoires chinois en Russie reste pour l'instant minimal. Ils semblent davantage influencés par la détérioration du climat des affaires en Russie et par sa politique d'annexion poursuivie en Ukraine depuis 2014.

Le nombre de Chinois en Russie : une question qui soulève les passions

Dans l'imaginaire collectif russe, la communauté chinoise en Russie serait sans cesse croissante, surtout dans l'EOR. La présence et l'installation de migrants chinois dans cette région frontalière sont vues par une partie de la population comme une menace pour la souveraineté et l'autonomie économique de la Russie. Malgré la propagande sur les bienfaits politiques et économiques du rapprochement sino-russe dans les médias officiels, qui s'est amplifiée de manière significative avec le début de la crise ukrainienne en 2014, la distance sociale entre les Russes et les Chinois reste aujourd'hui presque aussi élevée qu'en 2010 (voir la figure 1). Ainsi, selon la dernière enquête du Centre analytique Levada³ réalisée en décembre 2021, 45 % de

3. Il s'agit d'un *think tank* non gouvernemental qui réalise des enquêtes et des sondages indépendants en Russie.

► Figure 2. Les flux migratoires chinois à destination de la Russie, 2006-2021 (en milliers de personnes)



Russes avaient une opinion négative de la migration chinoise, dont 22 % souhaitaient que les Chinois soient interdits d'entrée sur le territoire russe et 23 % qu'ils ne soient autorisés à séjourner en Russie que de façon temporaire. Cette image négative de la migration chinoise n'empêche pas les Russes de désigner la Chine comme leur principal allié sur la scène internationale : en 2021, 38 % de répondants l'ont placée au second rang de la liste des pays amis de la Russie, juste derrière la Biélorussie⁴. Ce paradoxe s'explique par l'absence de discours public sur l'« impact positif » de la migration chinoise, ainsi que par la prévalence au sein de la population russe d'une image stéréotypée de la communauté chinoise héritée de la période tsariste et teintée de préjugés racistes et coloniaux.

En effet, cette thèse du « péril jaune », alimentée aujourd'hui par les publications xénophobes de certains médias et blogueurs nationalistes, n'est pourtant pas nouvelle : on retrouve cette même rhétorique dans la presse et dans le discours public local au tournant des XIX^e et XX^e siècles, lors des vagues migratoires successives en provenance de Chine, stimulées par différents facteurs économiques,

politiques et démographiques propres au pays d'accueil et à celui de destination⁵.

La diminution des flux migratoires en provenance de la Chine

Les estimations des experts et les statistiques officielles russes réfutent pourtant très résolument les prédictions des xénophobes. Selon les données des derniers recensements, le nombre de Chinois résidant en Russie n'a pas augmenté de manière exponentielle, au contraire, il a diminué : si, en 2002, environ 34 600 personnes déclaraient être d'origine chinoise, en 2010, ils n'étaient plus que 28 300⁶. La tendance soulignée par les chiffres des recensements qui restent très partiels, puisqu'ils n'incluent pas les résidents temporaires, est néanmoins confirmée par les données du Service fédéral des migrations qui enregistre les entrées et les sorties des ressortissants étrangers (voir la figure 2).

4. Levada-Center, « Главные «дружественные» и «недружественные страны» [Les principaux «pays amis» et «pays ennemis»], 2021. Url : <https://www.levada.ru/2021/06/15/glavnye-druzhestvennye-i-nedruzhestvennye-strany/>.

5. Olga V. Alexeeva, *Les Chinois à Saint-Petersbourg. Histoire et portrait d'une communauté en mutation*, Québec, Presses de l'université du Québec, 2015.

6. Alena Lapteva, « Насколько велика китайская миграция в Россию [Quelle est l'ampleur de la migration chinoise en Russie ?] », in *Eurasianet*, 2019. Url : <https://russian.eurasianet.org/насколькo-велика-китайская-миграция-в-россию>.

Ces données montrent qu'à partir de 2014, malgré les rhétoriques officielles russe et chinoise vantant les perspectives de coopération bilatérale, de moins en moins de Chinois viennent en Russie. L'augmentation soudaine d'arrivées enregistrée en 2019 fut le résultat du boom touristique : de nombreux Chinois sont alors séduits par la baisse des prix du voyage causée par la dévaluation du rouble, par l'abolition de visa pour les groupes touristiques entrant en Russie *via* les postes frontaliers de l'EOR, mais aussi par le développement de nouveaux circuits touristiques qui proposent aux touristes d'admirer les aurores boréales dans l'Arctique russe, d'observer des ours dans la péninsule du Kamchatka, de se ressourcer au bord du lac Baïkal ou de visiter les lieux de mémoire communistes.

« Ces données montrent qu'à partir de 2014, malgré les rhétoriques officielles russe et chinoise vantant les perspectives de coopération bilatérale, de moins en moins de Chinois viennent en Russie.

Le début de la pandémie de Covid-19 l'année suivante n'a pas permis à ce boom touristique d'avoir un effet durable sur l'économie russe. La crise sanitaire a également précipité le départ en Chine de nombreux travailleurs, entrepreneurs et étudiants chinois résidant en Russie depuis un certain temps. Toutefois, la pandémie n'a fait qu'amplifier ce phénomène de retour, comme en témoignent les soldes migratoires négatifs de 2015, 2016 et 2018 (voir la figure 2). Si, pour certains, le départ est motivé par des raisons administratives (la fin des études ou d'un contrat de travail, l'expiration du permis de séjour), d'autres déplorent le manque d'opportunités professionnelles et l'apparition de nombreux obstacles au développement des PME en Russie, comme la corruption endémique, l'arbitraire des organes de sécurité et de la bureaucratie à tous les niveaux, les règles du jeu instables, l'insécurité croissante⁷.

7. Marina Igosheva, « Этническое предпринимательство в условиях современных миграционных процессов: опыт китайской диаспоры в России [L'entrepreneuriat ethnique dans le contexte de processus migratoires contemporains : l'expérience de la diaspora chinoise en Russie] », in *Манускрипт [Manuscript]*, vol. 13, n° 9, 2020, p. 108.

L'évolution du profil de la communauté chinoise en Russie après la crise sanitaire

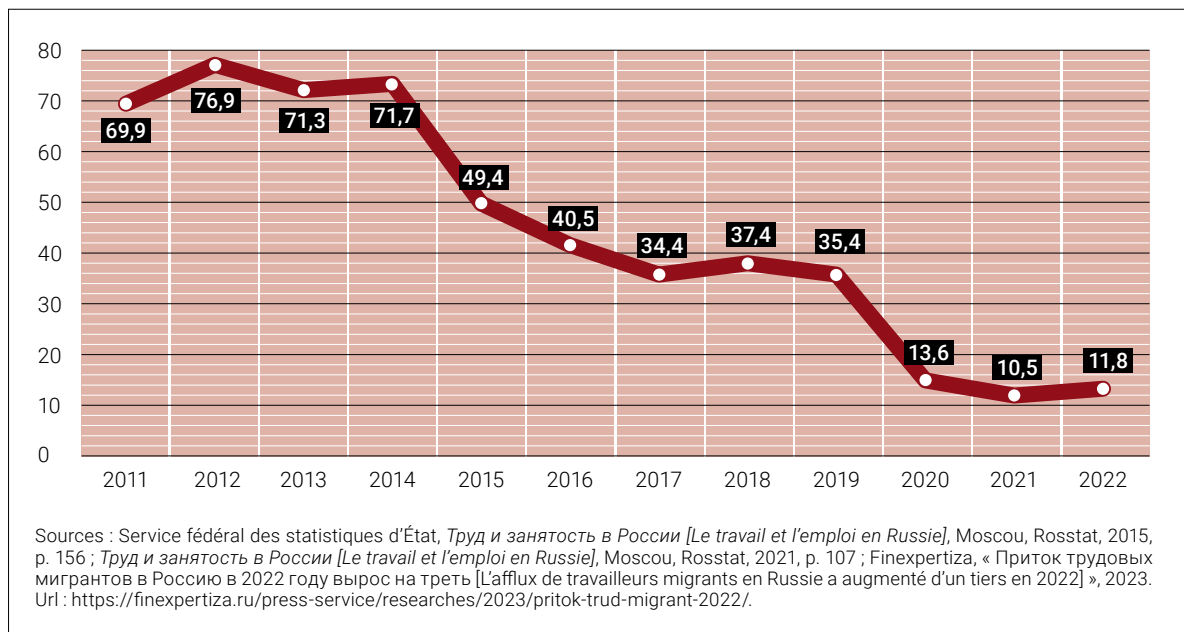
Installés dans les principales villes de l'EOR et de Sibérie, ainsi qu'à Moscou et à Saint-Petersbourg, les migrants chinois appartiennent à l'une des quatre catégories suivantes : les travailleurs contractuels, les entrepreneurs, les étudiants et les touristes. Les frontières entre ces catégories restent cependant très perméables : en arrivant en Russie avec un visa touristique ou d'études, certains Chinois s'engagent dans des activités commerciales, d'autres travaillent sans avoir obtenu l'autorisation nécessaire. Depuis ces dernières années, on observe cependant une diversification croissante des profils migratoires qui contribue à la transformation de la composition des nouveaux flux migratoires en provenance de Chine.

D'une part, le nombre de travailleurs contractuels, employés principalement sur les chantiers de construction, les sites forestiers et les champs agricoles de l'EOR, a été divisé par deux après 2014 (voir la figure 3). La chute des cours du baril de pétrole brut – et donc des revenus pétroliers –, mais surtout la crise ukrainienne et les sanctions occidentales qui en ont découlé ont plongé l'économie russe dans une récession durable. La dépréciation du rouble et la montée de l'inflation ont rendu la Russie peu attractive aux yeux de travailleurs chinois, qui peuvent désormais trouver de meilleures offres d'emploi en Chine, où les salaires sont devenus plus élevés qu'en Russie. De plus, en 2019, les autorités de l'EOR ont décidé d'interdire l'octroi de permis de travail aux étrangers employés dans la sylviculture et l'agriculture afin d'encourager les entreprises à engager des travailleurs locaux⁸. Cette décision, mais aussi le début de la crise sanitaire et la fermeture de la frontière terrestre entre la Chine et la Russie, qui s'est réouverte seulement au début de 2023, ont entraîné un ralentissement durable de la migration de travail chinoise en Russie.

D'autre part, on assiste à une croissance soutenue du nombre d'étudiants chinois inscrits dans les universités russes, tous programmes confondus. En 2020, ils étaient 32 600 à faire leurs études en Russie, principalement à Moscou et à Saint-Petersbourg, mais

8. TASS, « Приморье откажется от иностранной рабочей силы в лесной и сельхозотрасли в 2020 году [La région de Primorye éliminera progressivement les travailleurs étrangers dans les secteurs de la sylviculture et de l'agriculture en 2020] », 2019. Url : <https://tass.ru/obschestvo/6544311>.

► Figure 3. Nombre de travailleurs chinois ayant obtenu un permis de travail en Russie, 2010-2021 (en milliers de personnes)



aussi dans l'EOR dont la proximité géographique attire les jeunes Chinois originaires des provinces frontalières⁹. Interrompue par la pandémie de Covid-19, la migration étudiante a rapidement retrouvé son dynamisme après la réouverture des frontières russes : en 2022, la Russie a accueilli 37 081 étudiants chinois, ce qui représente une augmentation de 13,7 % par rapport au niveau pré-pandémique¹⁰. Cet engouement pour la Russie s'explique par des frais de scolarité abordables, un coût de la vie peu élevé, ainsi que par une procédure d'admission relativement simple. En effet, à la différence des universités américaines ou européennes, les établissements d'études supérieures russes n'exigent pas de bonne maîtrise de la langue de la part des étudiants étrangers car ils leur offrent des cours intensifs du russe lors de leur première année d'étude. Quant aux universités chinoises, le concours d'entrée y est tellement compétitif que de nombreux nouveaux étudiants se retrouvent recalés par le système universitaire chinois et n'ont souvent

pas d'autre choix que d'étudier à l'étranger. La Russie apparaît donc comme une bonne option pour tous ceux qui ne peuvent pas faire d'études ailleurs pour des raisons financières ou académiques.

De plus, toutes les initiatives de coopération sino-russe officielles incluent aussi des volets culturels et éducatifs dans le but de stimuler les échanges scientifiques et académiques. Ainsi, plusieurs universités russes proposent désormais aux étudiants chinois des formations en anglais ou un double diplôme en partenariat avec des universités chinoises. Il s'agit bien souvent de programmes en informatique, en physique, en chimie et en ingénierie¹¹. Le gouvernement chinois offre quant à lui de nombreuses bourses aux diplômés des universités chinoises qui souhaitent poursuivre leurs études au niveau du master et du doctorat en Russie, une incitation non négligeable pour ceux qui n'ont pas d'autres options. Toutefois, rares sont les étudiants chinois qui expriment leur intention de rester en Russie – et d'ailleurs il n'existe aucune mesure officielle qui favorise leur installation à la fin de leurs études –, au contraire, les boursiers chinois sont tenus de revenir en Chine, il s'agit donc d'une migration temporaire.

9. Raisa Epikhina, « A Russian education: The latest export to the Chinese market », in *Carnegie Endowment for International Peace*, 2021. Url : <https://carnegiemoscow.org/commentary/86101>.

10. Anastasia Maier, Vladimir Koulagin, « В российских вузах обучаются 37 081 китайский студент [37 081 étudiants chinois font leurs études dans les universités russes] », in *Ведомости [Les Nouvelles]*, 2023. Url : <https://www.vedomosti.ru/society/articles/2023/03/22/967543-v-rossiiskih-vuzah-obuchaetsya-37-081-kitaiskii-student>.

11. Ministère de la Science et de l'éducation de Russie, « Где и как учатся граждане КНР в России [Où et comment se font les études les citoyens de la République populaire de Chine en Russie] », 2019. Url : <https://www.5top100.ru/news/104492/>.

L'internationalisation croissante des « marchés chinois » dans l'EOR

Durant les années 1990, dans les grandes villes de l'EOR, mais aussi de Sibérie, apparaissent de premiers marchés chinois où les consommateurs russes pouvaient trouver des vêtements et des produits alimentaires apportés de République populaire de Chine à des prix compétitifs par les commerçants chinois. Ces produits n'étaient pas de très bonne qualité, mais ils représentaient un moyen de survivre pour une population locale frappée par des crises économiques à répétition. Assez vite, ces marchés, que les habitants surnomment « Shanghai », « Kitai-gorod » ou « kitaika¹² », deviennent des organismes complexes regroupant cafés et restaurants ethniques, hôtels, casinos clandestins, entrepôts, salons de coiffure et bureaux des nombreuses associations culturelles chinoises, assez éphémères, offrant toutes sortes de services aux migrants – de l'aide juridique à la contrefaçon de documents officiels¹³. De simples lieux de commerce, ces marchés sont donc rapidement devenus des espaces communautaires importants, des lieux d'échanges et de contacts entre les migrants chinois et la population locale.

Toutefois, dès le début des années 2010, malgré leur appellation, ces marchés chinois deviennent de plus en plus internationaux : à côté des Chinois, on y voit apparaître des marchands originaires d'Asie centrale et du Caucase, ainsi que des commerçants coréens et vietnamiens. Quant aux employés (vendeurs dans les boutiques, serveurs dans les restaurants, chargeurs et chauffeurs de camions, etc.), ils sont désormais recrutés parmi les habitants locaux russophones. Dans certaines villes, ces

12. « Kitai-gorod » ou la « ville de Kitai » est un quartier d'affaires à Moscou ; la première partie de son nom est un homonyme du terme russe utilisé pour désigner la Chine (Kitai est une forme russe de Cathay). Le mot « *kitaika* » est dérivé de ce même terme. Au tournant du XX^e siècle, les quartiers chinois de l'EOR, souvent des taudis en périphérie des villes, ont été appelés des « Shanghai » par la population russophone, par analogie avec les quartiers pauvres de cette grande ville chinoise. Ce terme a refait son apparition un siècle plus tard pour désigner des marchés chinois qui, à leurs débuts, avaient souvent l'apparence d'un labyrinthe chaotique d'étalages et de kiosques.

13. Andrei Avdashkin, « Китайский рынок в пространстве российского города (случай Челябинска) [Le marché chinois dans l'espace urbain russe (le cas de Tcheliabinsk)] », in *Вестник археологии, антропологии и этнографии [Bulletin d'archéologie, d'anthropologie et d'ethnographie]*, vol. 49, n° 2, 2020, p. 150.

marchés de fortune ont été rasés pour laisser la place à des centres d'achats avec des boutiques qui continuent de vendre des produits chinois fournis par des grossistes¹⁴.

On constate donc que le temps des petits commerçants-pionniers cherchant des opportunités économiques dans l'ouverture des frontières entre la Chine et la Russie est révolu. Certains d'entre eux ont fait faillite, d'autres, confrontés à la corruption croissante des autorités et de la police locales pratiquant le racket et les taxations illégales des commerçants, ont décidé de fermer leur boutique et de retourner en Chine. Finalement, ceux qui ont réussi à s'intégrer dans le tissu socio-économique local et à développer un réseau de connaissances utiles des deux côtés de la frontière sont devenus des grossistes ou ont changé d'activité, en ouvrant, par exemple, des agences de voyages qui offrent toutes sortes de services aux groupes de touristes chinois¹⁵. La majorité des nouveaux entrepreneurs chinois qui bravent les risques liés à l'investissement et à la conduite d'affaires en Russie sont des représentants ou des fournisseurs de grandes entreprises chinoises, intégrées dans la structure complexe de la circulation des biens et des services entre les deux pays, voire dans le réseau des affaires internationales.

Heurs et malheurs des exploitations agricoles chinoises dans l'EOR

À partir du début des années 2000, le domaine d'intérêts économiques des migrants chinois dans l'EOR commence à s'élargir. En parallèle avec les activités ethniques « habituelles », c'est-à-dire le commerce de détail, la restauration et les activités d'import-export, ils cherchent désormais à investir dans d'autres secteurs de l'économie. Certaines régions de l'EOR voient ainsi apparaître des exploitations agricoles tenues par des Chinois. Si, au départ, il s'agissait de petites fermes qui vendaient l'essentiel de leur production sur le marché local, avec le temps,

14. Konstantin Grigorichev, Viktor Dyatlov, Dmitrii Timoshkin, Diana Bryazgina, *Базар и город: люди, пространства, образы [Le marché et la ville. Les hommes, les espaces et les images]*, Irkutsk, Ottisk, 2019, p. 73.

15. Viktor Dyatlov, « Этнические рынки – мигрантские локальности в постсоветском городском пространстве [Les marchés ethniques : les lieux migratoires dans l'espace urbain post soviétique] », in *Журнал исследований социальной политики [The Journal of Social Policy Studies]*, vol. 18, n° 4, 2020, p. 584.



► Un fermier chinois vendant des légumes sur le marché d'Irkoutsk (Russie), 2005.
© Olga Alexeeva.

la taille et le nombre des exploitations agricoles chinoises dans la région ont considérablement grandi : en 2015, elles fournissaient déjà un quart de toute la production agricole du Primorye, la région la plus peuplée et développée de l'EOR¹⁶. En parallèle, on assiste à une spécialisation croissante de ces exploitations agricoles – la culture du soja prédomine, mais il y a aussi de vastes plantations de maïs et de riz – puisqu'elles ciblent désormais le marché chinois.

Combien d'hectares de terres arables sont aujourd'hui exploités par des migrants chinois dans l'EOR ? Nul ne le sait car les statistiques officielles sont partielles et ne reflètent pas l'ampleur réelle du phénomène. En effet, il existe en Russie de nombreuses restrictions légales liées à la location de terres agricoles aux étrangers. Pour les contourner, les entrepreneurs chinois ont développé une panoplie de pratiques informelles d'utilisation des terres. Certains mobilisent des prête-noms russes pour acheter ou louer des terres, d'autres soudoient les administrations locales pour obtenir des contrats de location fictifs. Enfin, il y a aussi ceux qui, tout simplement, exploitent des terrains laissés à l'abandon avec

la liquidation des kolkhozes et le départ de nombreux habitants ruraux vers les villes¹⁷.

Curieusement, cette situation s'apparente à celle observée au tournant du XIX^e siècle, quand les paysans russes, venus de la partie européenne de l'Empire, ne parvenaient pas à obtenir de bonnes récoltes parce que les conditions climatiques et agricoles dans l'EOR étaient très différentes de celles qu'ils connaissaient. Les paysans chinois, originaires de la Mandchourie voisine, ne rencontraient pas ce problème puisqu'ils avaient le même climat en Chine. Les colons russes décidèrent alors de louer leurs terres aux migrants, ce qui a donné naissance à un phénomène très particulier : les Russes souscrivaient des baux sur les terres auprès de l'État, puis ils les sous-louaient aux Chinois. Ces derniers vivaient donc à la campagne alors que les paysans russes s'installaient en ville. Cette situation inquiétait beaucoup les autorités locales qui y voyaient une menace pour la domination russe sur ces terres récemment annexées¹⁸.

Un siècle plus tard, des alarmistes parmi les experts et les journalistes locaux exprimaient des

¹⁶. Ministère de l'Agriculture de Primorye, « Итоги работы АПК. Отчет за 2015 год [Les résultats de travail de l'industrie agroalimentaire. Rapport de 2015] », 2016. Url : <http://www.agrodev.ru/content/otchet-za-2015-god>.

¹⁷. Ivan Zuenko, Vadim Sonin, « Правовые ограничения и неформальные практики землепользования китайских фермеров на Дальнем Востоке [Les restrictions et les pratiques d'utilisation de sols informelles des fermiers chinois dans l'EOR] », in Журнал "Правоприменение" [Law Enforcement Review], vol. 1, n° 1, 2017, p. 61.

¹⁸. Olga V. Alexeeva, *op. cit.*

sentiments similaires face à l'apparition de nombreux travailleurs agricoles chinois dans les zones rurales russes de l'EOR. Or cette migration de travail avait toujours un caractère strictement saisonnier. Son dynamisme s'expliquait avant tout par la grande rentabilité de la main-d'œuvre chinoise par rapport à celle disponible localement. En effet, en faisant venir des travailleurs des provinces chinoises voisines seulement durant la saison agricole, de mars à novembre, les exploitants chinois faisaient des économies importantes sur les charges sociales et le coût du travail. Ces ouvriers agricoles se contentaient de vivre dans des baraques à proximité des champs et acceptaient de travailler de longues heures et sans congés¹⁹.

« En effet, il existe en Russie de nombreuses restrictions légales liées à la location de terres agricoles aux étrangers.

Toutefois, avec le changement de la conjoncture économique à partir de 2014 et l'entrée en vigueur des restrictions liées à l'embauche des étrangers²⁰, les fermiers chinois ont de plus en plus de difficultés à recruter des travailleurs en Chine et sont obligés de les remplacer par des locaux. La pandémie de Covid-19 et la fermeture de la frontière sino-russe ont accéléré ce phénomène qui semble désormais irréversible. D'une part, plusieurs exploitants chinois ont investi dans la formation de la main-d'œuvre locale russe, qui possède maintenant toutes les compétences et l'expérience nécessaires pour manipuler des machines et des équipements agricoles modernes. D'autre part, étant donné le creusement de la différence de niveau de vie entre l'EOR et le Dongbei, le recrutement et l'emploi de travailleurs chinois en Russie ne peuvent se faire qu'au prix de dépenses conséquentes de la part des employeurs. En d'autres termes, il est devenu

plus rentable d'employer des ouvriers agricoles russes que d'importer de la main-d'œuvre chinoise²¹.

L'EOR dans la BRI : des premiers résultats décevants

La nouvelle initiative chinoise, qui ambitionnait d'assurer une meilleure circulation des capitaux, des biens, des technologies et des personnes à travers l'Eurasie, a été initialement accueillie avec une certaine méfiance par Moscou, qui y voyait une menace pour ses intérêts géopolitiques et économiques en Asie centrale. Toutefois, avec l'accélération du rapprochement sino-russe après 2014, Moscou a changé d'attitude en adhérant à la BRI²². Cette annonce a été accompagnée d'une série de grandes déclarations officielles grandiloquentes vantant les perspectives de la coopération sino-russe dans le cadre de la BRI, en particulier dans l'EOR. À cette occasion, une série de projets ont été identifiés comme prioritaires. Il s'agissait surtout de la construction de nouvelles infrastructures sur le territoire russe, permettant d'approfondir la complémentarité économique entre l'EOR et le Dongbei : ponts traversant le fleuve Amour, chemins de fer et routes automobiles transfrontaliers, installations portuaires modernes, zones économiques spéciales, postes frontalières supplémentaires. La réalisation de ces initiatives aurait pu exercer une influence non négligeable sur la circulation migratoire entre l'EOR et le Dongbei, en intensifiant la mobilité transfrontalière et en attirant davantage d'investisseurs, de commerçants et de travailleurs qualifiés chinois.

Toutefois, ces projets existaient sur le papier depuis la fin des années 2000 – ils faisaient partie des divers programmes russes et chinois visant à promouvoir une coopération transfrontalière. Les contours de ces projets, annoncés lors de rencontres bilatérales de haut niveau, restaient flous, et ont été perçus par les autorités et la population de l'EOR comme un élément d'un discours politique et non pas comme

19. Ivan Zuenko, « Pandemic changes face of farming in Russian Far East », in *Carnegie Endowment for International Peace*, 2020. Url : <https://carnegiemoscow.org/commentary/83484>.

20. Les autorités russes exigent, par exemple, que les employeurs utilisant de la main-d'œuvre étrangère versent des cotisations régulières au fond d'assurance sociale et à la caisse de pension russes tout en augmentant les frais administratifs liés à l'octroi des permis de travail. Voir Alexandr Larin, « Китайская диаспора в России [La diaspora chinoise en Russie] », in *Контурь глобальных трансформаций [Outlines of Global Transformations]*, vol. 10, n° 5, 2017, p. 72.

21. Ivan Zuenko, « Pandemic changes face of farming in Russian Far East », *op. cit.*

22. Ce processus d'adhésion a débuté avec la signature de l'accord sur le raccordement de la BRI à l'initiative russe de l'Union économique eurasiatique en 2015. Cet accord a permis d'apaiser les craintes de Moscou quant au déclin de son influence politique en Asie centrale suite à l'accroissement de la présence chinoise dans la région. Voir Alexander Gabuev, « Crouching bear, hidden dragon: "One belt one road" and Chinese-Russian jostling for power in Central Asia », in *The Journal of Contemporary China Studies*, vol. 5, n° 2, 2016, pp. 61-78.

une véritable initiative²³. Leur réalisation se voyait donc compromise par le manque de volonté de l'administration des deux côtés de la frontière, ainsi que par l'instabilité croissante du climat d'investissement en Russie. Par conséquent, ces projets ne parvenaient pas à attirer des investisseurs et sont restés lettre morte durant des années. L'adhésion russe à la BRI n'a pas fait changer cette situation de manière significative²⁴ puisque les conditions de la coopération régionale sont restées les mêmes²⁵. Après l'invasion de l'Ukraine et la cascade de sanctions qui l'ont suivie, l'EOR semble devenir la principale fenêtre russe sur le monde, au fur et à mesure de la rupture des différents fils connectant Moscou à l'Europe. Toutefois, les infrastructures existantes dans l'EOR ne permettent pas de gérer efficacement l'augmentation du volume de fret routier, maritime et ferroviaire transfrontalier causée par ces nouvelles réalités. Dans ce contexte, la réalisation de ces nouveaux-anciens projets d'infrastructure semble enfin sur la bonne voie. Seul l'avenir dira quel sera l'impact de cette nouvelle conjoncture sur la situation migratoire dans l'EOR.

Conclusion

L'analyse des données statistiques disponibles montre que les migrants chinois en Russie sont très mobiles et loin de former une communauté stable et bien structurée, y compris dans l'EOR. Depuis ses dernières années, la nature des flux migratoires chinois à destination de la Russie semble changer de manière importante, aussi bien dans leur ampleur que dans la diversité des catégories de migrants. Les

petits commerçants et les travailleurs contractuels ont cédé la place aux étudiants, aux entrepreneurs et aux employés des grandes entreprises chinoises qui restent en Russie de manière temporaire et qui n'ont pas, dans leur majorité, des projets migratoires durables. Le récent rapprochement politique sino-russe ne semble pas avoir eu un grand effet sur la circulation migratoire des Chinois en Russie, car le « pivot vers l'Est » de Moscou et son adhésion à la BRI n'ont pas créé suffisamment de nouvelles niches économiques ni d'opportunités professionnelles pour attirer davantage de migrants chinois en Russie en général, et dans l'EOR en particulier. La pandémie de Covid-19 et le début de la guerre en Ukraine ont mis en évidence l'ampleur de la dégradation de la situation socio-politique et économique en Russie, ce qui risque d'avoir un effet dissuasif important, surtout pour les migrations de travail et d'affaires réalisées en dehors des grands projets bilatéraux et des initiatives sino-russes officielles. ■

23. Ivan Zuenko, « Российско-китайское сотрудничество: взгляд из региона [La coopération sino-russe : un point de vue de la région] », in *Контрапункт [Contrepoint]*, n° 10, 2017, p. 7-8.

24. Les travaux de construction de deux ponts traversant le fleuve Amour (l'un automobile, entre Blagovestchensk et Heihe, et l'autre ferroviaire, entre Nizhneeleninskoe et Tongjiang), qui se sont étalés sur une décennie, ont été enfin achevés en 2022.

25. Andrey Gubin, « Дальний Восток России в китайской инициативе "Пояс и путь": возможности и проблемы [L'Extrême-Orient russe dans la BRI : perspectives et problèmes] », in *Сравнительный анализ локального опыта [Analyse comparée des expériences locales]*, vol. 11, n° 4, 2020, p. 185.

La Route de la soie et les dynasties chinoises Un passé de commerce, d'expansion et d'échanges culturels

Sayed Mahdi Munadi, enseignant à Sciences Po Paris, ancien diplomate afghan.

Réseau principalement dédié au commerce chinois, la Route de la soie a également été utilisée pour l'espionnage, le renseignement et les expéditions militaires. Elle a permis la transmission de biens, d'idées et de religions, et a aidé les différentes dynasties chinoises à sortir le pays de son isolement pour le transformer en empire expansionniste vers l'Ouest.

La Route de la soie, constituée d'un vaste réseau de routes commerciales, reliait la Chine à l'Occident, traversant l'Asie, l'Europe et l'Afrique sur des milliers de kilomètres. Ce passage crucial pour le commerce et les échanges culturels entre Orient et Occident a joué un rôle central dans le développement des civilisations anciennes de ces régions. La Route de la soie a rendu possible la vente de biens tels que la soie, le thé, les épices, les métaux précieux, mais aussi la circulation d'idées, de technologies et de religions¹. En outre, elle a permis la transition chinoise d'une civilisation isolée à un empire expansionniste en servant de canal pour l'expansion territoriale vers l'Ouest.

Une tradition d'espionnage

Au cours des siècles, la Route de la soie, bien qu'elle ait principalement été un réseau commercial reliant la Chine au reste du monde, a également été utilisée par les dynasties chinoises pour l'espionnage, l'expansion et la création d'alliances. Officiellement, la Route de la soie naît pendant la dynastie Han (206 av. n. è. -220), lorsque Zhang Qian, dépêché à la recherche d'alliés pour endiguer les incursions des Xiongnu (匈奴), des tribus nomades mongoles et turques, apprend l'existence de puissants chevaux dans la province de Ferghana. L'importation de ces chevaux, nommés « chevaux célestes », aide la dynastie Han à vaincre les Xiongnu². Par la suite, les dynasties chinoises envoient des émissaires et des commandants militaires sur la Route de la soie, afin d'établir des alliances avec les États

limitrophes, et de récolter des renseignements sur les puissances étrangères.

La marche vers l'Ouest, selon la stratégie de Sun Tzu³, ouvre la possibilité pour une civilisation isolée de se transformer en empire. Selon Gallagher et Robinson, les politiques et les militaires tendent à suivre les commerçants. Ce sont souvent les intérêts économiques qui aiguillonnent l'expansion aussi bien politique que militaire, et non l'inverse⁴. La politique expansionniste de la Grande-Bretagne, par exemple, avait des fondements économiques, comme l'ont montré ses nombreuses annexions.

La dynastie Tang (618-907) a suivi la tradition han, empruntant la Route de la soie à de nombreuses fins, notamment économiques et religieuses, tout en s'étendant vers l'Ouest. Dans ce processus, l'espionnage et la collecte de renseignements étaient des facteurs essentiels. En développant les relations commerciales le long de la Route de la soie, les empereurs Tang ont favorisé les échanges humains tels que les « émissaires, les envahisseurs ou les

3. L'« art de la tromperie » peut être considéré comme le thème central de la stratégie de Sun Tzu (544-496 avant J.-C.). Dans *L'Art de la guerre*, Sun Tzu reconnaît l'importance du recueil de connaissances sur l'ennemi grâce à des espions. Il a décrit cinq types d'espions qui pourraient être employés dans un territoire étranger : les espions autochtones, qui sont recrutés à l'intérieur du pays cible ; les espions internes, qui sont des fonctionnaires à l'intérieur du pays cible ; les espions convertis, des espions ennemis « retournés » pour travailler pour l'employeur ; les espions condamnés, qui reçoivent de fausses informations à transmettre au pays cible ; et les espions survivants, qui retournent à l'employeur après avoir recueilli des données dans le pays cible. Ces tactiques de recueil de renseignements pour influencer la dynamique politique dans le pays cible permettent à l'employeur d'atteindre ses objectifs sans avoir recours à un conflit direct. Samuel B. Griffith (dir.), *Sun Tzu: The Art of War*, Oxford, Oxford University Press, 1971, pp. 144-145.

4. John Gallagher, Ronald Robinson, « The imperialism of free trade », in *Economic History Review*, vol. 6, n° 1, 1953, pp. 1-15.

1. John E. Hill, *Through the Jade Gate to Rome: A Study of the Silk Routes during the Later Han Dynasty, 1st to 2nd Centuries CE*, Charleston, BookSurge Publishing, 2009.

2. Zao Xu, « Heavenly horses, the four-footed legends of the Silk Road », in *The Telegraph*, 21 juin 2018. Url : <https://web.archive.org/web/20190427192407/https://www.telegraph.co.uk/china-watch/culture/tianma-chinas-heavenly-horses/>.

participants à des mariages stratégiques⁵ ». L'empereur Tong a étendu la dynastie vers l'Ouest et a vaincu les nomades. Les empereurs Tang ont utilisé la soie comme moyen de paiement pour leurs affaires intérieures et le développement de leur politique étrangère régionale, ainsi que de leurs campagnes militaires⁶. Il s'agissait d'une méthode importante pour payer, soudoyer, diviser les nomades de l'Ouest de la Chine et s'étendre davantage.

L'expansion Tang se poursuit jusqu'à son point culminant, la bataille de Talas en 751, où les forces chinoises affrontent le califat abbasside. La bataille de Talas constitue un moment pivot dans l'histoire : c'est la première et dernière fois que les forces arabes l'emportent sur l'armée chinoise, sans toutefois réussir à prendre Xinjiang⁷. Cette bataille significative met un terme à l'expansion occidentale de la Chine et donne lieu à de nouvelles pratiques politiques dans les rapports des dynasties chinoises avec les « barbares » de l'Ouest.

La Chine développe cinq stratégies de communication pour traiter avec les « barbares », les dirigeants nomades et musulmans, en fonction de leur puissance et de leur influence aux frontières occidentales chinoises. Tout d'abord, une stratégie de « parenté harmonieuse », qui prévoit des mariages inter-dynasties afin d'établir des relations pacifiques avec les « États frères », maintenues par le biais de dons annuels. Ensuite, une stratégie de coercition, basée sur la capacité des forces militaires chinoises à attaquer les peuples ennemis même au sommet de leur puissance. Troisièmement, une stratégie défensive, la manière principale dont la Chine traite avec les peuples ennemis. Quatrièmement, la stratégie des « rênes souples », qui met l'accent sur la non-interférence et le libre commerce avec les groupes nomades. Enfin, « le contrôle des barbares par les barbares⁸ », une stratégie qui conserve tout son sens et est encore utilisée aujourd'hui.

Un canal essentiel pour les échanges culturels et religieux

La dynastie Song (960-1279) prolonge cette tradition d'espionnage et d'expansion par le biais de la Route de la soie. Le gouvernement Song envoie des missions diplomatiques

et des délégations commerciales vers l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Il dépêche également des expéditions militaires afin de conquérir les États limitrophes et de protéger ses intérêts commerciaux⁹. En plus de l'espionnage et de l'expansion, les dynasties chinoises emploient aussi la Route de la soie pour les échanges culturels et la dissémination d'idées religieuses. Des moines et des érudits bouddhistes, comme Xuan Zang, empruntent la Route de la soie afin d'étudier et de propager leur foi ; les artistes, comme les érudits, sont exposés à des idées, des techniques et des styles nouveaux par les cultures qu'ils côtoient¹⁰.

L'expansion de la dynastie Qing au cours du XVII^e et du XVIII^e siècle rencontre la résistance des émirs musulmans du Sud de l'Asie centrale. Selon Newby¹¹, en 1762, Ahmad Shah Durrani envoie une lettre à la cour Qing exigeant que la Chine se retire des territoires musulmans. En réponse, Qinglong affirme qu'il est « le seigneur du royaume terrestre, qui observe tout, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'empire, qui récompense le bien et punit le mal ». Le commerce s'interrompt et une résistance unifiée s'organise en djihad dans différentes régions. Ahmad Shah, après avoir conquis le Badakhchan, assassine le Sultan Shah, un allié de Qinglong qui l'avait trahi. Cependant, Ahmad Shah et ses alliés échouent à reprendre Xinjiang, les forces chinoises étant trop puissantes. En définitive, les deux camps reconnaissent leur égalité¹². Il est important de noter qu'après la bataille de Talas, le djihad a été la technique de guerre principale aux frontières occidentales de la Chine.

En conclusion, la Route de la soie a joué un rôle significatif dans l'expansion territoriale des dynasties chinoises à travers les siècles. De multiples stratégies ont été employées sur la Route de la soie par les différentes dynasties, mais toutes visaient à étendre l'influence chinoise et à protéger ses intérêts commerciaux. L'héritage de la Route de la soie n'a pas disparu, comme l'a démontré la *Belt and Road Initiative*, dont l'objectif est de relancer les anciennes voies commerciales et de promouvoir la coopération tant économique que culturelle entre la Chine et le reste du monde. ■

5. Jeong Su-il, *The Silk Road Encyclopedia*, Séoul, Seoul Selection, 2016, p. 270.

6. Helen Wang, « Textiles as money on the Silk Road? », in *Journal of the Royal Asiatic Society*, vol. 23, n° 2, 2013, pp. 165-174.

7. James A. Millward, *Eurasian Crossroads: A History of Xinjiang*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 26.

8. Asim Doğan, *In Hegemony with Chinese characteristics: From the Tributary System to the Belt and Road Initiative*, Londres, Routledge, 2021.

9. Valérie Hansen, *The Silk Road: A New History with Documents*, Oxford, Oxford University Press, 2012, pp. 63-68.

10. Susan Whitfield, *The Silk Road: Trade, Travel, War and Faith*, Londres, The British Library, 2004.

11. Laura J. Newby, *The Empire and the Khanate: A Political History of Qing Relations with Khoqand c. 1760-1860*, Leyde, Brill, 2005.

12. *Ibid.*, p. 34.



► Cargo destiné aux pays partenaires de la *Belt and Road Initiative* (BRI), quittant le port de Qingdao, province du Shandong (Chine), 11 octobre 2023. Selon les statistiques des douanes de Qingdao, de 2013 à 2022, la valeur des importations et des exportations vers les pays construisant conjointement la BRI est passée de 745,05 milliards de yuans à 1,78 billion de yuans, avec une croissance annuelle moyenne de 9,7 %.

© Costfoto/NurPhoto/via AFP.

La migration chinoise et les communautés sinisées

Des dispositifs de l'expansion du pouvoir chinois en Asie du Sud-Est ?

Téphanie Sieng, géographe, chercheuse associée au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA) (UMR 245) et au LIMEEP-PS (UR 20204/OVSQ).

Depuis les années 2000, la Chine développe de plus en plus son pouvoir diplomatique, stratégique et économique en Asie du Sud-Est. Pour ce faire, elle s'appuie sur des communautés chinoises à la fois bien intégrées au sein des populations locales, tout en étant à même de réaffirmer l'identité et les valeurs chinoises. Cette ressource stratégique sur le plan culturel participe du processus chinois d'intégration économique en Asie du Sud-Est, la Chine représentant le principal partenaire des pays de la région, réunis dans l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean).

Par sa position géographique, l'Asie du Sud-Est est aujourd'hui au cœur de nombreux enjeux politiques, économiques et sociaux. Depuis les temps anciens¹, la Chine est un partenaire majeur à tous les niveaux au sein de cet espace diversifié, devenu carrefour d'échanges internationaux. De Zhou Daguan (1266-1346) à Xi

Jinping (depuis sa prise de pouvoir en 2013), les échanges entre l'Asie du Sud-Est et la Chine n'ont jamais été interrompus, et l'influence chinoise sur la région s'est particulièrement accentuée ces dernières années². On constate que, depuis le milieu des années 2000, la Chine ancre de plus en plus son pouvoir dans la région. Forte de la présence d'une diaspora chinoise ancienne, de l'expansion des voies de communication, notamment à travers « les Nouvelles routes de la soie » dite « *Belt and Road Initiative* » (BRI) (voir la carte), de la multiplication de projets de réhabilitation ou de construction publics et privés, comme le port de Malacca ou le stade du *Morodok Decho* de Phnom

1. Marie-Sybille de Vienne, « Migrations chinoises », in Guy Richard (dir.), *Ailleurs, l'herbe est plus verte. Histoire des migrations dans le monde*, Condé-sur-Noireau, Arléa-Corlet, 1996, pp. 277-304 ; Marie-Sybille de Vienne, « De Cochinchine à Macao. Lettre de l'évêque de Gortyne, 1792, un éclairage sur le rapport politique du Tonkin à la Chine à la fin du XVIII^e s. », in *Péninsule*, n° 42, 2001, pp. 29-42 ; Marie-Sybille de Vienne, *Les Chinois en Insulinde. Échanges et sociétés marchandes au XVII^e siècle*, Paris, Les Indes Savantes, 2008 ; Marie-Sybille de Vienne, « Les Chinois au Cambodge, des champs de la mort à la jungle des affaires (1970-2007) », in *Péninsule*, n° 56, 2008, pp. 167-196.

2. Manuelle Franck, Nathalie Fau, « Le déploiement spatial des flux financiers publics chinois en Asie du Sud-Est : une analyse à partir de la base AidData », in *Moussons*, n° 41, 2023, pp. 63-108.

Penh, de la propagation des Instituts Confucius pour l'apprentissage du mandarin, Pékin n'hésite plus à jouer de son pouvoir d'influence et à intervenir dans les décisions étatiques des pouvoirs en place, malgré la présence de structures supranationales comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean).

L'Asie du Sud-Est est une vaste région composée de onze États – Birmanie, Brunei, Cambodge, Laos, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor oriental, et Vietnam – s'étendant sur « 4,5 millions de kilomètres-carrés de terres et 9,3 millions de kilomètres-carrés d'espaces maritimes³ ». Le nombre d'habitants s'élève à 677 millions d'habitants en 2022⁴. Du fait de sa proximité avec la Chine, ce super sous-continent continue d'entretenir une histoire commune et des liens privilégiés avec l'ancien Empire du Milieu. Les premiers militaires chinois arrivent en Asie du Sud-Est, notamment au Cambodge, dès le III^e siècle avant J.-C.⁵. Depuis cette période jusqu'à aujourd'hui, plusieurs flux de migrants chinois se sont succédé, ayant pour motivation, selon les époques : la recherche de moyens de subsistance, la volonté de faire du commerce⁶, la fuite de régimes autoritaires⁷. Leurs effectifs deviennent importants à partir du XVII^e siècle⁸. Originaires majoritairement des provinces méridionales et littorales de la Chine (Fujian, Guangdong et Hainan)⁹, ils s'organisent en

congrégations, jouent un rôle économique et politique considérable et deviennent incontournables dans l'établissement de services publics¹⁰, y compris pendant la période coloniale¹¹.

Dans un espace en voie de régionalisation, comment les États du Sud-Est asiatique s'organisent-ils avec cet acteur primordial, et pourtant de plus en plus envahissant ? Dans quelle mesure ces actions impactent-elles les relations entre les peuples ?

Les communautés chinoises d'Asie du Sud-Est, une société à part entière

Les sociétés chinoises d'Asie du Sud-Est ont cherché à s'intégrer à la population locale et sont devenues des communautés métissées¹². Ces sociétés ont développé une conscience identitaire propre et tentent de diffuser une culture mélangée, différente de la culture que l'on retrouve en Chine¹³. Aujourd'hui encore, les descendants de Chinois en Asie du Sud-Est, se revendiquent issus de culture Peranakan¹⁴ pour les métissés singapouriens, chinoise ou sino-khmère pour les Cambodgiens, car le degré de l'assimilation des migrants est lié à la société

3. Manuelle Franck, « Une géographie de l'Asie du Sud-Est », in *Géococonfluences*, juin 2020. Url : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/asie-du-sud-est/cadrage>.

4. Asian Development Bank, *Basic Development Statistics 2023*, Statistics and Data Innovation Unit, Manille, BAD, 2023.

5. Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois » : Cambodge, Laos et Vietnam*, Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2014. Url : <http://books.openedition.org/irasec/1169>.

6. Gungwu Wang, *A Short History of the Nanyang Chinese*, Singapour, Eastern University Press, 1959 ; Marie-Sybille de Vienne, « De Cochinchine à Macao. Lettre de l'évêque de Gortyne, 1792, un éclairage sur le rapport politique du Tonkin à la Chine à la fin du XVIII^e s. », *op. cit.* ; Marie-Sybille de Vienne, *Les Chinois en Indonésie. Échanges et sociétés marchandes au XVII^e siècle*, *op. cit.* ; Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, *op. cit.*

7. Gungwu Wang, *A Short History of the Nanyang Chinese*, *op. cit.* ; Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, *op. cit.*

8. Denys Lombard, *Le carrefour javanais. Essai d'histoire globale*, 3 volumes, Paris, éd. de l'EHESS, 2004.

9. Arnaud Leveau, *Le destin des fils du dragon. L'influence de la communauté chinoise au Viêt Nam et en Thaïlande*, Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2003. Url : <http://books.openedition.org/irasec/1389>.

10. Alain Forest, *Le Cambodge et la colonisation française. Histoire d'une colonisation sans heurts (1897-1920)*, Paris, L'Harmattan, 1980 ; Alain Forest, « Notes sur les Chinois dans l'histoire du Cambodge », in *Approches Asie*, n° 17, 2000, pp. 47-53.

11. Jacques Népote, « Les nouveaux Sino-Khmers acculturés : un milieu social perturbateur ? », in *Péninsule*, n° 30, 1995, pp. 133-154 ; Marie-Sybille de Vienne, « Migrations chinoises », *op. cit.* ; Marie-Sybille de Vienne, *Les Chinois en Indonésie. Échanges et sociétés marchandes au XVII^e siècle*, *op. cit.* ; Marie-Sybille de Vienne, « Les Chinois au Cambodge, des champs de la mort à la jungle des affaires (1970-2007) », *op. cit.* ; Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, *op. cit.* ; Mathieu Guérin, « Stratégies d'affaires au Cambodge. Itinéraires croisés d'un négociant chinois et d'une famille de fonctionnaires cambodgiens à l'époque du protectorat français », in *Vingtième siècle*, n° 132, 2016, pp. 77-96.

12. G. William Skinner, « Creolized Chinese societies in Southeast Asia », in Anthony Reid (dir.), *Sojourners and Settlers: Histories of the Southeast Asia and the Chinese*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1996, pp. 51-93.

13. Stéphane Dovert, « Les sinités mutantes d'Asie du Sud-Est », in *Outre-Terre*, n° 15, 2006, pp. 371-388.

14. En Asie du Sud-Est et dans les pays de la péninsule malaise, les Peranakan sont des personnes nées dans un pays et d'ascendance mixte locale et étrangère. Au fil des générations, ces immigrants souvent chinois, leurs épouses locales et leurs descendants forment des communautés métissées qui adoptent en partie les modes de vie des autochtones et parlent généralement la langue locale, en plus du chinois.

d'accueil¹⁵. En Thaïlande, les Chinois ont été assimilés tout au long du processus migratoire et sont devenus les acteurs économiques du développement du pays. En Indonésie et en Malaisie, les colons ont séparé les Chinois des élites, et ont restreint l'assimilation de cette population pour des raisons politiques et pour neutraliser leur pouvoir économique¹⁶. Les descendants de Chinois ont donc gardé des liens avec la patrie d'origine en se rattachant à des éléments culturels (anecdotes, faits folkloriques, langue, etc.) ou familiaux. Aujourd'hui encore, l'accès à des postes stratégiques au sein du gouvernement demeure limité. Aux Philippines, bien que très métissées¹⁷, un rejet des Chinois a commencé à émerger du fait de l'installation massive de nouveaux migrants, ce qui a suscité des sentiments nationalistes des deux côtés. Au Cambodge, les Chinois sont acceptés, mais l'essor rapide de leur influence fait d'eux une population dont on se méfie. Ils constituent des concurrents importants pour toutes les classes sociales. Au Vietnam, la rivalité sino-vietnamienne est ancienne. Les conflits territoriaux et maritimes entre ces deux États débouchent sur des conflits armés. Bien que culturellement proches, chacun a cherché à se remplacer mutuellement à tous les niveaux. Même sous l'égide de la colonisation française, les commerçants vietnamiens ont très vite essayé de remplacer les commerçants chinois. Soutenues par le pouvoir colonial, qui voyait dans ces actions un moyen de limiter la prédominance économique des Chinois, les populations vietnamiennes ont boycotté les produits et les commerces chinois¹⁸.

À l'avènement des communistes en Chine, la situation des migrants chinois en Asie du Sud-Est est devenue de plus en plus précaire. Dans un monde divisé idéologiquement, les Chinois étaient considérés comme les auxiliaires d'un régime totalitaire. En Indonésie, les Chinois ont été associés aux communistes, qui auraient organisé le coup d'État contre Sukarno en 1965. Le Général Suharto, après sa prise de pouvoir, a ordonné l'arrestation de ces « criminels ».

Le nombre de morts est encore aujourd'hui difficile à estimer. Les auteurs parlent de presque un million de victimes. Au Cambodge, c'est sous le régime khmer rouge (1975-1979) que les Chinois sont véritablement devenus des cibles. Mais les Khmers rouges n'ont pas utilisé l'ethnicité pour expliquer le massacre de ces populations. Elles ont été les victimes de leur appartenance à la catégorie sociale urbaine et commerçante¹⁹. Considérés comme riches et intellectuels, les Chinois du Cambodge, comme les Khmers – le peuple majoritaire dans le pays –, n'ont ainsi pas été épargnés. Bien que les Khmers rouges soient soutenus par le régime de Pékin, ils faisaient une distinction entre les Chinois d'outre-mer et les Chinois de la République populaire de Chine, une division qui était encouragée par les autorités chinoises.

« Bien que les Khmers rouges soient soutenus par le régime de Pékin, ils faisaient une distinction entre les Chinois d'outre-mer et les Chinois de la République populaire de Chine, une division qui était encouragée par les autorités chinoises.

Ainsi, malgré les vicissitudes qui ont marqué cette société en Asie du Sud-Est, le poids démographique des populations chinoises et le réseau des congrégations²⁰ demeurent importants²¹. Grâce à l'appui conjugué de ces deux facteurs, les communautés chinoises d'Asie du Sud-Est sont redevenues les

15. G. William Skinner, *Chinese Society in Thailand: An Analytical History*, Ithaca, Cornell University Press, 1957.

16. Nathalie Fau, « La Chine et l'Asie du Sud-Est. Enjeux géopolitiques et territoriaux », in Nathalie Fau, Manuelle Franck (dir.), *L'Asie du Sud-Est. Émergence d'une région, mutation des territoires*, Malakoff, Armand Colin, 2019, pp. 382-410.

17. *Ibid.*

18. Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, op. cit.

19. Ben Kiernan, « Kampuchea's ethnic Chinese under Pol Pot: A case of systematic social discrimination », in *Journal of Contemporary Asia*, vol. 16, n° 1, 1986, pp. 18-29 ; Michael Vickery, *Kampuchea: Politics, Economics and Society*, Londres, Allen et Unwin, 1986.

20. Créées par l'empereur du Dai Viet, Nguyen Gia Long, en 1814, les congrégations sont des groupements de la population chinoise selon les groupes linguistiques. Elles sont administrées par leurs propres chefs et relient les idées, les demandes, les recommandations des membres aux administrateurs du pays. Le siège de ces lieux est également un espace d'échanges pour les membres, qui peuvent mener des cultes aux ancêtres, effectuer des rituels spécifiques, rendre une justice communautaire, maintenir la mémoire, négocier des contrats, des mariages, etc.

21. Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, op. cit. ; Penny Edwards, Sambath Chan, « Ethnic Chinese in Cambodia », in *Interdisciplinary Research on Ethnic Groups in Cambodia*, Phnom Penh, Centre for Advanced Study, 1996, pp. 108-176 ; Penny Edwards, Lorraine Paterson, « Sino-Cambodian encounters: Mediating chineseness in Cambodia », *Journal of East Asian History and Culture*, 2012.

principales actrices économiques de la région. Elles jouent alors un rôle d'intermédiaires pour les investisseurs chinois du continent, de Taiwan, de Macao et de Hong Kong, qui cherchent à s'introduire dans le marché sud-est asiatique. Progressivement, les familles sino-locales reprennent les grands commerces de la région et élargissent leurs secteurs d'activité. Certaines communautés ont par ailleurs conservé des liens privilégiés avec leurs provinces d'origine en Chine et avec les autres diasporas chinoises comme aux États-Unis, qui leur permettent de trouver une main-d'œuvre selon leurs besoins et ainsi d'ajuster leurs activités selon les tendances. Ce procédé leur a aussi permis de s'insérer à nouveau dans les sphères du pouvoir économique et politique de la région.

Une identité à redéfinir avec l'arrivée de nouveaux migrants

Après la fin de la guerre froide, la société chinoise d'outre-mer se réorganise socialement et culturellement. Avec l'arrivée massive de nouveaux migrants chinois, celle-ci voit la nécessité de redéfinir les caractéristiques de son identité. Bien que certains aspects culturels, croyances et valeurs soient communs, la division qui existe entre les groupes persiste dans les faits²². Mais les acteurs politiques de la Chine populaire tentent de renouer leurs liens avec les Chinois d'outre-mer et de regagner leur confiance. Cette population, qui est l'un des modèles du succès de l'entrepreneuriat, constitue une importante source de revenus et d'investissement. Dans le pays, les autorités facilitent leur retour en Chine et contribuent à la réhabilitation de leur image. Dans les villages d'origine, elles aident à développer ces espaces qui incarnent l'attachement symbolique des Chinois d'outre-mer au pays. Cependant, la montée de la naturalisation de cette population soulève également un mécontentement de la Chine populaire. En contre-mesure, les autorités chinoises continuent de renforcer leurs liens avec les associations régionales de la diaspora dans le domaine culturel et commercial, mais organisent aussi en parallèle leur nouvelle politique migratoire.

Les années 2000 sont ainsi marquées par l'arrivée de nouveau flux d'immigrés chinois en Asie du Sud-Est. Cet afflux semble avoir encouragé les

populations locales d'origine chinoise à réaffirmer leur identité et à rétablir certaines de leurs institutions. Les congrégations comme celles des Hainanais redeviennent des lieux d'échanges culturels et de mémoire. Des écoles de langues chinoises financées par le gouvernement de la République populaire de Chine se multiplient partout dans la région. Soutenues par les congrégations, elles jouent un rôle important dans la réaffirmation de l'identité chinoise chez les nouvelles générations. Outre le devoir de transmission promu par le gouvernement chinois et les congrégations d'outre-mer, le chinois mandarin, à côté de certains dialectes, est devenu le langage des affaires en Asie du Sud-Est. Parler ces langues offre donc aujourd'hui des opportunités de travail pour les apprenants. On constate également le déploiement dans ces espaces de nombreuses écoles privées qui suivent le programme scolaire chinois. Bien que la majorité des cours soit dispensée en chinois, ces écoles ont trouvé un compromis avec les autorités locales pour dispenser également des cours en langues locales. Certifiées par les différents gouvernements de la région, ces écoles sont installées dans les villes, mais aussi dans les régions pauvres et difficiles d'accès, comme sur les hautes terres cambodgiennes. Réputés pour dispenser une éducation de qualité à des prix accessibles, de nombreux parents choisissent d'inscrire leurs enfants dans ces établissements au détriment des écoles publiques. Les dons de la Chine servent aussi à financer la construction de logements à bas prix pour les populations précaires et de jeunes travailleurs. Enfin, l'arrivée des médias chinois (journaux, radios, chaînes de télévision, réseaux sociaux) marque le retour de la communauté chinoise sur la scène économique, politique et diplomatique. Les informations diffusées traitent en effet de la vie économique et politique des pays, mais elles mettent aussi en avant des informations sur les différentes délégations qui rendent ou reçoivent des visites officielles de la Chine populaire.

La réaffirmation de l'identité chinoise en Asie du Sud-Est est la conséquence du processus de territorialisation et de déterritorialisation de la nation chinoise²³. Entre 2010 et 2018, les investissements directs étrangers en provenance de Chine populaire vers l'Asean ont triplé : ils représentaient 3,5 milliards

22. Stéphane Dovert, « Les sinités mutantes d'Asie du Sud-Est », *op. cit.*

23. Pál Nyíri, « Investors, managers, brokers, and culture workers: How the "new" Chinese are changing the meaning of chineseness in Cambodia », in *Crosscurrents: East Asian History and Culture Review*, vol. 1, n° 2, 2012, pp. 369-397 ; Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, *op. cit.*



► Le ministre chinois du Commerce extérieur et de la Coopération économique, Shi Guangsheng, s'exprime entre les drapeaux chinois et japonais, lors d'une conférence de presse lors de la septième retraite des ministres économiques de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) à Siemreap (Cambodge), le 4 mai 2001, sur le site des anciens temples d'Angkor. Les ministres de l'économie et les délégués de l'ASEAN ont accueilli les représentants de la Chine, du Japon et de la République de Corée afin d'examiner les possibilités d'établir des accords commerciaux avec leurs pays respectifs.

© Philippe Lopez/AFP.

de dollars en 2010 et ils ont atteint 10,2 milliards de dollars en 2018²⁴. Cette manne financière, en progression, représente de grandes opportunités économiques et d'emplois pour le pays. Les nouveaux migrants chinois sont alors vus comme des éléments permettant le développement des ressources du pays et de la nation chinoise.

Au début des années 2000, la diaspora chinoise était composée de 35 millions d'habitants et plus de 80 % d'entre eux vivaient en Asie du Sud-Est²⁵. Au

milieu des années 2010, on estime la population de la diaspora à 50 millions de personnes, dont 32,7 millions vivraient en Asie du Sud-Est²⁶. En 2006, plus d'un million d'étudiants ont quitté la Chine pour étudier à l'étranger, plus de 3,5 millions de travailleurs sous contrat sont à l'étranger et 200 000 d'entre-deux sont en Asie du Sud-Est²⁷. Le nombre de migrants chinois installés en Asie du Sud-Est depuis les années 2000 serait de plus de deux millions de personnes. Avec un poids démographique de plus en plus important dans la région, le pouvoir chinois semble

24. Elsa Lafaye de Micheaux, « Investissements directs chinois en Asie du Sud-Est : une nouvelle dynamique au service d'une stratégie de puissance », in *L'information géographique*, vol. 83, n° 4, 2019, pp. 8-33 ; Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), *ASEAN Key Figures 2018*, Jakarta, Asean, 2018.

25. Xavier Denis, « Flux d'investissements directs étrangers en Asie du Sud-Est : une région entre Chine et États-Unis », in *Bulletin de la Banque de France. Économie et financements internationaux*, n° 246/5, mai-juin 2023.

26. Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, op. cit. ; Amy Chang, « Beijing and the Chinese Diaspora in Southeast Asia. To serve the people », *NBR Special Report*, n° 43, Seattle/Washington D. C., The National Bureau of Asian Research, 2013. Url : <http://www.nbr.org/publications/specialreport/pdf/free/08152013/sr43.pdf>.

27. Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, op. cit.

encouragé par les échanges et est déterminé à créer des liens forts entre communautés chinoises locales et nouveaux migrants. Il espère ainsi ressusciter un patriotisme moderne, qui permettrait à la Chine de mieux se fondre dans le paysage diplomatique et économique sud-est asiatique.

Les communautés sinisées en Asie du Sud-Est sont nombreuses et ne constituent pas un groupe homogène. Elles ont une identité qui leur est propre selon le contexte politico-historique et le métissage auxquels elles ont été exposées. Les relations entre l'Asie du Sud-Est et la Chine restent de ce fait assez tendues. Cependant, le pouvoir chinois a toujours cherché à maintenir des liens avec les migrants et continue encore de s'appuyer sur ces communautés pour renforcer son influence géostratégique dans la région.

Les projets et le plan d'action chinois : la conquête de l'Asie du Sud-Est

À partir des années 2000, la République populaire de Chine a assoupli les règles d'entrée et de sortie de ses habitants. Espace où les échanges commerciaux devaient être privilégiés, les voyages vers l'Asie du Sud-Est se sont multipliés. Des milliers de nouveaux immigrants chinois ont alors profité de cet assouplissement pour s'installer ou installer leurs affaires dans la région (étudiants, cadres, ouvriers, réfugiés politiques, etc.). Ces nouveaux migrants gardent des contacts plus étroits avec leur patrie d'origine que les premières ou secondes vagues de migrants. Les migrants sont aujourd'hui classés comme des « patriotes » et non plus comme des traîtres au régime²⁸. Les pouvoirs publics chinois voient en effet dans cette population un capital humain pour la mise en place de sa stratégie de séduction, primordiale pour le bon développement de son influence et la construction de la BRI. Cette masse de migrants à travers le monde, ainsi que les liens de certains d'entre eux avec les anciennes diasporas, constituent des connexions et des ressources stratégiques pour le développement de la Chine. En outre, le

contrôle moins sévère des pouvoirs chinois au niveau de la politique de migration se révèle être une autre forme de stratégie pour endiguer de futurs conflits liés à la montée du chômage dans le pays, en raison d'une entrée rapide dans une économie de marché et des problèmes liés à la pandémie du Covid-19. L'objectif des autorités chinoises est d'utiliser l'ensemble des réseaux existants pour accroître l'influence politique et la puissance économique de la Chine.

Mais certains profitent de ces voyages en Asie du Sud-Est pour partir s'installer dans des régions encore plus éloignées : Europe, Amérique du Nord, Océanie, Amérique du Sud. Les facteurs à l'origine de cette migration sont donc nombreux. Pour les candidats volontaires, la situation peut s'expliquer par la pauvreté, le chômage ou la répression politique qu'ils subissent dans leur pays d'origine. D'autres ont choisi de s'installer en Asie du Sud-Est en raison de la présence de leur famille ou d'une affinité avec les membres d'une congrégation. Enfin, ces afflux sont aussi le résultat de stratégies géopolitiques chinoises. Singapour, le Sud du Vietnam et le Cambodge sont ainsi devenus les trois destinations privilégiées pour les hommes d'affaires et les travailleurs chinois, toutes qualifications confondues (médecins, professeurs, architectes, managers, représentants de sociétés, employés, etc.). 90 % des sociétés étrangères qui investissent au Cambodge appartiennent à des Chinois d'Asie du Sud-Est et de Chine – Sino-Malaisiens (75 %), Chinois de Singapour (9 %), Chine (3 %)²⁹. Ces sociétés requièrent un personnel qui possède des critères qu'elles ne trouvent pas sur place et font ainsi appel à la population en Chine. Mais ces « Chinois de la Chine continentale » restent une population dont les locaux continuent de se méfier. À la différence des descendants chinois d'Asie du Sud-Est, ils ne sont pas intégrés dans la société locale. Ces nouveaux migrants restent des étrangers et sont souvent associés au gouvernement chinois ou aux réseaux criminels ou illégaux.

La coopération économique, principal terrain d'entente entre les groupes

Le poids de la Chine en Asie du Sud-Est continue donc de croître : les échanges commerciaux augmentent chaque année depuis 2013, date de l'officialisation

28. *Ibid.* ; Pál Nyíri, « Expatriating is patriotic? The discourse on "new migrants" in the People's Republic of China and identity construction among recent migrants from the PRC », in Katie Willis, Brenda S. A. Yeoh (dir.), *State/Nation/Transnation: Perspectives on Transnationalism in the Asia-Pacific*, Londres, Routledge, 2004, Url : <https://doi.org/10.4324/9780203497340> ; Pál Nyíri, « The yellow man's burden: Chinese migrants on a civilizing mission », in *The China Journal*, n° 56, 2006, pp. 83-106 ; Cangbai Wang, Siu-Lun Wong, Wenbin Sun (dir.), « Haigui: A new area in China's policy toward the Chinese diaspora? », in *Journal of Chinese Overseas*, vol. 2, n° 2, 2006, pp. 294-309.

29. William E. Willmott, « Le Cambodge », in Lynn Pan (dir.), *L'encyclopédie de la diaspora chinoise*, Paris, éd. du Pacifique, 2000 ; Danielle Tan, Caroline Grillot, *L'Asie du Sud-Est dans le « siècle chinois »*, op. cit.

de la BRI ; les investissements chinois à destination des pays de l'Asean varient de 0 % à 55 % selon les pays entre 2010 et 2017³⁰ ; les bases militaires chinoises s'installent dans la région, notamment à Sihanoukville dans le Sud du Cambodge ; les revendications territoriales et maritimes deviennent pressantes dans la région, comme dans le cas des tensions en mer de Chine méridionale³¹ ; les pays de l'Asean sont de plus en plus dépendants des flux d'investissement direct international (IDE) chinois à tous les niveaux. En 2021, la Chine a représenté environ 8 % des flux entrants en Asie du Sud-Est³². Bien que ceux-ci demeurent encore modestes pour la période 2010-2018, plusieurs facteurs conduisent à une augmentation constante des IDE chinois dans la région³³. Les flux commerciaux contribuent à l'essor de filiales locales et les tensions avec les États-Unis incitent à une relocalisation d'une partie des chaînes commerciales dans la région, notamment au Vietnam, qui dispose d'infrastructures adaptées et dont la main-d'œuvre est encore bon marché, contrairement à Singapour, où le coût de la main-d'œuvre est devenu très élevé³⁴. Enfin, le dynamisme économique de la région en fait un pôle attractif pour les investissements étrangers en général. Les IDE chinois et les projets de construction dans la région ont ainsi augmenté de 85 % et de 33 % depuis la mise en place officielle de la BRI³⁵, notamment en Indonésie, aux Philippines, en Malaisie et au Vietnam. Les flux d'échanges de biens et de services sont devenus les plus importants dans la région. En 2020, l'Asean est le principal partenaire commercial de la Chine et celle-ci reste depuis 2009 la principale partenaire commerciale de l'Asean. En 2020, selon l'Organisation mondiale du commerce, les IDE chinois se sont principalement concentrés à Singapour, en Malaisie, au Vietnam, au Laos, en Indonésie, en Thaïlande et au Cambodge. Ainsi, sur 95 projets liés à l'initiative des Nouvelles routes de la soie datant de 2021 à 2022, 40 projets ont été conduits en Indonésie, 10 au Cambodge et 10 au Laos³⁶. Au Laos, par ailleurs, la Chine est en train de mettre en place une ligne à grande vitesse qui connecte le pays avec le Vietnam,

la Thaïlande, le Cambodge et la Chine. La Chine investit également dans ses entreprises et dans les compagnies soutenues par les congrégations (énergie, transports, bâtiment, exploitation des minerais, santé, numérique), ce qui contribue à la hausse des IDE chinois dans la région, répond aux besoins d'infrastructures des pays d'accueil et sécurise l'approvisionnement en matières premières pour la Chine. Elle ne néglige néanmoins pas les nouveaux pays industrialisés d'Asie (NPIA) : la Thaïlande est sur le point d'édifier une ligne de train à grande vitesse la reliant à la Chine. Des projets de transport sont en cours d'étude pour relier la Chine, la Thaïlande et la Malaisie à la mer d'Andaman, permettant ainsi l'ouverture de nouvelles voies de communication. Depuis 2018, Singapour négocie avec la Chine sur les questions de construction d'infrastructures portuaires et de logistiques nécessaires au développement des corridors maritimes.

La normalisation des relations entre la Chine et les pays de l'Asean depuis les années 1990 a permis à la Chine d'intégrer les grandes rencontres de l'Asean, comme l'Asean+3. En 2003, la Chine est le premier pays non issu de l'Asie du Sud-Est à signer le Traité d'amitié et de coopération (TAC) de l'Asean. Elle adopte également une déclaration avec l'Asean sur un partenariat stratégique pour la paix et la prospérité. En 2010, la Chine et l'Asean instaurent une zone de libre-échange, regroupant ainsi plus de deux milliards de personnes au sein d'un même marché. En 2013, lors du sommet Asean-Chine, le ministre des Affaires étrangères chinois a proposé la mise en place d'un traité d'amitié et de coopération entre les deux espaces, un renforcement des échanges en matière de sécurité, un élargissement de la zone de libre-échange et une construction coopérative de la nouvelle « Route de la soie maritime » (voir la carte). Plus largement, grâce à l'appui des entreprises chinoises et des membres des congrégations, la Chine a su utiliser ses ressources pour multiplier les collaborations et se rendre indispensable aux acteurs publics et privés de l'Asean. Elle déploie, par ailleurs, en masse des aides au développement en complément des coopérations bilatérales et multilatérales, particulièrement dans le cadre des échanges ou des contrats en lien avec la BRI³⁷. Au Cambodge, la

30. Asian Development Bank, *Basic Development Statistics 2019*, op. cit. ; Elsa Lafaye de Micheaux, op. cit.

31. Nathalie Fau, Benoît de Tréglodé (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité*, Paris, CNRS éd., 2018.

32. Xavier Denis, op. cit.

33. Elsa Lafaye de Micheaux, op. cit.

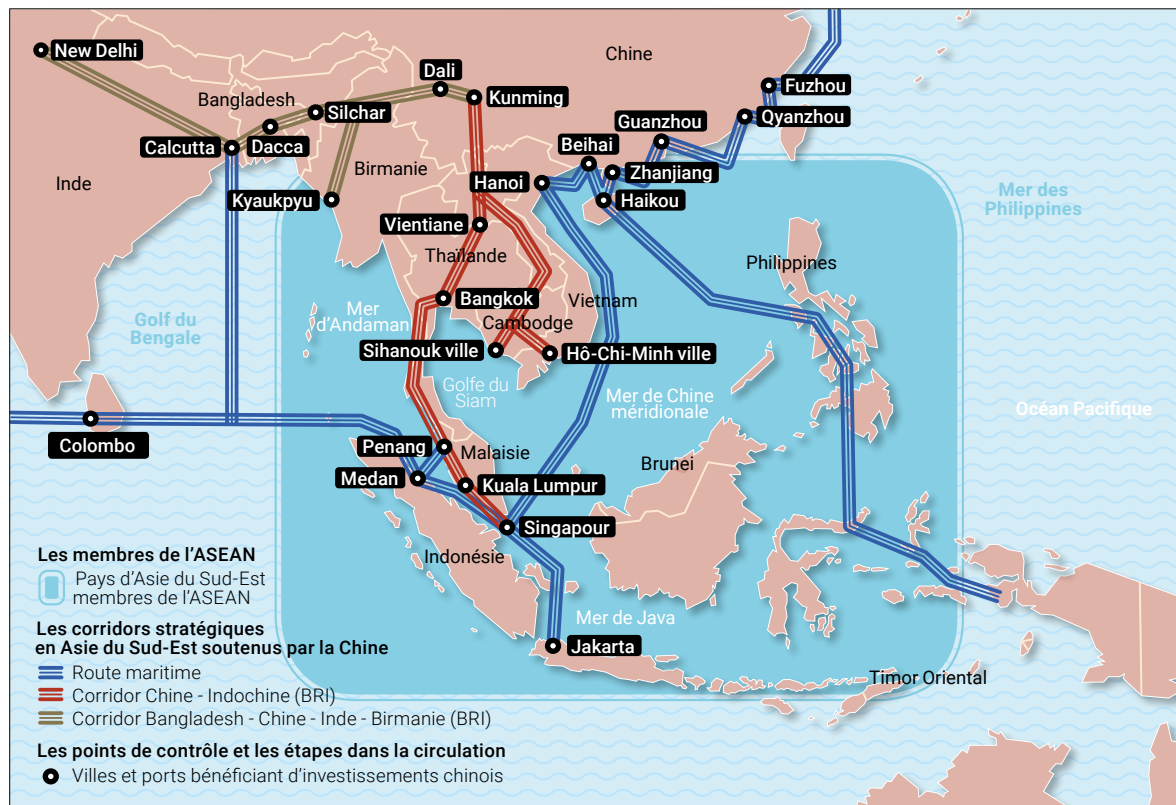
34. Xavier Denis, op. cit.

35. *Ibid.*

36. *Ibid.*

37. Manuelle Franck, Nathalie Fau, « Le déploiement spatial des flux financiers publics chinois en Asie du Sud-Est : une analyse à partir de la base AidData », op. cit.

► Carte. Les corridors terrestres et maritimes soutenus par la Chine en cours de construction en Asie du Sud-Est



Deux grandes routes traversent l'Asie du Sud-Est dans le cadre des Nouvelles routes de la soie. La route maritime est complémentaire aux voies terrestres, et est elle aussi destinée à relier l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Toutefois, le projet connaît des retards selon les tronçons et il existe des différences notables entre les étapes du projet et les réalisations concrètes³⁸.

Source : D'après la carte « Nouvelles routes de la soie (BRI), les corridors de transport terrestre et maritime », de Frédéric Lasserre, Barthélémy Courmont, Éric Mottet, « Les nouvelles routes de la soie : une nouvelle forme de coopération multipolaire ? », in *Géoconfluences*, juin 2023 ; données issues de Diva-Gis et Open Street Map, 2023.
 Cartographie : Téphanie Sieng, QGIS, 2023.

création de la première voie rapide reliant Phnom Penh, la capitale du pays, et le port de Sihanoukville est accompagnée de plusieurs projets de développement d'espaces touristiques et de loisirs dans le pays. C'est également le premier pays receveur des dons chinois au sein de l'Asean, permettant ainsi à des sociétés chinoises de toute taille de s'installer dans tous les domaines (agriculture, industrie, tourisme, éducation). Plusieurs zones économiques spéciales, comme celle de Sihanoukville, sont également en

cours de construction. En Birmanie, la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc par la China National Petroleum Corporation reliant le port de Sittwe à la ville de Kunming, la capitale du Yunnan, est attachée à la construction d'écoles, d'hôpitaux, de cliniques, d'un réservoir d'eau et d'un réseau électrique.

Les projets d'infrastructures sont donc primordiaux pour toutes les parties prenantes afin d'assurer un accès aux matières premières, mais ils ont aussi pour objectif de réduire la dépendance de la Chine aux routes maritimes internationales, comme au détroit de Malacca ou d'Ormuz. L'édification de ports en eau profonde à Hainan, en Birmanie, au Sri Lanka, au Bangladesh, au Pakistan, jusqu'à Port-Soudan, grâce à des investissements chinois, correspond en fait à la stratégie du « collier de perles » dans la mer de Chine méridionale et l'océan Indien (voir la carte). Nathalie Fau estime qu'en réalité cette présence

38. Michael Clarke, « The Belt and Road Initiative: China's new grand strategy? », in *Asia Policy*, n° 24, 2017, pp. 71-79 ; Frédéric Lasserre, Barthélémy Courmont, Éric Mottet, « Les nouvelles routes de la soie : une nouvelle forme de coopération multipolaire ? », in *Géoconfluences*, juin 2023. Url : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/nouvelles-routes-soie-bri-belt-and-road-initiative>.

chinoise dans cette région bouleverse l'alliance indo-américaine longtemps dominante³⁹. Mais, dans tous les cas, ces infrastructures assurent à la Chine la protection de leurs intérêts au niveau des grandes routes maritimes.

Les aides au développement au service de l'expansion chinoise en Asie du Sud-Est

La Chine se sert donc des aides au développement afin d'accroître son pouvoir d'influence en Asie du Sud-Est⁴⁰. Des années 1950 aux années 1970, l'idéologie constitue le facteur principal dans la gestion de la politique d'aide étrangère de la part de la Chine. En effet, d'un côté, la République populaire de Chine était exposée à des blocus, de l'autre côté, les pays colonisés cherchaient une indépendance. La Chine a alors considéré ces États comme des alliés à soutenir. Elle leur a fourni de l'aide et a également exporté son idéologie socialiste (Cambodge, Birmanie, etc.). Les aides au développement prenaient alors la forme de liquidités, de biens, de personnel ou de prêts sur le long terme sans intérêt. Ces prêts devaient principalement soutenir la construction d'infrastructures publiques. Dans les années 1970, les dons représentaient plus de la moitié de l'aide totale de la Chine. Le nombre de projets de construction représentait également la majorité des programmes de cette aide économique.

En 1978, la Chine, après avoir adopté une ouverture de son économie, priorise les facteurs de croissance économique et réoriente l'aide sur la réorganisation de l'économie des pays. La politique d'aide étrangère de la Chine cible plus amplement les systèmes de coopération économique avec les pays d'Asie du Sud-Est dans le but de reconstruire un réseau de relais exploitables par les autorités chinoises. À partir des années 1990, la Chine a réduit le nombre des dons et accorde de moins en moins de prêts sans intérêt afin de maintenir l'équilibre de ses finances publiques. Les autorités chinoises préféreraient en effet octroyer des prêts à des conditions favorables, qui se concentrent davantage sur la mise en place d'infrastructures de taille moyenne ou de grande taille (transport, communication ou électricité) et sur les

services industriels, électriques ou techniques⁴¹. Au début des années 2010, la Chine avait octroyé ce type de prêt à plus de 70 pays dans le monde⁴².

Aujourd'hui, ce sont les aides bilatérales qui représentent la majorité des soutiens de la Chine aux États d'Asie du Sud-Est. Elle procède par ailleurs à des études économiques strictes pour évaluer la faisabilité des projets d'aide proposés par les pays récepteurs avant d'accorder les fonds⁴³. Ces aides bilatérales assurent aux acteurs chinois une maîtrise complète des fonds et des demandes qu'elle a négociés avec les pays partenaires. Mais la Chine contribue aussi plus amplement au renforcement des capacités de développement de ses partenaires par la multiplication des formations du personnel local et par la transmission du savoir technologique. Depuis 2004, les dépenses du gouvernement chinois consacrées à l'aide progressent de 18 % en moyenne chaque année⁴⁴.

En Asie du Sud-Est, dans une certaine mesure, l'aide chinoise a permis d'apaiser les relations entre les pays, notamment celles liées aux revendications territoriales entre les parties qui, malgré les tensions, continuent de prendre des décisions négociables lors des rencontres. En outre, l'aide chinoise a aussi aidé ces pays à obtenir une meilleure stabilité de leur économie et une indépendance par rapport aux autres grandes puissances mondiales. En contrepartie, les pays « aidés » soutiennent la Chine sur la scène internationale (siège aux Nations unies, à l'Organisation mondiale du commerce, peu de pénalités par rapport aux questions de droits humains).

Conclusion

Carrefour de la mondialisation, l'Asie du Sud-Est est le plus ancien et le plus important foyer d'accueil de la diaspora chinoise dans le monde. Les liens entre cette région et la Chine occupent donc une importance capitale, aussi bien sur le plan diplomatique que stratégique et économique, dans la politique étrangère chinoise. Depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping en 2013, celui-ci pousse à une intégration

39. Nathalie Fau, « Chapitre 14 : La Chine et l'Asie du Sud-Est, Enjeux géopolitiques et territoriaux », in Nathalie Fau, Manuelle Franck (dir.), *L'Asie du Sud-est, Emergence d'une région, mutation des territoires*, Paris, Armand Colin, 2019, pp. 382-410.

40. *Ibid.*

41. Xavier Denis, *op. cit.*

42. *Ibid.* ; Information Office of the State Council of the People's Republic of China (IOSC-PRC), *China's Foreign Aid*, Beijing, IOSC-PRC, 2011. Url : <http://www.scio.gov.cn/zxbd/wz/201104/t896900.htm>.

43. *Ibid.*

44. Xavier Denis, *op. cit.*

de la région dans un ordre sino-centrique dont la manifestation la plus visible est la BRI.

Mais bien qu'il existe des groupes sinisés dans quasiment tous les États d'Asie du Sud-Est, la situation diffère selon les réalités géographiques et économiques, le positionnement culturel, et le vécu de ces communautés. En Thaïlande et au Cambodge, les groupes sont intégrés dans la majorité de la population. Les anciens et les nouveaux migrants tentent globalement de maintenir une entente cordiale, plus pour des raisons opportunistes que par intérêts patriotiques. En Birmanie et au Laos, il existe des enclaves spécifiques. En Indonésie et en Malaisie, la société, aisée⁴⁵, reste marquée par le mépris malgré les nombreux succès économiques. Le Vietnam entretient avec la Chine des relations ambiguës, qui oscillent entre une coopération économique et des confrontations géopolitiques. Les Philippines sont particulièrement sensibles aux conflits territoriaux concernant la mer de Chine méridionale, mais ne peuvent manifester leur mécontentement en raison des aides au développement chinoises.

La Chine est aussi le plus important partenaire économique et diplomatique de l'Asean, qui joue un rôle prépondérant dans le développement de la région. Même si la Chine semble préférer les démarches bilatérales, tous les pays d'Asie du Sud-Est ont adhéré à cette organisation supranationale. La Chine doit composer avec cette institution asiatique, qui devient un acteur majeur sur la scène internationale et qui est aussi un important

investisseur pour les pays membres. Dans l'intérêt de la construction de la BRI, la Chine, qui souhaitait par exemple créer des rivaux à Singapour, est contrainte de réviser ses choix politiques et ses alliances économiques pour prévenir un basculement de ces États vers les États-Unis, déjà très implantés dans le Pacifique. Dans certains cas, la BRI est un dispositif qui reste « *flexible, pragmatique et opportuniste qui permet d'intégrer une large gamme de projets, [...] sans que cela ne traduise une stratégie coordonnée par le pouvoir central*⁴⁶ », et où les négociations de projets continuent d'être menées avec les différents pays d'Asie du Sud-Est.

En attendant, la Chine continue sa conquête de la région en investissant en masse dans les corridors terrestres et les voies maritimes par le biais de son projet de réseaux de transports intégrés⁴⁷. Le Cambodge vient d'annoncer le soutien de la Chine à la construction de voies rapides reliant son territoire au Vietnam. La Chine prend aussi une part active dans la construction d'infrastructures, comme les aéroports de Siem Reap ou de Ream. Il en est de même en Thaïlande, à Singapour aux Philippines, en Malaisie, au Laos et au Vietnam. Dans une région encore en construction, où les fondations de la régionalisation demeurent encore fragiles, la superpuissance chinoise demeure un acteur incontournable des grands projets de l'Asean. ■

45. Nathalie Fau, « La Chine et l'Asie du Sud-Est. Enjeux géopolitiques et territoriaux », *op. cit.*

46. *Ibid.*, p. 385.

47. Nathalie Fau, Khonthapane Sirivanh, Christian Taillard (dir.), *Transnational Dynamics in Southeast Asia: The Greater Mekong Subregion and Malacca Straits Economic Corridors*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2014.

Catalogues d'exposition

Immigrations Est & Sud-Est asiatiques depuis 1860



Ce catalogue explore plus de cent cinquante ans d'histoire politique, sociale et culturelle en retraçant les trajectoires individuelles et collectives de migrants de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et de leurs descendants, au rythme des grands bouleversements contemporains. En réponse aux regards souvent monolithiques portés sur ces populations, il donne à voir la diversité de leurs origines et de leurs histoires, par-delà leurs expériences communes.

Présentant une large sélection des oeuvres exposées, nourri des apports de l'histoire, de la géographie, de la sociologie, de l'anthropologie et des sciences politiques, cet ouvrage porte une attention particulière aux questions de la déconstruction des stéréotypes, du croisement des perspectives, de la reconnaissance du passé colonial et des identités multiples, de la transmission entre générations.

Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860

Sous la direction d'Émilie Gandon et Simeng Wang, co-édition Musée national de l'histoire de l'immigration / Réunion des Musées Nationaux - Grand Palais, 2023, 224 pages, 29,90 € (+ 5€ frais de port), ISBN : 978-2-7118-7988-5. EK39 7988.

J'ai une famille. 10 artistes de l'avant-garde chinoise installés en France



L'exposition *J'ai une famille* au Musée national de l'histoire de l'immigration retrace la trajectoire exceptionnelle de dix artistes de l'avant-garde chinoise qui ont émigré en France dans les années 1980-1990. Ils y ont tissé des liens durables d'amitié et ont cultivé leurs affinités intellectuelles et créatives. Confrontés à l'expérience quotidienne de l'exil et à une réalité économique et géopolitique en mutation, ils ont développé une approche critique

et inventé des langages singuliers et innovants. En trois décennies, ils sont devenus des figures reconnues dans un monde de l'art globalisé. Ce catalogue présente la richesse de leur travail et fait dialoguer leurs oeuvres autour de thématiques communes. Il met l'accent sur le réseau d'amitiés solidaires qui a accompagné leurs itinéraires artistiques et rendu possible leur fabuleuse histoire collective.

J'ai une famille. 10 artistes de l'avant-garde chinoise installés en France

Sous la direction de Hou Hanru et Évelyne Jouanno, co-édition Musée national de l'histoire de l'immigration / Réunion des Musées Nationaux - Grand Palais, 2023, 240 pages, 35 € (+ 5€ frais de port), ISBN : 978-2-7118-7989-2 EK39 7989.



► Une employée vérifie les jetons avant l'ouverture du *Solaire Manila Resorts* et de son casino, Manille, le 14 mars 2013. Le casino, donnant sur la baie de Manille, est le premier de quatre énormes lieux de divertissement prévus, qui devraient attirer des millions de personnes, selon les dirigeants de l'industrie et du gouvernement.
© Ted Aljibe/AFP.

Belt and Road Initiative **et mobilités chinoises** **contemporaines aux** **Philippines**

Une approche multiscaleaire

Catherine Guéguen, géographe associée au Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), CNRS, et *fellow* à l'Institut Convergences Migrations (ICM).

Le jeu représente une industrie florissante aux Philippines et attire de nombreux touristes, surtout chinois. Pour répondre aux besoins de cette population de joueurs, les flux migratoires en provenance de Chine se sont développés. La venue d'employés chinois recrutés pour leur connaissance du mandarin et certaines compétences numériques conduit à la recomposition des communautés chinoises déjà implantées aux Philippines. Ce renouveau des mobilités chinoises intervient dans un contexte de densification des relations diplomatiques entre la Chine continentale et l'archipel philippin.

La présence chinoise aux Philippines est ancienne et actée depuis la présence espagnole où ces derniers se voyaient imposer un lieu de résidence : le *parian*, à proximité d'Intramuros, le quartier espagnol de Manille. La période qui suit la Seconde Guerre mondiale a largement renouvelé cette population chinoise implantée aux Philippines. Ferdinand Marcos leur facilita l'octroi de la nationalité philippine par voie administrative en 1975. Depuis les années 1990, le renouveau en termes de relations internationales a renforcé les formes de coopération économique entre la République populaire de Chine et les Philippines. Ces accords mobilisent différentes institutions et ce, à différentes échelles : l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) pour l'Asie du Sud-Est, les États par des

accords bilatéraux de coopération économique et technique, mais aussi des collectivités territoriales comme les agglomérations, relais de la mondialisation. Des accords mobilitaires spécifiques entre les deux États se sont traduits par une réactivation des flux migratoires vers la capitale philippine et, quelques années plus tard, par leur dispersion dans les grandes villes de province et, enfin, vers les petits centres urbains du pays. Plus récemment, les accords associés aux Nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*, BRI) ont été conclus et ce, après l'élection de Rodrigo Duterte en 2016. Les relations diplomatiques entre l'État philippin et la Chine continentale se sont concrétisées par le programme « *Build, Build, Build* » promu par l'État philippin et financé en grande partie par la République populaire de Chine. La

mobilité des visiteurs chinois fut largement associée à ces accords. Les visiteurs chinois ont été 1,7 million à séjourner aux Philippines en 2019 sans que l'on puisse préciser s'ils jouent ou non, d'après le Department of Tourism (DOT). Ils n'étaient que 675 663 en 2016. Les délocalisations de l'industrie du jeu de Macao aux Philippines ont généré d'importants flux de migrants chinois... que l'on dénombre difficilement au vu de l'opacité du statut de ces personnes. La venue de ces employés chinois recrutés pour leur connaissance du mandarin et certaines compétences numériques peut être vue comme massive puisqu'elle se chiffrait entre 200 000 et 300 000 personnes arrivées depuis 2016. Devant l'impossibilité de les recruter sur place, les entreprises du secteur du jeu font appel à des agences spécialisées en Chine continentale.

“ Le développement de l'industrie du jeu aux Philippines, associé aux délocalisations de ces activités de Macao, constitue un angle de recherche pour analyser l'évolution des communautés chinoises outre-mer aux Philippines et les relais des interactions établis entre elles ou non dans l'agglomération-capitale des Philippines.

Ces flux de populations chinoises associées à l'industrie du jeu ont donc un impact certain sur le marché immobilier de la capitale philippine et la création de commerces. Alors que l'industrie du jeu se matérialise de nombreuses manières dans l'espace, ce sont les nouvelles formes de jeu qui mobilisent cet apport de populations chinoises. En effet, cette présence chinoise est liée au développement de l'activité de casino et surtout des activités de jeux en ligne et de pari par procuration (*proxy betting*), dont certaines entreprises du secteur sont spécialistes. Le pari par procuration est principalement destiné à une clientèle chinoise, puisque ce type d'activité est interdit en Chine continentale. Seule l'activité de casino en salle est autorisée à Macao. Le gouvernement chinois multiplie depuis 2016 les actions pour éteindre le développement du pari en ligne, qui génère de trop nombreuses activités illicites sur place. Les entreprises du secteur ont alors entrepris de délocaliser cette forme de jeu aux Philippines où elles ont trouvé des partenaires économiques. L'industrie du casino a pris son essor aux Philippines dans les années 1970

et, depuis lors, doit pouvoir être considérée comme l'un des moteurs du tourisme dans le pays. Des casinos sont présents dans les grandes villes de l'archipel et la baie de Manille constitue l'épicentre contemporain de cette industrie du jeu.

Le développement de l'industrie du jeu aux Philippines, associé aux délocalisations de ces activités de Macao, constitue un angle de recherche pour analyser l'évolution des communautés chinoises outre-mer aux Philippines et les relais des interactions établis entre elles ou non dans l'agglomération-capitale des Philippines. En quoi le renouveau des mobilités chinoises aux Philippines témoigne-t-il des recompositions des communautés chinoises outre-mer, dans un contexte de densification des relations diplomatiques entre la Chine continentale et l'archipel philippin ?

Des populations chinoises de plus en plus présentes sur le sol philippin

Les plus nombreux sont les touristes venus de Chine pour jouer. On peut difficilement évaluer leur nombre car ils entrent aux Philippines avec des visas de tourisme classique autorisés par les accords Asean+3 scellés en 2005. Le deuxième groupe de population concerne les techniciens ou les opérateurs des plateformes techniques qui animent les jeux en ligne, dont le nombre est très incertain, là aussi, pour des raisons de décompte statistique et d'octroi de visa souvent inapproprié à la fonction (jusqu'à une période récente, ils étaient évalués entre 200 000 et 300 000). Ces accords mobilitaires concernant les touristes et la coopération technique ont été renforcés par une série d'accords bilatéraux entre les gouvernements chinois et des Philippines (sous le mandat de Rodrigo Duterte en 2016 et de Ferdinand Marcos Jr. en 2023). Cette présence chinoise ne serait pas possible sans le rôle des intermédiaires locaux qui sont généralement sino-philippins, qu'il s'agisse d'entrepreneurs individuels ou travaillant pour une entreprise investie dans le secteur pour faciliter les implantations de structures et la gestion du personnel. Ces derniers connaissent parfaitement bien l'environnement de l'agglomération et servent d'intermédiaires.

La présence des Chinois concernés par l'activité du jeu est facilitée par les autorités locales. En effet, le Bureau de l'immigration a décidé d'accélérer les formalités d'entrée sur le territoire philippin des Chinois. Depuis 2005, les citoyens chinois bénéficient d'un visa délivré à l'arrivée et valable pour trente jours.

Ce visa concerne particulièrement les personnes intégrées à des visites de groupes réalisées par des opérateurs accrédités par le ministère du Tourisme. Il leur est possible de prolonger leur séjour jusqu'à six mois. Ces personnes ne doivent pas être fichées sur la liste rouge d'Interpol (*Interpol Red Notice*). Leur dossier doit aussi être rempli au moins 10 jours avant leur arrivée sur place (les étrangers interdits de séjour aux Philippines sont évalués à 2 717 sur le premier semestre 2017, et 1 594 étaient des citoyens chinois). Ces arrivées massives de Chinois pour travailler dans l'industrie du jeu ou comme joueurs suscitent des réactions différenciées, voire négatives. Certains politiques dénoncent ces afflux de Chinois légaux et illégaux qui « prennent le travail des Philippines ordinaires ». Ces employés chinois doivent détenir l'AEP (soit le *Alien Employment Permits*). Cette création d'emplois pour des étrangers aux Philippines amène nombre de réactions concernant la nécessité pour beaucoup de travailleurs philippins d'aller travailler à l'étranger. Les cas de travail illégal dans le secteur du jeu sont légion et font la Une des journaux locaux ; il s'agit bien souvent d'appartements abritant des tables de jeu sans autorisation, lesquelles sont animées par des employés chinois résidant illégalement sur le sol philippin (dotés d'un visa touristique).

Deux vagues migratoires chinoises distinctes depuis les années 2000

Ces mobilités chinoises associées au jeu diffèrent complètement des migrations chinoises antérieures, puisqu'elles ne font pas appel à des leviers associés aux chaînes migratoires classiques qui ont pu être actifs dans les années 1990-2000. À partir de la présidence de Joseph Estrada (1998-2001), de nouvelles vagues de migrants ont atteint les Philippines. Les Philippines appellent les migrants chinois les TDK (*taï diok ka*) ou GI (*Genuine Intsik*¹). Dès lors, ils ont concurrencé les commerçants implantés localement. En effet, ces migrants de Chine continentale peuvent être définis par comparaison avec les populations chinoises implantées de longue date dans l'archipel philippin². Ils n'ont pas de repères

mentaux, familiaux, spatiaux aux Philippines du fait de leur temps de séjour restreint. Une autre différence notable avec les premières migrations chinoises d'avant-guerre vers les Philippines : les migrants ne partent plus seuls mais sont généralement accompagnés de leur famille. La cellule familiale proche est présente aux Philippines. Il n'est pas question pour la majorité d'entre eux de s'installer définitivement dans l'archipel, mais d'y prospérer sur une période relativement courte.

Hormis le visa de tourisme délivré à l'arrivée, les Chinois peuvent faire leur demande de visa de longue durée auprès des services consulaires philippins en Chine. En effet, ces services proposent des visas de résidence pour retraités et entrepreneurs. Les visas pour retraités impliquent une disponibilité numéraire de 50 000 dollars US placés sur un compte bancaire et diverses démarches administratives. Les deux autres types de visa de longue durée impliquent une activité salariée. Le visa d'investissement autorise un homme d'affaires à établir une activité quelconque, généralement d'import-export entre son pays d'origine et les Philippines. L'État philippin a également créé le *Special Visa for Employment Generation* (SVEG). Ce visa n'est délivré que dans le cas de la création d'au moins dix emplois aux Philippines, et ce, après l'aval des différentes administrations du travail, de la santé et de la sécurité sociale. Créé en 2009, ce dernier semble être le moyen le plus légal de rester aux Philippines sans utiliser de prête-noms ou de contracter un mariage blanc. L'opacité des données accompagne la résidence illégale de nombreux Chinois, laquelle est permise par la corruption locale. Le bureau de l'immigration philippin évaluerait à environ 100 000 le nombre d'illégaux originaires du continent chinois aux Philippines, par simple décompte des entrées et des sorties du pays.

Des réseaux associatifs chinois impliqués de manière différenciée dans ces mobilités

Les migrants chinois investis dans l'import-export et le commerce de gros et de détail, arrivés dans les années 1990-2000, au mode de vie transnational, constituent des soutiens clés pour le développement du secteur du jeu. Ces derniers représentent les points d'ancrage locaux du projet *Belt and Road Initiative* dont l'un des buts est de promouvoir la coopération et le développement économique. Les associations chinoises anciennes ou renouvelées constituent les relais de l'implantation de ces entreprises du jeu chinoise.

1. Expressions péjoratives dérivées du hokkien et du tagalog pour désigner les Chinois du continent.

2. Catherine Guéguen, « New chinese migrants in Philippines cities: differences in profiles and settlements », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 28, n° 4, 2012, pp. 127-143.



► Le *Venetian Casino* à Macao, où seule l'activité de casino en salle est autorisée aux joueurs chinois.

© Martin Bertrand/Hans Lucas via AFP.

La création des associations témoigne de l'ancrage spatial d'une communauté et d'une certaine solidarité entre ses membres. Edgar Wickberg estimait, en 1998, qu'il y avait environ 1 000 associations de Chinois aux Philippines³. Manille, avec sa population de Chinois comprise entre 400 000 et 500 000 personnes, est le centre de cette activité associative, mais le nombre des associations est en constante augmentation avec l'institutionnalisation de nouveaux groupes depuis le début des années 1990. Les associations chinoises sont aussi présentes dans toutes les villes de l'archipel et leur nombre est proportionnel à la communauté résidente sur place. Les vagues migratoires chinoises avaient jusqu'alors permis la pérennisation ou la création d'associations liées aux lieux d'origine des migrants, à l'image de la Jin Jiang Association créée en 1993 avec 50 membres, et qui en compte désormais plus de 100. Le siège de l'association est installé dans un immeuble rutilant de Binondo

dans Dasmariñas street. Ces entrepreneurs ont débuté à Manille et ont tissé des liens en province. Ces associations relativement récentes ont su pérenniser des liens étroits avec leur région d'origine en Chine continentale par le recrutement d'enseignants pour les écoles chinoises de Manille, par exemple. Ces migrants ont conservé la nationalité chinoise et des liens importants avec leur localité d'origine, où ils disposent aussi souvent d'un commerce.

Une journée d'étude de la Philippine Association of Chinese Studies⁴ s'est intéressée au phénomène des nouveaux migrants en 2018. Le premier constat a été d'associer la nouvelle présence chinoise à la création d'associations à tout va. Elles peuvent prendre un caractère généraliste : Philippine China Chambers of Commerce, Migrant Chinese Chamber of Commerce and Industry of the Philippines, Junior Chinese Chamber of Commerce. Teresita Ang See (présidente de l'association sino-philippine KAISA) précisa que la création de ces associations était encouragée par le

3. Edgar Wickberg, « The Chinese in the Philippines », in Lynn Pann (dir.), *The Encyclopedia of the Chinese Overseas*, Londres, Routledge, 2006, pp. 187-199.

4. Philippines Association for Chinese Studies (PACS), implantée sur le site de l'université Ateneo de Manille.

Bureau des affaires outre-mer chinois (Overseas Chinese Affairs Bureau), s'intégrant à la politique associée à la *Belt and Road Initiative*. La construction de plusieurs séries d'arches dans l'agglomération capitale des Philippines ou encore dans deux grandes villes de provinces (Davao et Iloilo) témoigne de la multiplication des relations entre ces associations chinoises et les collectivités territoriales philippines et chinoises⁵. La réalisation, en 2020, de deux nouveaux ponts dans l'agglomération-capitale, dont l'un reliant Binondo au quartier d'Intramuros à Manille, a suscité de nombreuses polémiques et fait partie intégrante des travaux que la Chine s'était engagée à réaliser aux Philippines dans le cadre de la BRI⁶.

Ces migrants des années 1990-2000 avaient pu à leur arrivée s'appuyer sur des structures associatives sino-philippines. À leur tour, ces derniers servent d'intermédiaires entre les autorités philippines locales et les entreprises immobilières. Il n'est pas rare que certains d'entre eux aient également des avoirs dans le secteur du jeu.

Des intermédiaires chinois facilitent l'arrivée des travailleurs de l'industrie du jeu

Les intermédiaires entre entreprises chinoises du jeu et secteur immobilier philippin sont majoritairement des Chinois vivant aux Philippines. Connaissant parfaitement le contexte immobilier de la capitale, ces derniers ont eu peu de mal à convaincre les entreprises immobilières de louer au vu du très grand nombre de vacances de locaux commerciaux et résidentiels. Le dirigeant de l'Oriental Group – Kevin Wong, citoyen philippin arrivé de Chine à l'âge de 10 ans dans les années 1970 – est considéré comme la clé de voûte de ce système. L'ouverture de structures de jeu a ainsi pu être permise par des relais associatifs chinois transnationaux.

Entre les migrants inscrits dans des réseaux associatifs chinois et accueillis d'abord dans Binondo, le quartier chinois de Manille, et ceux travaillant dans le secteur du jeu, la mobilisation des acteurs de l'accueil est complètement différente. Les employés

chinois du secteur du jeu sont accueillis en dehors de tout cadre associatif d'entraide, ce qui leur confère un certain isolement et, de fait, une soumission, une dépendance vis-à-vis des employeurs chinois du secteur⁷. Les opérateurs de jeux en ligne aux Philippines ont pu employer entre 200 000 et 300 000 travailleurs, majoritairement Chinois, depuis 2016. Ces travailleurs œuvrant dans l'activité de jeu en ligne sont très jeunes pour la plupart et vivent une première expérience à l'étranger. Ces techniciens de plateformes de jeu en ligne évoluent selon des horaires spécifiques et des déplacements limités. Les plateformes techniques de jeu et les lieux de résidence de ces opérateurs se localisent dans un périmètre restreint (communes de Pasay et de Makati).

L'industrie du jeu aux Philippines est florissante et attire des touristes surtout chinois, c'est pourquoi les casinos philippins cherchent du personnel parlant mandarin. L'entreprise la plus active dans ce secteur est l'Oriental Group chargé du recrutement et de la formation de ce personnel. L'entreprise prévoit un recrutement d'environ 10 000 personnes dans les trois ans pour trois pays différents. La plupart des personnes recrutées sont jeunes et disposent d'un diplôme de « collègue » (l'équivalent d'un bac+2 français). Cette entreprise a des accords avec plusieurs universités chinoises qui bénéficient de 140 dollars US pour chaque étudiant recruté. Cette entreprise utilise aussi des agences de recrutement privées demandant des honoraires importants à des étudiants désargentés (jusqu'à 16 000 yuans, soit 2 325 dollars US). Les salaires versés par Oriental Group sont évalués entre 6 000 et 8 000 yuans (soit entre 870 et 1 160 dollars US).

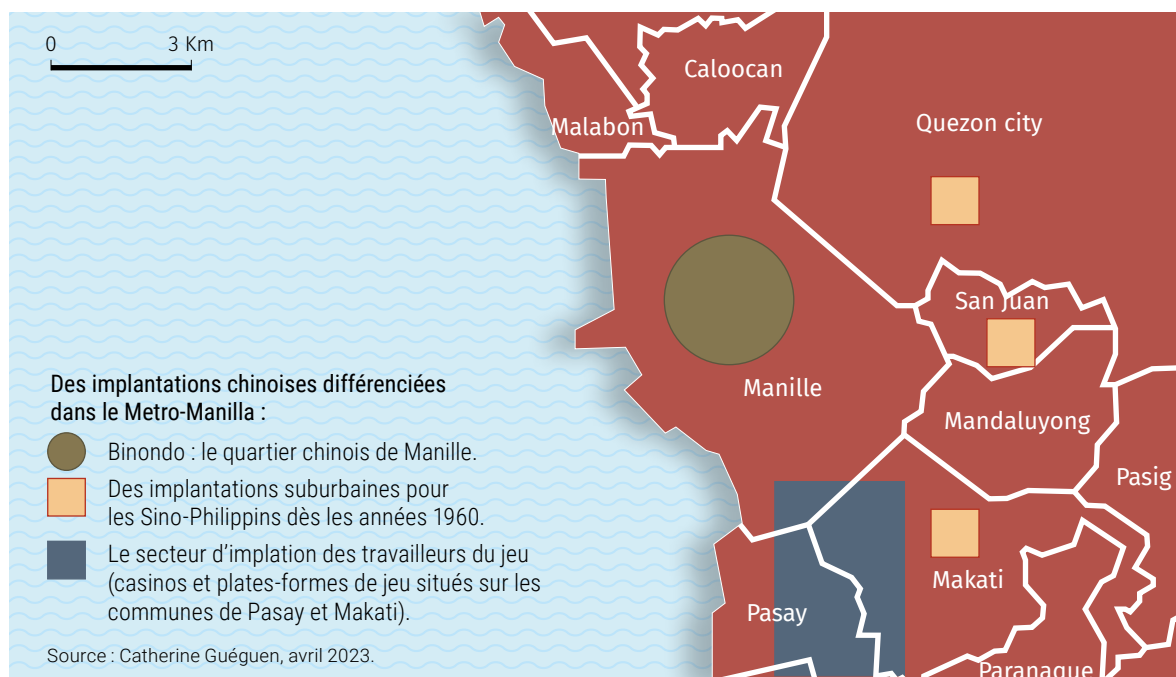
Ces populations profitent, pour rentrer sur le territoire, de visas de tourisme délivrables à l'arrivée dans le pays depuis 2017, et travaillent dans le domaine des plateformes de jeu en ligne. Elles ont toutefois la possibilité de déposer une demande d'autorisation spéciale de travail (SWP : *Special Work Permit*), laquelle doit indiquer l'entreprise qui l'emploie. Ce visa de travail autorise la personne à travailler au maximum 6 mois dans le pays (3 mois et 3 mois renouvelables). La raison pour laquelle ces jeunes travailleurs n'y souscrivent généralement pas est liée au fait que leurs

5. Une des arches de Binondo dans le quartier chinois doit sceller l'amitié entre la ville de Manille et celle de Guangzhou.

6. Deux projets de barrages n'ont pas abouti face aux oppositions locales, la réhabilitation ou la construction de voies ferroviaires a vu naître des partenariats avec des entreprises chinoises.

7. Le journal *Beijing News* rapportait, en août 2018, les témoignages affligeants de nombreux employés de plateformes de jeu travaillant douze heures d'affilée et sept jours sur sept, ne disposant que d'un jour de congé par mois. Leurs passeports avaient été confisqués et les logements imposés par l'employeur étaient de piètre qualité.

► Figure 1. Des implantations chinoises différenciées dans Metro-Manila



employeurs ne souhaitent pas payer d'impôts. Des centaines de jeunes Chinois ont ainsi été appréhendés par le Bureau de l'immigration pour travail dissimulé.

Mobilités chinoises et industrie du jeu : les enjeux d'un secteur dans Metro-Manille

Plus de cinquante entreprises spécialisées dans le jeu prenant en charge les joueurs Chinois se sont installées à Manille depuis l'autorisation donnée en 2016. De manière générale, la capitale des Philippines présente de nombreux intérêts pour cette implantation : une desserte technique numérique de qualité, renforcée depuis par la *Digital Silk Road* (câbles sous-marins et téléphonie) associée à la BRI. La proximité de l'aéroport NIAI, première porte d'entrée aérienne aux Philippines, a guidé partiellement les implantations des structures de jeu.

Les deux entreprises immobilières philippines bénéficiant le plus du secteur du jeu sont Ayala Land Inc. et SM Prime Holding Inc. Les espaces commerciaux de l'agglomération ont été revigorés par cette nouvelle activité et des bâtiments autrefois dédiés au commerce de détail ou aux bureaux ont été convertis en plateformes de jeu dotées de tables et de webcams. De nombreuses structures immobilières existantes ont accueilli les travailleurs des plateformes de jeu, comme dans le *barangay*⁸ San Antonio sur la commune

de Makati, à la limite de la commune de Manille. À l'échelle de la baie de Manille, le prix des logements avait grimpé de 27 % les trois derniers mois de l'année 2017 (Cabinet Santos Knight Franck Inc.). Le marché immobilier était traditionnellement soutenu par les entreprises de BPO (*Business Process Outsourcing*). Certains analystes financiers et immobiliers sont tombés d'accord sur le fait que, si l'activité du jeu par ses multiples impacts immobiliers n'avait pas soutenu le marché immobilier (location pour les travailleurs et pour les plates-formes techniques, achat d'appartements par des particuliers), la ville aurait certainement subi l'éclatement d'une bulle immobilière au vu du (trop) grand nombre de constructions depuis 2015.

Des bâtiments moribonds sur Roxas boulevard ont ainsi trouvé une nouvelle fonction. Le secteur immobilier de la baie et de ses alentours est donc florissant grâce à la clientèle chinoise qui ne discute pas les prix (abordables par rapport aux grandes villes de Chine continentale). Les espaces de jeu en ligne se composent généralement d'un studio avec des tables de jeu où travaillent de jeunes femmes (philippines) court-vêtues et d'un centre d'appels où les opérateurs chinois réceptionnent les demandes des joueurs. À noter que d'autres structures accueillent ce type d'activités de manière

8. Le *barangay* est l'unité administrative de base aux Philippines.

plus discrète : certains hôtels abritent des salles de jeux ou ont reconverti une partie de leur espace pour cette activité. Ces disponibilités immobilières permettent aux entreprises du jeu de maîtriser complètement leurs espaces et leurs personnels.

Une géographie du jeu guidée par un impératif de proximité

Cette nouvelle présence chinoise ne s'inscrit pas dans le vieux quartier chinois ou le vieux Manille, comme cela avait pu être le cas dans les années 1990 et 2000. Ce sont les opérateurs chinois de casinos qui gèrent complètement leurs personnels, les logements et les mobilités des employés dans l'agglomération.

Le premier des impacts est visuel. La plus forte présence de populations chinoises au cœur de Makati, ville de la banlieue de Manille, notamment dans le *barangay* San Antonio, a permis l'émergence d'un petit quartier chinois. Les commerces tenus par des Chinois du continent calquent leurs horaires sur les allées et venues des employés de la plateforme voisine (Techzone).

D'autres secteurs ont également pu être redynamisés à proximité de l'aéroport, et non loin des casinos de la baie de Manille : ils ont vu émerger des plateformes de jeu en ligne mais aussi des structures d'hébergement pour le personnel parfois « *low cost* », pour ne pas dire insalubres. Des norias de véhicules collectifs acheminent ces travailleurs vers leur lieu de travail sous la surveillance de chaperons. Cet impératif de proximité est aussi guidé par les manques de personnels qui peuvent être sollicités pour remplacer leurs collègues rapidement. La proximité est aussi nécessaire pour éviter de perdre du temps dans les embouteillages.

Conclusion

Le déploiement de l'industrie du jeu dédiée à une clientèle chinoise aux Philippines a largement été permis par les liens tissés entre secteurs du jeu philippin et chinois, et grâce aux nombreux intermédiaires sino-philippins et chinois résidant aux Philippines. Ce contexte mobilitaire a été renforcé par la multiplication des accords liés aux infrastructures, à la coopération technique visant le renforcement des interdépendances entre la Chine et les Philippines depuis l'avènement du projet de BRI en 2013. Celui-ci comprend des accords mobilitaires, économiques et techniques bilatéraux consolidés depuis. La délocalisation de ces entreprises

du jeu aux Philippines constitue un des effets voulus par le gouvernement chinois, celui du renforcement de l'interdépendance des territoires et ce, dans un périmètre de relative proximité avec la Chine.

Le rôle des réseaux associatifs fut primordial dans la structuration de ce secteur (recherche de personnels, de locaux) dans un cadre formel ou non. Cet afflux de populations chinoises, qu'il s'agisse de résidents (temporaires) ou de professionnels, dynamise l'économie du pays et renforce les liens avec la Chine (une priorité du président Rodrigo Duterte élu au printemps 2016). À partir de l'interdiction de nouvelles structures de jeu en 2018 aux Philippines et pour répondre à la forte demande chinoise, des structures de jeu ont ouvert malgré tout, employant de fait du personnel chinois illégalement. Ces derniers risquent l'expulsion du territoire philippin et d'être placés sur liste noire (interdiction du territoire philippin).

Pourtant, certains dénoncent la dépendance grandissante entre le secteur d'activité du jeu et les risques pour le secteur immobilier s'il y avait un renversement de situation ou une concurrence, y compris sur d'autres sites aux Philippines ou dans un autre État du Sud-Est asiatique avec lequel la Chine a des relations privilégiées. Certains citent le cas de la Malaisie et surtout celui de l'enclave de Johore, où le départ massif de citoyens chinois a laissé un très grand nombre de logements vacants après que la Chine ait imposé des contrôles sur l'acquisition de biens fonciers en dehors de son territoire.

La crise du Covid-19 n'a plus permis les mobilités touristiques et les travailleurs chinois du secteur du jeu sont largement rentrés chez eux. Face aux nombreuses affaires liées au secteur du jeu aux Philippines (employés chinois malmenés, affaires d'extorsion associant des criminels chinois...), l'État chinois a émis une loi interdisant à toute personne de nationalité chinoise de travailler dans le secteur du jeu en 2019. Pourtant, les entrepreneurs chinois poursuivent leur redéploiement dans d'autres États (Cambodge, Birmanie). L'activité aux Philippines se poursuit elle aussi par le recrutement de personnels sinophones en Malaisie et en Indonésie pour animer les plates-formes philippines. À n'en pas douter, ce sont à nouveau des réseaux chinois implantés outre-mer et associés à des partenaires locaux qui concourent à animer ces structures, tout comme le renouvellement, le 5 janvier 2023, des différents points associant les Philippines et la Chine dans le cadre du programme « *Build, Better, More* ». ■



► Photo aérienne d'un train de marchandises entre la Chine et l'Europe quittant la base de coopération logistique Chine-Kazakhstan à Lianyungang, dans la province chinoise du Jiangsu. La base de coopération logistique entre la Chine et le Kazakhstan de Lianyungang, lancée en 2014, est le premier projet d'entité dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (BRI). Agissant comme port sec dans la zone économique spéciale Horgos-Porte Est et dans le corridor de transport international entre la Chine occidentale et l'Europe occidentale, il est devenu une plateforme importante pour l'acheminement des produits des pays d'Asie centrale vers les ports maritimes.

© Wang Jianmin/Xinhua via AFP.

Le Kazakhstan face aux enjeux des Nouvelles routes de la soie

Entre représentations identitaires et présence chinoise

Isabella Damiani, maîtresse de conférences en géographie politique à l'université Paris-Saclay/Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, laboratoire LIMEEP-PS (UR 20204/OVSQ).

Pris entre la Russie et la République populaire de Chine, le Kazakhstan constitue un espace géopolitique convoité par ses deux grands voisins frontaliers. La république du Kazakhstan s'est construite à la chute de l'Union soviétique autour d'une identité eurasiatique fondée sur un attachement à la terre et une ouverture aux échanges économiques. Dans ce cadre, le projet des Nouvelles routes de la soie augure une nouvelle étape dans les relations entre la Chine et le Kazakhstan. Malgré une sinophobie présente dans le pays, liée notamment à la propriété foncière, la république kazakhe semble peu à peu se détacher de l'influence russe.

Dans le passé, le long des parcours caravaniers connus depuis le XIX^e siècle sous le nom de « Routes de la soie¹ », les dynasties chinoises se sont confrontées aux royaumes sédentaires et nomades turco-persans d'Asie centrale. Pendant la période coloniale russo-soviétique, les échanges entre la Chine et ses voisins centra-siatiques passaient principalement par la Russie et la frontière sino-centrasiatique demeurait pratiquement fermée. À la suite de la chute de l'Union soviétique (URSS), Beijing a renoué et renforcé ses partenariats avec les cinq républiques centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), jusqu'à faire de cette région une actrice privilégiée de

sa Nouvelle route de la soie terrestre. L'augmentation des échanges et des partenariats a été accompagnée d'une croissance de l'immigration chinoise dans la région et déclenché de nombreuses réactions au sein des pouvoirs et de l'opinion publique, notamment au Kazakhstan, lui-même très partagé sur la place de l'héritage russo-soviétique. Il s'agit d'analyser la géographie socio-politique du Kazakhstan face aux Nouvelles routes de la soie, qui évolue entre des identités ambivalentes dans leur rapport à la post-colonialité et un rapprochement diplomatique, économique et social avec le voisin chinois.

Asie centrale-Chine : dans le voisinage des Nouvelles routes de la soie

Dès la fin des années 1970, Deng Xiaoping donne une nouvelle impulsion à la politique économique

1. Expression imaginée en 1876 par le géographe allemand Ferdinand Von Richthofen.

chinoise. L'augmentation de la production devient le mot d'ordre. Ce pragmatisme économique se manifeste par la création, sur la côte, des premières zones économiques spéciales (ZES)². Plus tard, l'attention se tourne vers l'Ouest, avec une ouverture à l'Union soviétique. Le Xinjiang devient un enjeu important dans la politique économique de Beijing et une porte sur le « *Grand cercle islamique*³ ». Ces investissements encouragent les échanges et désenclavent le Xinjiang : les républiques socialistes soviétiques (RSS) centrasiatiques fournissaient des produits chimiques et électroniques, et le Xinjiang des denrées alimentaires et des matières premières⁴. En 1983, le poste de frontière de Khorgos avec la RSS kazakhe est rouvert, suivi par celui d'Alashankou, plus au nord, ce qui a permis la création d'un commerce transfrontalier de biens courants assuré par des particuliers, un « *commerce de valise*⁵ ». Il faut toutefois attendre les années 1990 pour assister à une réelle implication de Beijing dans la transformation de Khorgos en centre transfrontalier stratégique⁶.

Avec la chute de l'URSS, la République populaire de Chine (RPC) a besoin de créer de nouvelles relations avec ses voisins centrasiatiques indépendants. Celles-ci passent par des accords frontaliers entre Beijing et trois nouveaux acteurs : le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Concernant le Kazakhstan, premier des trois à délimiter ses frontières avec la Chine, il faudra dix ans pour décider du tracé de la longue frontière d'environ 1 500 km⁷. L'enjeu frontalier s'est superposé à celui des

ressources hydriques, dès l'époque tsariste et les conflits à ce sujet perdurent encore de nos jours.

Un autre enjeu est la question des Ouïgours, communauté turcophone et musulmane du Xinjiang. Beijing a besoin de garanties de la part de ses voisins face à ce que la RPC considère comme une « menace séparatiste et terroriste ». Au regard de la proximité culturelle entre les Ouïgours et les populations d'Asie centrale, la Chine craint une poussée des revendications régionalistes, ainsi qu'un soutien des pouvoirs centrasiatiques à la cause ouïgoure⁸. Dès les années 1990, les républiques donnent des garanties à Beijing au sujet des activités antichinoises sur leurs territoires.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), cadre intergouvernemental qui représente ce nouveau paradigme de voisinage, constitue une table de dialogue commune pour Moscou et Beijing avec une partie des républiques. La Chine avait besoin d'établir de nouvelles relations et la Russie souhaitait conserver un regard privilégié sur « son étranger proche ».

L'intérêt de la Chine pour l'Asie centrale va également se concrétiser dans le domaine énergétique. Une coopération entre les compagnies chinoise et kazakhstanaise amènera à la création d'un réseau d'oléoducs allant de la Caspienne jusqu'au Xinjiang. L'attention de Beijing se manifestera aussi à l'égard des hydrocarbures d'Ouzbékistan et du Turkménistan et, pour l'énergie hydroélectrique et thermique, du Tadjikistan et du Kirghizistan.

Quand, le 7 septembre 2013, à Astana au Kazakhstan, le président chinois Xi Jinping a lancé l'idée d'une Ceinture économique de la Route de la Soie (aujourd'hui *Belt and Road Initiative*, BRI), le projet chinois n'était pas une surprise en raison de l'antériorité des échanges. Cependant, personne n'aurait envisagé ni l'extension du projet, ni l'importance que prendrait l'Asie centrale, et notamment le Kazakhstan, dans ce nouveau dessein géopolitique chinois. Selon le récit de Beijing, avec une rhétorique destinée à flatter les voisins, après des siècles d'enclavement à l'intérieur du monde russe, l'espace centrasiatique pourrait retrouver, grâce à sa géographie, son rôle de pivot de l'Eurasie et de lien permettant les connexions entre les extrémités du continent. Dès lors, les investissements de Beijing dans les pays centrasiatiques n'ont fait que

2. Clyde D. Stoltenberg, « China's special economic zones: Their development and prospects », in *Asian Survey*, vol. 24, n° 6, 1984, pp. 637-654.

3. Gaye Christoffersen, « Xinjiang and the great Islamic circle: The impact of transnational forces on Chinese regional economic planning », in *The China Quarterly*, n° 133, 1993, pp. 130-151.

4. Gozhakhmet S. Sadvakasov, « Soviet-Chinese relations in Central Asia: The present state, problems, and prospects », in *Peace, Security, and Cooperation in the Asian-Pacific Region*, Stanford, Stanford University, Stanford Center for International Security and Arms Control (CISAC), 1989.

5. Thierry Kellner, *L'Occident de la Chine, Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Genève, Graduate Institute Publications, 2008.

6. Gaye Christoffersen, *op. cit.* ; Isabella Damiani, Victoria Bachelet, « Représentations géopolitiques sur la Route de la Soie, une étude à l'aide de l'analyse cartographique et du traitement d'images satellites », in *L'espace politique*, n° 34, 2018. Url : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/4663>.

7. Thierry Kellner, « Le règlement des questions frontalières... entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques », in *Relations internationales*, n° 145, 2011, pp. 27-51.

8. Isabella Damiani, *Géopolitique de l'Asie centrale*, Paris, PUF, 2013.

s'accroître, induisant en même temps un endettement important avec la RPC, notamment du Tadjikistan et du Kirghizistan, et un déséquilibre entre les exportations chinoises dans les économies centrasiatiques (une moyenne de 30 % pour les cinq pays) et les exportations depuis l'Asie centrale vers la Chine (environ 1 %)⁹. Toutefois, les pays centrasiatiques ont accueilli l'idée chinoise de manière positive, comme une suite logique et un projet porté par un « *puissant voisin, ami et fiable*¹⁰ ». La « Route de la soie » est donc devenue un label qui rappelle le passé et dans lequel les pays d'Asie centrale se reconnaissent et se sentent revalorisés à l'échelle internationale.

Les questionnements identitaires du Kazakhstan moderne

À l'entrée du musée de la ville d'Almaty, ancienne capitale du Kazakhstan, un panneau indique que la ville est située au cœur du continent eurasiatique¹¹. Cette information, à première vue négligeable, est le résumé parfait de l'image géopolitique que le Kazakhstan se donne depuis 1991.

L'Eurasisme est un courant identitaire qui s'est développé au cours des années 1920, dans un milieu postrévolutionnaire d'émigrés russes intellectuels. Ce courant considérait la Russie comme une entité à la fois européenne et asiatique, née d'un mélange culturel slavo-turcique, dont l'identité serait partagée avec les peuples limitrophes. Cette doctrine sera remise au goût du jour après la chute de l'Union soviétique, avec le Néo-Eurasisme, en tant que « révolution conservatrice » contre le pouvoir occidentaliste de Boris Eltsine¹². Elle demeure aujourd'hui une doctrine fondamentale du cercle intellectuel proche de Vladimir Poutine.

Si cette idée d'Eurasie russo-centrée, voire néo-impériale, permet de continuer à légitimer l'influence russe sur l'espace ex-soviétique, du point de vue de l'Asie centrale, et notamment du Kazakhstan,

l'Eurasie représente une opportunité de redorer son image, pour devenir le cœur d'un nouveau système, d'une construction spatiale idéalisée¹³, et ainsi de se débarrasser d'une représentation en faisant un pays enclavé et périphérique. Cette occasion a été saisie par Noursoultan Nazarbaïev, premier président du Kazakhstan indépendant. Il théorise une nouvelle Eurasie postcoloniale ou précoloniale, dans laquelle l'égalité et la non-ingérence sont placées au premier plan, où le monde occidental n'est pas mis en opposition et où la culture turco-nomade des steppes est essentielle, en suivant les idées d'Olzhas Suleïmenov et de Lev Goumïlev¹⁴. Une intégration régionale est envisagée par Nazarbaïev dès 1994. Elle passerait par les échanges centrasiatiques, ex-soviétiques, avec la Turquie et avec la Chine, le Kazakhstan représentant l'épicentre de ce nouveau pôle géopolitique multivectoriel¹⁵.

Selon le récit de Nazarbaïev, les peuples turco-nomades ont toujours fait prévaloir les échanges avec les Russes. L'enjeu est bien de rassurer la Russie sur son rôle dans le projet, tout en apaisant la grande minorité russe du Kazakhstan (37 % à la chute de l'URSS), concentrée à la frontière avec la Russie, vis-à-vis de laquelle les craintes de sécession ont toujours été d'actualité¹⁶. Au musée central d'État à Almaty, une affiche souligne que le Kazakhstan est un État multinational¹⁷. Cette rhétorique mettant en avant un

13. Marlene Laruelle, *Central Peripheries: Nationhood in Central Asia*, Londres, UCL Press, 2021.

14. Olzhas Suleïmenov, *Az I Ya*, Baku, Teas Press, 2016 [1975] ; Lev Goumïlev, *Древняя Русь и Великая степь (La Rous' ancienne et la grande steppe)*, AST, Moscou, 2016 [1989].

15. R. S. Faïzova, « ИДЕЯ ЕВРАЗИЙСТВА В ПОЛИТИКЕ РЕСПУБЛИКИ КАЗАХСТАН: ТЕОРИЯ И ПРАКТИКА (L'idée d'Eurasie dans la politique du Kazakhstan : théorie et pratique) », in *MIR Journal*, 2011 ; Sadykova Raïkhan, « Eurasian idea of N.A. Nazarbayev as the basis of modern integration », in *Procedia: Social and Behavioral Sciences*, n° 89, 2013, pp. 377-386 ; Sergueï F. Grebenichenko, Rustem E. Sagindikov, « ЕВРАЗИЙСКАЯ ИДЕЯ Н.А. НАЗАРБАЕВА В УСЛОВИЯХ СОДРУЖЕСТВА НЕЗАВИСИМЫХ ГОСУДАРСТВ (L'idée d'Eurasie de Nazarbaïev dans la CEI) », in *Vestnik RUDN: International Relations*, vol. 15, n° 1, 2015 ; Vladimir O. Odnostalko, « ЕВРАЗИЙСКАЯ ИДЕЯ Н. А. НАЗАРБАЕВА: ОТ ТЕОРИИ К ПРАКТИКЕ (L'idée d'Eurasie de N. Nazarbaïev : de la théorie à la pratique) », in *Historical, Philosophical, Political and Law Sciences, Culturology and Study of Art*, Tambov, Gramota, n° 11, partie 1, 2015 ; Ahmad Vakhshiteh, Marina Lapenko, Aisha Mukasheva, « Genesis of the Eurasian idea and Eurasian practice in the Republic of Kazakhstan », in *Vestnik RUDN: International Relations*, vol. 22, n° 1, 2022, pp. 60-76.

16. Marlene Laruelle, *Central Peripheries: Nationhood in Central Asia*, op. cit.

17. Terrain de recherche de l'auteure réalisé en octobre 2022.

9. OEC database, 2021. Url : <https://oec.world/>.

10. Julien Thorez, « Les nouvelles routes de la soie en Asie centrale : ambitions géographiques centrasiatiques et projet géopolitique chinois », in Frédéric Lasserre, Éric Mottet, Barthélémy Courmont (dir.), *Les nouvelles routes de la soie. Géopolitique d'un grand projet chinois*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2019, pp. 33-54.

11. Terrain de recherche de l'auteure réalisé en octobre 2022.

12. Marlene Laruelle, « Les idéologies de la "troisième voie" dans les années 1920. Le mouvement eurasiiste russe », in *Vingtième siècle*, n° 70, 2001, pp. 31-46.

mélange multiethnique est nécessaire pour intégrer la minorité russe dans le concept de « *Kazakhstanness* », une définition civique et supra-ethnique de l'identité nationale¹⁸, complémentaire de l'idée d'un Kazakhstan épïcentre de l'Eurasie. Cependant, l'Eurasisme égalitaire et multivectoriel du président du Kazakhstan s'est trouvé dépassé par sa nouvelle vision russe, le Néo-Eurasisme. La Russie, sans manquer de reconnaître la paternité de l'idée à Nazarbaïev, récupère la place principale et relègue à l'arrière-plan le rôle du Kazakhstan dans l'intégration eurasiatique¹⁹.

Cette nouvelle Eurasie russe fait débat au Kazakhstan et relance les nationalistes, partisans du *Kazakhness*, courant identitaire centré sur l'importance de l'ethnie, de la langue kazakhe, et sur les politiques de rapatriement des Kazakhs²⁰. Amorcé dès les années 1990, le retour de la diaspora kazakhe sera institutionnalisé en 2008 avec le programme d'État *Nurly kosh* (« Itinérance lumineuse »). L'objectif était de redonner un espace majoritaire aux Kazakhs dans leur État-nation, vu qu'au moment de l'indépendance seulement 39,7 % de la population se définissait comme kazakhe²¹. Ces Kazakhs de la diaspora, appelés d'abord « *Oralmans* » (« les gens qui reviennent »), puis « *Qandas* » (« compatriotes »), provenaient des pays centrasiatiques, de Russie, de Chine et de Mongolie. Selon le ministère du Travail du Kazakhstan, il y a eu, entre 1991 et 2007, environ 500 000 rapatriés.

À l'Eurasisme, au *Kazakhstanness* et au *Kazakhness* s'ajoute l'ambivalence du Kazakhstan vis-à-vis de la région centrasiatique. Partageant avec la majeure partie des autres républiques son histoire, sa religion, une langue turcique et des traditions culturelles, le Kazakhstan renvoie pourtant souvent l'image, alimentée aussi par le passé, d'un pays de transition entre les mondes centrasiatique et russe. En soutien à cette tendance, le président Nazarbaïev

propose d'appeler le pays « *Kazakh Eli* » (« le pays des Kazakhs ») en 2014. Ce suffixe fait écho au toponyme « Mongolie », le pays des Mongols. Cet éloignement du monde centrasiatique et ce rapprochement avec la seule tradition turco-mongole nomade auraient accentué le caractère eurasiatique du Kazakhstan, mais il n'a pas eu de suite.

Le Kazakhstan, pays eurasiatique, centrasiatique, pays des Kazakhs ou des Kazakhstanais ? Les identités, à géométrie variable, se superposent ou s'opposent et peuvent jouer un rôle dans la politique étrangère, mais aussi dans les réformes que le pays a connues. En 2014, Nazarbaïev lance *Nurly Zhol* (« Le chemin de la lumière »), une réforme des infrastructures pour les transports, l'énergie, les services, les industries. Entre l'officialisation de la BRI en 2013 et l'entrée en vigueur en 2015 de l'Union économique eurasiatique (UEE), *Nurly Zhol* reflète le Kazakhstan eurasiatique et multivectoriel, prêt à se désenclaver et à se relier au reste de l'Eurasie. Toutefois, en 2017, une réforme appréciée par les partisans du *Kazakhness* voit le jour : le *Rukhani Zhangryu* (« Renouveau spirituel »). Les thèmes de cette réforme sont la patrie, la géographie sacrée du Kazakhstan, la culture kazakhe dans le monde et la latinisation de la langue kazakhe²².

Un nouveau défi pour le Kazakhstan : la présence chinoise

Le Kazakhstan indépendant est donc tiraillé entre le fait d'être un État pour les Kazakhs et de reconnaître les minorités, dont les Ouzbeks, les Ukrainiens, les Ouïgours, les Allemands, les Tatars, et la minorité russe, qui représente encore 15,5 % de la population²³. À cette situation s'ajoute une présence grandissante de ressortissants chinois (Han), qui ne proviennent pas de la diaspora kazakhe, et se distinguent des réfugiés ouïgours qui échappent aux répressions dans le Xinjiang.

Cette nouvelle présence chinoise est liée au rôle que le Kazakhstan joue dans la BRI et à l'accroissement de l'ampleur des projets que Beijing a engagés.

18. *Ibid.* ; Marlene Laruelle, « The three discursive paradigms of state identity in Kazakhstan: Kazakhness, Kazakhstanness, and transnationalism », in Mariya Y. Omelicheva (dir.), *Nationalism and Identity Construction in Central Asia: Dimensions, Dynamics, and Directions*, Lanham, Lexington Books, 2014, pp. 1-20.

19. Ahmad Vakhshiteh *et al.*, *op. cit.*

20. Narek Mkrtychyan, « The notion of "kazakhness" behind the symbolic nation-building of Kazakhstan », in *CEU Political Science Journal*, vol. 9, n° 1-2, 2014, pp. 16-38 ; Marlene Laruelle, « The three discursive paradigms of state identity in Kazakhstan: Kazakhness, Kazakhstanness, and transnationalism », *op. cit.* ; Marlene Laruelle, *Central Peripheries: Nationhood in Central Asia*, *op. cit.*

21. Marlene Laruelle, *Central Peripheries: Nationhood in Central Asia*, *op. cit.*

22. L'alphabet latin est considéré comme plus approprié et aurait permis une diffusion majeure de la langue et de la culture kazakhes. Les langues turciques avaient été déjà latinisées au début de l'époque soviétique (1929-1940) à la suite des réformes en Turquie. La cyrillisation des langues centrasiatiques arrivera seulement dans les années 1940.

23. Recensement du Kazakhstan 2021. Url : <https://stat.gov.kz>.

Cependant, selon les derniers chiffres des investissements directs étrangers (IDE) chinois au Kazakhstan, nous pouvons remarquer une dynamique en baisse. Selon la Banque nationale du Kazakhstan, une croissance régulière des IDE se manifeste depuis les années 1990 jusqu'en 2012. Cette année correspond à un pic des IDE chinois s'élevant à environ 2,5 milliards de dollars²⁴. Entre 2005 et 2019, la Chine est le quatrième investisseur au Kazakhstan²⁵. L'officialisation de la BRI induit la mise en place d'infrastructures de transports, d'où les IDE chinois, le programme *Nurly Zhol*, et les aménagements de Khorgos : la gare d'Altyntkol, le port sec et l'auto-route²⁶. À partir des années 2020, selon l'Agence Kazakh Invest, la Chine représente seulement le septième investisseur, mais les IDE se diversifient : aux hydrocarbures et aux transports, s'ajoutent l'industrie lourde, l'aluminium, l'or, l'énergie éolienne et atomique – le Kazakhstan est le premier producteur d'uranium au monde –, les télécommunications, le secteur financier, l'agriculture, le capital de sociétés, les biens fonciers et immobiliers.

L'évolution des projets a donc provoqué une dynamique migratoire depuis la Chine vers l'État centrasiatique. À partir de l'ouverture des postes-frontières routiers et ferroviaires de Khorgos et d'Alashankou, une migration commerciale formelle et informelle de petits commerçants se met en place. Ces formes de micro-commerces transfrontaliers ont été remplacées par des entreprises commerciales, la création des zones économiques exclusives (ZEE) à la frontière et le développement du e-commerce²⁷. Cette dynamique s'est accrue avec l'ouverture de trois nouveaux passages frontaliers routiers : Kol'zhat, Bakhty et Maïkapchagai.

Les projets énergétiques des années 1990 ont entraîné une migration chinoise de cadres et de main-d'œuvre, auxquels se sont ajoutés des travailleurs

dans les secteurs du transport, de l'immobilier et une série de petites entreprises chinoises au Kazakhstan dès les années 2000²⁸. Une augmentation de la main-d'œuvre chinoise au Kazakhstan est constatée au milieu des années 2000. Selon le Service des gardes-frontières du Kazakhstan²⁹, il y a environ 200 000 entrées par an entre 2007 et 2013 et presque 230 000 en 2014. Les chiffres baissent à partir de 2015 pour avoisiner les 100 000 entrées. Le Kazakhstan a créé des quotas d'entrée pour les travailleurs étrangers dès 2003. Un pic de titres de travail attribués à des Chinois est constaté en 2015 avec 13 700 titres sur un total de 32 000³⁰, ce qui représente 46 % des travailleurs étrangers entrés au Kazakhstan. Selon le ministère du Travail, les quotas ont baissé, avec 28 000 titres en 2022.

L'impact réel de la présence chinoise au Kazakhstan est toutefois difficile à mesurer, car les statistiques peuvent ne pas faire de distinctions ethniques entre les ressortissants chinois et ne prennent pas en compte les entrées illégales, les travailleurs en situation irrégulière ou les Chinois qui partent ailleurs dans l'espace de l'UEE. De plus, le régime de visas entre les deux pays a évolué ces dernières années. Depuis 2013, les Kazakhstanais frontaliers peuvent se rendre en Chine sans visa pour une période allant jusqu'à trois jours. Des zones commerciales frontalières sans visa sont créées pour permettre le commerce à la journée³¹. Des pourparlers autour d'un régime sans visa ont été lancés. Si, depuis juin 2022, les citoyens chinois peuvent séjourner au Kazakhstan jusqu'à 14 jours sans visa, ce n'était toujours pas le cas pour les Kazakhstanais, pour lesquels un visa était toujours requis. En avril 2023, un accord a été initié pour permettre un séjour allant jusqu'à 30 jours continus, ou 90 jours sur 180, pour les Kazakhstanais en Chine et réciproquement.

La présence chinoise au Kazakhstan doit toutefois être relativisée. Si le pic d'entrées depuis la Chine au Kazakhstan, en 2014, était de 230 000, le pic des Kazakhstanais en Chine, en 2011, était de 500 000. Une autre destination importante d'émigration kazakhstanaise est la Russie, où environ 50 000 Kazakhstanais

24. Daniel C. O'Neill, « Risky business: The political economy of Chinese investment in Kazakhstan », in *Journal of Eurasian Studies*, n° 5, 2014, pp. 145-156.

25. Emil Avdaliani, « China's 2023 trade and investment with Kazakhstan: Development trends », in *Silk Road Briefing*, 2023.

26. Isabella Damiani, Victoria Bachelet, « Représentations géopolitiques sur la Route de la Soie, une étude à l'aide de l'analyse cartographique et du traitement d'images satellites », *op. cit.*

27. Elena Y. Sadovskaya, « КИТАЙСКАЯ МИГРАЦИЯ В КАЗАХСТАНЕ: ПРИЧИНЫ, ОСНОВНЫЕ ТЕНДЕНЦИИ И ПЕРСПЕКТИВЫ (La migration chinoise au Kazakhstan : causes, tendances principales et perspectives) », in *Central Asia and Caucasus Journal*, vol. 55, n° 1, 2008.

28. *Ibid.*

29. Cité par Elena Y. Sadovskaya, *Analytical Report China's "Belt and Road" Initiative and Its Impact on Migration Flows and Policies in Central Asia*, International Centre for Migration Policy Development (ICMPD), 2019.

30. Adilet, Ministère de la Justice, 2015. Url : <https://adilet.zan.kz>.

► Carte. Le Kazakhstan dans les Nouvelles routes de la soie



Carte réalisée par l'auteure, 2023. Les données des projets ont été regroupées pour certaines régions (Ulytau avec Qaraghandy, Abaï avec le Kazakhstan oriental et Almaty avec Jetysu). Les données datant de 2020, une réforme administrative de 2022 a scindée en deux ces binômes régionaux. La ville d'Almaty, centre du terrain de recherche de l'auteure en 2022 est en jaune.
Source : Ministère de l'Industrie et du Développement des infrastructures, 2020.

arrivaient annuellement, avant le début de la guerre. Le Kazakhstan est donc loin d'être la première destination d'émigration chinoise, le Sud-Est asiatique et l'Amérique du Nord arrivant en tête des destinations.

Dans cette analyse des mouvements de population, il ne faut pas oublier la communauté ouïgoure. Installé depuis des siècles sur le territoire kazakhstanaïse, ce groupe a grandi à travers des vagues de migration : dans les années 1950-1960³², à la chute de l'URSS, et surtout à partir des années 2010 à cause de la politique répressive de plus en plus dure des populations musulmanes au Xinjiang (Kazakhs, Kirghiz, Dounganes et surtout Ouïgours) et de leur placement dans des camps de rééducation³³. Aujourd'hui, la

communauté ouïgoure compte 300 000 personnes³⁴. Malgré une ouverture des autorités à la cause ouïgoure, le Kazakhstan a signé, en 1996, un traité d'extradition avec la Chine, pour le rapatriement des dissidents.

La question foncière face à la présence chinoise

Contrairement à une représentation qui supposerait que la relation entre un peuple nomade et la terre serait ténue, le rapport entre les Kazakhs et la terre est très fort. Dans la religion ancestrale de ces peuples, le Tengrisme, le ciel est le père et la terre est la mère de tous. La terre représente tout ce qu'ils possèdent : les ressources, la culture, la mémoire, le berceau de l'identité. L'absence d'attachement à des

31. Elena Y. Sadovskaya, *Chinese Migration to the Republic of Kazakhstan: Silk Road Traditions and New Vectors of Cooperation*, Almaty, Raritet, 2014.

32. Marlene Laruelle, Sébastien Peyrouse, « Cross-border minorities as cultural and economic mediators between China and Central Asia », in *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 7, n° 1, 2009, pp. 93-119.

33. Rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), 2022.

34. Recensement du Kazakhstan, 2021. Url : <https://stat.gov.kz>.

biens immobiliers accroît la relation fusionnelle entre l'être humain et la terre qui lui donne tout et qu'il apprend à connaître parfaitement. La mobilité pastorale des Kazakhs est multiforme – nomadisme, semi-nomadisme saisonnier, transhumance³⁵ – et liée à des caractéristiques climatiques et géomorphologiques différentes. La mobilité a été réduite durant la période tsariste et de manière plus radicale à l'époque soviétique, avec la sédentarisation, la création d'une agriculture planifiée et la collectivisation des terres³⁶. Ce changement brutal de mode de vie a produit une famine au Kazakhstan, avec environ 1 300 000 décès (30 % de la population de l'époque) et une émigration importante³⁷. Les terres des nomades, considérées comme vierges du point de vue russe, devaient être exploitées. Dès l'époque tsariste, plus d'un million de colons russes ont été envoyés afin d'effectuer le changement. Le nomadisme a survécu, même s'il est très limité. Malgré les difficultés et les oppositions, la sédentarisation et la collectivisation des terres ont fini par être instaurées au Kazakhstan³⁸.

Après les décennies soviétiques et un système foncier qui diffère fortement du système traditionnel, un nouveau défi se profile à l'indépendance du Kazakhstan. La privatisation des terres est considérée comme la solution la plus appropriée pour relancer l'économie de la république, même si la population n'avait pas eu ce genre relation avec la terre, ni selon la conception traditionnelle, ni à l'époque soviétique. Des réformes foncières commencent dès 1991. Mais l'attente d'un soutien de l'État à destination des producteurs agricoles a été difficile à déraciner. Dans un premier temps, la propriété privée n'a pas été introduite : les terres appartenaient à l'État et les citoyens pouvaient les louer. Il y avait des « droits de possessions héréditaires à vie » qui étaient réservés aux citoyens kazakhstanais résidant depuis au moins cinq ans dans le pays, les étrangers et les *Qandas* en étant donc exclus (Réforme agraire, 1991).

La légalisation de la propriété privée a lieu avec la réforme du Code foncier en 2003. Les objectifs de

cette importante réforme étaient d'introduire le droit à la propriété et l'échange des terres dans une dynamique libérale, afin de stimuler le marché et d'améliorer la productivité agricole³⁹. Avant le Code de 2003, les locations à long terme pouvaient durer jusqu'à 99 ans avec un droit de sous-location. À partir de 2003, la location des terres a commencé à être limitée par le législateur, qui a réduit les baux à une durée maximale 49 ans, sans droit de sous-location, pour soutenir la propriété individuelle, mais cela n'a pas empêché la prédilection pour la location de perdurer⁴⁰. Dans le Code de 2003, seuls les Kazakhs pouvaient acheter des terres agricoles. Les étrangers pouvaient acheter des terres non étatiques destinées à d'autres usages (résidentiel, bâti pour la production) (Code foncier 2003, art. 23). Toutefois, les étrangers n'avaient pas le droit de louer à long terme, mais seulement à court terme, jusqu'à 10 ans, y compris les parcelles agricoles, avec une taille limitée selon les régions (Code foncier 2003, art. 34, 37, 50).

En 2009, des acteurs privés et publics chinois demandent au Kazakhstan de louer 1 million d'hectares de terre pour la culture du soja et du colza. Nazarbaïev prend en considération cette hypothèse et demande aux pouvoirs régionaux un inventaire des terres louables. Les acteurs favorables au projet ont mis en avant la réduction des prix des produits et la diminution de la dépendance en matière d'importations, mais cette proposition chinoise a soulevé des réactions s'élevant contre une « occupation chinoise », contre l'arrivée de leur main-d'œuvre et contre les différences salariales importantes entre les locaux et les Chinois. Officiellement, le gouvernement affirme qu'il n'est pas question de « vendre la terre », mais la création de *joint-ventures* sino-kazakhstanaises, comme c'était déjà le cas dans d'autres domaines, a permis de trouver une solution légale. Le Code foncier a subi des modifications, notamment en 2011, dont l'introduction de l'exclusion des étrangers de la gestion des terres frontalières. Cependant, en 2016, trois ans après l'officialisation de la BRI, la question foncière a pris une tournure fortement identitaire : un

35. Carole Ferret, « Le pastoralisme nomade dans les steppes kazakhes », in Charles Stépanoff, Carole Ferret, Gaëlle Lacaze, Julien Thorez (dir.), *Nomadisme d'Asie centrale et septentrionale*, Paris, Armand Colin, 2013, pp. 38-42.

36. *Ibid.*

37. Isabelle Ohayon, « Collectivisation, famine et sédentarisation des Kazakhs sous Staline », in Charles Stépanoff et al., *op. cit.*

38. Martha Brill Olcott, « The collectivization drive in Kazakhstan », in *The Russian Review*, vol. 40, n° 2, 1981, pp. 122-142.

39. Martin Petrick, Jürgen Wandel, Katharina Karsten, « Farm restructuring and agricultural recovery in Kazakhstan's grain region: An update », *IAMO Paper*, n° 137, 2011, cité par Vasyil Kvartiuk, Martin Petrick, « Liberal land reform in Kazakhstan? The effect on land rental and credit markets », in *World Development*, n° 138, 2021. Url : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X20304125>.

40. Vasyil Kvartiuk, Martin Petrick, *op. cit.*

projet de modification du Code de 2003 prévoit le rallongement des locations aux étrangers de 10 à 25 ans. Cela a provoqué de fortes manifestations d'opposition dans tout le pays, accusant le gouvernement de trahison et de « vendre la terre kazakhe aux Chinois ». « *Tu as trahi la patrie, tu as atteint le fond* » dit un proverbe kazakh. Le Président Nazarbaïev a donc mis en place un moratoire de cinq ans sur ces réformes et a créé une commission pour que s'expriment les différentes positions : d'un côté, la population et les agriculteurs opposants à la réforme, de l'autre, les hommes d'affaires qui considéraient que ce rallongement des baux était nécessaire afin de stabiliser les investissements étrangers⁴¹. En 2021, à la fin du moratoire, le nouveau président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev, a promulgué une loi qui modifie le Code de 2003 en interdisant l'achat et la location de terres agricoles aux étrangers (Amendements 2021, art. 24). En 2021, un projet de location des forêts aux étrangers jusqu'à 25 ans est envisagé, mais, à la suite de nouvelles manifestations, la clause a été retirée. Cependant, les accusations envers les pouvoirs centraux et locaux de contourner la loi pour vendre ou louer à long terme des terres agricoles à des entrepreneurs chinois sont toujours d'actualité.

La sinophobie au Kazakhstan

Une grande vague de sinophobie a touché l'opinion publique kazakhstanaise pendant les réformes foncières de 2016, mais ce sentiment n'est pas circonscrit à cette période. Une rhétorique arguant que les Chinois ont désormais la mainmise sur les ressources et l'économie du pays, et qu'ils veulent aussi la terre, nourrie d'un sentiment de trahison des pouvoirs envers la population et la terre kazakhe, demeure encore aujourd'hui. D'importantes manifestations antichinoises ont eu lieu en mars 2021. L'échantillon de population qui a été interviewé en octobre 2022⁴², rurale et urbaine, est majoritairement persuadé que le gouvernement « avait l'intention de vendre » et même « a vendu les terres aux étrangers en contournant la loi ». Le sentiment qui prédomine est celui de l'appropriation des ressources kazakhes par les

investisseurs chinois, mais également des espaces urbains, à travers des projets résidentiels, culturels (expositions sur la culture chinoise, Institut Confucius et programmes d'apprentissage du mandarin) ou commerciaux, dont l'exemple récurrent est la transformation du GUM⁴³ d'Almaty en « marché chinois ».

Dans ce contexte, le projet de loi de 2016 qui aurait rallongé les locations de 10 à 25 ans a été vécu comme une véritable implantation des Chinois et une usurpation de la « terre-mère » des Kazakhs, ressource principale et élément identitaire le plus important. Quand on les interroge sur les raisons de cette « crainte » des Chinois, la plupart des interviewés ont mis en avant les différences culturelles qui seraient plus importantes qu'avec les Russes ou les autres Centrasiatiques. En effet, Elena Sadovskaya parle en 2019 de « mythologisation » de la migration chinoise au Kazakhstan, en raison d'une méconnaissance largement diffusée de la culture chinoise, cause de conflits socio-ethniques. Le grand différentiel démographique entre les deux pays pourrait être une autre cause de cette inquiétude spécifique à l'égard du migrant chinois⁴⁴.

Nonobstant la relative importance de l'immigration chinoise au Kazakhstan, et malgré une confirmation grâce à des données plus récentes qui permettent de mettre en évidence que l'immigration est principalement *qanda* et russe⁴⁵, la sinophobie est encore présente dans la société kazakhstanaise.

Un support quantitatif qui permet d'analyser ce phénomène est la base de données de l'institut de recherche indépendant *Central Asia Barometer*, qui produit des enquêtes sociologiques régulières sur la société centrasiatique. La dernière enquête concernant la sinophobie au Kazakhstan a été réalisée à l'automne 2020 sur un échantillon de 2 000 personnes.

En analysant cette sélection de questions, nous pouvons remarquer une sinophobie limitée à travers la question 1, où les personnes plutôt favorables sont plus nombreuses que les personnes plutôt défavorables, même si les répondants très favorables sont moins nombreux que les très défavorables. Une

41. Dena Sholk, « Kazakhstan's Land Reforms: A major debate on the contentious issue of land reforms is underway in Kazakhstan », in *The Diplomat*, 15 juin 2016.

42. Résultats d'un terrain de recherche qualitatif de l'auteure, avec des entretiens semi-directifs dans les régions du Sud-Est (*oblys* d'Almaty et de Jetysu) où se concentrent la majeure partie des projets chinois, octobre 2022.

43. Chaîne de centres commerciaux historiques de l'époque russo-soviétique.

44. Sébastien Peyrouse, « La présence économique chinoise au Kazakhstan », in *Perspectives chinoises*, n° 104, 2008, pp. 36-52.

45. Suite à la mobilisation militaire russe de septembre 2022, des milliers de jeunes russes sont arrivés au Kazakhstan afin d'échapper au départ pour le front en Ukraine.

46. Base de données *Central Asia Barometer Survey*, 8^e enquête. Url : <https://ca-barometer.org>.

► La sinophobie au Kazakhstan

	Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt non favorable	Absolument non favorable	Je ne sais pas	Refuse de répondre
Question 1 Opinion générale sur la Chine	9 %	36 %	22 %	20 %	12 %	1 %
Question 2 Développement de projets chinois dans l'énergie et les infrastructures	8 %	21 %	25 %	37 %	8 %	1 %
Question 3 La Chine fait venir des travailleurs chinois au Kazakhstan pour développer ses projets	4 %	13 %	29 %	47 %	6 %	1 %

	D'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Absolument pas d'accord	Je ne sais pas	Refuse de répondre
Question 4 La Chine crée des emplois au Kazakhstan pour nos citoyens	6 %	22 %	37 %	29 %	5 %	1 %
Question 5 Les entrepreneurs chinois veulent acheter les terres dans notre pays	74 %	17 %	3,5 %	3,5 %	1,8 %	0,2 %

Sources brutes : Central Asia Barometer Survey, 8^e enquête, automne 2020, réélaborees par l'auteure⁴⁶.

opposition plus marquée aux projets chinois au Kazakhstan est visible dans la question 2, où les opposants sont largement majoritaires. La question 3, spécifique aux travailleurs chinois, montre une opposition nette au phénomène, avec une moitié de l'échantillon très opposée. Un fort désenchantement sur les opportunités d'emploi pour les Kazakhstanais dans la BRI est repérable à travers la question 4. La question 5 souligne le caractère sensible de la question foncière par rapport à la présence chinoise et cette perception de « mise en péril » de la terre qui est vécue par la presque totalité de l'échantillon.

Conclusion

Le 18 mai 2023, Xi Jinping retourne à Xi'an. L'ancienne capitale d'Empire avait déjà resurgi sur la scène internationale dès la première carte de la BRI publiée par l'agence Xinhua en 2014, où la ville chinoise apparaissait comme le départ des futures routes terrestres, rôle qu'elle assurait pour les routes caravanières au Moyen Âge. Cette ville hautement symbolique a été choisie pour accueillir le sommet entre la Chine et les cinq républiques centrasiatiques en mai 2023, sans la Russie, en dehors de l'OCS. Malgré la sinophobie et la baisse des chiffres d'affaires au Kazakhstan, mais pas dans les autres républiques,

Beijing poursuit sa présence économique, sociale et culturelle en Asie centrale. Avec ce sommet, la RPC entend rassurer ses voisins sur la stabilité de leurs relations dans cette période très difficile pour tout l'espace ex-soviétique. Depuis février 2022, l'Asie centrale, notamment le Kazakhstan, recherche un équilibre entre le devoir d'alliance envers la Russie et la volonté de s'opposer à la guerre en Ukraine. Le Kazakhstan n'a pas envoyé de troupes et refuse de reconnaître les républiques du Donbass. Le Kazakhstan porte sur cette guerre un regard particulier à cause de sa longue frontière avec la Russie et de son importante minorité russe concentrée à proximité. Des voix politiques russes se sont déjà élevées pour évoquer une « trahison kazakhe », notamment après l'aide que Tokaïev a reçu de l'Organisation du traité de sécurité collective pour calmer des émeutes internes, seulement un mois avant le début du conflit en Ukraine. Dans ce moment délicat pour le Kazakhstan, la Chine est présente : elle accueille de manière paisible les acteurs centrasiatiques et elle montre qu'elle est désormais capable d'assumer son influence et son rôle de partenaire privilégié de l'Asie centrale, sans la caution russe. Avec cette guerre, la Russie concentre ses efforts du côté européen, mais il faudra rester vigilant, car la place de première puissance eurasiatique est fortement convoitée. ■

Migrations et échanges sur la « Route de la soie » aux périodes protohistoriques

Élise Luneau, chercheuse en archéologie, département Eurasie, Institut archéologique allemand (Berlin).

Si la Route de la soie désigne le réseau le plus important par son ampleur géographique et commerciale, les échanges entre l'Orient et l'Occident passant par l'Asie centrale sont attestés depuis les périodes anciennes.

L'essor proto-urbain constaté en Asie centrale méridionale aux IV^e et III^e millénaire avant notre ère (Chalcolithique et âge du Bronze) s'effectue en lien avec des flux de populations variés et un accroissement des échanges interrégionaux depuis et vers l'Asie centrale. L'exemple du site de Sarazm au Tadjikistan est particulièrement illustratif. Des bracelets en coquillage de l'océan Indien et des céramiques témoignent de relations à très longue distance avec les régions indo-pakistanaïses¹.

Dans la seconde moitié du III^e millénaire, le développement de la civilisation de l'Oxus s'inscrit dans cette intensification des réseaux d'échanges et des mouvements de population, notamment au sein de la « Middle Asian Interaction Sphere² ». La variété des connexions entretenues par la civilisation de l'Oxus est considérable³. Les contacts se font essentiellement avec les régions élamo-mésopotamiennes à l'ouest, le plateau iranien au sud, la civilisation de l'Indus au sud-est et les régions montagneuses et steppiques au nord. Ils ont pu aussi occasionnellement atteindre le Caucase et la Chine. Un textile en soie a par exemple été découvert dans une tombe du site de Sapallitepa en Ouzbékistan daté du début du II^e millénaire avant notre ère.

Reconstituer les réseaux d'échanges

Outre les textes, les objets conservés jusqu'à nous ont longtemps fourni la seule source pour étudier les échanges. Les analyses génétiques et isotopiques des humains, des animaux et des plantes permettent à présent de retracer les déplacements. Le développement très récent de ces études en Asie centrale offre des données essentielles et

une vision complémentaire pour comprendre les formes qu'ont revêtues les échanges et appréhender la diversité génétique et l'évolution socioculturelle des groupes humains en lien avec les mouvements de population.

Les objets concernent surtout des biens de prestige et des matières premières. Certains sites, tels que Gonur Depe au Turkménistan, se démarquent par la présence d'un grand nombre de biens allochtones suggérant leur importance majeure en tant qu'étape et/ou destination au sein des réseaux d'échange. En sens inverse, l'Asie centrale était notamment fournisseuse de minerais et minéraux nécessaires au prestige des élites et à la fabrication des outils (lapis-lazuli, cornaline, or, étain, etc.). Les textes mésopotamiens indiquent que ces échanges s'effectuaient sous des formes diverses (artisans/marchands itinérants, cadeaux diplomatiques par exemple).

Les contacts ont également permis la diffusion de styles ou de techniques de production, telles que, probablement, le tour de potier entre le Sud et le Nord de l'Asie centrale ou le bronze dans un mouvement inverse du Nord vers le Sud.

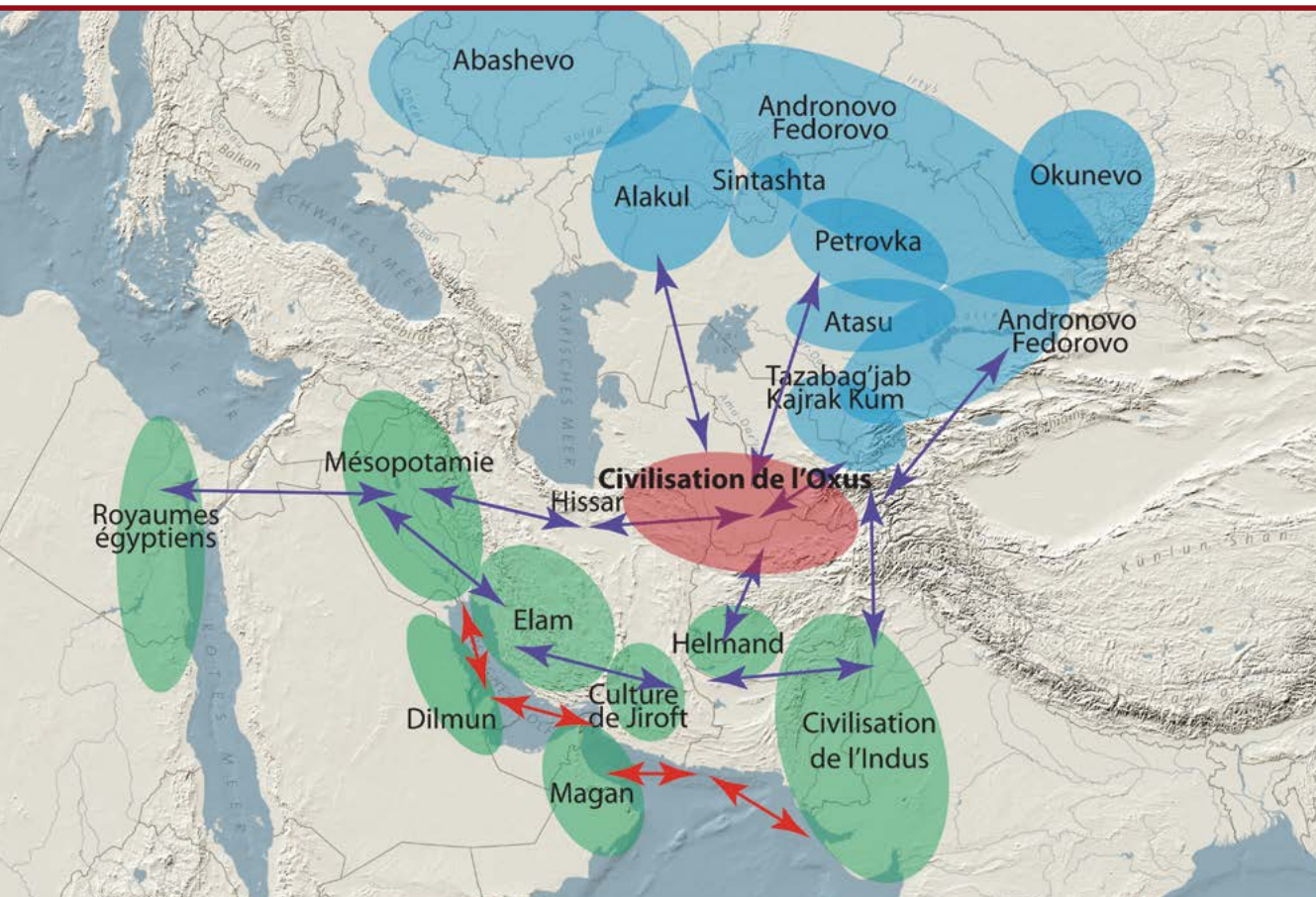
Ces échanges ont été promus par des mouvements de population interrégionaux, ce que démontrent les études génétiques et isotopiques⁴. Le déplacement d'individus depuis le Nord de l'Asie centrale sur le territoire de la civilisation de l'Oxus est ainsi avéré vers la fin du III^e millénaire avant notre ère, ce qui se manifeste sous la forme de traces

1. Roland Besenval, « Découvertes récentes à Sarazm (R.S.S. du Tadjikistan) : attestation des relations au III^e millénaire entre l'Asie centrale, l'Iran du Nord-Est et le Baluchistan », in *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 131^e année, n° 2, 1987, pp. 441-456.

2. Gregory L. Possehl, « The middle Asian interaction sphere », in *Expedition Magazine*, vol. 49, n° 1, Philadelphie, Penn Museum, 2007, pp. 40-42.

3. Kai Kaniuth, « Long distance imports in the Bronze Age of Southern Central Asia: Recent finds and their implications for chronology and trade », in *Archäologische Mitteilungen aus Iran und Turan*, n° 42, 2011, pp. 3-22 ; Élise Luneau, « Die Fernbeziehungen der Oxus-Zivilisation », in *Margiana. Ein Königreich der Bronzezeit in Turkmenistan*, Petersburg, Michael Imhof Verlag GmbH & Co., 2018, pp. 115-123.

4. Vagheesh M. Narasimhan *et al.*, « The formation of human populations in South and Central Asia », in *Science*, vol. 365, n° 6457, 2019 ; Sonja Kroll *et al.*, « Mobility and land use in the Greater Khorasan Civilization: Isotopic approaches (87Sr/86Sr, δ18O) on human populations from southern Central Asia », in *Journal of Archaeological Science: Reports*, vol. 46, n° 103622, 2022.



► Figure 1. Carte des principales cultures et des réseaux d'échanges en Asie moyenne à l'âge du Bronze
 En rouge : civilisation de l'Oxus, en vert : cultures méridionales engagées dans le réseau d'échanges Middle Asian Interaction Sphere (MAIS), en bleu : cultures du Bronze « steppiques ». Les routes devaient être à la fois terrestres (en violet) et maritimes (en rouge). Réalisation de l'auteur.

matérielles diverses, telles que des campements, des tombes et des objets, ainsi que des influences technologiques et symboliques (technique du bronze, crémations).

Les échanges interrégionaux ne se sont toutefois pas toujours accompagnés d'importants mouvements de populations. L'étude génomique des momies du Bassin du Tarim⁵ datées de l'âge du Bronze a révélé que ces individus descendaient d'une population asiatique ancienne génétiquement isolée, malgré des échanges culturels évidents avec les populations voisines.

Cependant, les conséquences de l'évolution des réseaux d'échanges et des mixages entre populations au cours du temps sont particulièrement analysées pour éclairer les changements culturels des sociétés anciennes, comme, par exemple, à propos de la fin de la civilisation de l'Oxus au milieu du II^e millénaire avant notre ère⁶.

5. Fan Zhang *et al.*, « The genomic origins of the Bronze Age Tarim Basin mummies », in *Nature*, n° 599, 2021, pp. 256-261.

La circulation des plantes et des animaux

Plantes et animaux ont également circulé avec les êtres humains. Les premières espèces cultivées en Asie centrale sont originaires du Moyen-Orient (blé et orge) et d'Asie orientale (millet, sésame d'Italie). Le blé et l'orge domestiqués vers 8500 avant notre ère au Proche-Orient étaient présents dans la partie chinoise des montagnes de l'Altaï occidental dès la fin du IV^e millénaire avant notre ère. Domestiquées en Chine possiblement vers 5000-4000 avant notre ère, les plus anciennes graines de millet en Asie

6. Élise Luneau, « The fall of the Oxus Civilization and the role of exchanges with neighbouring societies during the first half of the Second Millennium BCE », in Vincent Lefèvre, Aurort Didier, Benjamin Mutin (dir.), *South Asian Archaeology and Art 2012. Volume 1*, Brepols, Turnhout, 2016, pp. 169-184 ; Élise Luneau, « Effondrement ou évolution de la civilisation de l'Oxus ? Une révision de la transition de l'âge du Bronze à l'âge du Fer en Asie centrale méridionale », in *Les nouvelles de l'archéologie*, n° 163, 2021, pp. 36-43.

► Figure 2. Exemples d'objets allochtones découverts sur le territoire de la civilisation de l'Oxus



Objets importés de la civilisation de l'Indus :

1. Peigne en ivoire⁷.
2. Figurine de singe en pierre⁸.
3. Sceau en pierre avec une représentation d'éléphant et une inscription de l'Indus⁹.
4. Bâtonnets en ivoire¹⁰.
5. Jetons en ivoire¹¹.

Objets importés de Mésopotamie :

6. Boucles d'oreilles en or¹².
7. Perle en agate à capsules en or¹³.
8. Poids-canard en pierre¹⁴.
9. Sceau-cylindre en pierre¹⁵.

Objets importés et/ou influencés par les cultures « steppiques » :

10. Couteau en bronze¹⁶.
- 11-13. Boucles d'oreilles et pendants en or et en bronze¹⁷.

centrale ont été découvertes dans le Sud-Est du Kazakhstan au cours de la seconde moitié du III^e millénaire avant notre ère. Dans cette région, une étroite association entre élevage pastoral et millet servant de nourriture aux animaux en hiver a été suggérée. Les moutons et les chèvres, également domestiqués au Proche-Orient aux environs de 8000 avant notre ère, se sont répandus dans toute l'Eurasie au cours des millénaires suivant. Leur présence est attestée jusque dans les montagnes d'Asie centrale aux environs de 6000 avant notre ère. Les études génétiques témoignent d'échanges soutenus et réguliers entre diverses régions au cours de la dispersion de ces animaux.

Les mouvements des pasteurs mobiles à travers les massifs montagneux ont vraisemblablement été des vecteurs cruciaux pour la dispersion des plantes et des animaux, et plus généralement pour la diffusion des biens, des techniques et des idées en Eurasie.

Ces découvertes montrent également que les montagnes d'Asie centrale (parfois désignées sous le terme de « Inner Asian Mountain Corridor ») n'ont jamais été un obstacle aux échanges et formaient au contraire des axes majeurs de circulation entre les divers espaces géographiques¹⁸. Les déserts

et les steppes d'Eurasie centrale étaient de même traversés depuis des millénaires, grâce notamment à la domestication du chameau de Bactriane adapté aux milieux difficiles aux alentours des VII^e et VI^e millénaires avant notre ère.

Des itinéraires entre l'Orient et l'Occident

Il reste difficile de définir précisément les routes empruntées et de déterminer si elles étaient déjà bien délimitées aux époques anciennes. Les nombreux pétroglyphes dispersés sur l'ensemble du territoire centrasiatique et au-delà ont pu servir d'indication d'itinéraires et de points de passage dans les Hautes Terres (cols, points d'eau) et dans les Basses Terres (vallées, points d'eau) parcourus à des périodes diverses.

Ainsi, à la suite de l'âge du Bronze, au cours des derniers siècles du II^e millénaire et au I^{er} millénaire avant notre ère, les échanges se poursuivent entre la Chine (périodes des Royaumes combattants et Han) et les empires perse et hellénistique. La découverte d'objets importés de régions variées dans diverses tombes au Xinjiang, au Tianshan et en Altaï, ainsi que d'objets influencés de l'art des steppes en Iran par exemple met en avant le rôle d'intermédiaire des populations Saka à travers l'Asie centrale. De même, la route achéménide reliant Sardes en Asie mineure à Bactres située dans l'actuel Afghanistan et Taxila en Inde en -518, ainsi que l'intégration de l'Asie centrale et de l'Inde à l'empire d'Alexandre le Grand en -326 représentent des témoignages bien connus de ces réseaux protohistoriques.

Les travaux archéologiques tendent donc à montrer que les échanges variaient en intensité selon les directions et au cours du temps, mais que les routes empruntées ont probablement été similaires à celles connues à l'époque de la Route de la soie. Ces relations à très longue distance questionnent ainsi l'existence d'une « proto-route de la soie¹⁹ ». Toutefois, le volume et la sporadicité des biens échangés et des mouvements de populations aux périodes protohistoriques ne permettent pas de comparer ces réseaux à ceux de la Route de la soie antique, et ces premières connexions interrégionales n'en représentent que de modestes prémices. Mais quelle que soit la période, les divers exemples présentés ici affirment l'importance très ancienne de l'Asie centrale en tant que terre de migration, de rencontres et d'échanges, et en tant qu'espace de connexion entre l'Orient et l'Occident. ■

7. Viktor I. Sarianidi, Margush. *Mystery and Truth of the Great Culture*, Ashgabat, Turkmen dowlət neshriyat gullugy, 2008, p. 91, fig. 33.

8. Nikolaus Boroffka, « Gonur, Maryskij velajat, Turkmenistan », in Svend Hansen (dir.), *Aktuelle Forschungen in Eurasien*, Deutsches Archäologisches Institut Eurasien-Abteilung, n° 86-87, 2014, p. 86.

9. Viktor I. Sarianidi, *Gonur-Depe. City of Kings and Gods*, Ashgabat, Miras, 2005, p. 258, fig. 114.

10. Viktor I. Sarianidi, Margush. *Ancient Oriental Kingdom in the Old Delta of Murghab River*, Ashgabat, Türkmen döwlethabarlary, 2002, p. 151.

11. Dennys Frenéz, « Manufacturing and trade of Asian elephant ivory in Bronze Age Middle Asia. Evidence from Gonur Depe (Margiana, Turkmenistan) », in *Archaeological Research in Asia*, n° 15, 2018, p. 24, fig. 10.

12. Viktor I. Sarianidi, Margush. *Ancient Oriental Kingdom in the Old Delta of Murghab River*, Ashgabat, Türkmen döwlethabarlary, 2002, p. 119.

13. Viktor I. Sarianidi, *Gonur-Depe. City of Kings and Gods*, Ashgabat, Miras, 2005, p. 250, fig. 108.

14. Viktor I. Sarianidi, *Necropolis of Gonur*, Athens, Kapon éd., 2007, p. 119, fig. 226.

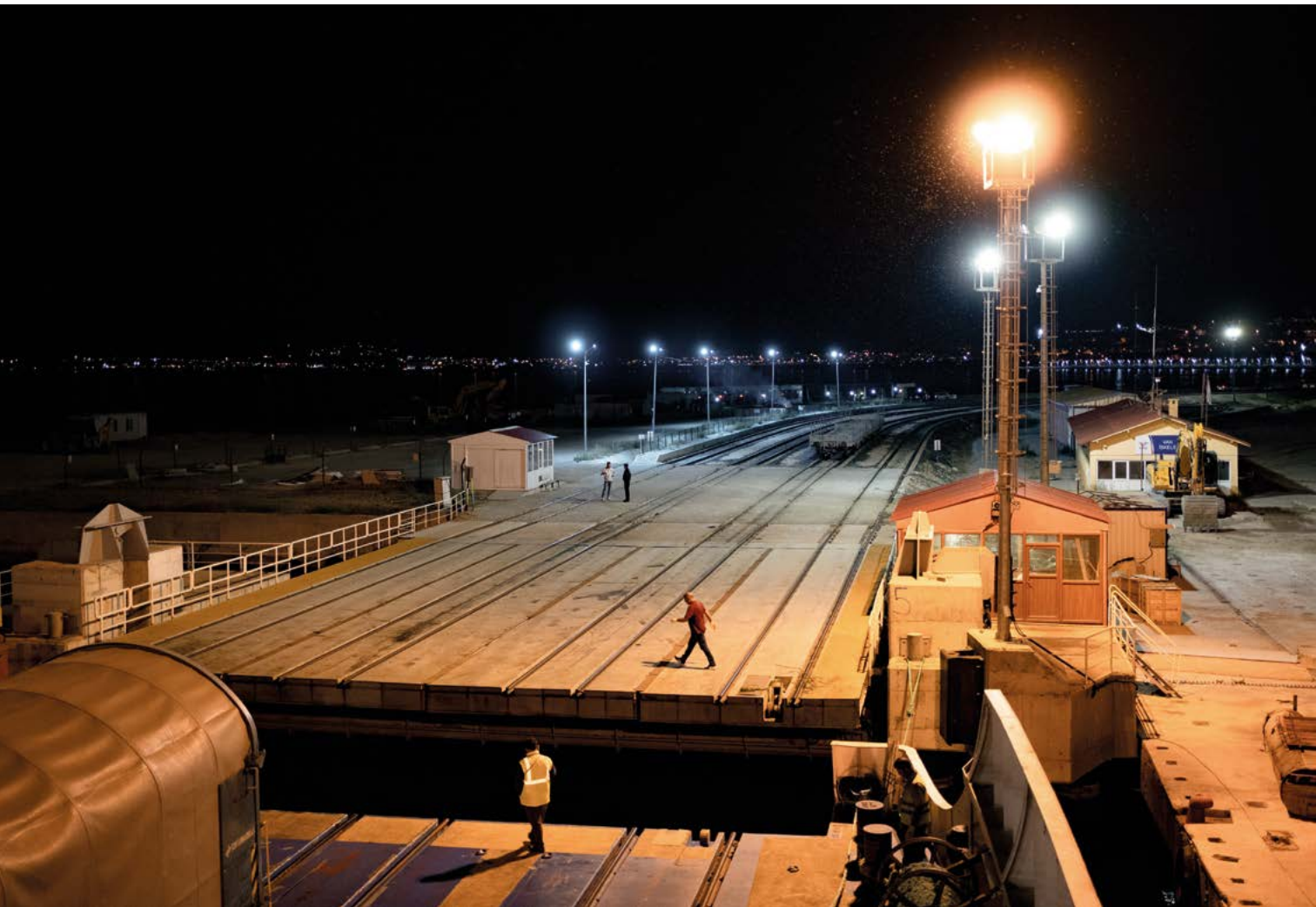
15. *Ibid.*, p. 107, fig. 182-183.

16. Evgenij V. Zejmal', *Drevnosti Tadjikistana. Katalog vystavki*, Dushanbe, Donish, 1985, p. 27, fig. 28.

17. Nona A. Avanesova, *Buston VI: nekropol' ognepoklonnikov dourbanisticheskoy Baktrii*, Samarkand, MITSAL, 2013, fig. XIV, p. 558.

18. Michael D. Frachetti, C. Evan Smith, Cynthia M. Traub, Tim Williams, « Nomadic ecology shaped the highland geography of Asia's Silk Roads », in *Nature*, n° 543, 2017, pp. 193-198.

19. Henri-Paul Francfort, « Une proto-route de la soie a-t-elle existé aux 2^e-1^{er} millénaires ? », in Henri-Paul Francfort (dir.), *Nomades et sédentaires en Asie centrale. Apports de l'archéologie et de l'ethnologie*, Paris, éd. du CNRS, 1990, pp. 121-129.



► Embarcadère où accoste le ferry du lac de Van à l'est de la Turquie. Ce ferry, qui relie les infrastructures ferroviaires turques et iraniennes, transporte les wagons de marchandises et des passagers d'une rive à l'autre du lac. Van (Turquie), 2020.

© Théo Lefort.

L'inévitable carrefour iranien ?

Recompositions territoriales des routes qui franchissent ou contournent l'Iran

Théo Nencini, doctorant à l'université Grenoble Alpes et à l'Institut catholique de Paris, chargé d'enseignement à Sciences Po Grenoble et à l'Institut catholique de Paris, et **Johanna Ollier**, doctorante à l'université Grenoble Alpes et Sciences Po Grenoble, attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'université Jean-Moulin Lyon 3.

La position géographique centrale de l'Iran au sein du projet des Nouvelles routes de la soie a conduit le pays à s'engager dans le développement d'infrastructures de transport dans la région, en vue de les intégrer aux circulations transfrontalières de marchandises en provenance de Chine. La circulation facilitée pour les biens de consommation se double d'un mouvement inverse de fermeture à l'égard des flux migratoires.

Sur le plan territorial, l'Iran partage des frontières avec l'Irak, la Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan, tout en étant riverain de la mer Caspienne et du golfe Persique. Ce voisinage inscrit l'Iran dans une position de carrefour, susceptible d'intéresser la Chine dans le cadre du développement de son initiative des « Nouvelles routes de la soie¹ ». Dans cette perspective, il s'agit de savoir si l'Iran est aujourd'hui un pays de transit, et dans quelle mesure la construction de nouvelles routes se superpose aux anciennes routes de la soie ainsi qu'aux itinéraires migratoires.

L'embargo économique qui touche et isole l'Iran depuis plusieurs décennies contribue-t-il à enclaver le territoire iranien à l'échelle régionale, malgré son indéniable potentiel géographique ?

L'observation des routes qui traversent l'Iran permet d'ouvrir une réflexion sur le lien entre les notions de couloir, de frontière et de mobilité. Si la Chine impulse une nouvelle dynamique de création de couloirs d'infrastructures pour le transport de marchandises à travers l'Iran et plus largement l'Asie centrale, comment ces couloirs s'insèrent-ils dans le maillage complexe des frontières internationales ? Les efforts diplomatiques déployés pour négocier la libre circulation des marchandises induisent un contraste frappant avec la circulation différenciée des flux humains. Si l'on comprend la mobilité comme la capacité des hommes et des femmes à circuler librement, force est de constater que la mobilité transfrontalière n'est pas considérée comme une priorité stratégique lors des négociations pour la création de nouveaux couloirs transfrontaliers. La « mécanique des flux² » humains semble, au contraire, soumise à une logique de tri.

1. Mohammadbagher Forough, « Geographic Agency: Iran as a "Civilizational Crossroads" in the Belt and Road Geography », in Florian Schneider (dir.), *Global Perspectives on China's Belt and Road Initiative: Asserting Agency through Regional Connectivity*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2021, pp. 291-313.

2. Nathalie Loubeyre, « La mécanique des flux », in *Hommes & Migrations*, n° 1315, 2016, pp. 94-95.

En Eurasie, l'heure est à l'intégration régionale. Ce phénomène peut s'expliquer par l'alignement d'une série de variables, endogènes et exogènes, qui amènent les différents pays composant cet immense ensemble géographique à envisager la constitution d'un projet inédit et multidimensionnel d'intégration économique. La priorité est au développement de corridors infrastructurels de transport (routes, voies ferrées, ports, aéroports) en vue d'une réticularisation des relations interrégionales. L'initiative chinoise des « Nouvelles routes de la soie » (*Belt and Road Initiative*, BRI), annoncée par le président Xi Jinping en 2013, au même titre que le projet *International North-South Transport Corridor* (INSTC) porté depuis 2002 par l'Inde, l'Iran et la Russie, ou d'autres initiatives plus localisées, s'inscrivent dans ce même processus.

Une intégration régionale stratégique sous la dépendance des investissements chinois

Le succès des projets infrastructurels eurasiatiques réside dans la narration d'une stratégie « gagnant-gagnant », fondée sur une exploitation des avantages comparatifs et des savoir-faire de chaque pays et, surtout, à même de préserver efficacement et durablement la stabilité des régimes politiques en place. En effet, ces initiatives relèvent bien plus de la grande stratégie géopolitique que de la volonté d'intégrer des régions jusque-là marginalisées aux réseaux de la mondialisation. Si, à l'échelle du continent, l'heure est bien à la dynamisation des processus d'intégration régionale, les mots d'ordre s'apparentent plus au « contrôle », à la « traçabilité » et à la « régulation des flux » qu'à une soi-disant variante endogène visant l'« émancipation » des populations et l'« affranchissement » des contraintes politiques, sécuritaires et géomorphologiques qui ont jusqu'à présent entravé les échanges intercontinentaux.

En adhérant de plein gré à ces projets, la République islamique d'Iran s'adresse donc bien plus aux élites politiques et financières de ses partenaires qu'à sa propre population. On ne peut en effet comprendre la priorité donnée à l'« asianisation » de la politique étrangère de l'Iran³ si l'on fait abstraction des importantes reconfigurations géopolitiques qui sont à l'œuvre aux échelles globale, régionale et subrégionale, qui, par effets successifs, conditionnent

3. Anoushiravan Ehteshami, « Asianisation of Asia: Chinese-Iranian relations in perspective », in *Asian Affairs*, vol. 53, n° 1, 2022, pp. 8-27.

la stabilité du régime en place à Téhéran et l'amènent à réorienter sa posture stratégique.

La macro-dynamique qui catalyse la redéfinition de la politique étrangère de l'Iran, et au sein de laquelle s'articule le processus de réorganisation géoéconomique appelé à transformer la mobilité transcontinentale, est sans conteste l'aggravation de la rivalité opposant la Chine aux États-Unis. La Chine, qui a atteint un stade critique de son processus de croissance économique⁴, se voit contrainte de « s'ouvrir à l'Ouest » pour donner un nouveau souffle à son système de production industrielle, précarisé par le ralentissement de la croissance mondiale, et à présent menacé par la contraction de celle-ci suite à la pandémie de Covid-19 et au déclenchement de la guerre en Ukraine⁵.

La centralité de la contribution iranienne aux initiatives d'intégration régionale tient donc à son rôle de pont géographique naturel entre l'Asie de l'Est et l'Asie de l'Ouest. Cette centralité explique la sollicitude croissante dont l'Iran fait l'objet en matière de projets infrastructurels.

Le pivot centrasiatique du transit de marchandises

Encouragée par son adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS⁶), l'ouverture de l'Iran à ses voisins centrasiatiques semble s'orienter vers la constitution de deux grands projets de couloirs économiques : la « route de Gorgan » au nord, reliant la ville iranienne éponyme à la province kazakhstanaise de Mangystau, et la « route de Mashhad » à l'est, reliant la deuxième ville d'Iran à la région de Tachkent en Ouzbékistan.

La primauté conférée au transit de marchandises et d'hydrocarbures fait du territoire kazakhstanaï (situé en plein cœur du continent et véritable plaque tournante de la BRI), ainsi que de l'est de l'Ouzbékistan

4. Logan Wright, « China's slow-motion financial crisis is unfolding as expected », in *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, 2022.

5. Hong Bo, « Implications of the Ukraine war for China: Can China survive secondary sanctions? », in *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, vol. 21, n° 2, 2022, pp. 311-322.

6. L'Iran a intégré l'OCS en septembre 2022, mais était membre observateur et candidat à l'adhésion depuis 2005. La participation à des projets d'intégration régionale, ainsi que la volonté des dirigeants iraniens de renforcer les relations avec les voisins centrasiatiques se sont révélées décisives dans les pourparlers ayant conduit à l'acceptation de la candidature de l'Iran.

(poumon économique régional et aire urbaine la plus densément peuplée d'Asie centrale) les deux principales zones d'intérêt pour l'Iran.

L'exclusion du pays des circuits financiers internationaux contraint tout acteur désireux de monter un projet économique avec Téhéran de trouver des solutions complexes permettant de contourner l'embargo américain, une pratique induisant par ailleurs de forts risques réputationnels pour les entreprises qui s'y engagent. Cette situation, qui distingue l'Iran par rapport à ses voisins, semble également jouer en faveur de la stratégie chinoise, le gouvernement de Pékin étant le seul à même de proposer des solutions de paiement permettant de se soustraire, plus ou moins efficacement, aux rétorsions américaines.

La rhétorique « civilisationnelle » vient ainsi se heurter à l'impératif inébranlable de la stabilité politique, l'intensification des flux migratoires menaçant de précariser le processus de redéfinition des relations d'interdépendance, ainsi que les nouvelles formes de régulation territoriale impulsées par la Chine.

Les mobilités transfrontalières entre la Turquie et l'Iran

La mise en place de couloirs de transport privilégiée une forme d'extraterritorialité de la souveraineté, de manière à favoriser la circulation de biens marchands dans une logique libérale. Si l'on reprend l'exemple de la ligne ITI, l'objectif affiché est le développement de l'intégration régionale par l'amélioration des échanges commerciaux. La circulation des flux humains apparaît secondaire. Au niveau de la frontière turco-iranienne, les routes migratoires se superposent-elles aux corridors de transport de marchandises ? On peut à cet égard distinguer les itinéraires d'ordre touristique des routes empruntées par les réfugiés.

Entre la Turquie et l'Iran, une ligne ferroviaire traverse la frontière par le poste de Kapıköy. Servant aujourd'hui au transport de marchandises, elle n'est plus ouverte aux touristes qui souhaiteraient traverser la frontière. En effet, il était auparavant possible de voyager entre Ankara et Téhéran par le train en suivant une partie de la ligne *Transasia Express*, mais la section entre Van et Tabriz a été stoppée en 2015 pour des raisons de sécurité. Cette décision fait suite au sabotage de la ligne par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation politique kurde considérée comme terroriste par la Turquie et l'Iran. Les autorités turques ont décidé, en juin 2018, de

rouvrir la ligne de train aux touristes, avant de la refermer au cours de l'année 2020, en raison de la pandémie de Covid-19. En dehors de la ligne ferroviaire transfrontalière, quatre postes frontières suivent la frontière turco-iranienne et permettent une libre circulation des flux commerciaux de part et d'autre⁷. On peut noter l'augmentation du nombre de touristes iraniens souhaitant se rendre de l'autre côté de la frontière, en particulier dans la ville de Van. Le gouvernement turc a ainsi lancé en 2019 la rénovation du poste-frontière de Kapıköy, dans le but de favoriser les échanges commerciaux et les flux touristiques. Le tourisme des Iraniens est particulièrement important pour l'économie de Van, à l'image de divers programmes mis en place par la ville pour inciter les touristes iraniens à passer du temps dans cette région en période de vacances.

À l'inverse, pour les réfugiés sans papier, la traversée de la frontière est depuis longtemps criminalisée et devient une épreuve de vie périlleuse. Les réfugiés doivent franchir à pied des espaces de haute montagne. Comme l'explique une enquêtée ayant traversé la frontière en 1981 dans un contexte post-révolution en Iran, l'expérience des montagnes pour passer de l'autre côté l'a profondément marquée, à cause du froid auquel s'ajoutaient les affrontements entre les combattants du Parti démocratique kurde d'Iran (PDKI) et le nouveau régime islamique⁸. Les flux de réfugiés iraniens passant par la Turquie ont en effet augmenté après la révolution islamique. Par ailleurs, la position de carrefour de l'Iran évoquée précédemment en fait un pays de destination et de transit pour les flux migratoires en provenance d'Afghanistan. Depuis l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979, les mouvements migratoires, déjà caractéristiques du paysage socio-culturel afghan depuis le XIX^e siècle, se sont densifiés⁹. L'Iran est ainsi devenu un pays d'accueil et de transit pour de nombreux réfugiés afghans¹⁰, lesquels représentent la plus grosse communauté de réfugiés dans le monde à la fin des années 1990 – dont environ trois millions en Iran en 1991¹¹. Aujourd'hui, on compte

7. Les Iraniens n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Turquie, ni les Turcs pour se rendre en Iran.

8. Entretien réalisé à Paris, le 17 juin 2021.

9. Alessandro Monsutti, « Afghan migratory strategies and the three solutions to the refugee problem », in *Refugee Survey Quarterly*, vol. 27, n° 1, 2008, pp. 58-73.

10. Voir l'article de Théo Lefort dans ce dossier spécial.

11. Fariba Adelkhah, Zuzanna Olszewska, « The Iranian Afghans », in *Iranian Studies*, vol. 40, n° 2, 2007, pp. 137-165.



► Les officiels iraniens applaudissent le premier train reliant la Chine et l'Iran, Téhéran, le 15 février 2016. Faisant revivre l'ancienne Route de la soie, ce train transporte 32 conteneurs de marchandises commerciales chinoises en provenance de la province orientale du Zhejiang et à destination du Kazakhstan et du Turkménistan, via l'Iran par la ville frontalière de Sarakhs.

© AFP.

environ 750 000 réfugiés afghans enregistrés officiellement en Iran¹². Nombre de ces réfugiés ne cherchent cependant pas à s'installer en Iran, mais à rejoindre un pays tiers en passant par la frontière turco-iranienne. Or cette dernière fait l'objet d'une politique de blindage de la part de la Turquie. Dans cette zone déjà militarisée du fait de la présence du PKK, le gouvernement turc a justifié la sécurisation de sa frontière avec l'Iran par la présence de flux de réfugiés illégaux en provenance d'Afghanistan. Le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan au mois d'août 2021 et la peur en Turquie d'un nouvel afflux de réfugiés¹³ ont ainsi légitimé le blindage de la frontière, déjà en cours depuis 2017, avec en particulier l'installation d'un mur de béton sur plusieurs segments de cette zone frontalière.

Finalement, la présence d'une barrière ne signifie pas tant la fermeture de la frontière et la coupure des flux que le souhait d'une plus grande volonté de contrôle¹⁴. Le cas de la frontière turco-iranienne offre ainsi un exemple de la double dynamique d'ouverture et de fermeture (*debordering/rebordering*) des

frontières : la frontière devient un filtre visant à favoriser les flux migratoires « rentables » et à criminaliser les autres. On peut alors parler de différents régimes de « frontièreté ». Dans ce cadre, les couloirs d'infrastructures de transport traversent les frontières, mais sans subir la même double dynamique d'ouverture et de fermeture que les flux migratoires. Au contraire, l'exemple du projet chinois BRI insiste sur la connectivité transfrontalière.

Couloirs de transport et couloirs migratoires

Cette contribution a mis en évidence l'extrême complexité de parvenir à établir un réseau d'intégration régionale « homogène ». L'expérience historique particulière de chaque pays composant l'immense ensemble géographique eurasien catalyse des tensions et des défis multidimensionnels – d'ordres géopolitique, diplomatique, financier, culturel –, qui viennent brouiller les perspectives de développement économique conjoint.

À ce jour, le projet chinois *Belt and Road Initiative* se veut l'initiative la plus à même de développer la connectivité de ces territoires à échelle régionale. Il n'en demeure pas moins que Pékin se trouve face à la difficulté de devoir adapter l'offre de développement en fonction des particularismes de chaque pays membre. Le cas de l'Iran illustre bien cette situation. Compte tenu de sa situation diplomatique problématique, les possibilités de coopération se limitent pour l'heure à des initiatives éparses et très localisées, qui manquent de cohérence « systémique ».

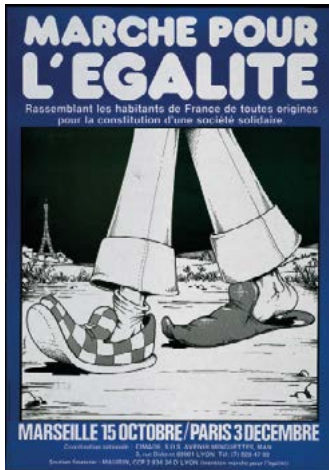
Se rajoute à ce constat géopolitique l'enjeu de la mobilité humaine, à l'instar des réfugiés afghans transitant, par dizaines de milliers chaque année, à travers le territoire iranien en direction de la Turquie, le long d'un chemin d'exil parsemé d'embûches. Pour eux, la reconfiguration géopolitique des « Nouvelles routes de la soie » érige plus de frontières qu'elle n'en supprime, l'intégration régionale étant destinée avant tout au transit de marchandises. C'est ici que réside tout le paradoxe du processus d'intégration eurasién, où la réticularisation des échanges inter- et transrégionaux semble céder le pas à une trajectoire de « re-frontièrisation ». ■

12. Données UNHCR décembre 2022. Url : <https://data.unhcr.org/fr/situations/afghanistan>.

13. On compte environ 3,7 millions de réfugiés syriens en Turquie.

14. Stéphane Rosière, *Géographie politique et géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*, 3^e éd. mise à jour, Paris, Ellipses, 2021, p. 139.

Appel à participation nationale pour l'inventaire et la collecte patrimoniale autour de la Marche pour l'Égalité et contre le Racisme de 1983



Le 15 octobre 1983, un groupe de jeunes de la banlieue lyonnaise quitte Marseille pour une marche à travers la France. Ils souhaitent interpeler la société française sur les violences racistes. Ils revendiquent l'égalité des droits pour tous, quel que soit son origine. Ce sera la Marche pour l'Égalité et contre le Racisme. Pendant les huit semaines que dure cette marche, une cinquantaine de villes-étapes accueillent les "marcheurs" autour de rencontres et de débats. Le 3 décembre 1983, pour la dernière étape, 100 000 personnes défilent dans les rues de Paris. Cet événement majeur de l'histoire sociale et politique française demeure pourtant encore relativement peu connu.

Présentation du projet

Dans le cadre de la commémoration des quarante ans de la Marche, le Musée national de l'histoire de l'immigration, soutenu par du Ministère de la Ville et L'ANCT, lance un appel à collecte afin de participer à identifier, collecter et valoriser le patrimoine relatif à cette mobilisation. Cet appel s'adresse en particulier à toutes les associations, locales ou nationales, qui ont œuvré depuis des décennies à commémorer cet événement majeur. Chacune peut contribuer directement ou relayer cet appel auprès des personnes concernées.

Faire une proposition d'objet

Le MNHI est en quête de témoignages et d'objets qui racontent et portent la mémoire de cette mobilisation. Pancartes, affiches, tracts, badges, vêtements, articles de presse, photographies, enregistrements sonores ou vidéos...Vous pouvez proposer toute sorte d'objets ou documents qui incarnent à vos yeux cette période et ses enjeux, des plus anodins aux plus emblématiques. Peu importe la forme, pourvu qu'ils témoignent d'une quelconque manière de ce contexte de lutte, d'expression et de rencontres qu'a constitué cette mobilisation historique.

Les propositions sont à adresser par mail à collecte-1983@palais-portedoree.fr (en utilisant un service d'envoi de fichiers lourds si les pièces jointes de votre mail dépassent les 5 Mo).

Chaque proposition d'objet doit être accompagnée de :

- ▶ une ou plusieurs photographies de l'objet ;
- ▶ un témoignage écrit de quelques lignes, expliquant l'histoire de cet objet et la raison qui a motivé sa proposition.

Toutes les propositions reçues seront étudiées avec la plus grande attention par le service des collections du Musée, qui vous informera des suites possibles à donner à votre démarche. Date limite de collecte : 20 novembre 2023* Le Musée national de l'histoire de l'immigration est une institution culturelle, scientifique et pédagogique qui a pour mission de rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessible au plus grand nombre l'histoire de l'immigration en France. Pour cela, il s'appuie sur ses collections patrimoniales afin de faire connaître et reconnaître la pluralité des facettes de l'histoire collective.

*Seules les propositions adressées avant cette date seront valorisées à l'occasion de la commémoration des 40 ans de la Marche (03/12/2023). Au-delà, les propositions adressées seront bien recueillies, mais valorisées dans un autre cadre.

Les Routes de la soie dans l'Asie centrale de l'antiquité et du Moyen Âge

Rocco Rante, archéologue, musée du Louvre, spécialiste de l'Iran et de l'Asie centrale antique et médiévale.

Les itinéraires commerciaux en Asie centrale, empruntés depuis l'âge du Bronze, foisonnent durant l'antiquité. Ce commerce de longue distance entre l'Asie et l'Europe connaît son apogée au III^e siècle. Les échanges et les migrations au fil de ces routes caravanières constituent le territoire mouvant de la « Route de la soie », creuset d'un riche mélange de cultures.

L'Asie centrale peut être identifiée comme allant de l'Oural, du Caucase et de la mer Caspienne à l'ouest, jusqu'à la chaîne de l'Altaï et le Turfan à l'est, et la grande anse du Huang He (fleuve Jaune) au sud-est, puis des limites de la ceinture steppe au nord, aux frontières de la Taïga, jusqu'à l'Hindukush et au Kopet Dagh. Elle peut être divisée en deux grosses zones : la zone à l'ouest qui inclut la plaine du Touran à l'est de la mer Caspienne, la steppe kazakhe jusqu'aux pieds de la chaîne du Tien Shan et le Pamir-Alay ; la zone à l'est qui inclut l'aire du bassin du Tarim, une partie du Tien Shan, jusqu'à l'Altaï. Depuis l'âge du Bronze, ce vaste territoire était occupé par des populations indigènes d'ethnie et de langue iranienne, ensuite en grande partie turquisées.

Trois grandes zones géographiques peuvent être observées : la steppe, le désert et les chaînes montagneuses. La steppe se situe au nord, déjà décrite comme une ceinture allant du nord de la mer Caspienne à l'Altaï. Au sud se situent les déserts, le Qyzyl kum, le Qara kum et le Taqla Makan, parmi les plus arides de la planète, rythmés d'oasis verdoyantes et de cours d'eau, dont les principaux sont l'Amou Darya, le Syr Darya, le Zerafshan à l'ouest, et le Tarim à l'est. Les chaînes montagneuses encadrent l'Asie centrale dans ses limites sud et est.

Les cours d'eau mentionnés ci-dessus n'ont cessé de se transformer le long des millénaires, comme l'ont montré les dernières études autour du Zerafshan et de l'Amou Darya notamment. Les oasis, aires occupées par des populations désormais sédentaires, qui rythment les plaines désertiques traversées par ces cours d'eau sont caractérisées par un sol de loess jaunâtre, apte à l'agriculture seulement par irrigation artificielle, pratique qui est en usage depuis l'âge du Bronze.

Les populations nomades peuplaient les zones steppe, mais aussi les aires autour des oasis, ainsi que parfois des régions à l'intérieur des oasis mêmes, et opéraient des échanges avec les populations sédentaires

qui se sont poursuivis le long des millénaires et des siècles¹. La majorité des populations sédentaires se concentraient autour des rivières du Zerafshan et du Qashqa Darya (la Sogdiane), le Khorezm, le Ferghana et le Chach (l'oasis de Tashkent), sans oublier la région de l'Amou Darya, à cheval entre Termez et Bactres/Balkh.

Le centre du commerce eurasiatique

Du point de vue historique, l'époque qui a suivi la conquête d'Alexandre le Grand (IV^e siècle av. J.-C.) et qui a assisté à l'occupation grecque et à la formation d'États-oasis et de royaumes a vu un essor brillant de l'art, où les caractéristiques indigènes se sont mélangées aux influences grecques, iraniennes, indiennes, des steppes. Ce moment marque également l'essor des flux d'échanges et commerciaux, dont la trace écrite est fournie pour la première fois par des documents chinois (*Les anciennes lettres sogdiennes*), et dont le tracé sera plus tard appelé « Route de la soie » par un géographe allemand, Ferdinand Richthofen, en 1877, dont le concept rêveur et romantique est aujourd'hui mis de côté au profit de la notion de « routes caravanières », une vision, certes plus exacte, mais peut-être aseptisée. Les routes caravanières représentent une multitude de routes et de chemins qui étaient connus par les voyageurs (diplomates, guerriers, marchands et tous groupes de personnes se déplaçant sur des moyennes et longues distances) et à travers lesquels on transportait toute sorte de matière, et cela depuis au moins l'âge du Bronze.

Dans l'histoire de ce territoire, deux moments clefs sont à mentionner tout d'abord : l'essor de l'Empire achéménide et l'arrivée d'Alexandre le Grand. Dans son inscription royale, Darius, et ensuite son fils, Xerxès, mentionne parmi

1. Rocco Rante, Éric Fouache, Djamal Mirzaakhmedov, « Dynamics of human settlements ensuing from river transformation and changes in commercial behavior: The birth of the "North-Eastern Silk Road" », in *Journal of Archaeological Science: Reports*, n° 9, 2016, pp. 437-447.



► Carte du monde iranien avec les villes majeures d'Asie centrale. World Imagery, modifiée par Rocco Rante, 2022.
© Musée du Louvre, Art and Culture Development Foundation.

les provinces conquises *Parqava* (Parthie), *Zra(n)ka* (Drangiane), *Haraiva* (Herât), *Margu* (Marv), *Uvârazmiy* (Khorezm), *Bâxtriš* (Bactres), *Suguda* (Sogdiane), et deux populations Saka, les Haumavarga et les Tigraxauda. La conquête des satrapies orientales de l'Empire achéménide entre 330 et 327 av. n. è. par Alexandre le Grand ne semble pas totalement défaire le modèle précédent, mais il semble néanmoins vouloir réorganiser un appareil administratif, surtout entre Bactriane et Sogdiane, qui auparavant avait montré des faiblesses. Du point de vue culturel, cette conquête laissera en Bactriane surtout, mais aussi en Sogdiane, un héritage bien lourd.

L'époque qui suit l'arrivée et l'implantation de l'hellénisme voit l'arrivée des migrations de populations d'origines nomades, telles que les Sakas, les Sarmates, les Asiaoi (Kangju pour les sources chinoises) et les Tocharés (Yuezhi pour les sources chinoises), dans les oasis déjà mentionnées de cette partie de l'Asie centrale. Parmi les découvertes exceptionnelles, celles des sites de Dalverzin tepe et Kalchajan sont les plus importantes, sans oublier celles de l'oasis de Samarcande², mais aussi en Afghanistan septentrional. Ici, les influences grecque, chinoise, iranienne et des steppes modèleront un art sculpté ou peint dans la sphère séculaire et religieuse.

D'autres découvertes sont aussi importantes et aident à la reconstruction de ce mélange de cultures. Cette première phase de déplacement massif de peuples est suivie d'autres migrations, celles des Huns dont les origines

datent de la deuxième moitié du III^e siècle de n. è. Appelé aussi l'« âge d'or des Sogdiens », ce moment correspond à l'apogée du commerce eurasiatique, mais aussi de l'art de cour. Cette centralité est renforcée par les marchands sogdiens qui se distribuent en communautés, surtout en Chine, en Inde et jusqu'au Sud-Est asiatique. La figure du marchand est donc mise à l'honneur, non seulement en tant que commerçant, mais aussi exportateur, ou importateur, de cultures. Dans ce contexte, bien évidemment, la soie sera traitée en tant que marchandise emblématique. Les représentations et les allégories des peintures murales découvertes sur les sites d'Afrasyab, de Varakhsha et de Balalyk, ainsi que des hauts-reliefs de Kafir-Kala³ expriment pleinement l'apogée de cet art de cour. Cette période est également riche de représentations et d'allégories funéraires, surtout modelées sur les ossuaires en argile, où hommes, divinités, démons et anges protecteurs jouent un rôle eschatologique.

L'avancée musulmane vers la Transoxiane et l'occupation de cette partie de l'Asie centrale se fera de façon progressive,

2. Frantz Grenet, « Maracanda/Samarkand, une métropole pré-mongole. Sources écrites et archéologie », in *Annales. Histoire, sciences sociales*, vol. 59, n° 5-6, 2004, pp. 1043-1067.

3. Frantz Grenet, « The wooden panels from Kafir-kala: A group portrait of the Samarkand *n f* (Civic Body) », in *Acta Asiatica*, n° 119, 2020, pp. 21-42.



► À gauche, Casque d'un guerrier scythe, Samarcande (Ouzbékistan), VI^e-I^{er} siècles avant J.-C., alliage de cuivre, Musée national d'histoire, d'architecture et d'art de Samarcande.

© Musée du Louvre, Art and Culture Development Foundation/ Andrey Arakelya.

► À droite, Kalchayan, Roi sur son trône, I^{er} siècle ap. J.-C.

© Musée du Louvre, Art and Culture Development Foundation/ Andrey Arakelya.

déjà depuis la deuxième moitié du VII^e siècle, jusqu'à l'arrivée des troupes musulmanes à la frontière avec la Chine, sur le fleuve Talas, face à la Chine. L'islamisation des territoires conquis, en revanche, prendra plus de temps. Nombreux sont les objets qui décrivent la richesse de cette époque. Parmi les plus importants, il faut mentionner le Qoran de Qatta Langar, l'un des Qorans les plus anciens au monde (VIII^e siècle). L'islamisation s'est aussi faite par l'écriture et l'art de la calligraphie. Les périodes suivantes ont été, du point de vue culturel et artistique, très riches, jusqu'à la grande période timuride, mais aussi au-delà, jusqu'à l'Émirat de Boukhara.

Un carrefour de civilisations

La centralité géographique et économique de cette région d'Asie a été une des raisons de l'essor des routes caravannières qui fera de ce territoire non seulement le centre du commerce eurasiatique, mais aussi un carrefour de

civilisations où les cultures se rencontrent et s'échangent, et où les religions dialoguent et les écritures se mêlent.

Une exposition concernant les « routes caravannières » en Asie centrale, se focalisant surtout l'intérêt sur le pays qui aujourd'hui conserve les collections les plus importantes de cette histoire, l'Ouzbékistan, a été organisée au musée du Louvre, du 23 novembre 2022 au 6 mars 2023⁴. L'objectif de cette exposition était de présenter aux visiteurs une vision éclairée et complète de l'histoire de cette région à travers les civilisations qui s'y sont croisées, les

4. Yannick Lintz, Rocco Rante (dir.), *Splendeurs des oasis d'Ouzbékistan. Sur les routes caravannières d'Asie centrale*, Madrid/Paris, El Viso/Louvres éd., 2022 ; Rocco Rante, Djamal Mirzaakhmedov, *The Oasis of Bukhara. Volume 1: Population, Depopulation and Settlement Evolution*, Leyde/Boston, Brill, 2019 ; Rocco Rante, Florian Schwarz, Luigi Tronca, *The Oasis of Bukhara. Volume 2: An Archaeological, Sociological and Historical Study*, Leyde/Boston, Brill, 2022.



► En haut, *Fresque de Varaksha*, début du VIII^e siècle ap. J.-C.

© Musée du Louvre, Art and Culture Development Foundation/ Andrey Arakelyan.

► En bas, *Qoran de Katta Langar*, Institut d'études islamiques (Ouzbékistan). À partir du début du VIII^e siècle, l'Islam s'impose en Transoxiane, entraînant une islamisation politique et culturelle progressive, comme en témoigne les deux feuillets d'un des plus anciens corans, dit « Qoran de Katta Langar », véritable chef-d'œuvre des débuts de l'Islam en Asie centrale. Institut d'études islamiques.

© Musée du Louvre, Art and Culture Development Foundation/ Andrey Arakelyan.

multiples spécificités culturelles, les caractéristiques artistiques qui donneront naissance à plusieurs facettes d'un art accompli. L'objectif était également de mettre en évidence comment ces civilisations sont entrées en communications, se sont mélangées, syncrétisées, ou ont parfois simplement cohabité.

Le succès de l'exposition en nombre de visiteurs, d'articles de presse, de catalogues vendus, est certainement un atout pour affirmer l'intérêt que le public français, et pas seulement, conserve pour cette région d'Asie et ce pays. Le côté pédagogique présent dans le parcours a aussi contribué à une meilleure appréhension des caractéristiques de ces cultures et de ces civilisations, ainsi que de leur histoire. ■





► Vue sur le détroit du Bosphore et la rive asiatique d'Istanbul (Turquie), depuis la tour de Galata, 2011.
© Antoine Boureau/Hans Lucas.

Les dynamiques migratoires et la position stratégique d'Istanbul sur la Route de la soie

Mustafa Poyraz, sociologue, maître de conférences à l'université de Ticaret à Istanbul et enseignant à l'université Paris-Cité.

Point de passage clé ancré dans la longue histoire des mouvements migratoires entre l'Orient et l'Occident, Istanbul est devenue aujourd'hui davantage qu'un espace de transit vers l'Europe. Face au durcissement des politiques migratoires européennes, les migrants venus du Proche-Orient, d'Asie centrale ou d'Afrique réajustent leurs stratégies migratoires en vue de rester sur les rives du Bosphore. Si ce choix est fait par défaut, les migrants trouvent à Istanbul de multiples espaces informels où retisser des réseaux de solidarité, entre eux comme avec le reste de la société istanbuliote.

Istanbul vit un processus de transformation profonde depuis les années 1990, sous la pression de vagues migratoires successives. Avec l'intensification et la diversification sans cesse renouvelées de la population, l'élargissement quasi illimité de son territoire et son positionnement de carrefour entre les continents qui la transforme en lieu de transit inévitable pour les migrants, Istanbul est devenue une mégapole aussi attirante que complexe. L'élargissement et l'intensification se font sur les deux rives du Bosphore, étalant une seule et même ville sur deux continents. La population istanbuliote est riche d'une forte présence immigrée : selon les chiffres de l'Administration de l'immigration (*Göç İdaresi*), le nombre d'immigrés vivant à Istanbul est de 1 238 874, originaires du Proche-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique¹. Lieu de passage, de projets et de refuge, le dynamisme de la ville est notamment incarné par les migrations internes et externes qui s'inscrivent dans le tissu urbain de ses quartiers.

Le départ des Grecs dans le cadre d'échanges de population après l'instauration de la République

turque en 1923 et la mise en place d'une politique systématique visant à limiter la présence de minorités ethniques et culturelles avaient eu des effets majeurs sur l'équilibre démographique de la ville². Depuis les années 1990, Istanbul redevient une ville cosmopolite et hyperconnectée au monde par ses migrations et ses circulations. Notamment avec l'arrivée récente d'immigrés³ provenant du Proche-Orient, d'Asie

1. En revanche, le maire d'Istanbul a avancé, dans un symposium portant sur l'immigration en 2021, le chiffre de 2,5 millions. Url : <https://medyascope.tv/2021/11/01/almanyaya-gocun-60-yilinda-suriyeli-multeciler-konusuldu-ibb-baskani-ekrem-imamoglu-istanbulda-multeci-sayisi-25-milyona-yakin/>.

2. Ali Kazancıgil, Faruk Bilici et Deniz Akgül précisent que la République turque est fondée sur une « définition de la citoyenneté et de la nation, centrée sur la "turcité", qui l'emporta ». Voir *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard/Pluriel, 2013, p. 33.

3. D'après l'Administration de l'immigration (*Göç İdaresi*), en 2022, 33 246 migrants (19 400 Afghans, 7 131 Ukrainiens, 4 083 Irakiens, et 2 632 autres nationalités) ont fait une demande de protection internationale auprès des autorités turques. Url : <https://www.goc.gov.tr/uluslararasi-koruma-istatistikler>.

centrale, de Russie, et d'Ukraine, la ville a renforcé sa position de lieu de transit et de passage presque obligatoire.

Il s'agit donc, à la fois, d'analyser la position stratégique d'Istanbul au carrefour de plusieurs routes, où de multiples dynamiques se croisent, interagissent, et la transformation rapide de la vie quotidienne avec la diversification de sa population. Cet article s'appuie essentiellement sur des observations et des entretiens menés entre 2017 et 2023 dans trois quartiers les plus pauvres de la partie européenne d'Istanbul, plus particulièrement dans les arrondissements d'Esenyurt, Esenler et Bağcılar où la présence des immigrés est plus importante et donc plus visible.

Une position stratégique dans le système migratoire global

L'accélération de la mobilité des capitaux et des hommes à l'échelle planétaire, notamment après l'écroulement de l'Union soviétique, a eu des effets majeurs sur la transformation des espaces de vie dans « des systèmes-monde⁴ » et sur les vagues migratoires au Proche-Orient. Particulièrement, l'intégration des pays de l'Est et d'Asie centrale dans le système capitaliste mondialisé a revivifié l'appétit des entreprises pour investir les espaces non ou peu exploités jusqu'alors. À cela, s'ajoutent les efforts déployés par la Chine pour affirmer sa puissance dans le monde capitaliste. Cette période de bouleversement économique et politique à l'Est et au Proche-Orient coïncide avec le choix politique de la Turquie de transformer sa structure économique et sociale en s'intégrant dans le système économique mondial⁵.

Le débat portant sur la Route de la soie revient dans ce contexte d'élargissement des espaces des capitaux mondiaux, où la guerre économique déclenchée entre les grandes entreprises mondiales devient de plus en plus violente afin d'accaparer les nouveaux marchés en Asie centrale, au Proche-Orient et en Afrique. Aux puissants acteurs économiques « traditionnels » occidentaux, s'ajoutent ceux de la Chine,

avec une emprise indiscutable sur le marché mondial depuis une vingtaine d'années. La Russie, l'Inde et d'autres pays, comme la Turquie et l'Iran, se mobilisent pour se faire une place ou bien pour renforcer leur position dans cet espace de compétition. Inévitablement, cette mobilisation des acteurs économiques crée un mouvement considérable au sein de la population des pays d'Asie centrale, du Proche-Orient et d'Afrique. Comme le précisait Karl Marx, l'accélération de la circulation des marchandises « fait sauter les barrières⁶ » et entraîne inévitablement la circulation des êtres humains. Les réalités de la Route de la soie ont bien évolué : alors que l'image du transport des épices, du café et de la soie⁷ de l'Est vers l'Ouest par les caravanes reste prégnante dans les imaginaires, les moyens et les techniques mobilisés afin d'assurer le déplacement des marchandises ont pris une autre dimension. Le débat actuel portant sur la Route de la soie se construit à partir des traces ancrées dans l'imaginaire du monde occidental comme, à la fois, le symbole de la puissance de la Chine et un espace où les valeurs, les marchandises circulent entre « l'Orient » et « l'Occident ». Sans doute, l'investissement de centaines de milliards d'euros par la Chine à l'échelle planétaire depuis 2013 afin de construire un réseau commercial puissant sous sa domination porte la redéfinition des jeux de pouvoir des capitaux à un autre niveau.

Par sa position stratégique entre l'Europe et l'Asie, la Turquie continue d'être un lieu de connexion et, au-delà, un territoire de rencontres et de brassage de cultures venant de différents continents. Avant même de devenir la capitale de l'Empire romain d'Orient en 395, Istanbul constituait déjà un important lieu de commerce pour Byzance⁸. Ensuite, la « conquête » d'Istanbul, en 1453, a forcé les Occidentaux à chercher une voie maritime afin de rétablir les liens si vitaux pour l'échange entre les deux espaces.

Les remarques de Michel Rocard confirment bien la perception de cette position stratégique : « la Turquie intégrée dans l'Union européenne, c'est pour

4. Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2004.

5. Le coup d'État du 12 septembre 1980 est aussi l'occasion de créer les conditions politiques nécessaires afin d'ouvrir la Turquie aux capitaux internationaux. L'écrasement de la société civile et de toutes les dynamiques démocratiques faisait partie de ces conditions pour libéraliser l'économie.

6. Karl Marx, *Capital*, tome 1, Paris, éd. du Progrès, 1982.

7. « C'est sous les Turcs, sans doute au VI^e siècle, que le secret de fabrication de la soie, détenu par les Chinois, est dévoilé et circule jusqu'à l'Empire byzantin », précise Marie Favreau pour souligner la position stratégique des Turques dans l'histoire de la construction de la Route de la soie, « Gök Türk, Ouïgours... Les maîtres des steppes », *L'Histoire*, n° 96, 2022, p. 16-22.

8. <https://www.tooistanbul.com/istanbul/>

cette dernière l'accès aux marchés et aux routes énergétiques d'Asie et du Proche-Orient, c'est également une influence stratégique et géopolitique plus étendue. Avec ce pays, nous allons pouvoir affirmer la spécificité de notre identité face aux États-Unis, à la Chine et à l'Inde⁹ ».

En tant que mégapole mondiale où se croisent toutes les vagues migratoires Est-Ouest et Nord-Sud, Istanbul a renforcé sa dimension stratégique dans les domaines économique, culturel et diplomatique. En renouvelant en permanence sa population avec de nouveaux arrivants, Istanbul constitue depuis plusieurs décennies un territoire de migration. Depuis les années 1970, Istanbul continue d'accueillir des migrations internes¹⁰. À partir des années 1990, elle est devenue une terre d'accueil pour les populations venant d'Afghanistan, d'Ouzbékistan, du Turkménistan, d'Iran, d'Irak, de Syrie et de nombreux pays africains¹¹. La continuité des vagues de migrations internes et externes durant des dizaines d'années a, d'une part, permis d'incorporer chaque vague ayant sa singularité dans le tissu social, économique et territorial et, d'autre part, transformé de manière profonde les espaces de vie et les façons de vivre. Autrement dit, du fait que la grande majorité de la population est composée de migrants, les nouveaux arrivants n'apparaissent pas immédiatement comme une minorité visible et cela rend moins difficile leur cheminement dans la société d'accueil. En tout cas, bien que les conditions soient de plus en plus compliquées pour une partie importante des migrants, bon gré mal gré, Istanbul constitue un lieu de vie pour un certain temps¹².

Entre lieu de transit et destination finale

Les vagues de migrations en provenance de pays déstabilisés par la guerre et les conflits internes

9. Michel Rocard, *Oui à la Turquie*, Paris, Hachette littératures, 2008, p. 13.

10. Sema Erder décrit de manière argumentée les conditions d'installation des immigrés internes dans son ouvrage intitulé *Istanbul'a bir kent konu: Ümraniye*, Istanbul, İletişim yayınları, 1994.

11. Malgré le manque de chiffres précis, on constate une présence d'immigrés venant de Somalie, du Niger, du Congo, du Sénégal et d'Égypte.

12. Il faut préciser, en particulier, que la grande majorité des immigrés sont des réfugiés politiques ayant quitté leur pays à l'issue des guerres qui déchirent la région. Le fait qu'ils aient un statut temporaire constitue un facteur d'incertitude supplémentaire pour des personnes obligées de partir de leur pays.

en Asie centrale, au Proche-Orient et en Afrique, comme l'Afghanistan, la Syrie ou l'Irak, traversent tout le territoire de la Turquie avant d'arriver aux points de chute initialement prévus à l'Ouest. Istanbul est avant tout un point d'attente ou de transit pour les migrants qui veulent s'installer dans les pays occidentaux. Selon les mesures prises par l'Union européenne, consolidées par les accords bilatéraux signés avec la Turquie en 2016, cette dernière accepte d'empêcher la traversée des migrants vers l'Europe. Elle accepte également d'accueillir tous ceux qui ont traversé irrégulièrement son territoire pour rejoindre l'Europe¹³. C'est la raison pour laquelle les flux migratoires venant de l'Est s'installent, même provisoirement, dans différentes villes en Turquie, en attendant qu'une route vers l'Union européenne s'ouvre. Considérés au départ comme des « invités » (« *misafir* »), 4,5 millions de réfugiés syriens¹⁴ ont bénéficié d'un accueil plutôt favorable de la part de la population locale et des pouvoirs publics. Au fur et à mesure, cette perception positive de l'invité s'est transformée en « invité non désiré » (« *istenmeyen misafir*¹⁵ »). Ainsi, la question de l'immigration s'est imposée pour la première fois de manière sérieuse dans le paysage politique turc comme un enjeu politique et social important¹⁶.

13. Ayhan Kaya, « AB-Türkiye mülteci mutabakatı: Tampon ülke? », in *TÜSIAD Küresel Siyaset Forumu Makale Dizisi*, n° 2, 2022, pp. 5-18, et Ibrahim Soysüren, *L'expulsion des étrangers en France, en Suisse et en Turquie. Pour une sociologie comparative de l'expulsion des étrangers*, Neuchâtel, Alphil éd., 2018, mettent l'accent sur les effets néfastes de cet accord pour la mobilité des migrants.

14. Les Syriens arrivés après le déclenchement de la guerre en 2011 n'ont pas obtenu un statut de réfugié en Turquie et vivent depuis des années avec un statut de protection temporaire qui constitue une situation d'incertitude en permanence. Cela facilite également l'instrumentalisation politique de cette population. Pinar Uyum Semerci, Emre Erdoğan, « Türkiye'deki Suriyelileri düşünürken sınırları sorgulamak », in *Teorik bakış*, n° 10, 2018, pp. 77-96, et Didem Daniş, « De la "porte ouverte" aux menaces d'expulsion : la présence syrienne en Turquie », in *Migrations Société*, n° 177, 2019, pp. 35-52, expliquent en détail la fragilité de positionnement statutaire des immigrés syriens.

15. Unutulmaz Kadir Onur, « Suriyelilerin uyumunda bugün ve yarın: Toplumsal algıların dönüşümü ve yönetimi », Istanbul Ticaret Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi Türkiye'nin Göç Siyaseti Özel Sayısı, n° 21 (Özel Sayı), 2022, pp. 1-23.

16. Il ne faut pas oublier qu'avec plus de 4,5 millions de personnes originaires de Turquie installées en Europe de l'Ouest, la Turquie constitue le premier pays d'émigration ayant « la première quasi-diaspora immigrée devant les Marocains ». Voir Catherine Wihtol de Wenden, *Atlas des migrations. Un équilibre mondial à inventer*, Paris, Autrement, 2018.

À travers la remise en cause des accords signés avec l'Union européenne, en « ouvrant les frontières » vers la Grèce en février 2020, la Turquie a montré qu'elle pouvait utiliser la question de l'immigration comme un levier politique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. En réponse, coincés entre des enjeux locaux et internationaux qui s'imbriquent et durent, les migrants ont également réajusté leurs stratégies migratoires. Ainsi, l'idée de partir dans un pays européen commence à céder la place, notamment pour les migrants en famille, à une stratégie d'installation à Istanbul, avec la volonté d'y reconstruire une vie décente. De ce fait, pour une partie importante des immigrés, l'idée de faire sa vie à Istanbul s'impose petit à petit, sans pour autant qu'ils abandonnent totalement le projet de partir. « *Quand on est arrivés à Istanbul – cela n'a pas été simple d'ailleurs de réunir la famille sous le même toit –, notre objectif était de partir dans un autre pays en Europe. Bien que nous ayons mobilisé tous nos moyens, nous n'avons pas pu trouver la possibilité de partir. Avec deux enfants, en attendant, nous devons continuer à vivre. Sans revenu, on ne peut pas vivre. C'est pour cela j'ai commencé à travailler dans la confection. Nous avons trouvé un logement. Petit à petit, on a commencé à s'habituer à vivre à Istanbul malgré toutes les difficultés. Nous n'avons jamais abandonné l'idée de partir en Europe, mais avec le temps, sans se rendre compte on s'enracine dans ce pays ; je ne sais pas où cela va s'arrêter ?* », disait un homme d'origine syrienne âgé de 44 ans et vivant en Turquie depuis environ dix ans. De nombreux témoignages de migrants¹⁷ d'origine syrienne et afghane confirment cette rupture de trajectoire et la redéfinition des objectifs dans une situation d'incertitude. Par conséquent, continuer à vivre à Istanbul devient un choix qui se fait par défaut. Selon l'Administration de l'immigration (*Göç idaresi*), le nombre de Syriens enregistrés à Istanbul est de 551 607¹⁸, ce chiffre ne concernant que les personnes enregistrées. Selon la même source, le nombre de Syriens enregistrés avec le statut de protection temporaire au niveau national est de 3 500 964.

Pour comprendre la diversité de la population d'Istanbul, il suffit d'évoquer le nombre de personnes d'origine étrangère ayant un titre de séjour, qui se

situe autour de 678 277 personnes¹⁹. En effet, la possibilité de trouver du travail à Istanbul attire les immigrés enregistrés dans d'autres villes. Par exemple, à Esenyurt, l'un des arrondissements le plus peuplé d'Istanbul, environ 120 000 immigrés sont enregistrés – majoritairement d'origine syrienne –, mais, selon les acteurs institutionnels œuvrant sur le terrain, ce nombre se situe plutôt autour de 200 000²⁰. Pour mieux comprendre l'ampleur de la diversité de la population stambouliote, nous devons également rappeler les vagues successives de migration venant des Balkans qui ont eu lieu depuis les années 1950. Notamment, le nombre de personnes venant de Bulgarie, de Roumanie et d'ex-Yougoslavie se situe autour de 500 000²¹. Ce nombre monte à 1 750 000 si on élargit la période prise en compte jusqu'à 1923.

D'un côté, les migrants provenant d'Afghanistan, d'Iran, d'Irak et de Syrie, de l'autre, les migrants de pays comme l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan qui tentent de traverser la Turquie et s'installent pour une durée plus ou moins limitée. L'augmentation du nombre de migrants provenant du Maghreb et d'Afrique subsaharienne amplifie également le mouvement migratoire qui traverse le territoire. Ces mouvements migratoires inhabituellement intensifiés bouleversent le tissu social déjà dynamisé par la migration interne régulière depuis les années 1970. Devenant un pays d'immigration²² en quittant le statut de pays d'émigration²³ depuis 2014, la Turquie vit un chamboulement profond aussi bien au niveau sociétal que dans ses rapports au monde. Bien entendu, cette rapide mutation de la société a inévitablement engendré de nouveaux questionnements sur le devenir des

19. Url : <https://www.goc.gov.tr/ikamet-izinleri>.

20. Mustafa Poyraz, « La rue de Damas (Şam sokağı) à Esenyurt : un espace urbain singulier », in Franck Mermier (dir.), *Les présences arabes contemporaines à Istanbul*, Istanbul, Institut français d'études anatoliennes, coll. « La Turquie aujourd'hui », n° 29, 2021, pp. 50-62.

21. Url : <https://atamdergi.gov.tr/tam-metin/92/tur#:~:text>

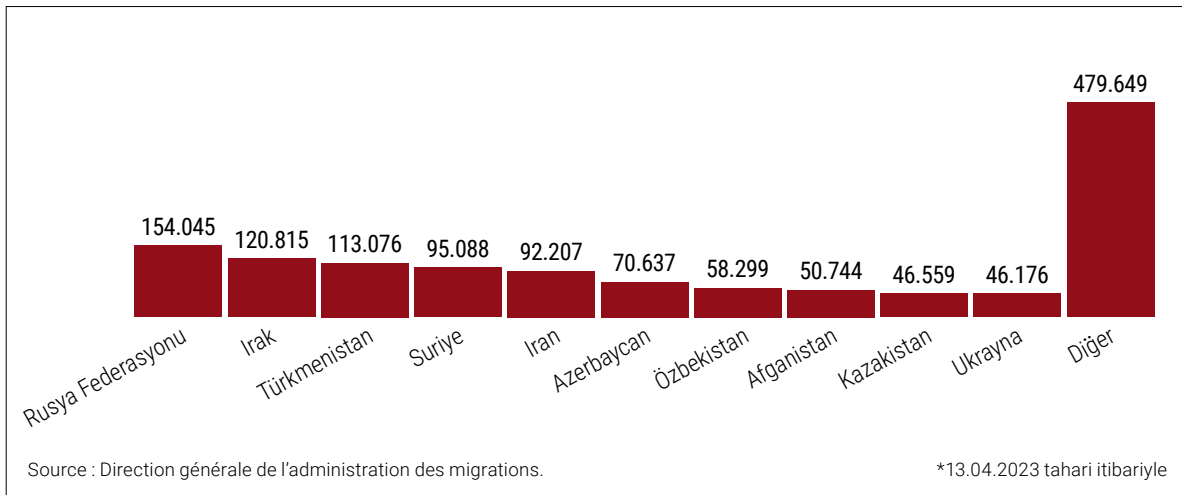
22. Aksaz Elif, « La Turquie, terre méconnue d'immigration », in *Migrations Société*, n° 177, 2019, pp. 19-33.

23. Depuis les années 1960, dans le cadre des accords signés entre plusieurs pays occidentaux et la Turquie, plusieurs millions de citoyens de Turquie sont installés dans différents pays européens, avec une concentration plus importante en Allemagne. Les relations établies depuis plusieurs générations entre l'Europe et la Turquie à travers les migrants originaires de Turquie constituent également un enjeu fondamental pour comprendre la position d'Istanbul entre les deux continents.

17. Ce sont les origines les plus présentes dans les quartiers qui ont été étudiées.

18. Url : <https://www.goc.gov.tr/gecici-koruma5638> ; <https://www.goc.gov.tr/ikamet-izinleri>.

► Graphique 1. Les dix premiers pays d'origine des titulaires d'une carte de résidence en Turquie au 4 mai 2023



immigrés et aussi sur le rapport de la société « locale » à cet « autre ».

La reprise de la question par les classes politiques a porté la relation aux immigrés à un autre niveau. Avec l'influence du processus électoral du printemps 2023, on observe le rétrécissement des espaces de vie des immigrés, la banalisation du discours de haine anti-étrangers et le développement de mobilisations xénophobes²⁴.

Être migrant à Istanbul : diversification des profils et des réalités

Bien que la ville ait connu des périodes difficiles durant lesquelles la diversité des populations a été mise à mal au nom d'une politique de turquification²⁵, Istanbul a su résister au cours des siècles pour préserver sa spécificité en tant que territoire accueillant de multiples cultures, ethnies et croyances.

Ces dernières années, avec les nouvelles vagues d'immigration, Istanbul est redevenue un territoire où la diversité des cultures et des modes de vie s'impose de manière forte, et parallèlement de nouveaux questionnements émergent. « *Quoi qu'il en soit,*

*depuis le début des années 1990, Istanbul a repris dans le système migratoire international une fonction clé d'interface active*²⁶ », précise le géographe Jean François Pérouse pour souligner la position d'Istanbul. Jusqu'aux années 1990, seuls les migrants turcophones, provenant notamment de Bulgarie et d'ex-Yougoslavie, s'installaient dans les périphéries d'Istanbul. La politique d'ouverture de la Turquie vers le monde a produit des effets assez immédiats. D'abord, les migrants russes, les Ukrainiens, les Irakiens, les Iraniens, les Afghans, les Roumains, ensuite, les Syriens, les Indiens, les Pakistanais, les Somaliens, les Sénégalais, les Égyptiens et les Marocains se sont succédé pour s'installer à Istanbul²⁷.

Il est important de souligner que la politique traditionnelle de la Turquie consistant à admettre uniquement des migrants turco-musulmans de manière contrôlée s'est transformée en une approche « désorganisée²⁸ » et plus ouverte. Sortant difficilement d'une approche de « *soydaş* », basée sur l'ethnicité, la Turquie s'ouvre à travers des politiques

24. Notamment les discours d'Ümit Özdağ, fondateur du Parti de la Victoire, cristallisent ce mouvement anti-immigré qui ose dire qu'il faut renvoyer tous les Syriens, y compris par la force. Voir Polat S. Alpman, « Ümit Özdağ'ın çıkışı ve Türk milliyetçiliğinin enternasyonal tehdit eşiği: "zorla mı, evet gerekirse zorla" », in *Birikim*, n° 398-399, 2022, pp. 88-97. Ce discours a également été repris par l'opposition (CHP), qui prétend pourtant aspirer au rétablissement des espaces démocratiques dégradés en Turquie.

25. İbrahim Soysüren, *op. cit.*, p. 219.

26. Jean-François Pérouse, *Istanbul planète. La ville monde du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2017, p. 195.

27. Dans Franck Mermier (dir.), *Les présences arabes contemporaines à Istanbul*, *op. cit.*, Franck Mermier parle de « croisement d'aires » et de l'émergence d'espaces interstitiel à travers des interactions quotidiennes entre les résidents syriens et turcs à Istanbul.

28. La sociologue Didem Daniş souligne le changement de la politique migratoire de la Turquie sous l'influence des chamboulements qui se sont produits après l'écroulement de l'Union soviétique. « Nafîle soydaşlık: Irak ve Bulgaristan Türkleri örneğinde göçmen, dernek ve devlet », in *Toplum ve bilim*, n° 114, 2009.

de visas avantageuses, en diversifiant les profils de migrations.

Qualifiée souvent de « monstre urbain²⁹ » incontrôlé, la ville d'Istanbul, avec 16 millions d'habitants, réunit à la fois les entreprises les plus prestigieuses au niveau mondial avec ses cadres supérieurs et les migrants les plus pauvres qui travaillent dans les sous-sols des immeubles des quartiers populaires. D'ailleurs, ce sont les immigrés les plus pauvres travaillant dans les secteurs les plus difficiles qui deviennent la cible des nationalistes turcs, alors que les immigrés riches passent inaperçus.

La singularité des espaces stambouliotes pour la mobilité des immigrés

Nos recherches illustrent le fait que la mobilité des immigrés au sein d'Istanbul présente une forme de singularité par rapport aux formes de mobilité connues au sein d'autres métropoles³⁰. Trouver et se faire une place (même précaire), trouver une accroche, d'abord pour se tenir debout, et ensuite pour mobiliser ses potentiels, constitue un enjeu fondamental pour un immigré afin de construire un cheminement. L'existence de multiples espaces intermédiaires informels à Istanbul favorise inévitablement les possibilités de rencontres et d'interactions entre les migrants et les habitants. Les liens générés dans ces espaces informels facilitent la location d'un logement ou la recherche d'un lieu d'hébergement, d'un emploi, ou permettent de développer une petite activité de commerce. Cette opportunité de mobilité concerne aussi bien les immigrés internes que tous ceux qui viennent d'autres pays du Proche-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique. Les immigrés ayant pour stratégie de vivre Istanbul comme un lieu de transit, en vue de partir dans un pays européen, malgré l'absence d'un titre ou d'un statut juridique, bénéficient des avantages procurés par la souplesse des espaces informels istanbuliotes. Car le voyage vers la destination finale imaginée requiert le

franchissement de plusieurs frontières : cela demande souvent une longue période de préparation durant laquelle le migrant doit travailler, se loger, établir des liens avec la société locale. Parfois, celui-ci échoue plusieurs fois dans sa tentative d'atteindre le territoire du pays de destination finale. Par conséquent, la stratégie de départ se transforme discrètement en une attitude consistant à admettre les contraintes de la réalité et à établir sa vie progressivement dans les quartiers d'Istanbul. Les immigrés afghans et africains, jeunes et voyageant seuls, ont plutôt tendance à privilégier la stratégie de mobilité, alors que les Syriens s'orientent plutôt vers une stratégie d'installation, même si cela reste précaire, dans leurs parcours migratoires. Les immigrés venant des pays d'Asie centrale favorisent la stratégie dite « classique » des immigrés ayant pour objectif de gagner un peu d'argent pour construire un avenir, de préférence dans leurs pays d'origine³¹.

Quelle que soit sa stratégie ou son origine, le migrant, en arrivant à Istanbul, découvre un espace de vie complexe et souple à la fois. Cette complexité et cette souplesse tiennent à l'immensité des espaces informels, couverts souvent par les commerces et incluant tous les secteurs d'activités humaines, où les liens sociaux et la solidarité se reproduisent de manière intense et permanente. À côté des espaces de commerces, tous les lieux intermédiaires, les espaces religieux, les associations des ex-villageois (*hemşehri dernekleri*) alimentent des liens informels au sein de la société. On peut également ajouter à cela les réseaux diasporiques³². Il faut souligner que les réseaux de solidarité informels créés par les immigrés s'imbriquent en grande partie dans ceux existant au sein de la société. Ainsi, l'immigré se trouve à la fois pris dans des liens de solidarité communautaires et dans ceux de la société d'accueil. Malgré une concentration importante d'immigrés à Istanbul, ces derniers continuent à évoluer et à construire leur stratégie de vie en relation avec les autres, grâce à la connexion des espaces où les rencontres se

29. Jean-François Pérouse, *op. cit.*, p. 195.

30. Notamment, le travail de comparaison entre les espaces des banlieues parisiennes et ceux des *varoş* d'Istanbul démontre que l'existence de multiples lieux de connexion entre différents espaces dans les quartiers populaires d'Istanbul favorisait de façon fondamentale la mobilité et même l'inscription des immigrés dans le tissu social. Mustafa Poyraz, « La complexité de l'inscription de l'immigré dans sa nouvelle société : un regard croisé de la banlieue parisienne à Istanbul », in *Migrations Société*, n° 177, 2019, pp. 69-84.

31. Parmi les immigrés venant d'Asie centrale, la présence de femmes travaillant dans le secteur de l'accompagnement des personnes âgées et des enfants attire de plus en plus l'attention.

32. Ayhan Kaya insiste particulièrement sur l'importance des relations diasporiques entre les immigrés syriens vivant à Istanbul. Selon lui, la plupart des Syriens installés à Istanbul ont suivi le réseau familial ou culturel déjà existant. Voir Ayhan Kaya, « Türkiye'de suriyeli diasporik alanların oluşumu », in Mustafa Poyraz (dir.), *Aidiyet, göçmen ve toplumsal çeşitlilik*, Ankara, Ütopya yayınları, 2020, pp. 185-213.



► La gare historique de Haydarpaşa, sur la rive asiatique du Bosphore, est l'ancienne grande gare d'Istanbul (Turquie), 2012.
© Rainer Hackenberg/AKG images.

produisent. Bien que les réseaux constitués entre les immigrés procurent des espaces de solidarité importants, leur enchevêtrement avec d'autres réseaux de solidarité au sein d'espaces connectés retarde la formation d'espaces d'enfermement ou de ghettos.

Le fait que les immigrés provenant des pays du Moyen-Orient aient des modes de socialisation marqués par l'informalité, à l'image des populations des campagnes anatoliennes, facilite énormément leur inscription dans les rapports sociaux existants. Malgré la barrière de la langue et la pression de contrôles de plus en plus visibles, l'existence d'espaces informels accessibles procure de multiples possibilités pour avoir des contacts avec les habitants déjà installés. On observe ce phénomène aussi bien dans le parcours d'Afghans travaillant comme bergers dans les villages d'Anatolie que pour des Syriens, des Ouzbeks ou des Irakiens. À ce titre, trouver un logement ou un travail dans les quartiers d'Istanbul devient possible grâce aux contacts pris dans cet espace informel. « *Mon cousin avait trouvé un travail chez un producteur de gâteaux à Esenler. J'ai demandé à mon patron s'il avait besoin d'autres personnes pour travailler. Petit à petit, mes cousins et deux autres personnes de mon village ont commencé à travailler*

avec moi. Notre patron nous a fait confiance et nous a aidés pour trouver des logements. Bien sûr, nous, on paye notre loyer sans retard. Bien sûr, entre nous, on est solidaires, mais avec les frères de Turquie aussi nos relations sont très bonnes », disait un immigré d'origine Ouzbek qui se trouve en Turquie depuis six ans. Les immigrés syriens rencontrés à Esenyurt et à Esenler nous ont fait part de parcours semblables.

Pour un immigré, la construction d'un espace de vie se fait souvent à travers des liens établis avec les commerçants ou bien dans des espaces informels, d'autant plus que le nombre de commerçants est impressionnant³³ à Istanbul. Une partie des migrants

33. En prenant en compte le nombre de petites et moyennes entreprises (PME) en Turquie, nous pouvons avoir une idée plus précise de l'impact des lieux commerciaux sur la configuration des espaces de vie. En 2021, le nombre de PME (KOBİ) enregistré au niveau national est de 3 568 000, dont 797 000 à Istanbul. Url : <https://www.kosgeb.gov.tr/site/tr/genel/detay/8622/kucuk-ve-orta-buyuklukteki-girisim-istatistikleri-2021> ; <https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/kobilerin-cirosu-10-yilda-yaklasik-5-katina-cikti/2113727#>. La présence d'environ 500 000 marchands de rue non enregistrés à Istanbul influe également sur les rapports sociaux de proximité. Voir Joël Meissonnier, « Marchands de Rue à Istanbul. Présence urbaine d'une offre commerciale en perpétuelle recomposition spatiale », *Les dossiers de l'IFEA*, n° 19, Istanbul, IFEA, 2006.

commence d'ailleurs son entrée dans la société en développant un petit « commerce de valise ». Cet espace informel soutenu par de nombreux espaces intermédiaires connectés permet aux migrants de trouver la possibilité de survivre, et au-delà, de construire des projets de vie sur le long terme. Certes, les aides pour soutenir les migrants sont extrêmement limitées, voire inexistantes, mais la présence de multiples espaces économiques et sociaux informels procure aux migrants des leviers pour développer leur potentiel. L'ouverture d'un atelier de confection ou d'une boutique d'alimentation, vécue comme l'aboutissement d'un travail intense de toute une famille durant plusieurs années, constitue un exemple concret pour l'expression du potentiel de certains migrants syriens. Ces mêmes espaces informels procurent également aux Afghans des opportunités pour réunir une somme d'argent destinée à financer leur parcours migratoire vers Londres ou Paris. Pour les migrants ouzbeks, turkmènes, kazakhs, la possibilité de travailler dans le secteur de la rénovation du bâtiment, la garde des personnes âgées ou des enfants, sans avoir trop de contraintes institutionnelles, leur permet d'accumuler une somme d'argent qui sera investie dans leur pays d'origine.

Un point de convergence de diversité sur la Route de la soie

À côté des migrants dépossédés de moyens économiques et sociaux, existe également une population migrante disposant des moyens leur permettant de chercher un lieu d'installation plus sécurisant ou d'améliorer leur qualité de vie. Istanbul devient l'un de ses lieux cibles. Les personnes originaires des pays du golfe Persique s'installent dans des quartiers mieux équipés et ne sont pas considérées comme les autres migrants plus pauvres. Par exemple, le quartier d'Esenyurt est devenu un lieu d'installation à la fois des Syriens les plus pauvres et des plus riches. Alors que les immigrés syriens les plus modestes vivent dans les quartiers populaires, les plus riches s'installent dans des cités mieux équipées et protégées, situées dans le même arrondissement. Dernièrement, après le déclenchement de la guerre en Ukraine, le

nombre d'Ukrainiens et de Russes installés à Istanbul et à Antalya a attiré l'attention. Ces derniers s'installent plutôt dans les quartiers les plus prestigieux d'Istanbul, souvent en achetant un appartement³⁴. L'augmentation du nombre d'appartements vendus aux étrangers ces dernières années à Istanbul constitue un argument important dans le débat portant sur l'immigration.

D'un côté, les touristes du monde entier peuplent le paysage d'Istanbul quotidiennement, sans compter la clientèle qui vient pour des implants capillaires ou d'autres opérations de chirurgie esthétique, et, de l'autre, des millions de migrants n'ayant comme bien que leur force de travail s'installent, transitent ou bien sont dans l'attente d'une issue pour reconstruire leur vie. La rencontre de millions d'individus avec des stratégies de vie diversifiées sur son sol fait de la ville d'Istanbul un lieu singulier. Cette singularité vient du fait que les espaces istanbuliotes procurent à la fois de multiples leviers pour tous ceux qui viennent de l'extérieur afin de s'inscrire dans la société et de prendre des initiatives en vue de reconstruire leur vie.

Même si les immigrés peuvent avoir tendance à recréer un monde qui ressemble à celui dans lequel ils ont toujours vécu, l'existence d'espaces de connexions les attire constamment vers un monde plus large incluant tous les autres. Avec ses immenses réseaux commerciaux et ses bazars, ses lieux de vie connectés, Istanbul offre aux immigrés de vivre dans le « *Little Syria* », le « *Little Afghanistan* » ou le « *Little Africa* » et, finalement, dans un « *Little World* » istanbuliote incluant tous ces petits mondes. En d'autres termes, Istanbul continue de jouer son rôle historique sur la Route de la soie en recevant les caravanes modernes qui relient toujours les mondes occidentaux, orientaux et africains. ■

³⁴. Selon l'Institut statistique de Turquie (TUIK), le nombre d'achat d'appartement par des étrangers est de 21 860 en 2022 à Istanbul. Parmi les acheteurs, les Russes, les Iraniens, les Irakiens arrivent en tête, suivis par les Allemands, les Ukrainiens, les Azerbaïdjanais, les Égyptiens, les Chinois, les Kazakhstanaï et les Saoudiens. Url : <https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Konut-Satis-Istatistikleri-Aralik-2022>.



Communiqué de presse

Quartiers d'Asie, le podcast qui décrypte les mobilisations citoyennes des Asiatiques en Île-de-France

Au-delà des clichés et des apparences, le podcast « Quartiers d'Asie » vous amène au cœur de villes et de quartiers où vivent un grand nombre d'exilés, d'immigrés et de Français de culture asiatique. Les 3 épisodes de 25 minutes, centrés sur 3 quartiers, soulèvent des questions rarement abordées concernant cette population à travers la parole de citoyens et de chercheurs :

- **Paris 13 : un quartier asiatique historique, réinvesti par les nouvelles générations**
L'épisode 1 aborde les questions de la transmission entre générations, de l'identification à un quartier et du renouveau urbain dans le fameux Chinatown du 13^{ème} arrondissement de Paris.
- **Marne-la-Vallée : politiques multiculturelles et vie associative**
L'épisode 2 illustre les questions de la vie associative, de la mémoire et des villes nouvelles multiculturelles en se promenant à Lognes et à Bussy-Saint-Georges.
- **Aubervilliers et La Courneuve : vivre ensemble dans des villes hyper diverses**
L'épisode 3 vous plonge dans le quotidien des villes « hyper diverses » de Seine-Saint-Denis où la cohabitation engendre à la fois des tensions, des mobilisations et du vivre ensemble.

Le podcast est le fruit des travaux de 3 chercheuses, **Ya-Han Chuang**, **Hélène Le Bail** et **Aurore Merle**, il est produit par **Mélanie Hong** de **Bonjour Podcast**.

Disponible à partir du **9 novembre 2023**

Liens d'écoute : <https://smartlinks.audiomeans.fr//quartiers-dasie-0429cf60>

Contact : helene.lebail@sciencespo.fr ; contact@bonjourpodcast.com

Le podcast « Quartiers d'Asie » est réalisé dans le cadre du projet de recherche PoAsie qui s'intéresse à la participation citoyenne des habitants d'origines asiatiques dans la région Île-de-France. Ce projet est financé par l'Agence de la recherche (ANR) et par l'Institut Convergences Migrations. Il rassemble des chercheur-e-s du CNRS, de Sciences Po Paris, de Cergy Paris Université et de Sciences Po Bordeaux. (<https://polasie.hypotheses.org/>)



Les caravansérails sur la Route de la soie Le cas d'Alacahan à Sivas (Turquie)

Şükri Aslan, professeur de sociologie à l'université des beaux-arts Mimar-Sinan (Istanbul, Turquie).

L'ancienne Route de la soie était jalonnée de places fortes, d'auberges et de caravansérails destinés à héberger les caravanes commerciales. Situé dans la région d'Anatolie centrale de la Turquie, placé sur la route de Bagdad, le caravansérait d'Alacahan s'est étoffé jusqu'à devenir une ville au XVIII^e siècle. Tombé en désuétude, reconstruit à la fin des années 1990, le caravansérait d'Alacahan est devenu un lieu touristique, dans une ville vidée de ses habitants.

Henri Pirenne affirme que les villes sont nées sur les traces du commerce¹. En réalité, le commerce a eu d'énormes conséquences sociales et spatiales à presque toutes les périodes de l'histoire et dans presque toutes les géographies. L'une d'entre elles concerne les établissements qui se sont formés sur les routes commerciales et qui se sont progressivement transformés en villes. Il s'agit de la première chose qui vient à l'esprit en ce qui concerne le commerce historique où l'histoire du commerce est la « Route de la soie ». Cette route commerciale, utilisée entre la Chine, le Moyen-Orient et les pays occidentaux aux époques antique et médiévale, reliait la Chine à l'Asie centrale, à l'Iran, à la Mésopotamie et à l'Occident².

Au début du Moyen Âge, les « caravansérails » furent les premiers noyaux de l'urbanisation dite « verticale », où le commerce n'avait pas encore franchi les murs d'enceinte.

Route de la soie et caravansérails

Au Moyen Âge, l'une des principales voies du commerce mondial reliant l'Est et l'Ouest était la Route de la soie. Dans les pays où passait la fameuse route, partant de la Chine, passant par l'Asie et s'étendant jusqu'en Europe via l'Anatolie et la Méditerranée, les États avaient construit, selon leurs propres traditions, des espaces d'hébergement nécessaires à leur commerce. Les caravansérails étaient les exemples les plus connus de cette forme d'hébergement et d'établissement. Parmi les exemples qui ont

survécu jusqu'à nos jours figurent les Seldjoukides Ribat-ı Anuşirvan, Ribat-ı Zafarani et Ribat-ı Şerif sur la route Khorasan-Nord de l'Iran. Les caravansérails d'Anatolie ont été construits par l'État seldjoukide³.

Les caravansérails étaient des bâtiments de service qui ont vu le jour à l'époque où le transport commercial s'effectuait à l'aide d'animaux. Chacun d'entre eux comportait des dortoirs, des soupes populaires, des magasins, des entrepôts, des meules de foin, des mosquées, des bains, des fontaines, etc., pour assurer le repos des voyageurs⁴. L'origine du mot renvoie également plus ou moins à ce voyage. En persan, « *karban* » désigne l'endroit où le voyageur passe la nuit, « *karbarsaray* » l'endroit où le marchand réside et fait des affaires. Cette expression a été traduite en turc par « *Kervansaray* » (« caravansérait »). Les convois qui transportaient des marchandises commerciales d'un pays à l'autre étaient appelés « *kervan* » (« caravane »). Ces convois commerciaux séjournaient dans ces lieux chaque soir pour se reposer, nourrir leurs animaux et préparer le voyage du lendemain. Ces bâtiments, qui ont été construits à d'importants carrefours routiers, passages à niveau et ponts à certaines étapes, étaient également représentatifs d'un système de sécurité. Les sultans seldjoukides d'Anatolie ont construit une auberge tous les 30 à 40 km⁵.

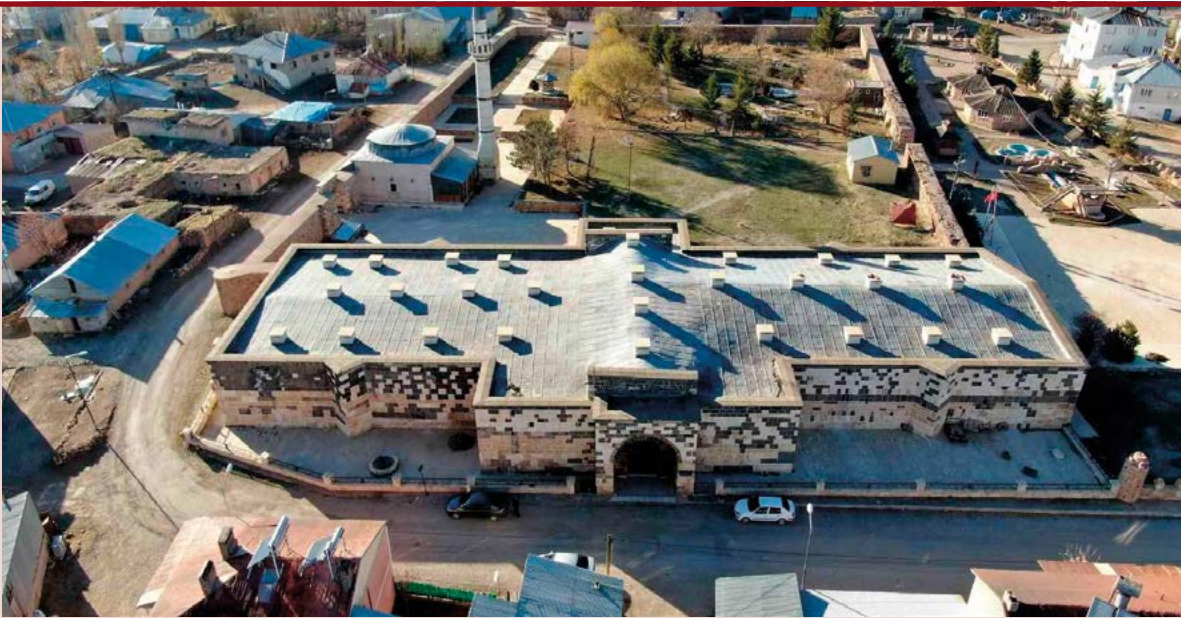
1. Henri Pirenne, *Ortaçağ Kentleri [Les villes du Moyen Âge]*, İstanbul, éd. d'İletişim, 1994, p. 62.

2. Rabia Eda Köroğlu, « Batı Anadolu'da Kervansaraylar ve bu Kervansarayların Anadolu Ticari Hayatındaki Yeri ve Önemi (1071-1308) [Les caravansérails en Anatolie occidentale et la place et l'importance de ces caravansérails dans la vie commerciale anatolienne] », Mémoire de master, Kafkas, Université de Kafkas, 2021, p. 28.

3. Başak Kılıç, « Doğu Anadolu'da Kervansaraylar ve Bu Kervansarayların Anadolu Ticari Hayatındaki Teri ve Önemi (1071-1308) [Les caravansérails en Anatolie orientale et leur importance dans la vie commerciale anatolienne (1071-1308)] », Mémoire de master, Kafkas, Université de Kafkas, pp. 34-35.

4. Cengiz Orhonlu, *Osmanlı İmparatorluğunda Derbend Teşkilatı [L'Organisation Derbend dans l'Empire Ottoman]*, İstanbul, Publications de la Faculté de littérature de l'université d'Istanbul, 1967, p. 4.

5. Hüseyin Şahin, « Karamort Hanı (Auberge Karamort) », Mémoire, İstanbul, Faculté de littérature de l'université d'Istanbul, 1971, p. 9.



► Vue aérienne du caravansérai d'Alacahan réalisée par Mehmet Çolak, le maire de la ville.
© Mehmet Çolak.

L'expérience du caravansérai dans l'Empire ottoman

En Anatolie et en Roumélie, les Ottomans divisaient les routes nationales et les gares en succursales pour l'administration postale et la sécurité intérieure, et ils y firent construire des campements, des auberges et des caravansérails⁶. Il existe un lien direct entre la construction de caravansérails, d'auberges et de forteresses (*derbents*)⁷ dans l'Empire ottoman et les politiques d'immigration de l'État. Les derviches, qui se sont installés dans des lieux vides et inhabités dans les premières périodes de l'Empire ottoman, et leurs centres d'activité, les écoles coraniques, représentaient une sorte de mouvement de colonisation et d'installation. La fonction de cheikh et de représentant de ces derviches est devenue une fonction publique au fur et à mesure de la formation et du développement de l'État⁸. De même, l'intervention de l'État dans la répartition de la

population était un objectif fondamental de la politique urbaine ottomane, dans les plans d'implantation et les objectifs économiques⁹.

Au bout d'un certain temps, caravansérails, auberges et *derbents* ont formé autour d'eux un centre commercial. Il existait deux grandes routes commerciales en Anatolie : la première partait de la région de la mer Noire, de Samsun et de Sinop, et se rendait à Amasya, Tokat, Sivas, Kayseri et Konya. La seconde était située à Erzurum, Erzincan, Sivas, et établissait une connexion avec l'Iran. Pendant la période seldjoukide en Anatolie, la route de liaison Erzurum-Iran, utilisée en particulier par les Ilkhanides, était d'une grande importance. Les caravanes commerciales venant d'Iran atteignaient le port de Sinop en mer Noire *via* la connexion avec Sivas. Cette route se poursuivait jusqu'au port d'Alanya, dans la région méditerranéenne. La route Erzurum-Tebriz-Sivas-Sinop-Alanya a fusionné près de Konya et a formé une infrastructure commerciale qui s'est étendue à toute l'Anatolie¹⁰.

Dans l'Empire ottoman, les logements des transporteurs étaient généralement situés dans des caravansérails et des auberges, puis des *derbents* étaient établis aux points de passage pour assurer leur sécurité. Des relais de

6. *Ibid.*, p. 10.

7. « *Derbent* » est un mot d'origine persane composé de « *der* », « passer », et de « *bend* », « tenir ». Selon les dictionnaires, ce nom était donné aux lieux utilisés comme obstacles, passages, détroits, digues et fortifications dans les régions frontalières. Les « *derbents* » désignent ainsi les forteresses de sécurité qui étaient également utilisées comme poste de police pendant la période ottomane.

8. Cengiz Orhonlu, *Osmanlı İmparatorluğunda Aşiretleri İskan Teşebbüsü (1691-1696)* [Tentatives d'installation des tribus dans l'Empire ottoman (1691-1696)], Istanbul, Publications de la Faculté de littérature de l'université d'Istanbul, n° 998, 1963, pp. 27-28.

9. Leila Erder, İlhan Tekeli, *Türkiye'de Uygulanan Yerleşim Politikaları ve Yerleşme Yapısının Uyum süreci Olarak İç Göçler* [Politiques d'établissement mises en œuvre en Turquie et migration interne en tant que processus d'adaptation de la structure d'établissement], Ankara, Publications de l'université Hacettepe, 1978, p. 46.

10. Başak Kılıç, *op. cit.*, pp. 53-54.

poste (*menzilhanes*¹¹) étaient mis en place pour les travaux postaux et autres travaux de communication. Les *derbents* avaient pour but d'assurer la sécurité des routes en tant que lieux servant à des fins militaires¹². Choisis parmi les habitants des villages et des villes environnants¹³, les fonctionnaires des *derbents* étaient chargés de l'entretien et de la réparation des routes ainsi que de leur gardiennage et de l'occupation des zones désertées. Ils étaient également responsables du service des auberges et des caravansérails sur leur territoire. Les bâtiments de service des *derbents* étaient aussi utilisés par les commerçants et autres voyageurs.

Enfin, il convient de noter qu'il existe trois auberges sur la route Malatya-Sivas. Il s'agit de Şahna Han, Kömür Han et Yazı Han. Kömür Han a été construit pendant la période ottomane du XVII^e siècle. Yazı Han est situé sur la route Malatya-Sivas, à 35 km de Malatya, et fait partie des auberges de la période ottomane. Cette route n'était pas très utilisée durant la période seldjoukide anatolienne, mais elle l'était durant la période ottomane, en particulier pendant l'expédition de Murat IV à Bagdad. Les auberges construites sur la route Malatya-Sivas ayant généralement été réparées pendant la période ottomane, elles n'ont pas pu être datées¹⁴.

L'exemple d'Alacahan

Le village d'Alacahan, où se trouve le caravansérail d'Alacahan, est situé dans la région d'Anatolie centrale de la Turquie, dans le district de Kangal à Sivas. Kangal est devenu un district en 1901. La route Sivas-Malatya passe par Kangal. Le caravansérail d'Alacahan est l'un des deux lieux historiques importants de cette route, avec la mosquée du district.

Hakkı Acun, qui a mené pour la première fois des recherches détaillées sur ce lieu, avance deux hypothèses sur l'origine de ce caravansérail. La première est qu'une auberge a été construite ici durant la période seldjoukide, et la seconde est que cette auberge existante a été reconstruite par Murat IV lorsqu'elle était dans un état de délabrement. Par conséquent, il est admis que la structure

a été construite par Murat IV en 1637. Les sources de l'époque indiquent que Murat IV a effectué des travaux de construction sur cette route pendant ses campagnes orientales¹⁵.

Evliya Çelebi a emprunté cette route lors de son voyage de Sivas vers Malatya en 1655. Ce voyageur, qui a également visité Alacahan, a déclaré à propos de la région : « *Il s'agit d'une petite auberge sur la terre turkmène sous la domination de l'agha [chef de clan] turkmène de Sivas. Ses murs sont faits de pierres moulées et elle s'appelle "Alaben han". Son propriétaire est le sultan Uzun Hasanoğlu Ya'Kub Khan*¹⁶. » Çelebi est venu en ces lieux 18 ans après la construction du bâtiment.

Partant de ses angles sud-nord-ouest, le caravansérail d'Alacahan est entouré d'un rempart rectangulaire parallèle vers l'ouest. À l'est du rempart, un mur de forteresse a été construit pour protéger le caravansérail et la mosquée. C'est parce que le caravansérail était fait de pierres noires et blanches que la ville l'a été nommée « Alacahan ». La construction s'est faite entièrement en pierre. Aucun bois ou autre matériau n'a été utilisé. Dans le coin supérieur droit de l'arc d'entrée du mur du château, l'inscription brisée indique en arabe que les murs ont été réparés en 1150 de l'Hégire, sous le règne du sultan Mahmut I. La réparation a été ordonnée par Ali Pacha, fils de Hekim, le vizir Silahtar Mehmet Pacha a ordonné son achèvement, son fils Seyit Hasan a personnellement pris part à la réparation. Au retour de l'expédition de Revan, Murat IV a fondé autour de cette auberge le *derbent* d'Alacahan, l'une des plus importantes organisations de *derbents* de l'Empire ottoman¹⁷.

Le caravansérail d'Alacahan est situé sur la route de Bagdad, Basra suivant Üsküdar-Gebze-İznik-Bolu-Tosya-Merezifon-Tokat-Hasançelebi-Malatya-Harpur-Diyarbakır-Nusaybin-Musul-Kerkü et à l'endroit précédant Hasançelebi. Selon un document des archives ottomanes, 3 000 pierres et matériaux ont été utilisés pour la construction de ce caravansérail¹⁸. L'Alacahan Derbendi, situé à la transition entre l'Anatolie centrale et l'Anatolie orientale, a été établi au milieu du XVII^e siècle, à une altitude comprise entre 1650 et 1800 mètres. Dans les années 1740, les frontières de l'Alacahan Derbendi couvraient une large zone entre

11. Pendant la période ottomane, un « *menzilhane* » était une sorte de centre postal établi le long des routes pour s'assurer que les lettres officielles de l'État arrivaient à destination.

12. Adnan Ekşikurt, Naciye Garipağaoğlu, « İç-Doğu Anadolu Bölgeleri Geçişinde Derbent Yerleşmelerine Bir Örnek: Alacahan Derbenti [Un exemple d'établissements Derbent dans les régions en transition d'Anatolie centrale et orientale : le Derbent d'Alacahan] », in *Türk Dünyası Araştırmaları*, n° 173, 2008, p. 191.

13. *Ibid.*, p. 192.

14. Başak Kılıç, *op. cit.*, p. 119.

15. Sultan Murat Topçu, « Sivas Kangal-Alacahan Kervansarayı (Bir Tarihlendirme Denemesi) [Caravansérail de Sivas Kangal-Alacahan, essai de datation] », in *ZİWT*, vol. 8, n° 2, 2016, pp. 127-128.

16. *Ibid.*, p. 129.

17. Adnan Ekşikurt, Naciye Garipağaoğlu, *op. cit.*, p. 194.

18. Metin Dalkürek, « Alacahan Kervansarayı Anadolu Medeniyetleri Müzesi [Caravansérail d'Alacahan Musée des Civilisations Anatoliennes] », in *Sivas Postası*, 18 juillet 2013.

Kangal, Hasançelebi et Çetinkaya, avec ses villages et ses quartiers¹⁹. À cette époque, quatre villages des sanjaks de Divriği et de Malaya (Sofular à Sivas, Sofuluviran et Kuluncak à Divriği, le hameau d'Akdesöyüğü et le village de Çobanyusuf à Malatya) sont mis à la disposition du chef de clan (*agha*) d'Alacahan²⁰.

Après la construction du *derbent*, des mouvements de colonisation ont commencé à Alacahan. Une décision a été prise en 1730 pour y réinstaller des tribus comme les Ayubasan, les Çoğşürük et les Semanlı, qui étaient d'anciens occupants. En outre, les Turkmènes de Gündeşli et les Selmans de Dedeşlü qui viennent de Maraş ont également été invités à venir à Alacahan. Ceux à qui on l'a proposé ont dû verser une caution de 50 000 kurus chacun. Près 130 ménages nomades sont venus s'installer dans le Sud-Ouest. En outre, en raison de la pression exercée par les conflits sectaires en Iran au cours de cette période, un groupe de 170 ménages s'est d'abord installé à Erzurum, puis certains d'entre eux sont venus à Alacahan. Le *derbent* d'Alacahan se trouvait non seulement sur la route des caravanes commerciales et itinérantes, mais aussi sur celle des trésors en provenance et à destination des mines de Keban et d'Ergani. Les caravanes d'argent et de soie passaient donc par cette route commerciale. Pour toutes ces raisons, Alacahan était devenue quasiment une ville²¹.

Un lieu touristique

Au cours du processus de modernisation, le commerce et les routes ont beaucoup changé ; de nouveaux lieux de transport et de rassemblement plus rapides ont été construits. Les chemins de fer sont devenus le nouveau moyen de transport et les caravansérails ont été remplacés par des gares ferroviaires. À partir du processus de modernisation, Alacahan a progressivement cessé d'être un lieu d'accueil comme il l'était autrefois. Pendant longtemps, Alacahan a été considéré comme un sous-district de Divriği ; il est devenu par la suite un sous-district de Kangal. Le premier maire d'Alacahan, devenue municipalité en 1972, fut Haşim Derbentoğlu, un descendant des derbentistes



► *Natolia quae olim Asia Minor*, gravure de l'Asie mineure ancienne, in *Cartes générales du monde*, par les Sieurs Sanson d'Abbeville, Paris, P. Mariette, 1667, grav. Abraham Peyrounin.
© Bibliothèque nationale de France.

d'Alacahan. Ce nom de famille signale également l'histoire de la localité.

Le caravansérail d'Alacahan, abandonné à son sort et devenant dysfonctionnel au fil des siècles, a été reconstruit en rebâtissant une partie des murs du château en 1998. Les autres parties ont été rendues utilisables par un entretien et une réparation complète en 2007. Sous cette nouvelle forme, il est devenu en peu de temps un centre d'intérêt touristique international, avec une moyenne de 5 000 personnes par an.

Au fil des siècles, Alacahan a offert un hébergement aux groupes commerciaux voyageant de l'Iran vers l'Europe et est ainsi devenue une ville, dont les résidents permanents ont commencé à partir. En conséquence, sa population a chuté en dessous du niveau minimum et elle a perdu son statut de municipalité en 2014. Cette ville, qui possédait même une maison d'hôtes par le passé, tente aujourd'hui de se maintenir en tant que village avec une population de 1 442 habitants. Alors que des personnes de différents pays du monde viennent à Alacahan pour voir le caravansérail historique, les habitants d'Alacahan partent ailleurs à la recherche de leur subsistance. Ce lieu, qui a historiquement rassemblé des migrants, s'est transformé depuis longtemps en un lieu d'exil. ■

Traduction-rédaction :

Örge Aslan-Le Dily et Elouan Le Dily.

19. Adnan Ekşikurt, Naciye Garipağaoğlu, *op. cit.*, pp. 185-186.

20. *Ibid.*, p. 193.

21. *Ibid.*, p. 199-200.



► Une maison de Kurdes du Rojava (nord et est de la Syrie) à Kadifekale, dans la partie supérieure du quartier de Basmane à Izmir (Turquie). Peuplé historiquement de milliers de personnes d'origines diverses, ce quartier accueille aujourd'hui de nombreux réfugiés.

© Giacomo Sini.

De la complexification des rôles d'Izmir dans les mouvements migratoires : bien plus qu'un espace de transit

Ibrahim Soysüren, docteur en sociologie et en droit, université de Neuchâtel (Suisse) ;
Lülüfer Körükmez, docteur en sociologie, Association pour la recherche sur les migrations (GAR), Turquie ;
Cansu Demirel-Akbaş, docteur en relations internationales, Association pour la recherche sur les migrations (GAR), Turquie.

Située à l'ouest de la Turquie, aux confins de l'Orient et de l'Occident, la ville d'Izmir diversifie ses rôles à l'égard des flux migratoires récents qui la traversent. Lieu de transit privilégié vers l'Europe toute proche, la ville est devenue un espace d'installation pour les migrants réfugiés syriens ayant fui leur pays après la guerre civile de 2011 ou les migrants en provenance de pays africains. Devant les difficultés du passage en Europe, la perspective d'un long séjour dans la ville d'Izmir constitue un pis-aller pour ces migrants, malgré les discours hostiles dont ils sont l'objet.

A l'heure actuelle, Izmir est non seulement un espace de transit, mais aussi une ville de plus en plus peuplée par des migrants venus de géographies de plus en plus diverses, en deçà et au-delà des frontières nationales. Izmir est également une ville d'émigration. La complexification de ces rôles, à l'instar de la place de la Turquie dans les mouvements migratoires, amène à ne plus pouvoir les distinguer clairement. Il s'agit donc de les considérer ensemble et d'observer comment ils sont entremêlés.

Cet article s'appuie sur les données recueillies dans le cadre de deux projets de recherche faisant partie du Pôle national de recherche (NCCR) *on the move* financé par le Fonds national de la recherche scientifique suisse (FNS) à l'université de Neuchâtel. Le premier projet¹ s'est focalisé sur les migrants des pays d'Afrique subsaharienne en Turquie et en Suisse dans le but de comprendre leurs usages des

technologies de l'information et de la communication, à la fois quand ils sont en situation de transit, mais aussi installés dans leur pays de destination. La partie de cette recherche qui concerne la Turquie s'est focalisée sur les départements d'Istanbul et d'Izmir.

1. Intitulée « Digital Empowerment of Asylum Seekers in Turkey and Refugees in Switzerland to Cope with (Im)Mobility Conditions », cette recherche a été menée entre juin 2020 et mai 2022. Pour en savoir plus, voir <https://nccr-onthefmove.ch/projects/digital-empowerment-of-asylum-seekers-in-turkey-and-refugees-in-switzerland-to-cope-with-immobility-conditions/>.
2. Intitulée « Dealing with Crises and Liminal Situations: The Agency of Ukrainian and Syrian Forced Migrants in three National Contexts », cette recherche a commencé en juillet 2022 et durera jusqu'à fin mai 2026. Pour en savoir plus, voir <https://nccr-onthefmove.ch/projects/dealing-with-crises-and-liminal-situations-the-agency-of-ukrainian-and-syrian-forced-migrants-in-three-national-contexts/>.

Le deuxième projet de recherche², en cours jusqu'en mai 2026, vise à comprendre les processus d'*agency*³ dans les situations liminales⁴ vécues par les migrants forcés dans le contexte des deux « crises de réfugiés », après l'éclatement des guerres en Syrie en 2015 et en Ukraine en 2022. Il porte précisément sur les réfugiés syriens en Turquie, ukrainiens en Roumanie et les deux populations à la fois en Suisse. Grâce à ce « double ancrage », cet article permet de considérer la complexification de la place et/ou des rôles d'Izmir dans les mouvements migratoires en prenant en compte l'expérience différenciée de Syriens et de migrants de pays africains. On verra que les premiers sont désormais considérés comme installés à Izmir et les seconds comme en transit. Toutefois, l'observation de la situation montre que les choses continuent d'évoluer...

Réfugiés syriens à Izmir

L'arrivée des Syriens à Izmir a débuté après l'éclatement de la guerre civile en 2011 en lien avec ce qu'on a appelé le « printemps arabe » et la répression féroce du régime syrien. Le président de l'Association de solidarité avec les réfugiés syriens (*Suriyeli Mültecilerle Dayanışma Derneği*), Muhammed Salih Ali, indique qu'il faisait partie des quelques personnes en provenance de Syrie qui habitaient à Izmir avant l'éclatement de cette guerre civile⁵.

La grande majorité des Syriens qui vivent dans cette ville bénéficie d'une protection temporaire et doit s'inscrire auprès de la branche locale de la Présidence de l'administration des migrations (PAM), comme c'est le cas partout en Turquie. Selon cette dernière⁶, ils étaient 135 687 à Izmir le 13 juillet 2023. Toutefois, selon tous les représentants de la société civile rencontrés, le nombre de Syriens y serait beaucoup plus élevé. Dans le cadre du régime de protection temporaire, créé spécialement pour eux sur la base d'un règlement datant d'octobre 2014⁷, ces Syriens ne

peuvent quitter Izmir ou déménager ailleurs sans l'autorisation de la PAM. Le regroupement familial, les problèmes de santé, l'éducation sont les raisons pour lesquelles les déménagements restent possibles. La plupart des Syriens sont d'abord arrivés à Izmir pour rejoindre l'Europe ensuite. Ceux qui y sont venus plus tard ont suivi, dans beaucoup de cas, des compatriotes déjà installés à Izmir par les autorités. En effet, plus généralement, le maintien et l'inclusion de beaucoup de Syriens dans la vie de la cité ont été facilités par des liens ethniques historiques.

Chez beaucoup de Syriens avec qui nous avons pu nous entretenir, nous avons également observé une tendance au repli sur soi et/ou une envie de départ en Europe, accompagnées du regret d'avoir opté pour Izmir lors de leur arrivée plusieurs années auparavant. L'augmentation du coût de la vie, le racisme et la xénophobie, les campagnes de plus en plus fréquentes de renvoi forcé et les promesses d'expulsions massives sont à l'origine de l'appel de la mer pour continuer leur voyage plus loin.

Ce qui peut paraître étonnant et nouveau à cet égard est le fait que certaines familles syriennes attendent leur naturalisation. Elles considèrent le passeport turc en cours d'obtention comme un facteur pouvant réduire le coût du voyage. Elles ne préfèrent pas partir en canot pneumatique car le voyage est dangereux et, de plus, la possibilité d'être repoussée est très grande. Ainsi, ces familles syriennes rêvent de partir en avion dans un pays des Balkans qui ne demande pas de visa aux ressortissants turcs pour ensuite continuer leur voyage grâce à l'aide de membres de leurs familles déjà installées en Europe ou de leurs compatriotes (Syriens !), afin de demander l'asile en tant que Syriens.

Migrants de pays africains à Izmir

Pour beaucoup de migrants en provenance de pays africains, la Turquie, vue de leur pays d'origine, semble être à deux pas de l'Europe ; c'est ce que montrent les entretiens effectués avec une cinquantaine d'entre eux en 2021 et en 2022 à Istanbul, à Izmir et en ligne.

Pour autant, pour ces migrants africains qui tentent de réinviter à leur façon la migration de transit, le retour de bâton est redoutable. Parfois, il leur faut des années durant lesquelles ils doivent faire face à un provisoire qui dure, autrement dit survivre, et de nombreuses tentatives au péril de leur vie pour arriver en terre promise, l'Europe.

3. Ian Burkitt, « Relational agency: Relational sociology, agency and interaction », in *European Journal of Social Theory*, vol. 19, n° 3, 2016, pp. 322-339.

4. Ville R. Hartonen, Pertti Väisänen, Liisa Karlsson, Sinikka Pöllänen, « A stage of limbo: A meta-synthesis of refugees' liminality », in *Applied Psychology*, vol. 71, n° 3, 2022, pp. 1132-1167.

5. Entretien réalisé le 2 septembre 2022 à Izmir.

6. <https://www.goc.gov.tr/gecici-koruma5638>

7. <https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/21.5.20146883.pdf>.

La pandémie, la militarisation et des *push back* en mer Égée ont fait découvrir à ces migrants africains d'autres facettes d'Izmir : la ville est moins chère qu'Istanbul et on peut y rester tout en essayant de traverser la mer et d'arriver en Europe. Ainsi, cette ville combine un rôle d'espace de transit et de séjour pour des migrants africains de plus en plus nombreux.

La plupart des Africains deviennent des migrants irréguliers après leur arrivée en Turquie en tant que « touristes ». Le travail est un facteur d'irrégularité, surtout pour ceux qui demeurent en Turquie avec une autorisation de séjour dite « touristique » pouvant durer jusqu'à deux ans, mais qui constitue une sorte de fourre-tout administratif pour les autorités. Or ils ont besoin de travailler pour subvenir à leurs besoins et/ou économiser afin de pouvoir continuer leur voyage en Europe. La possibilité d'être arrêté est très grande dans un pays où les contrôles aléatoires des forces de l'ordre sont fréquents. Toutefois, la capacité des autorités d'expulser des migrants africains est limitée si on la compare à celle exercée envers les Syriens qu'il suffit d'amener à la frontière. La plupart des migrants africains sont libérés avec une injonction de quitter le pays après leur passage dans le Centre de renvoi de Harmandalı (équivalent d'un centre de rétention en France).

Le quartier de Basmane

Quand on parle d'Izmir et de mouvements migratoires, on parle dans beaucoup de cas du quartier de Basmane situé à l'ouest de la ville. Par ailleurs, la majorité des recherches sur les réfugiés et les migrants à Izmir y ont été menées⁸.

Le quartier est actuellement un espace de vie pour des nationaux, des réfugiés syriens et des migrants qui espèrent être de passage, mais aussi bien d'autres. On y trouve également un mélange d'activités économique formelles et informelles qu'il n'est pas toujours facile de distinguer. La plupart des commerces appartenaient à des locaux qui sont partis, parfois pour s'installer ailleurs dans Izmir. Cependant, après leur arrivée, des Syriens ont aussi commencé à y ouvrir des commerces. Des panneaux en arabe indiquant des produits et de la nourriture

destinés aux Syriens ont été installés un peu partout dans le quartier. Mais ils ont été enlevés récemment par les autorités, sans doute dans la perspective des élections municipales qui auront lieu en mars 2024. Bien qu'ils soient peu nombreux, il existe également des magasins appartenant à des personnes originaires de pays africains. Toutefois, certains d'entre eux sont des réfugiés de longue date qui attendent leur réinstallation dans un autre pays⁹.

Certains biens et services sont spécifiquement destinés aux résidents temporaires qui souhaitent traverser la mer, comme des gilets de sauvetage ou des canots pneumatiques. En 2015-2016, on trouvait ces articles un peu partout. Aujourd'hui, les magasins qui les vendent sont moins nombreux.

La plupart des organisations travaillant dans le domaine de la migration s'y trouvent également, même si elles sont maintenant aussi actives dans d'autres parties d'Izmir. Par exemple, l'Association pour la solidarité avec les demandeurs d'asile et les migrants (plus connue par son abréviation, Asam), la plus grande organisation non gouvernementale fournissant des services aux réfugiés, et le Centre communautaire du Croissant-Rouge turc sont situés dans les environs immédiats de Basmane.

On y trouve aussi des structures de distribution de repas et de nourriture. Parmi elles, l'Association d'aide de Hatuniye à Basmane d'Izmir (İzmir Tarihi Basmane Hatuniye Yardım Derneği) a été fondée il y a plus de 30 ans. Auparavant, elle livrait de la nourriture dans le jardin de la mosquée historique d'Hatuniye. Par la suite, elle a ouvert un local et installé un conteneur dans le quartier. Selon leurs responsables, 600 personnes par jour en bénéficiaient en mai 2022. Ils nous ont déclaré ne pas faire de discrimination entre les citoyens turcs et les réfugiés. Toutefois, si des migrants africains y reçoivent de la nourriture, ce n'est pas le cas des Syriens. Selon un responsable, les Syriens « sont maintenant installés, nous voulons les encourager à *travailler* ». La même personne déclare qu'il est toutefois nécessaire de donner de la nourriture aux migrants africains pour éviter qu'ils recourent à d'autres moyens et se tournent vers la criminalité.

8. Asli Ceylan Oner, Bahar Durmaz-Drinkwater, Richard J. Grant, « Precarity of refugees: The case of Basmane-Izmir, Turkey », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 47, n° 20, 2021, pp. 4651-4670.

9. Grâce à la limitation géographique qu'elle a introduite dans la Convention de Genève, la Turquie accepte seulement des réfugiés en provenance d'Europe. Les autres, qui sont reconnus comme réfugiés en Turquie, doivent attendre parfois de longues années pour leur réinstallation dans un pays occidental.

İnsan-Der Aşevi (littéralement « Maison de nourriture de l'Association Homme ») a été créée en 2014 et a déménagé à son emplacement actuel à Basmane en 2019. Grâce à des accords passés avec *Fazla Gıda*¹⁰ (littéralement, « Nourriture en surplus »), elle récupère des ingrédients proches de leur date de péremption et les cuisine pour des locaux et des réfugiés. Lorsque nous avons demandé à un responsable si les migrants africains de passage recevaient également de la nourriture en mai 2022, il a répondu : « *Ils viennent nous voir lorsqu'ils sont désespérés. Ils ont de l'argent pour l'instant, ils séjournent dans des hôtels et mangent dans des restaurants. Ils nous trouvent lorsqu'ils n'ont plus d'argent.* »

L'Association de solidarité avec les réfugiés syriens¹¹, créée en 2013, se trouve aussi à Basmane. Elle n'aide pas seulement les Syriens. L'auberge qu'elle gère est très fréquentée et des réfugiés de différentes nationalités, et parfois des migrants africains, viennent régulièrement dans les locaux de l'association pour demander de l'aide.

Au fil du temps, des Syriens ont commencé à s'installer dans d'autres endroits d'Izmir, principalement à Karabağlar et à Buca. De plus, ces endroits accueillent désormais d'autres migrants qui viennent d'arriver à Izmir pour rejoindre leurs compatriotes déjà présents sur place¹². Certains Africains, bien peu nombreux en comparaison des réfugiés syriens, suivent aussi un peu instinctivement ce mouvement vers la périphérie de la ville au fur et à mesure que leur séjour se prolonge, et commencent à s'y installer.

10. <https://www.fazlagida.com/>

11. <https://www.multecidayanisma.org/>

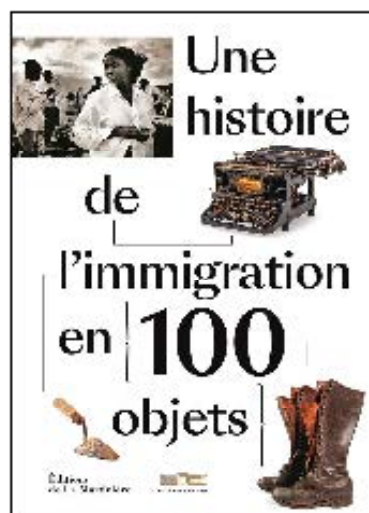
12. Feriha Nazda Güngördü, *Refugee Emplacement in Urban Areas: The Multi-scalar Mobility Patterns and Location Choices of Syrian Refugees in Izmir, Turkey*, Thèse de doctorat, Ankara, Middle East Technical University, 2021.

En guise de conclusion

Contrairement à la tendance qui consiste à considérer Izmir comme un espace de transit, cette ville devient aussi un espace de séjour, parfois à cause d'une « immobilisation » ou d'attentes plus ou moins longues et involontaires. Bien évidemment, considérer des migrants comme « immobilisés », pour ne pas dire coincés, à Izmir n'a de sens qu'au prisme de la migration internationale : les migrants arrivés dans cette ville ou aux alentours ne parviennent plus à poursuivre leur voyage vers l'Europe aussi facilement qu'avant et sont forcés d'y rester. À l'inverse, la « mobilité » à Izmir ou aux alentours est presque imposée à ceux qui sont forcés de rester à Izmir. Ils doivent « bouger » pour trouver un toit et un travail, ce qui est souvent synonyme de misère et d'exploitation à la fois par les employeurs et par les propriétaires véreux.

Izmir devient une ville où l'on vit de plus en plus longtemps en tant que migrants de transit. On n'y arrive plus pour traverser rapidement la mer ; on doit y vivre tout en essayant de traverser la mer. Cette situation est liée à plusieurs raisons. D'une part, il faut tenter et retenter pour y arriver. D'autre part, les déplacements à l'intérieur de la Turquie ne sont plus aussi faciles qu'avant pour les migrants et les réfugiés du fait de contrôles renforcés et de déplacements de plus en plus coûteux. Enfin, il faut ajouter la possibilité, de plus en plus grande, de demeurer à Izmir grâce aux réseaux de compatriotes déjà sur place.

Les contrôles migratoires drastiques ont pour effet d'« éloigner » Izmir, ce dernier bout de terre d'Orient, de l'Europe, synonyme d'Occident pour les locaux d'Izmir et d'*Eldorado* pour les migrants qui se veulent de passage. Ces contrôles poussent par exemple des Syriens qui se trouvent à quelques dizaines de kilomètres de l'Europe à parcourir des milliers de kilomètres en avion pour quitter la Turquie devenue invivable pour eux, mais aussi pour l'avenir de leurs enfants. ■



PARUTION : 16 JUIN 2023
15 x 21 cm - 336 pages
26 €
ISBN : 979-10-401-165-9

En **collaboration** avec le **Musée national de l'histoire de l'immigration**

**SOUS LA DIRECTION
DE SÉBASTIEN GÖKCALP**

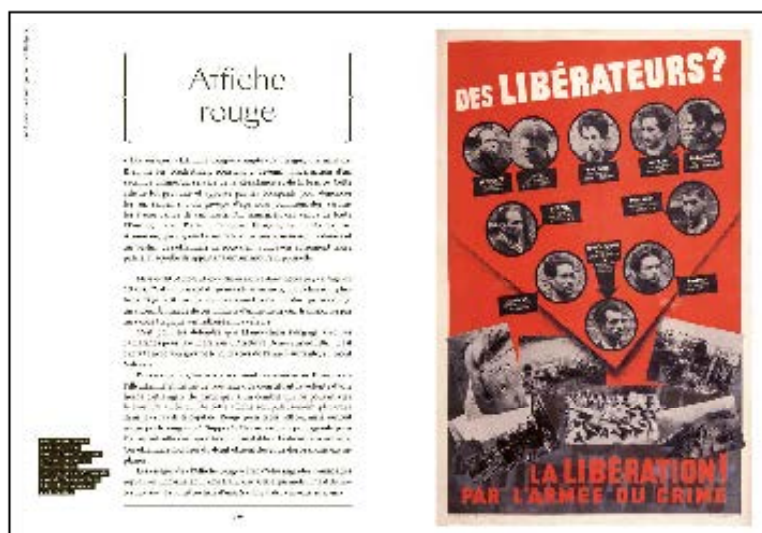
Sébastien Gökcalp est directeur du Musée national de l'histoire de l'immigration. Conservateur en chef du patrimoine, agrégé d'histoire, il a auparavant été conservateur à la fondation Louis Vuitton, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Propos **introduits** par Mercedes Erra, Patrick Boucheron, François Héran, Constance Rivière, Sébastien Gökcalp et Emilie Gandon.

PRESSE & COMMUNICATION

Pascal Barthel
 06 69 79 91 31
 pbarthel@lamartiniere.fr

Anna Morel
 01 70 96 88 20
 amorel@lamartiniere.fr



**CATALOGUE D'EXPOSITION
UNE HISTOIRE DE L'IMMIGRATION
EN 100 OBJETS**

Une peinture, une truelle de maçon, une photographie, un passeport ou encore une paire de bottes : que nous racontent les 100 objets réunis dans cet ouvrage parmi tous ceux qui sont exposés dans le nouveau Musée national de l'histoire de l'immigration ? Objets intimes, ils incarnent d'abord la trace d'un parcours d'exil ; objets historiques, ils témoignent des mobilités humaines en France, de 1685 à nos jours. Objets artistiques, ils interrogent notre part d'altérité. Tous racontent une histoire commune, celle de notre pays.

EXPOSITION

Exposition permanente au Musée national de l'histoire de l'immigration, au sein du Palais de la Porte Dorée, à Paris, à partir du 17 juin 2023.

histoire-immigration.fr



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

Rejoignez-nous sur



www.editionsdelamartiniere.fr



© EPTD-ARND



► Bashir et Shayeq se reposent dans leur chambre à Istanbul, d'où ils prévoient de continuer vers l'Europe occidentale, 2021.
© Théo Lefort.

Les Nouvelles routes de la soie au prisme des parcours migratoires afghans

Théo Lefort, doctorant en anthropologie, Institut de hautes études internationales et du développement (Genève).

Les parcours d'exilés afghans entre l'Asie centrale et l'Europe occidentale constituent un contre-champ critique aux discours justifiant le projet des Nouvelles routes de la soie. Leurs expériences de mobilités, d'arrestations aux frontières et de confinements questionnent la métaphore de la route. Des entretiens menés en Turquie et en France avec des exilés confrontés à des infrastructures et à des environnements naturels rendus hostiles mettent en lumière des discours et des pratiques invisibilisés et illégalisés.



Les rivières des Balkans sont pleines de crocodiles », me jure Reza¹ lors du récit de l'une de ses tentatives de traversée nocturne d'une frontière balkanique.

Devant mon air incrédule, il insiste : « *Ce n'est pas moi qui l'invente, ce sont les gardes-frontières eux-mêmes qui nous les ont montrés, quand ils nous ont arrêtés. L'un d'eux a jeté une grosse pierre en contrebas, dans la rivière, et on a bien vu la forme de l'animal.* » Il poursuit : « *Quand j'aurai mon titre de voyage ici [en France], on ira ensemble, je te montrerai.* » C'est loin d'être la seule mention de crocodile faite par mes enquêtés afghans² lors du récit de leurs parcours de l'Afghanistan vers l'Europe

occidentale. À première vue, aucun rapport entre parcours afghans, crocodiles et Nouvelles routes de la soie. Mais Reza poursuit son récit : quelques jours plus tard, proche du lieu de son arrestation précédente, il parvient à s'introduire avec ses compagnons de traversée dans un parking nouvellement construit et bien gardé. Ils passent le reste de cette longue nuit à organiser la dispersion du groupe dans les remorques des camions garés, dans l'espoir que ces derniers les rapprochent de leurs destinations lorsqu'ils redémarreront. Ce parking constitue, aux côtés d'une multitude de scanners à container, autoroutes et autres gares de triages ferroviaires, le squelette du projet des Nouvelles routes de la soie.

Ce projet, défini comme une priorité économique et diplomatique par le gouvernement chinois et devenu d'ampleur mondiale, consiste notamment en une construction et une mise en réseau d'infrastructures de transport, le long d'un tracé partant d'Asie orientale vers l'Europe occidentale. Si de tels échanges entre l'Europe et l'Asie ont existé

1. Les prénoms ont été changés pour des raisons de confidentialité.

2. Les phénomènes que je décris concernent des hommes comme des femmes et des enfants, mais pour des raisons d'accès, les échanges ont été réalisés en majorité avec des jeunes hommes entre 18 et 30 ans, en Turquie et en France.

historiquement, comme le montrent les articles du dossier culturel de ce numéro, l'expression de « Route de la soie » fut inventée en 1877 par Ferdinand Von Richthofen pour justifier le tracé d'une ligne ferroviaire destinée à assurer l'indépendance allemande en approvisionnement énergétique³. Le projet s'appuyait déjà sur un imaginaire exotisant qui continue d'alimenter les Nouvelles routes de la soie, et qui a obscurci la complexité des dynamiques sociales sur les territoires traversés.

Magnus Marsden met ainsi en avant les « routes de la soie déjà existantes⁴ », constituées par les dynamiques d'échanges, de mobilité et de création d'infrastructures délégitimées car considérées comme informelles ou illégales en Asie centrale. Il montre comment les parcours de ses interlocuteurs, des commerçants afghans, transcendent la catégorie de « réfugié » et participent à une forme de mondialisation qui dépasse largement le cadre des Nouvelles routes de la soie⁵. C'est en suivant son invitation à s'intéresser à ces mobilités alternatives et informelles que j'explore dans cet article les liens entre parcours migratoires afghans et Nouvelles routes de la soie, en m'intéressant non aux parcours de commerçants mais d'exilés illégalisés.

Parcours migratoires, game et confinements

Le projet des Nouvelles routes de la soie n'est pas neutre : en fonction des intérêts et des géographies, il est perçu alternativement comme une menace, une promesse de développement⁶ et d'inclusion, une solution à la crise économique, à la pauvreté, voire même « à la crise migratoire⁷ » par le développement des « pays de départ », dans une vision qui distingue certaines formes de mobilités humaines d'autres, jugées indésirables. Ses routes

compriment le temps et les coûts de trajet des marchandises, pendant que les infrastructures de traitement se concentrent sur la fluidification des « goulots d'étranglement⁸ » aux postes frontières, procédant par l'effacement des contraintes naturelles, matérielles et politiques aux échanges commerciaux.

Cette expression de « goulots d'étranglement » fait écho aux expériences de traversées illégales de frontières par des exilés afghans sur leurs trajectoires migratoires. L'essentiel des coûts du voyage passe dans le « game », terme employé en dari, pash-to, persan, arabe ou ourdou pour désigner les tentatives de franchissement de frontières. Ces game sont plus ou moins coûteux en fonction de la difficulté que représente telle ou telle frontière : de plusieurs centaines d'euros pour passer de Grèce en Macédoine à plus de 4 500 euros pour rejoindre Thessalonique depuis Istanbul. Pour financer un passage, les exilés doivent souvent emprunter à de nombreuses personnes et s'arrêter le long du parcours pour travailler, parfois des années, avant de réunir les sommes nécessaires. Ces prix varient aussi en fonction du type de game, où tout confort et chances de réussite supplémentaires se paient cher. Les game les moins coûteux sont aussi les plus éprouvants physiquement. Le « full jangal » (« tout en forêt ») implique de réaliser la majorité du trajet sans emprunter ni transports en commun ni chauffeur, mais en traversant à pied les forêts frontalières, en comptant sur ses capacités physiques, la solidarité avec ses compagnons et les failles des contrôles frontaliers. Le plus accessible est « khodandâz », où l'on part seul ou en groupe, sans passeur présent. Pour ce dernier, la préparation du chemin à l'avance est cruciale, et certains « passeurs » y contribuent gratuitement sur des sections spécifiques, dans un milieu où les arnaques sont nombreuses malgré les garanties informelles mises en place.

Devant le renforcement des dispositifs de contrôle et des refoulements, qui mènent à un taux d'échec du game accru, les durées d'attente et d'installation précaire s'allongent, parfois au sein ou en bordure de villes frontalières. Ces « goulots d'étranglement », qui se forment notamment aux frontières extérieures de l'Union européenne (UE) avec la

3. Laurent Testot, « Les Routes de la soie, invention impérialiste ? », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 151, 2021, pp. 85-98.

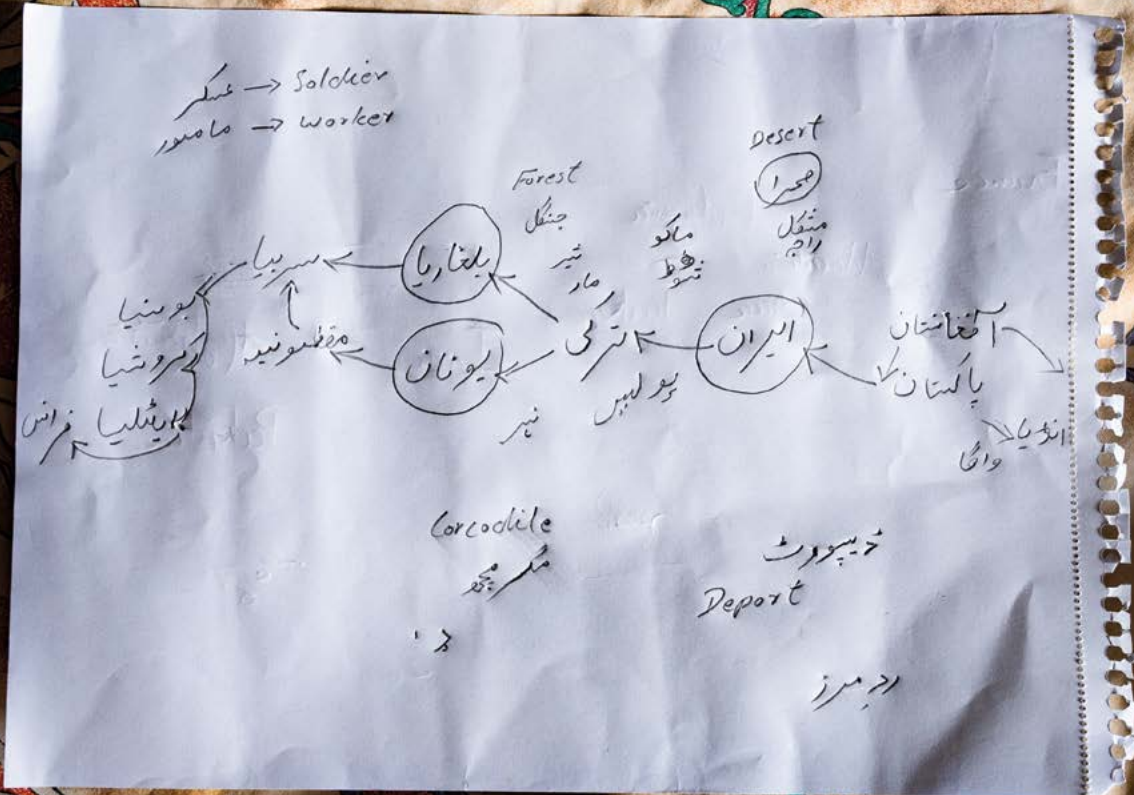
4. *Ibid.*

5. Magnus Marsden, « Actually existing silk roads », in *Journal of Eurasian Studies*, vol. 8, n° 1, 2017, pp. 22-30.

6. « L'économie des nouvelles routes de la soie : opportunités et risques liés aux corridors de transport », Banque mondiale, 2019. Url : <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/regional-integration/publication/belt-and-road-economics-opportunities-and-risks-of-transport-corridors>.

7. « La solution à la crise migratoire par la nouvelle route de la soie », in *Solidarité et progrès*, 2016. Url : <https://solidariteetprogres.fr/spip.php?article12686>

8. Majorie van Leijen, « Malaszewicz-Brest border crossing main bottleneck on New Silk Road », in *Railfreight.com*, 2018. Url : <https://www.railfreight.com/beltandroad/2018/03/29/malaszewicz-brest-border-crossing-main-bottleneck-on-new-silk-road/?gdpr=deny>.



► Une carte dessinée à la demande de Théo Lefort par Sahel lors d'un entretien à Istanbul pour représenter les difficultés principales de son parcours passé et prévu, de l'Afghanistan, à droite, vers la France, à gauche, 2021.
© Théo Lefort.

Turquie, reflètent l'implémentation du régime migratoire européen⁹ aux États aux marges de l'UE, et l'externalisation des contrôles et des violences frontalières.

Les parcours de mes enquêtés sont constitués d'une multitude d'expulsions, de refoulement, d'arrestations, de *game*, de confinements dans des camps ou dans des habitats informels, plutôt que de mobilités unidirectionnelles le long d'une route unique.

En dari, la persistance d'une immobilité existentielle en termes de statut, malgré la mobilité spatiale,

s'exprime notamment à travers le terme « *âwâra*¹⁰ ». Le parcours de l'un de mes interlocuteurs, Sahel, en donne un exemple assez typique. Né en Afghanistan, il a grandi au Pakistan, où il tente de retourner à l'adolescence, mais n'y trouve pas de travail. Sahel part en Iran vers 17 ans, où il travaille pour rembourser le prêt qu'il avait fait à son frère et envoyer de l'argent à sa famille. Après quelques années, il traverse la frontière turque, où il passe plusieurs mois dans un camp, puis est affecté à une « ville-satellite »

9. Anna Amelina, « After the reflexive turn in migration studies: Towards the doing migration approach », in *Population, Space and Place*, vol. 27, n° 1, 2021.

10. Khadija Abbasi, Alessandro Monsutti, « From Muhājir to Āwāra: Figures of migration and exile among afghans », in S. Irudaya Rajan (dir.), *Migration in South Asia: IMISCOE Research Series*, New York, Springer International Publishing, 2023, pp. 187-200.

pour sa demande d'asile. Devant les chances infimes de la voir aboutir, il décide de se rendre à Istanbul et commence à travailler au noir dans une fabrique souterraine de vêtements. Il y est arrêté après deux ans et expulsé vers l'Afghanistan, où il ne connaît que des membres de sa famille éloignée peu enclins à l'aider à rejoindre la sienne au Pakistan. Il y parvient après quelques mois, puis trouve un passeur pour traverser à nouveau vers Téhéran, puis Istanbul, d'où il va faire, en cinq ans, une vingtaine de tentatives de *game* avant de parvenir finalement jusqu'à Thessalonique sans être arrêté. Entre-temps, des fractures, des traumatismes, des années passées entre squats, camps et emplois informels. De la Grèce, il rejoint ensuite l'Italie après quatre mois d'errance, d'arrestations et de violence policière dans les Balkans. Désormais, entre sa demande d'asile qui n'aboutit pas et l'impossibilité de trouver un travail dans le petit village où il a été affecté, il songe à rejoindre le Royaume-Uni par Calais.

Les franchissements du *game* représentent une forme d'acte politique¹¹ contestant le fonctionnement des frontières par leur transgression. En même temps, ce sont souvent des dynamiques de confinement et de blocages qui dominent les narrations de ces parcours. Elles se poursuivent après l'arrivée à la « destination » devant le risque toujours existant d'expulsion, et l'accès aux droits qui s'éternise ou est refusé. Ces blocages persistants malgré la mobilité physique invitent à s'intéresser aux migrations forcées en interrogeant la tendance du capitalisme à « favoriser des formes d'enfermement spatial et l'obstruction d'horizons futurs¹² ».

Containers, boîtes de conserve et subversion

Les échanges de biens et de capitaux sur les territoires traversés par les Nouvelles routes de la soie dépassent largement le cadre des infrastructures liées à celles-ci. En parallèle des discours, des normes et des imaginaires établis pour justifier et mettre en place leur construction, existent aussi des

circulations matérielles et immatérielles dessinant les contours d'espaces invisibilisés.

Derrière le déshabillage, le déchaussement et le dépouillement des exilés aux frontières lors des arrestations, prennent place la destruction, la récupération et le recel de milliers de vêtements, chaussures, argent liquide et téléphones portables confisqués par la police. Ils suivent et précèdent à la fois, de manière répétée, la minutieuse préparation au *game* par les exilés : l'achat notamment de boîtes de conserve et de boissons énergisantes pour se préparer à l'épreuve physique, mais aussi de sacs à dos, de duvets, de baskets, de bateaux gonflables et de gilets de sauvetage. Ces multiples objets, souvent fabriqués en Chine et transitant, pour certains, par les circuits des Nouvelles routes de la soie, sont vendus au fond de boutiques en apparence banales le long de ces parcours. Ces infrastructures informelles se développent aux croisements des deux « routes » : en Bosnie, près du bâtiment abandonné dans lequel se repose Ali pour quelques jours, s'est installé un commerçant chinois spécialisé dans la vente de *power-banks* aux exilés, des batteries pour recharger leur téléphone. Sur ces parcours, une circulation numérique prend également forme : les téléphones contiennent des photos de la famille et de la vie en Afghanistan, des souvenirs du *game*, des scans de documents officiels nécessaires pour faire une demande d'asile. Pour les conserver malgré les destructions et les confiscations aux frontières, des stratégies de préservation du téléphone¹³ et de sa mémoire sont mises en place : Behzad sauvegarde ses données sur Internet en les envoyant à quelqu'un qui pourra les restituer si besoin et confie son téléphone à son colocataire avant de partir en *game* pour éviter qu'il soit pris par la police.

Certains de mes interlocuteurs sont partie prenante de la production de biens circulant sur les Nouvelles routes de la soie, en tant que main-d'œuvre illégalisée, statut qui les contraint souvent à exercer des métiers physiques et déqualifiés¹⁴ à l'usine, dans le bâtiment, l'agriculture ou l'élevage. Massoud, qui vit à Istanbul depuis quelques années, est ouvrier dans une *fabrika*, un atelier souterrain de confection de vêtements. La production est exportée et vendue en Europe, le long des mêmes circuits qu'il prévoit

11. Alessandro Monsutti, « Mobility as a political act », in *Ethnic and Racial Studies*, vol. 41, n° 3, 2018, pp. 448-455.

12. Marthe Achnich, « Migration, mobility, and the plantationocene », in *Society for Cultural Anthropology*, 24 janvier 2023. Url : <https://culanth.org/fieldsights/migration-mobility-and-the-plantationocene>.

13. Nina Khamsy, « Mobile phones on mobile fields: Co-producing knowledge about migration and violence », in *Antropologia Pubblica*, vol. 8, n° 1, 2022, pp. 261-268.

14. Didem Danish, Sert Deniz (dir.), *Ghosts of Istanbul: Afghans at the Margins of Precarity*, Istanbul, GAR, 2021.

d'emprunter. Dawoud Khan travaille, lui, dans un entrepôt et livre des accessoires importés de Chine pour les mariages et les anniversaires : fleurs en plastiques et autres assiettes en carton estampillées Winnie l'Ourson, dont il récupère occasionnellement les « tombées du camion » pour son propre usage lors des jours de fête. Son colocataire forge des bijoux en métal dans le même quartier et observe parfois avec envie les touristes européens qui les achètent dans le grand bazar adjacent. Dawoud Khan met de côté pour financer ses projets de mobilité vers l'Europe, et Massoud envoie tout ce qu'il lui reste à ses parents en Afghanistan. À travers le système de *hawâla*¹⁵, il participe aux remises monétaires vers le pays, ces mêmes remises qui sont célébrées dans de grandes instances internationales pour les capacités qu'on leur prête pour le développement et, paradoxalement, la réduction des flux migratoires¹⁶, promesses contradictoires qui font écho à celles du projet des Nouvelles routes de la soie.

Les parcours afghans sont aussi liés aux Nouvelles routes de la soie par des usages distincts des mêmes infrastructures de transport. Abdul résume ainsi l'enjeu de ses tentatives de franchissement vers la Grèce depuis Istanbul : « *le plus important, c'est d'arriver en Serbie, une fois là-bas tu y es en sécurité, tu ne peux pas te faire expulser* », et file la métaphore avec les cases de sécurité quand il joue au ludo¹⁷. Il ajoute : « *En Serbie, je trouve un container et je saute dedans. Peu importe si c'est pour la France, l'Allemagne ou l'Italie.* »

Subvertir ces infrastructures de transport pour se déplacer implique non seulement de s'aventurer dans des lieux où sont concentrés divers dispositifs de surveillance (patrouilles de gardiens, caméra, détecteurs, scanners, barrages policiers), mais aussi de se retrouver en danger de mort. Quelques mois après notre conversation tard, Abdul partage sur un

réseau social une vidéo montrant des dizaines de corps de personnes migrantes ayant suffoqué dans la remorque d'un camion frigorifique, dont un ami à lui. Son ancien colocataire Ezattullah m'envoie après quelques jours sans nouvelles une vidéo qu'il a prise lors du trajet, dans laquelle il se filme avec ses compagnons de *game*, recroquevillés sous le wagon d'un train de marchandises, traversant la Bosnie quelques centimètres au-dessus des rails qui défilent à toute vitesse. Reza, passé par les mêmes voies deux ans auparavant, avait été convoqué par les autorités lors de son séjour dans un camp proche pour identifier les restes d'un de ses compagnons de voyage, électrocuté par les lignes à haute tension du terminal ferroviaire en tentant de faire de même.

« Derrière le déshabillage, le déchaussement et le dépouillement des exilés aux frontières lors des arrestations, prennent place la destruction, la récupération et le recel de milliers de vêtements, chaussures, argent liquide et téléphones portables confisqués par la police.

La mortalité des infrastructures auxquelles sont confrontés les exilés ne s'arrête ainsi pas aux murs et aux barbelés créés explicitement pour dissuader, mutiler et tuer, ni à celles construites pour les enregistrer, les contenir et les éloigner, par l'encampement et l'expulsion. L'absence de statut légal, mais aussi des dynamiques de classe, de genre, de racialisation, contribuent à déterminer les usages que peuvent avoir les personnes migrantes d'infrastructures aussi banales que des lignes de chemins de fer, des routes ou des parkings pour camions. Ces récits posent la question : quels sont les effets de ces infrastructures, et pour qui sont-elles prévues ?

Déshumanisations, violences frontalières et crocodiles

Lors de l'aménagement du territoire par la construction d'infrastructures pour les Nouvelles routes de la soie, les forêts, les fleuves, les mers et les reliefs accidentés sont considérés comme autant de ressources à exploiter ou d'obstacles desquels s'affranchir à travers la technique. Ces paysages sont pensés comme les supports de routes qui actualisent « *la compression du temps et de l'espace* » et

15. « *Hawâla* » désigne un système informel de transfert international d'argent par un tiers, utilisé notamment par les Afghans pour des remises monétaires. Voir Alessandro Monsutti, *War and Migration: Social Networks and Economic Strategies of the Hazaras of Afghanistan*, New York, Routledge, 2005.

16. Alessandro Monsutti, « Migration et développement : une histoire de brouilles et de retrouvailles », in *Annuaire suisse de politique de développement*, n° 27, 2008, pp. 23-42.

17. Le ludo est un jeu de hasard raisonné ressemblant aux petits-chevaux, joué en Afghanistan ou au Pakistan mais aussi sur le parcours migratoire. Voir Sarah Bittel, Alessandro Monsutti, « Waiting games: Taming chance among Afghans in Greece », in *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, vol. 24, n° 3, 2021, pp. 460-478.

« célèbrent la vitesse comme qualité politique¹⁸ », accompagnant la réduction des délais et des coûts du transport, et faisant peu de cas des conséquences destructrices des infrastructures sur les écosystèmes¹⁹. Les solutions proposées pour « protéger la biodiversité » sont implémentées par la construction d'infrastructures supplémentaires²⁰ et l'anthropisation des territoires concernés. Ces questionnements invitent à appréhender les rapports entre parcours afghans et Nouvelles routes de la soie à travers la question des relations différenciées à l'environnement et à la nature sur ces routes.

Sur les parcours afghans, cette distinction entre environnement et infrastructure devient floue, notamment en raison de la militarisation de la nature par les politiques de gestion migratoire, comme moyen de décourager les traversées frontalières. L'exposition aux éléments est renforcée par la confiscation des vêtements, des chaussures, des téléphones et de la nourriture lors des arrestations. Le bassin versant de l'Evros, la rivière qui sépare la Turquie et la Grèce, est instrumentalisé comme infrastructure de contrôle frontalier²¹. La mer Egée, comme les chaînes de montagne, de Nimrouz à Briançon, sont tout autant de paysages dont la potentielle dangerosité est exploitée pour dissuader et se débarrasser de personnes migrantes jugées indésirables. Les crocodiles ne sont plus si loin.

« *Je ne veux pas passer ma vie dans les forêts de Bulgarie* », conclut Mohammad, une fois de retour à Istanbul, après le récit de son dernier *game*, cinq jours de jeu du chat et de la souris avec la police lors d'une énième tentative infructueuse de franchissement de la frontière turco-bulgare. Les branches qui griffent la peau dans l'obscurité, le froid, la faim et la soif, les chiens, les loups et les ours, peuplent ces récits de traversées. Quelques jours plus tard, Ehsan publie, endeillé, un portrait de son ancien colocataire sur les

réseaux sociaux. Lors de leur dernier *game*, celui-ci s'est réveillé avec le visage violacé et enflé par une piqûre, le lendemain d'une nuit en forêt. Prférant d'abord poursuivre plutôt que de se livrer à la police pour être soigné, il est décédé à l'hôpital.

L'humiliation joue aussi un rôle déterminant dans cette dissuasion, comme en témoigne une vidéo récente où l'on voit six jeunes hommes afghans nus, criant en rampant sur la neige sous les coups de fouets d'un garde-frontière²². Ces traitements entraînent la création de stratégies pour diminuer la violence subie, qui s'inscrit physiquement sur les gestes et les corps : Ramin m'explique ainsi comment il a adopté une position particulière et exagère ses cris pour diminuer l'intensité et la durée du matraquage sous les coups de la police. Une fois de retour à Istanbul, le dernier *game* échoué se raconte en montrant ses jambes meurtries par une fuite pieds nus dans la forêt et les bleus causés par les coups de matraque. Ces traitements contribuent aussi à l'énonciation des espaces du *game* sous la forme de cartes d'évènements traumatiques : les coups et les blessures, la peur des dangers de la forêt, de l'hypothermie ou de la noyade forment une base d'expérience commune à celles et ceux qui ont vécu le *game*, et des souvenirs partagés parfois à l'origine de relations durables. Ces parcours sont aussi le lieu de sexe transactionnel en échange d'argent ou de traitement préférentiel, et de violences sexuelles, auxquels les jeunes garçons et les femmes sont particulièrement exposés²³.

Ces conceptions de l'espace, imaginaires ou dessinées, cohabitent avec celles des projets d'infrastructures des Nouvelles routes de la soie et contribuent à informer sur le contenu expérientiel des espaces que celles-ci traversent. Les risques encourus en s'approchant des routes et des villes concourent à une relégation géographique des exilées dans des espaces « sauvages ». Cette dynamique lors des *game* fait écho au confinement formel par l'encampement, ou informel à travers l'illégalisation de la présence des personnes sans-papiers dans l'espace public. À l'inverse de la rapidité des échanges de marchandises, les trajectoires afghanes s'étendent sur le temps long, dans l'attente et l'incertitude.

18. Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996, pp. 185, 312.

19. Roy C. Sidle, « Dark clouds over the Silk Road: Challenges facing mountain environments in Central Asia », in *Sustainability*, vol. 12, n° 22, 2020, pp. 1-11.

20. Xia Zhijian, « How can the Belt and Road better protect biodiversity? », in *China Dialogue*, 23 octobre 2020. Url : <https://chinadialogue.net/en/nature/how-can-belt-and-road-protect-biodiversity/>.

21. Ifor Duncan, Stefanos Levidis, « Weaponizing a river - Architecture - e-Flux », in *E-flux Architecture*, 2020. Url : <https://www.e-flux.com/architecture/at-the-border/325751/weaponizing-a-river/>.

22. La vidéo en question sur le compte Instagram « Afghan LGBT » : <https://www.instagram.com/reel/Cm62g21Jzri/?igshid=YmMyMTA2M2Y=>.

23. Sze Eng Tan, Katie Kuschminder, « Migrant experiences of sexual and gender based violence: A critical interpretative synthesis », in *Globalization and Health*, vol. 18, n° 1, 2022, p. 68.

Cette relégation géographique et temporelle peut être appréhendée comme traduisant l'assignation de certains humains, en l'occurrence des personnes migrantes, au domaine du non-humain, processus intimement lié à des imaginaires raciaux et coloniaux qui établissent des hiérarchies de valeur de la vie²⁴. Ils s'appuient sur ce que Hassan Hage appelle des « *fantaisies coloniales d'assiègement*²⁵ ». « *L'Europe est un jardin. Nous avons construit un jardin. Tout fonctionne. [...] Le reste du monde est une jungle. Et la jungle pourrait envahir le jardin. [...] Les jardiniers doivent aller dans la jungle : les Européens doivent s'engager davantage dans le reste du monde. Sinon, le reste du monde nous envahira* », avait ainsi déclaré Josep Borrell, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, lors d'un récent discours à l'Académie diplomatique européenne de Bruges²⁶.

Cette déshumanisation est souvent exprimée par les exilés sur le mode de l'animalisation : « *La valeur des Afghans est moindre que celle des chiens. Ils donnent de l'eau à leurs chiens non parce qu'ils ont soif mais pour qu'ils ne gardent pas la gueule ouverte. Nous, on est forcés de boire de l'eau de pluie dans la forêt* », me confie Ehsanullah au retour d'un *game* qui aura duré plusieurs jours. Mohammad l'énonce en contraste avec sa situation actuelle : « *Je n'ai pas vu un jour de bonheur. [...] Peut-être que si j'étais né un arbre, ou un chien, ç'aurait été mieux.* » Ce vécu d'animalisation génère, en retour, des imaginaires politisés de ce que devrait être l'humanité, « *ensâniyat* », et le respect, « *etherâm* ». La nature, là aussi, fait partie intégrante de ces imaginaires, comme échappatoire. L'idée de sérénité, d'« *ârâmesh* », est mise en avant comme une revendication politique en creux qui vise à ne plus être soumis à la nature dans une forme d'exclusion et de violence, mais à pouvoir en profiter en étant soi-même reconnu comme pleinement humain. Ces discours formés par l'expérience questionnent ce qui relève du « sauvage », assimilant l'expérience d'une nature hostile sur le parcours avec celle des violences administratives vécues lors du processus d'asile en Europe.

Conclusion

J'ai tenté dans ce qui précède de partir de conversations et d'observations ethnographiques pour ouvrir des pistes de réflexions sur les liens entre les Nouvelles routes de la soie et les parcours migratoires afghans, et de lier l'analyse d'imaginaires qui orientent à la fois la construction d'infrastructure, l'exploitation de l'environnement et la déshumanisation de certains humains, à la manière dont leurs effets sont vécus et exprimés par des personnes qui y sont confrontées. Approcher les parcours migratoires et la mobilité par des angles tels que celui des mobilités forcées, du confinement et du sentiment d'être bloqué permet de questionner la métaphore de la route utilisée tant pour décrire des parcours migratoires que des projets d'infrastructure.

Appréhender ces espaces uniquement au prisme des « Nouvelles routes de la soie » fait courir le risque d'adhérer implicitement au projet, en oubliant les dynamiques locales et informelles, ces « routes de la soie déjà existantes » constituées par une multitude d'acteurs.

Dans l'étude des migrations, l'idée d'une « route migratoire », dans les Balkans²⁷ ou ailleurs, ne permet pas de comprendre la multiplicité des échelles, des durées et des directions, des mobilités et des confinements qui constituent le parcours d'un exilé, d'autant plus si elle est employée sans prendre en compte les histoires coloniales et les inégalités économiques qui les déterminent. Pour une approche fidèle aux expériences des exilés et à leur énonciation, la forme même de l'espace et la manière dont on le représente doivent être remises en question, et la métaphore de la route doit peut-être être abandonnée. Au-delà du projet fantasmagorique d'une artère unique reliant l'Europe occidentale et la Chine, et des discours néolibéraux et extractivistes qui l'accompagnent, quels mondes donnent à voir les « lignes claires » des forêts des Balkans et d'ailleurs dont parle Reza, ces chemins de traverse et de détours qu'il suit avec ses compagnons de *game*, et quels imaginaires critiques des relations entre humains, environnement et infrastructure ces lignes dessinent-elles ? ■

24. Didier Fassin, *La vie. Mode d'emploi critique*, Paris, Seuil, 2018.

25. Ghassan Hage, « État de siège: A dying domesticating colonialism? », in *American Ethnologist*, vol. 43, n° 1, 2016, pp. 38-49.

26. Discours lors d'une conférence à l'Académie diplomatique européenne à Bruges, Belgique, le 13 octobre 2022.

27. Marta Stojić Mitrović, Nidžara Ahmetašević, Barbara Bezec, Andrej Kurnik, *The Dark Sides of Europeanisation: Serbia, Bosnia and Herzegovina and the European Border Regime*, Belgrade, Rosa Luxemburg Stiftung Southeast Europe, 2020.

Une ambassade de Perse à Venise : le tableau de Gabriele Caliari au Palais des Doges

Elena Marchetti, conservatrice au Palais des Doges, Fondazione Musei Civici di Venezia.

Un *telero* vénitien, peinture sur toile de grandes dimensions, réalisé pour le Palais des Doges au début du XVII^e siècle, illustre un moment clé de la stratégie d'amitiés orchestrée par la République de Venise le long de la Route de la soie.

La Sérénissime excellait dans l'art de la diplomatie. Les salles du Palais des Doges (*Palazzo Ducale*) étaient sans cesse animées par le passage d'invités de provinces lointaines et d'ambassades des nombreux États avec lesquels la République entretenait des relations. Les délégations étrangères étaient reçues dans la Salle du Collège (*Sala del Collegio*), à laquelle elles accédaient en passant par le magnifique Escalier d'Or (*Scala d'Oro*) jusqu'à la Salle des quatre portes (*Sala delle Quattro Porte*), qui débouchait à son tour dans la Salle de l'Anti-Collège (*Sala dell'Anticollegio*), où elles s'arrêtaient avant d'être admises auprès du Doge et de la Seigneurie. En vertu de sa fonction solennelle de salle d'attente, la *Sala delle Quattro Porte* était décorée de représentations d'épisodes exemplaires de certains succès diplomatiques de la République¹. Parmi ceux-ci, se distingue le *telero* qui raconte la réception d'une ambassade persane par Gabriele Caliari (1568-1631), fils de Paolo Veronese. Ce n'est pas qu'un tableau : l'épisode a bien eu lieu, le 5 mars 1603².

Sur la tribune du Collège, aux murs recouverts de *cuoridoro*³, le doge Marino Grimani (d. 1595-1605) accueille les hôtes sur son trône. Il est entouré des trois chefs de la *Quarantia* et des membres du Collège assis sur les bancs.

L'ambassade de Perse est dirigée par Fethy Bey, qui apparaît assis à la gauche du Doge habillé selon la description de Cesare Vecellio du « *noble persan* », c'est-à-dire avec une coiffe distinctive composée d'un turban et d'un *taj*, « *une robe brodée en or longue allant jusqu'au sol avec des manches aussi longues que la robe*⁴ » et une ceinture nouée à la taille, que Pietro della Valle décrit également comme des « *ceintures qui sont portées en Perse par les hommes, de grands et très longs drapés, qu'ils tournent plusieurs fois autour de la ceinture*⁵ ».

Debout devant l'émissaire, l'interprète – appelé « *dragomanno* » à Venise – Giacomo de Nores traduit la lettre envoyée par Shah Abbas le Grand (r. 1588-1629⁶). Le déroulement de la conversation entre Fethy Bey et Marino Grimani est attesté par diverses sources écrites publiées dans la seconde moitié du XIX^e siècle par Guglielmo Berchet, qui eut le mérite d'être le premier à se consacrer à l'étude des relations entre la République et la Perse⁷. Dans la version figurative du dialogue, presque contemporaine des événements, un accent particulier est mis sur ce qui se passe au premier plan au centre du tableau, véritable pivot de la narration. Ici, deux jeunes Persans

1. En plus de la toile de Gabriele Caliari, voir aussi Andrea Michieli, dit Il Vicentino, *L'arrivée à Venise du roi Henri III*, 1593, huile sur toile, 367 x 791 cm ; Carlo et Gabriele Caliari, *Le Doge Leonardo Loredan donne une copie des lois de Venise aux ambassadeurs de Nuremberg*, 1590-1595, huile sur toile, 440 x 210 cm.

2. L'œuvre est analysée dans le détail par Alberto Rizzi, qui résout également les questions d'attribution. Sa proposition est aujourd'hui généralement acceptée par la critique. Voir Alberto Rizzi, « "Il ricevimento dell'ambasceria persiana" di Gabriele Caliari », in *Quaderni della Soprintendenza ai beni artistici e storici di Venezia*, n° 8, 1980, pp. 121-129. En 2013-2014, le Palais des Doges a consacré une exposition à ce tableau. Voir Elisa Gagliardi Mangilli (dir.), *I doni di Shah Abbas il Grande alla Serenissima. Relazioni diplomatiche tra la Repubblica di Venezia e la Persia Safavide*, Venise, Palazzo Ducale/éd. Marsilio, 2013. La présente contribution a pour principales références bibliographiques ces deux publications.

3. Panneaux en cuir imprimés et peints utilisés comme tapisserie. Technique apprise en Orient et en Espagne, dont Venise devient le centre de production. Voir Leonardo Fioravanti, « Dell'arte de' corami d'oro e sua fattura », in *Dello specchio di Scientia Universale*, 3 vols., Venise, V. Valgrisi, 1564, vol. 1, pp. 91-92.

4. Cesare Vecellio, *De gli habiti antichi, e moderni di diverse parti del mondo*, 2 vols., Venise, D. Zenaro, 1590, vol. 2, pp. 448-449. Note de l'auteur : l'italien ancien est traduit en français contemporain.

5. Pietro della Valle, *Viaggi di Pietro della Valle il Pellegrino. La Persia. Parte seconda*, Venise, Paolo Baglioni, 1664, p. 232, cité in Elisa Gagliardi Mangilli, « Il piccolo gioco: diplomazia veneziana e persiana al lavoro », in Elisa Gagliardi Mangilli (dir.), *I doni di Shah Abbas il Grande alla Serenissima. Relazioni diplomatiche tra la Repubblica di Venezia e la Persia Safavide*, op. cit., p. 23.

6. « Document XXXII », in Guglielmo Berchet, *La Repubblica di Venezia e la Persia*, Turin, Paravia, 1865.



► Gabriele Caliari, *Le Doge Marino Grimani reçoit les dons des ambassadeurs persans en 1603, 1603-1604*, huile sur toile, 367 x 527 cm, Palais des Doges (Venise).

Cameraphoto, 1989. © Archivio Fotografico/Fondazione Musei Civici di Venezia.

extraient d'une malle un drapé brodé avec des fils d'or à motifs végétaux à larges spirales de grappes en forme de cœurs. Dans la vaste *Sala delle Quattro Porte*, éclairée par les deux petits côtés par d'amples ouvertures à la manière d'un *portego*⁸, cette toile est placée entre l'entrée de la

Sala dei Pregadi et la fenêtre orientée à l'Est. La lumière peinte privilégie celle naturelle qui vient de la droite, et le riche tissu vibre de reflets irisés.

Une diplomatie du cadeau

Bien d'autres cadeaux d'une richesse inouïe sont sortis de ces coffres, dont un manteau tissé d'or, un tapis de velours tissé d'or et d'argent – afin que « *chaque fois que le trésor de Saint-Marc est sorti, il puisse être placé sur ce tapis [tapedo] d'une grande beauté* » –, une étoffe de velours avec les figures du Christ et de la Vierge Marie tissées en or sur sept longueurs de bras et six robes de soie, dont trois en or et trois en couleur⁹. Seulement trois ans plus tôt, le 8 juin 1600, un autre messenger d'Abbas I nommé Efeh Bey apporta au Doge Grimani en cadeau « *un tissu tissé d'or et de velours représentant l'Annonciation de la Vierge Marie, fait exprès, dans des mesures de sept à huit*

7. Voir Guglielmo Berchet, *La Repubblica di Venezia e la Persia*, op. cit., et *La Repubblica di Venezia e la Persia: nuovi documenti e registi*, Venise, Antonelli, 1866. Sur l'étude des relations entre la République de Venise et la Perse, voir aussi plus récemment Giorgio Rota, *Under Two Lions: On the Knowledge of Persia under the Republic of Venice (ca. 1450-1797)*, Vienne, Verlag der Osterreichischen Akademie der Wissenschaften, 2009. À propos de l'épisode présenté ici, aux Archives d'État de Venise sont conservés le firman original envoyé par le Shah au Doge avec une transcription et traduction de Giacomo de Nores (*Documenti persiani*, enveloppe unique, n. 7, n. 8, n. 9) et les nombreux registres des magistrats compétents, dont les échanges sont reportées dans *l'Indice dei documenti veneto-persiani esistenti negli archivi di Venezia*, in Guglielmo Berchet *La Repubblica di Venezia e la Persia: nuovi documenti e registi*, op. cit., pp. 52-53. Pour une analyse approfondie des sources côté vénitien, voir Alessandra Schiavon, « La Serenissima e Abbas: una ricerca negli archivi veneziani », in Elisa Gagliardi Mangilli (dir.), *I doni di Shah Abbas il Grande alla Serenissima. Relazioni diplomatiche tra la Repubblica di Venezia e la Persia Safavide*, op. cit., pp. 71-75.

8. Dans la structure traditionnelle du palais vénitien, le *portego*, ou salon de passage, était la pièce la plus grande du bâtiment, destinée à servir de salle de réception.

9. Guglielmo Berchet, *La Repubblica di Venezia e la Persia*, op. cit., pp. 45-46 et Documento XXXIII.



► Représentation d'un noble persan à la fin du XVI^e siècle. Cesare Vecellio, *Nobile persiano*, in *De gli abiti antichi, e moderni di diverse parti del mondo*, Venise, D. Zenaro, 1590.

© Bibliothèque nationale de France, département des Estampes et Photographie.

Libro Secondo.

449

HVOMO NOBILE PERSIANO.

GLI Nobili Persiani portano vn' Habito lingo fino à terra con maniche lunghe quanto la veste. La zimarra loro di sotto è alquanto più corta cinta di velo di seta dipinto. Allacciano la veste di sotto dalla parte destra sopra il fianco con cordelline di seta, ouero bottoni intieri dinanzi di seta. Le dette vesti sono di broccati ad opera, & di gran lauoro secondo la loro vsanza. Portano le calze alquanto larghette, che paiono brache. L' Habito del soldato poi è simile à questo, ma alquanto più corto. Vsanano portar penne alte cariche di belle perle, & gioie di molta valuta. Si profumano con molti odori tanto gli huomini, come le donne. Amano assai le virtù, & hanno in gran stima la nobiltà.



Mm in CA.

longueurs de bras¹⁰ ». Toujours sous le règne du souverain safavide, l'orateur persan Sassuar se présenta au Sénat le 1^{er} février 1621, apportant en cadeau « quatre tapis, vingt-cinq morceaux de giurini et vingt-cinq de lizari¹¹ d'Inde¹² ».

Cette richesse éblouissante, déposée avec déférence en présence des Doges, ne leur a-t-elle jamais profité à titre personnel ? Impossible. Le Doge était tenu d'enregistrer tous les dons, qui restaient à disposition de la République. Certains sont encore conservés aujourd'hui, après plus de quatre siècles : le velours broché et lancé avec la Vierge à l'Enfant apporté par Fethy Bey se trouve dans les collections du *Palazzo Mocenigo*¹³, tandis que le Musée de Saint-Marc possède cinq tapis donnés par Shah Abbas et spécialement fabriqués dans les ateliers de la cour d'Ispahan¹⁴.

L'archivage, la documentation et la réalisation d'inventaires étaient les principales activités du Bon Gouvernement de la Sérénissime, l'épine dorsale de sa bureaucratie efficace. Rien de personnel, donc, dans l'échange de cadeaux. Plutôt – pour ainsi dire – des déclarations publiques d'amitié. Naturellement la République de Venise, intéressée par la Perse du fait de sa position anti-ottomane, d'une part, et de sa fonction d'interlocutrice commerciale de la Route de la soie, d'autre part, lui rendit amplement la pareille avec des dons généreux et hautement calculés¹⁵.

Le don était un élément fondamental de l'art sophistiqué et complexe de la politique¹⁶. Grâce aux cadeaux, des routes commerciales ont été créées, les atouts de l'économie d'un pays ont été promus et des alliés potentiels ont été testés. Autrement dit : pas de cadeau personnel mais jamais les mains vides ! Par exemple, en vertu des échanges fructueux qui eurent lieu le 5 mars 1614, la magistrature des *Savi alla Mercanzia* abaissa, puis supprima, le droit sur les soies persanes qui arrivaient *via* les ports de Syrie¹⁷. Et, si une véritable alliance armée contre les Ottomans n'a jamais été conclue, celle entre la République de Venise et la Perse safavide a toujours été décrite par les sources comme une « *amitié parfaite*¹⁸ », dont le *telero* confié aux *Haeredes Pauli* – l'atelier de Paolo Veronese¹⁹ – au Palais des Doges nous parle de manière si fascinante. ■

10. *Ibid.*, p. 43 et Documento XXX.

11. Les *giurini* et les *lizari* sont deux types d'étoffe.

12. Guglielmo Berchet, *La Repubblica di Venezia e la Persia*, *op. cit.*, p. 49 et Documento XLV.

13. Inv. CL. XXII, n. 37.

14. Elisa Gagliardi Mangilli, « Mai a mani nude! Il traffico delle regalie. Itinerari », in Elisa Gagliardi Mangilli (dir.), *I doni di Shah Abbas il Grande alla Serenissima. Relazioni diplomatiche tra la Repubblica di Venezia e la Persia Safavide*, *op. cit.*, pp. 57-69.

15. Sur l'échange culturel, notamment artistique, qui s'est développé au fil des siècles entre Venise et l'Islam, voir deux catalogues d'exposition fondamentaux : Giovanni Curatola (dir.), *Eredità dell'Islam. Arte islamica in Italia*, Venise, Palazzo Ducale/Silvana Editoriale, 1993 ; Stefano Carboni (dir.), *Venezia e l'Islam (828-1797)*, Venise, Palazzo Ducale/éd. Marsilio, 2007.

16. Julian Raby, *La Serenissima e la Sublime Porta: le arti nell'arte della diplomazia (1543-1600)*, in Stefano Carboni (dir.), *Venezia e l'Islam (828-1797)*, *op. cit.*, pp. 107-137. L'auteur s'attarde sur le rôle que joue l'échange de cadeaux dans la consolidation des relations entre Venise et les Ottomans.

17. *Risposte Savj alla Mercanzia*, vol. IX, p. 288, in Guglielmo Berchet, *La Repubblica di Venezia e la Persia*, *op. cit.*, pp. 23-28.

18. Entre autres, voir Guglielmo Berchet, *La Repubblica di Venezia e la Persia: nuovi documenti e regesti*, *op. cit.*, p. 31.

19. Voir Thomas Dalla Costa, « Paolo Veronese e la bottega. Le botteghe dei Caliarì », in Paola Marini, Bernard Aikema (dir.), *Paolo Veronese. L'illusione della realtà*, Milan, Electa, 2014, pp. 413-326, où nous retrouvons la proposition de reconnaître la *bottega di Gabriele Caliarì* comme une évolution des *Haeredes Pauli*.



► Étudiants chinois diplômés dans une salle de conférence à l'Université des sciences appliquées de Saxe occidentale du Zwickau (Allemagne), 8 avril 2016. Ils ont suivi des cours préparatoires à l'économie et à l'ingénierie au cours du premier semestre 2015. Tous sont titulaires d'un diplôme de langue allemande.

©Jan Woitas/ZB/dpa Picture-Alliance via AFP.

Étudiants chinois à l'étranger

Sujets d'une transition ou objets d'une transaction ?

Claudia Astarita, lecturer, Chine contemporaine, Sciences Po, chercheure associée à l'Institut d'Asie orientale (IAO), Lyon, et **Ulysse Richard**, étudiant en master en sécurité internationale, Sciences Po/Peking University.

Au-delà des craintes qu'elles cristallisent à l'égard de l'emprise culturelle chinoise, les migrations d'étudiants chinois à l'étranger constituent l'objet de transactions réalisées à différentes échelles. À l'instar du réseau des Instituts Confucius déployé à l'international, la mobilité estudiantine constitue un levier d'influence académique et politique pour la République populaire de Chine. Toutefois, les motivations des étudiants relèvent davantage d'une stratégie utilitaire visant à accroître leur capital culturel pour faciliter leur recherche d'emploi dans leur pays d'origine.

Juxtposer les flux éducationnels et les flux commerciaux offre une perspective privilégiée sur la nature transactionnelle qui caractérise leur internationalisation respective. La notion de transaction, constitutive des liens commerciaux, religieux et culturels tissés le long des routes de la soie, est un outil précieux pour aborder les migrations d'idées et de personnes liées à l'éducation supérieure. Remonter le fil théorique suggère que les deux types d'échange sont motivés par une rhétorique identiquement idéaliste. D'un côté, un libéralisme pieux maintient que l'échange de marchandise est la clé de voûte de la prospérité individuelle et collective¹. De l'autre, un cosmopolitisme utopique présente la démarche de quitter son pays pour étudier à l'étranger et le mélange interculturel qui en découle comme une source intarissable de progrès

humain². Bien que selon des dynamiques différentes, les deux justifications puisent dans l'imaginaire d'un bien supérieur pacificateur, assuré tantôt par la promesse de retombées économiques, tantôt par l'horizon lointain d'une intégration conciliatrice.

Dans les deux cas de figure, l'objectif symbolique paraît toutefois déconnecté des réalités matérielles. De la même manière que les promesses néolibérales semblent entravées par la persistance d'inégalités structurelles³ et le constat d'une valeur économique désindexée de l'utilité réelle⁴, l'internationalisation du marché de l'éducation supérieure souffre de sa tendance à répliquer à l'échelle globale nombre de barrières d'accès préexistantes à l'échelle locale. La promesse d'une éducation globale

1. Patrick J. McDonald, « Peace through trade or free trade? », in *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 48, n° 4, 2004, pp. 547-572.

2. Ulrich Beck, *The Cosmopolitan Vision*, Cambridge, Polity Press, 2006.

3. Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

4. Marlène Benquet, Richard Sobel, « Valeur et capitalisme », in *Revue française de socio-économie*, n° 23, 2019, pp. 11-19.

démocratisée apparaît en réalité minée par des écarts socio-économiques, géographiques et culturels⁵. Nous verrons que même une fois ces obstacles surmontés, le projet éducationnel transnational ne semble pas tenir toutes ses promesses en matière d'intégration culturelle. Le concept de transaction, entendu au sens d'un compromis implicite ou explicite entre deux parties à géométrie variable moyennant des bénéfices et des concessions réciproques, permet ici d'explorer les contraintes géopolitiques westphaliennes auxquelles s'est heurté l'idéal cosmopolite contenu en germe dans la migration éducationnelle.

La République populaire de Chine, moteur de la globalisation de l'éducation

Les étudiants internationaux chinois ont largement contribué à la croissance des migrations éducationnelles des dernières décennies. Parmi les 4,4 millions d'étudiants étrangers accueillis par les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2020 – une hausse de 70 % durant la dernière décennie, trois étudiants sur cinq proviennent de pays asiatiques –, la République populaire de Chine (RPC), en premier exportateur, représente 22 % des migrations éducationnelles transnationales⁶. En tête des destinations se trouvent les États-Unis (32 %), le Royaume-Uni (13 %), l'Australie (12 %) et le Canada (7 %). Si l'enseignement supérieur représente une majorité de cas, certains étudiants tentent d'obtenir une longueur d'avance sur leurs homologues en rejoignant le pays d'étude souhaité dès le lycée. Un rapport de l'*Institute of International Education* révèle que la RPC fournit 2/5^e des internationaux inscrits dans le secondaire aux États-Unis en 2016. 78 % sont issus de pays asiatiques⁷.

Cette tendance s'explique par une conjonction de facteurs. L'expansion de la démographie chinoise en est une toile de fond indiscutable – bien qu'à bout de souffle, le volume de la population importe moins

que son niveau de vie. L'ouverture de la RPC, orchestrée par Deng Xiaoping à la fin des années 1970, a profondément restructuré les dynamiques socio-économiques de la société chinoise, permettant l'émergence d'une nouvelle classe moyenne⁸. En dépit d'une stratification sociale téméraire, le développement économique soutenu des dernières décennies a permis à de nombreuses familles d'accéder à des ressources suffisantes pour investir dans l'éducation de leurs enfants. Bien qu'avec davantage d'inertie, les barrières financières entraînent les barrières mentales dans leur chute, et l'acceptation sociale du phénomène progresse malgré l'influence du contexte géopolitique sur la perception de l'Occident. Les attentes des parents à l'égard de leurs enfants diffèrent des générations précédentes. Certains entendent cultiver individualité et aspirations personnelles, à condition que celles-ci ne nuisent pas à la réputation familiale. Il est probable que la politique de l'enfant unique ait influencé la manière dont ces attentes se manifestent et que la réduction de la taille moyenne des familles ait mécaniquement concentré sur un seul enfant les ambitions traditionnellement réparties sur plusieurs⁹. Envoyer son enfant à l'étranger dès le plus jeune âge semble être caractéristique de cette mutation des ambitions parentales¹⁰. Pour beaucoup, sacrifier la satisfaction personnelle de voir leur enfant grandir au quotidien est, en fin de compte, le prix à payer pour maximiser leurs chances de réussite et leurs opportunités futures¹¹.

À l'échelle globale, une transaction géopolitique

Les migrations d'étudiants internationaux peuvent, comme toute transaction commerciale, être considérées comme une monnaie d'échange entre un pays d'origine et un pays d'accueil qui voient en elles un moyen de poursuivre des intérêts propres. Le pays

5. Hiroki Igarashi, Hiro Saito, « Cosmopolitanism as cultural capital: Exploring the intersection of globalization, education and stratification », in *Cultural Sociology*, vol. 8, n° 3, 2014, pp. 222-239.

6. OECD, *International Migration Outlook 2022*, Paris, OECD Publishing, 2022.

7. Christine Farrugia, *Globally Mobile Youth: Trends in International Secondary Students in the United States, 2013-2016*, New York, Institute of International Education, 2017.

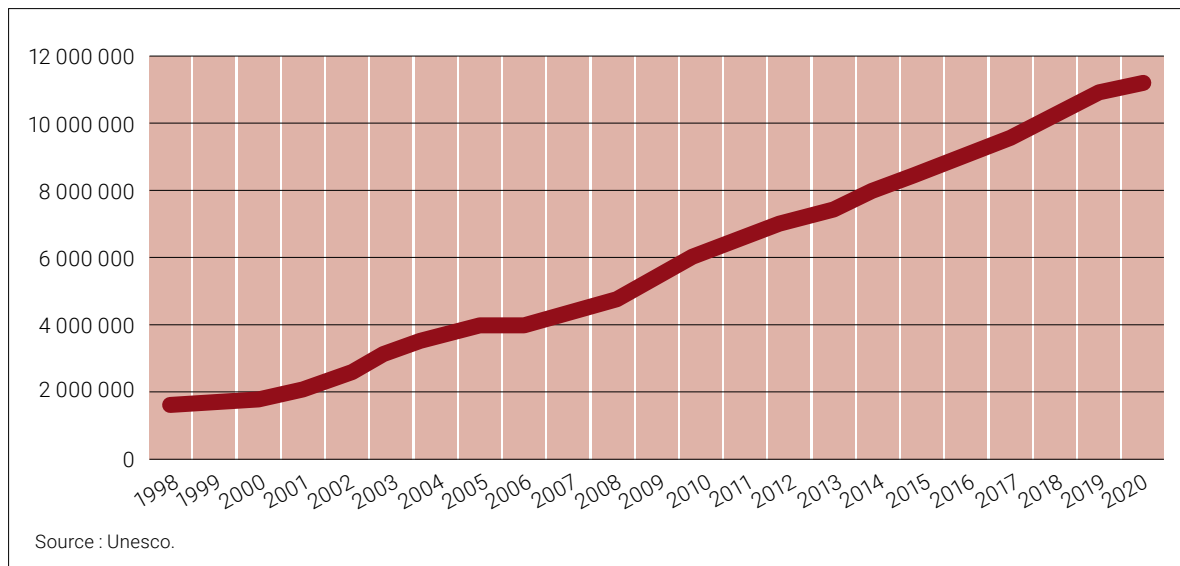
8. Zheping Huang, « China's middle class has overtaken the US's to become the world's largest », in *Quartz*, 14 octobre 2015.

9. Mini Gu, « More and younger: Outbound student mobility among Chinese high school students », in *WENR*, 4 avril 2017.

10. Alice Yan, « Why Chinese parents are sending their children abroad to study at a younger age », in *South China Morning Post*, 25 mars 2015.

11. Jiayi Hu, *Chinese High School to American University: The Effects and Outcomes of International College Preparation Programs*, PhD Thesis in Philosophy, Ames, Iowa State University, 2014.

► Figure 1. Nombre d'étudiants internationaux chinois à l'étranger (1998-2017)



de départ espère récolter les fruits d'une éducation étrangère dans laquelle il n'a souvent pas à investir. En cas de retour en fin de cursus, les jeunes diplômés contribuent au dynamisme économique par leurs savoir-faire et leurs compétences. Si l'on considère la RPC, ces expatriés représentent presque un étudiant international sur trois inscrits à Stanford à l'automne 2019¹², ou encore un quart de la cohorte non européenne ayant arpenté les bancs d'Oxford en 2022¹³. Avant ce retour potentiel, l'économie locale du pays d'accueil capte le pouvoir d'achat des nouveaux venus. L'université choisie bénéficie des frais de scolarité à plein tarif auxquels ceux-ci sont sujets, ainsi que du poids réservé à l'attractivité internationale dans les classements permettant d'attirer de nouveaux talents. Une année à l'université publique californienne de l'U. C. Berkeley sera facturée 50 000 dollars à un étudiant international, contre 15 000 pour ses homologues californiens¹⁴. En répondant à des logiques économiques à bénéfice réciproque pour chaque État, les migrations liées à l'enseignement supérieur génèrent de nombreuses interdépendances.

Comme toute marchandise commerciale, les flux d'étudiants sont sujets à l'interventionnisme étatique

et à ses pulsions politiques. Levier d'influence certain, les migrations étudiantes sont tantôt régulées par le contrôle des visas, tantôt instrumentalisées dans le cadre de rivalités géopolitiques qui les dépassent. En mai 2020, dans un contexte de tensions sino-américaines, l'administration Trump a décrété la révocation de milliers de visas délivrés à des étudiants chinois en lien direct avec les universités affiliées à l'Armée populaire de libération¹⁵. L'éducation internationale, en particulier dans des domaines à haute rivalité économique et technologique, devient une monnaie d'échange au service d'États qui, soucieux de protéger leurs intérêts en naviguant leurs interdépendances, mettent à profit la nature transactionnelle de ces migrations à leur échelle – celle des rapports de force interétatiques.

Monde universitaire : entre influence et captation

Le domaine académique est une composante essentielle de la stratégie d'influence croissante de Pékin. Dans le prolongement du projet des Nouvelles routes de la soie, les efforts de la RPC destinés à étendre son influence vont de pair avec ses tentatives pour forger le récit dominant à son égard et pour parachever sa transition d'une puissance régionale

12. *International Student & Scholar Statistics at Stanford University - Fall 2019*, Bechtel International Center, 2019.

13. « University of Oxford - Student statistics », 2006-2022, University of Oxford, Academic Support. Url : <https://academic.admin.ox.ac.uk/student-statistics>.

14. *International Student Expenses*, Berkeley International Office, Année académique 2023-2024. Url : <https://internationaloffice.berkeley.edu/students/current/expenses>.

15. Edward Wong, Julian E. Barnes, « U.S. to expel Chinese graduate students with ties to China's military schools », *The New York Times*, 28 mai 2020.

vers une puissance globale. La stratégie ambitieuse de Pékin découle de sa « *compréhension profonde de l'importance des idées et de la lutte idéologique dans le combat pour le pouvoir politique* », expliquant que « *les idées et ceux qui les génèrent soient une cible centrale du travail d'influence du Parti communiste chinois (PCC)*¹⁶ ». Bien que dépendante de sa politique économique comme moyen de pression, la RPC emploie une diversité de méthodes pour consolider ses intérêts à travers différents continents¹⁷. En parallèle d'outils économiques, diplomatiques, médiatiques, culturels ou informationnels, Pékin mobilise l'éducation comme un levier d'influence majeur. Par la surveillance ou l'intimidation de certains étudiants et professeurs, le parti-État tente d'influencer le contenu pédagogique des enseignements dispensés – en particulier lorsqu'ils impliquent les études chinoises¹⁸. La RPC tire également profit de la dépendance financière des établissements à son égard. En Australie, le nombre d'étudiants chinois – première population étudiante – en fait une source de revenus non négligeable et place les universités en situation de dépendance. Leur importance est renforcée par la baisse relative des subventions étatiques aux établissements du supérieur, forcés de diversifier leurs sources de financement. Conscients de ces vulnérabilités, les pays anglo-saxons explorent des cadres juridiques pour protéger leur enseignement supérieur et leur recherche.

Une Europe unie dans la division

Maintenir un front uni face aux avances de la RPC est difficile pour les pays européens. En 2019, le journal d'investigation tchèque *Aktuálně.cz* a levé le voile sur une opération d'influence au cœur de la plus vieille université d'Europe centrale, la prestigieuse université Charles de Prague. Après avoir avancé 1,2 million de couronnes destinées à la quatrième conférence annuelle du Centre tchéco-chinois, l'ambassade de

Chine aurait financé un cours universitaire dispensé par son ancien président, Miloš Balabán, promouvant les bénéfices du projet des Nouvelles routes de la soie¹⁹. Deux semaines avant ces révélations, le recteur de l'université Charles Tomáš Zima a signé un accord de parrainage avec Home Crédit, une société liée à První privatizační fond (PPF) et dirigée par Petr Keller – dont les liens avec Pékin ont été mis en évidence²⁰. De toute évidence, l'ancrage chinois dépasse les scandales Balabán et PPF.

Ces opérations médiatiques masquent des mutations silencieuses de l'influence chinoise en Europe centrale, notamment en termes de coopération académique. Au-delà de la question de l'influence, les universités sont un moyen de maintenir le lien avec l'état de l'art, par le biais de programmes conjoints et diverses collaborations. L'approche de la RPC en matière de science, de technologie et d'innovation l'a amenée à s'illustrer dans un nombre croissant de projets liés à ses priorités, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, des circuits intégrés, de la technologie quantique, de l'exploration spatiale, des nouveaux matériaux, des neurosciences ou des biotechnologies. Les rapports publiés dans le cadre du projet MapInfluencE montrent que le nombre d'étudiants poursuivant des cursus doctoraux a été multiplié par cinq entre 2013 et 2019²¹. La moitié d'entre eux étudient les sciences naturelles, les domaines techniques et l'agriculture. Au-delà du fait de placer ses avantages financiers au service de ses intérêts rhétoriques et idéologiques, l'intérêt du PCC pour les universités étrangères réside dans l'acquisition de connaissances scientifiques, technologiques et industrielles étrangères. À l'heure d'un enchevêtrement croissant entre les domaines civils et militaires, les suspicions se multiplient.

L'Europe de l'Ouest n'est en aucun cas immunisée. Ancrée dans des accords bilatéraux, la collaboration couvre des projets de recherche joints,

16. Clive Hamilton, « Chinese communist party influence in Australian universities », Lecture at the University of Queensland Brisbane, 28 août 2019.

17. Tarun Chhabra, Rush Doshi, Ryan Hass, Emilie Kimball, « Global China: Regional influence and strategy », Brookings, juillet 2020.
Url : <https://www.brookings.edu/articles/global-china-regional-influence-and-strategy/>.

18. Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Paris, Irsem, 2021.

19. Lukáš Valášek, Eliška Halašková, « Čínská Ambasáda Tajně Financovala i Předmět Na Univerzitě o Výhodách Hedvábné Stezky | Aktuálně.Cz », in *Aktuálně.cz*, 29 octobre 2019.

20. Hana Mazancová, Adéla Karásková Skoupá, « Univerzita Karlova Čelí Kritice Za Partnerství s Home Creditem. Někteří Vědci Se Bojí o Nezávislost », in *Denikn.cz*, 8 octobre, 2019.
Url : <https://denikn.cz/210586/univerzita-karlova-celi-kritice-za-partnerstvi-s-home-creditem-nekeri-vedci-se-boji-o-nezavislost/>.

21. Ivana Karásková, Filip Šebok, Veronika Blablová, *How to Do Trusted Research: China-Specific Guidelines for European Stakeholders*, Prague, Association for International Affairs (AMO), 2022.

► Carte de la présence des Instituts Confucius en France



des échanges académiques, des initiatives de financement. Par exemple, l'Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable (ENEA), l'Institut national de physique nucléaire et l'Agence spatiale italienne collaborent tous avec leurs homologues chinois²². En tout état de cause, le partenariat entre la RPC et l'Italie en matière de recherche scientifique et technologique ne fait pour l'instant l'objet d'aucun cadre matérialisant les préoccupations au sujet de l'influence de Pékin. Cela déconnecte Rome de ses alliés quant au ton adopté à l'égard de Pékin. De leur côté, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne ou les Pays-Bas ont tous adopté des mécanismes de supervision de l'influence chinoise sur leur campus – quitte à bannir certains projets pour des raisons de sécurité nationale. En France, un rapport parlementaire de 2021 distingue l'influence, comme le façonnage d'une réputation ou d'un narratif, de l'intrusion et de la captation de données scientifiques sensibles²³. En désignant l'insuffisance de ressources budgétaires, la faiblesse administrative et la culture d'ouverture par nature d'une recherche cherchant à transcender les particularismes nationaux comme les facteurs de vulnérabilité du monde académique français, ce rapport articule la nécessité d'agir conformément à des valeurs mais sans naïveté.

Instituts Confucius : un fer de lance démasqué ?

L'influence émerge également des Instituts Confucius. Initialement implantées comme vecteur de diffusion de la culture et de la langue chinoise dans 160 pays, ces entités sont récemment entrées dans le viseur des démocraties occidentales, soucieuses de leurs liens étroits avec les départements académiques et de leur influence sur les libertés fondamentales. En août 2020, le Département d'État américain a intensifié ses efforts pour accélérer leur

fermeture, qualifiant le Confucius Institute US Center de « mission étrangère » de la RPC et désignant « une entité qui fait progresser la campagne globale de propagande et d'influence malveillante de Pékin sur les campus américains et les classes K-12²⁴ ». La réponse chinoise consistant à placer les instituts sous l'égide d'une Fondation internationale pour l'éducation chinoise suggère l'importance de maintenir une présence coordonnée sous les directives de Pékin, malgré leur indépendance relative. En France, l'implantation des Instituts Confucius tient compte de la taille de la ville et de sa portée stratégique. Présents depuis 2005, ils ciblent souvent des villes de taille moyenne pour allier densité du tissu territorial et discrétion. Leur statut juridique ambigu – entre associations sous le régime de la loi de 1901 et départements d'université – ajoute à la confusion.

Entre influence et captation, l'instrumentalisation du domaine académique par le PCC confirme sa dimension éminemment géopolitique : étudiants, chercheurs et programmes sont autant de leviers au service d'intérêts politiques. Mais si la mobilisation ponctuelle des étudiants chinois se justifie à l'échelle étatique, il est difficile d'en conclure que contribuer à la stratégie d'influence de la RPC figure parmi les motivations des étudiants chinois étudiant à l'étranger. À l'échelle individuelle, celle de l'étudiant et sa famille, les motivations pour immigrer semblent peu réactives aux rivalités géopolitiques et davantage ancrées dans un imaginaire collectif qui suit une temporalité longue et navigue au gré d'évolutions profondes et structurelles. Déconnectée du tempo géopolitique, la transaction qui caractérise la prise de décision individuelle répond à un coût d'opportunité propre.

À l'échelle individuelle, une transaction utilitariste

Dans le contexte propre à la RPC, les migrations liées aux études supérieures fournissent un aperçu sur une double dichotomie. Tout d'abord sur la divergence entre les intérêts du PCC et ceux de sa société civile. D'un côté, les intérêts du Parti sont à l'intersection de considérations économiques, politiques et idéologiques. Au-delà de l'espoir du retour d'étudiants hautement qualifiés permettant l'innovation et un accès privilégié à l'état de l'art du pays d'études, certains témoignages présentant²⁵ les étudiants

22. Beatrice Gallelli, Francesca Ghirelli (dir.), *The Belt and Road Initiative in Italy: Five Case Studies*, Berne/New York, Peter Lang, 2023.

23. André Gattolin, Mission d'information « Influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences », septembre 2021. Url : <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/structures-temporaires/missions-dinformation-communes/archives/mission-dinformation-influences-etatiques-extra-europeennes-dans-le-monde-universitaire-et-academique-francais-et-leurs-incidences.html>.

24. Dov S. Zakheim, « Time to shut down all Confucius institutes – Whatever they might be called », in *The Hill*, 11 novembre 2022.

chinois à l'étranger dans le rôle d'agents politiques au service de Pékin ont attisé des suspicions quant à la fonction politique et idéologique des migrations éducationnelles²⁶. Ces récits détaillent le rôle d'une minorité d'étudiants dans le contrôle des diasporas ou comme relais de la propagande chinoise. À l'inverse, d'autres études permettent de nuancer la prééminence d'espions politiques parmi les profils chinois étudiant à l'étranger en révélant des motivations personnelles tout autres. Loin de la version univoque projetée par la propagande chinoise, les motivations des étudiants pour quitter leur pays sont davantage le fruit d'un rationalisme nourri par l'espoir d'élargir leurs propres opportunités économiques²⁷. Peu réactifs à la dimension idéologique qui leur est prêtée, les étudiants sont à la recherche d'avantages comparatifs sur leurs camarades chinois pour tirer leur épingle du jeu sur le marché du travail domestique. En particulier, le capital culturel amassé au cours de la mobilité est un argument que les étudiants et leur famille estiment important lors du retour. Aborder la décision individuelle d'immigrer sous l'angle d'une transaction entre des coûts et des bénéfices réels ou supposés fait apparaître différents récits de justification de l'expérience internationale. En optant pour une expérience à l'étranger, les étudiants et leurs familles se font-ils pour autant l'étendard du projet cosmopolite de former des citoyens du monde, associant à sa dimension culturelle une valeur intrinsèquement positive ?

La littérature relative aux étudiants internationaux chinois repose sur le modèle *push-pull*, qui suggère que la décision d'étudier à l'étranger repose sur des facteurs de répulsion quant au système éducatif de leur pays d'origine et des facteurs d'attraction les tirant vers leur pays d'accueil²⁸. Dans le cas de la RPC, les arguments déplorant la compétitivité académique et les places limitées dans l'éducation supérieure chinoise s'ajoutent au format d'apprentissage, centré autour de la mémorisation et de la préparation à l'examen final : le *gaokao* (高考). Le soutien du pays d'accueil aux étudiants internationaux,

les possibilités de bourses, les perspectives d'immigration après l'obtention du diplôme et les normes d'éducation perçues sont, à l'inverse, autant de considérations de choix relatives au pays d'accueil²⁹. Alors que percevoir la mobilité académique comme une transformation de soi invite à anticiper un potentiel retour sur investissement de l'expérience, sous forme de capital culturel, social, la considérer comme un passeport vers l'emploi suggère un retour sous forme de capital économique³⁰.

Entre attentes et réalités

Une fois sur leur campus, toutefois, les attentes et les réalités des étudiants internationaux sont rarement en phase, et leur expérience est largement différenciée. Heng T. Tang postule qu'une description homogène et réifiante de « l'expérience internationale » masque en réalité une diversité de trajectoires. Le niveau d'étude, la discipline et le genre influencerait ainsi le degré de communication des étudiants internationaux, leur interaction avec le contenu pédagogique, leurs projections futures et leur participation à des activités extracurriculaires³¹. Certaines stratégies de défense face à aux défis posés par le nouvel environnement peuvent également être observées. Du temps passé à étudier les nouvelles techniques d'apprentissage aux stratégies psychologiques d'auto-assistance, s'appuyant sur des soutien institutionnels et technologiques, certains obstacles sont surmontés grâce aux mains tendues des associations dont bénéficient les étudiants chinois³².

25. Clive Hamilton, *Silent Invasion: China's Influence in Australia*, Richmond, Hardie Grant Books, 2018.

26. « Student visa integrity: Protecting educational opportunity and national security », United States Senate Committee on the Judiciary, 6 juin 2018.

27. Claudia Astarita, Allan Patience, Sow Keat Tok, « Chinese students in Australia: Generators of cosmopolitanism, evidence of economic necessity or agents of political influence? », in *Journal of Australian Studies*, vol. 43, n° 3, 2019, pp. 317-332.

28. Yujing Yu, *Chinese in Norway: Motivations of Transnational Chinese Students to Study abroad in Norway*, PhD Thesis, Oslo, University of Oslo, 2013.

29. Peter Bodycott, « Choosing a higher education study abroad destination: What mainland Chinese parents and students rate as important », in *Journal of Research in International Education*, vol. 8, n° 3, 2009, pp. 349-373.

30. Ly Thi Tran, « Mobility as "becoming": A Bourdieuan analysis of the factors shaping international student mobility », in *British Journal of Sociology of Education*, vol. 37, n° 8, 2016, pp. 1268-1289 ; David Pyvis, Anne Chapman, « Why university students choose an international education: A case study in Malaysia », in *International Journal of Educational Development*, vol. 27, n° 2, 2007, pp. 235-246.

31. Tang T. Heng, « Understanding the heterogeneity of international students' experiences: A case study of Chinese international students in U.S. universities », in *Journal of Studies in International Education*, vol. 23, n° 5, 2019, pp. 607-623.

32. Tang T. Heng, « Coping strategies of international Chinese undergraduates in response to academic challenges in U.S. colleges », in *Teachers College Record*, vol. 120, n° 2, 2018, pp. 1-42.



► Qin, 22 ans, étudiante chinoise en troisième année de sciences du langage et société, bibliothèque universitaire Ramon-Lull, université Paul-Valéry Montpellier-3, janvier 2021.
© Isabelle Eshraghi.

Les cercles sociaux – physiques comme virtuels – en parallèle des campus jouent un rôle crucial dans l'intégration et la diffusion d'informations.

Dans une certaine mesure, la réponse se situe dans la capacité introspective des étudiants : une fois confrontés à un environnement culturel différent, questionnent-ils leur éducation, leurs comportements, leurs repères idéologiques et leur système de valeurs ? Si le cas des étudiants chinois revêt des réalités différentes d'un pays à l'autre et d'un étudiant à l'autre, il met en lumière une remise en question limitée des prémisses idéologiques au fondement des notions de légitimité et d'identité³³. Parmi les obstacles figure une confiance fragile en la capacité du pays d'accueil de comprendre la RPC, ses valeurs, ses priorités et ses méthodes. Cette méfiance rejaillit sur la fiabilité perçue des sources d'information locales, dont les analyses sont écartées pour leur sélectivité factuelle, leur animosité systématique et leur

obstination à dépeindre les défauts d'un système sorti de son contexte culturel. Malgré les ressources pédagogiques à leur disposition, les étudiants chinois sont peu enclins à interroger les récits politiques conventionnels de leur pays, contemporains comme issus de l'histoire récente. Dans certains cas, la préférence pour les cercles et réseaux virtuels et physiques d'étudiants chinois formés autour des campus universitaires empêchent leur intégration pleine et entière à la culture locale.

Le capital culturel, un facteur d'employabilité ?

De ces constats émergent des indices quant aux motivations personnelles des étudiants. Ils suggèrent que la dimension culturelle et idéologique de l'expérience est moins déterminante que la dimension utilitaire du diplôme. Au-delà des considérations cosmopolites qui leur sont prêtées, la portée politique de leur choix est à relativiser – réduisant le stéréotype de l'agent politique agissant comme bras de son gouvernement à l'exception. La réalité suit deux cas de figure. Le diplôme n'est parfois qu'une

33. Claudia Astarita, Allan Patience, « Chinese students' access to media information in Australia and France: A comparative perspective », in *Media International Australia*, vol. 175, n° 1, 2020, pp. 65-78.

marche vers l'obtention d'un permis de travail permettant d'initier sa carrière dans le pays d'études. Le retour en RPC apparaît comme une option de sécurité reflétant une forme d'échec, celle de convertir son admission universitaire en accès au marché du travail local. Plutôt que gravée dans la pierre avant le départ, la nature même de la migration – temporaire ou définitive – s'auto-construit ici au gré des opportunités professionnelles. Dans d'autres cas, le diplôme est un moyen efficace pour l'étudiant d'accumuler des avantages comparatifs sur ses camarades restés en RPC, d'augmenter sa compétitivité sur le marché du travail chinois et d'initier une carrière prestigieuse et lucrative à son retour. Sur le plan utilitaire, cela permet d'interroger l'utilité réelle de la dimension culturelle attachée à l'expérience. Le capital culturel fait l'objet d'un paradoxe : supposé que l'aisance interculturelle acquise durant la mobilité soit dûment valorisée lors du retour en RPC et que celle-ci s'acquière par le biais d'une interaction régulière avec la culture locale, l'intégration relative de certains étudiants questionne l'utilité du capital culturel comme avantage compétitif. Sur le plan politique, leur isolement relatif fait le lit d'une stigmatisation mécanique rapidement convertie en suspicion d'espionnage lorsque le contexte politique s'y prête et le suggère – en dépit des faits.

La migration des étudiants chinois, reflet des peurs de l'Occident ?

Si les migrations éducatives ne peuvent être abordées en dehors de leur contexte politique, elles restent la matérialisation de libertés fondamentales – intellectuelle, de circulation et de pensée critique – pour lesquelles les démocraties occidentales se sont tant battues. En ce sens, la réaction des pays d'accueil à l'encontre des étudiants chinois est à la mesure de leur attachement aux valeurs qui les constituent. À échelle globale, les mesures protectionnistes imposées aux flux éducatifs présentent le risque d'embrasser l'opacité opportune offerte par des concepts auto-justificateurs, comme celui de « sécurité nationale ». À échelle locale, la stigmatisation rhétorique et les suspicions forgent un environnement de méfiance permanente. Au-delà des étudiants victimes de persécutions malgré leur indifférence politique, ces logiques d'escalades érodent la légitimité philosophique du projet éducatif démocratique en négligeant ses propres fondations. Dans le contexte actuel de rivalité stratégique multiforme, préserver l'éducation représente en réalité une opportunité de mettre les migrations au service de l'entente et de la paix. Si la compréhension culturelle n'apparaît pas comme une motivation primaire, elle est une externalité positive sans laquelle les architectes du monde de demain ne pourront réparer les liens fragiles qui unissent leurs États. ■

Le réseau de recherche Migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France

Entretien avec **Simeng Wang**, chargée de recherche au CNRS, membre du CERMES3, coordinatrice du réseau de recherche MAF (Migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France), *fellows* à l'Institut Convergences Migrations, et commissaire scientifique de l'exposition *Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860* (Paris, Musée national de l'histoire de l'immigration, 2023), réalisé par **Claudia Astarita**, lecturer, Chine contemporaine, Sciences Po, chercheuse associée à l'Institut d'Asie orientale (IAO), Lyon.

Le réseau de recherche pluridisciplinaire Migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France (MAF) réunit des chercheurs et chercheuses qui travaillent sur les migrations en provenance de ces régions, à partir d'études et d'enquêtes menées en France. Créé en octobre 2019 et hébergé au sein du Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société (Cermes3, UMR8211, CNRS/Inserm/EHESS/Université Paris Cité), le MAF vise à favoriser les échanges multidisciplinaires entre les chercheurs et les chercheuses qui travaillent dans le domaine des migrations, ainsi qu'à promouvoir les échanges entre le monde de la recherche scientifique et la société (acteurs et actrices associatifs et territoriaux, médias, acteurs et actrices du monde artistique, de l'enseignement, grand public, etc.).

Le travail de ce réseau, qui compte aujourd'hui trente-neuf membres, dont la majorité ont des origines asiatiques, aide à déconstruire l'hégémonie occidental-centrée des analyses des phénomènes migratoires en provenance de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi qu'à explorer de manière réflexive la question de la racialisation au sein de l'enquête et dans la production du savoir. Il favorise également une approche intersectionnelle dans l'étude des migrations asiatiques en France, en enrichissant l'analyse de la question raciale au prisme du genre, de la classe sociale, mais aussi de l'âge, de la génération migratoire, de l'origine régionale, de la sexualité ou encore du handicap.

Hommes & Migrations : Simeng Wang, pourquoi vous avez ressenti le besoin de lancer ce réseau, et comment son travail a évolué en France au cours des quatre dernières années ?

Simeng Wang : Tout a commencé à l'occasion d'un événement grand public organisé lors du « Tour du CNRS en 80 jours », en juin 2019, le colloque « Des Asiatiques en Île-de-France : nouveaux regards, nouvelles images ». Je me suis retrouvée face à de nombreux chercheurs et chercheuses qui ressentaient tous la même envie : créer un espace de discussion scientifique entre collègues qui travaillent sur les questions de migrations asiatiques en France, et également créer un espace de dialogue entre le monde de la recherche et la société. On s'est également mis d'accord sur la nécessité de dépasser les frontières nationales du point de vue de l'affiliation institutionnelle, c'est-à-dire qu'un membre du réseau

peut tout à fait être affilié à une institution non française à partir du moment où il développe un terrain de recherche en France. Une autre décision collégiale prise a été de dépasser le statut professionnel, en accueillant au sein du réseau des chercheurs et chercheuses émérites, titulaires, ainsi que des doctorant.e.s, postdoctorant.e.s et étudiant.e.s en master.

Dans ce cadre, nous nous sommes donné deux objectifs. Le premier est de renforcer la discussion scientifique sur les thèmes et les méthodologies de recherche associés aux migrations asiatiques en France, et le second consiste à décloisonner le milieu académique. Le réseau MAF vise, dès le début, à promouvoir une diffusion du savoir au-delà du monde de la recherche, en créant des canaux d'échanges entre chercheurs et d'autres acteurs de la société : par exemple, nous tâchons de mettre en avant les résonances des travaux scientifiques parmi les acteurs associatifs, les professionnels de l'éducation nationale, les journalistes et les responsables politiques.

H&M : Est-ce que ces sollicitations au niveau de la société ont été bien accueillies et utiles ? Est-ce que, selon vous, ce besoin d'échanges que le réseau MAF a cherché était partagé du côté « société » ?

S. W. : Oui. Les projets sur lesquelles nous avons travaillé récemment le confirment. Le projet MigraChiCovid (« Migrations chinoises de France face au Covid-19 : émergence de nouvelles formes de solidarité en temps de crise ») financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) nous a permis d'analyser, entre 2020 et 2022, les représentations, les



► **Portrait de Simeng Wang, 2023.**
© Anne Volery.

perceptions, les attitudes et les pratiques relatives à la pandémie de Covid-19 au sein de la population chinoise (migrantes et descendantes) en France. Et le projet REACTAsie (« L'expérience des discriminations et du racisme des personnes d'origine asiatique – de l'Asie de l'Est et du Sud-Est – en France ») a été financé par le Défenseur des droits (DDD). Toujours entre 2020 et 2022, le réseau MAF a mis en place un travail collectif pour documenter les expériences de racisme et de discriminations vécues par des jeunes d'origine asiatique âgés de 20 à 35 ans diplômés de l'enseignement supérieur.

Dans ces deux projets, nous avons proposé des formes de valorisations multiples. En plus de la publication d'articles scientifiques et la participation à des colloques internationaux, nous avons produit des films documentaires, une mini-série de vidéos comme outil audiovisuel de sensibilisation au racisme anti-asiatique, des expositions photographiques, jusqu'à la contribution au catalogue qui accompagne l'exposition dédiée aux migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est au Musée national de l'histoire de l'immigration. Avec le soutien du CNRS, nous travaillons actuellement sur un projet audiovisuel pour présenter les profils et les recherches menées par les membres du réseau MAF, qui sera prochainement disponible en ligne. Ces valorisations auprès du grand public sont bien accueillies et parfois presque demandées : par exemple, de plus en plus

de journalistes et d'artistes nous contactent pour échanger et collaborer.

H&M : Vous avez commencé avec des objectifs bien précis. Est-ce que ces derniers ont changé au fil du temps ?

S. W. : Au cours des quatre dernières années, les membres du réseau ont évolué, ainsi que leurs sujets de recherche, et le réseau a gagné en visibilité auprès de la société française. L'axe « Racialisation, racisme et discriminations », qui n'était pas un axe si significatif en 2019, l'est devenu aujourd'hui : on constate une multiplication de travaux scientifiques et d'actions consacrés au sujet du racisme anti-asiatique, menés par des chercheurs, des associations, des médias et des artistes. Cet intérêt commun nous a poussés à explorer de nouvelles formes de collaborations afin de déconstruire continuellement des stéréotypes attachés aux personnes d'origine asiatique dans la société française.

La journée d'étude « Transmettre en migration : héritages mémoriel, spirituel et politique au sein des familles asiatiques en France » organisée le 20 juin 2023 est la preuve d'une collaboration fructueuse. Nous avons été accueillis par la mairie du 10^e arrondissement et nous avons réussi à capter l'attention d'un public très varié : acteurs associatifs, enseignants, citoyens ordinaires, artistes, journalistes, responsables politiques, chercheurs, etc.

H&M : Le réseau continue à gagner en visibilité dans la société française. Comment imaginez-vous le MAF dans 10 ans ?

S. W. : Un rêve commun à tous les membres du MAF serait de recevoir des ressources financières propres au fonctionnement du réseau. Ce qui nous permettrait de financer les jeunes recherches, de soutenir les membres non titulaires, ainsi que de renforcer de façon pérenne la visibilité du réseau et son impact dans la société française. ■



► Vue de la dalle des Olympiades, quartier asiatique au sud du 13^e arrondissement, Paris, 1994.
© Pierre Michaud/Gamma-Rapho.

Chinatown et Nouvelles routes de la soie : quelles connexions ?

Vasoodeven Vuddamalay, enseignant-chercheur à l'université Paris-Saclay/université d'Évry-Val-d'Essonne, LIMEEP-PS (UR 20204/OVSQ).

L'étude des connexions entre les Nouvelles routes de la soie et les chinatowns disséminés dans le monde, ces quartiers urbains peuplés par les migrants chinois et leurs descendants, offre un angle inédit pour appréhender l'activisme croissant de la Chine sur la scène internationale. L'enquête dans les chinatowns du 13^e arrondissement parisien et de Port-Louis à l'île Maurice permet à la fois de questionner les relations entre l'État chinois et sa diaspora, et les réactions des communautés chinoises face au racisme dont elles sont victimes dans leur pays d'installation.

Lieu central qui résulte de la sédentarisation des migrations chinoises, le *chinatown* soulève des questions liées à sa contribution au développement de l'esprit communautaire et du nationalisme à distance. Parallèlement, les Nouvelles routes de la soie enclenchent une dynamique socio-spatiale qui transforme la géographie de nombreux pays et régions du monde. C'est à partir des *chinatowns* du 13^e arrondissement parisien et de Port-Louis à l'île Maurice que nous essaierons d'appréhender ces interactions, en sachant que ces deux sites ont connu des évolutions différentes¹. Les enquêtes n'ont pas été menées dans une perspective comparatiste, elles accumulent des données qui contribuent au champ d'études

autonome des *chinatowns*² et s'inscrivent dans le contexte des Nouvelles routes de la soie.

Régions d'origine des migrants

Parmi les différents enjeux de l'étude des communautés asiatiques et chinoises, il s'agit d'abord d'identifier la région de départ des migrants de Chine et d'Asie du Sud-Est.

Une approche régionale est indispensable pour comprendre les premières vagues migratoires chinoises, l'extension des diasporas chinoises et le développement des *chinatowns*. Plusieurs couches de migrants, qui ont bâti leur base dans divers pays d'Asie du Sud-Est, migrent ensuite en Occident. Il faut pouvoir

1. Jocelyn Chan Low, « Le *Chinatown* de Port-Louis. De l'histoire à la mémoire », in Faranirina V. Rajaonah (dir.), *Cultures citadines dans l'océan Indien occidental (XVIII^e-XXI^e siècles)*. Pluralisme, échanges, inventivité, Paris, Karthala, 2011, pp. 127-147 ; Michèle Guillon, Isabelle Taboada-Leonetti, *Le triangle de Choisy. Un quartier chinois à Paris*, Paris, L'Harmattan, 1986.

2. Evelyn Hu-DeHart, « Chinatowns and borderlands: inter-Asian encounters in the diaspora », in Tim Harper, Sunil Amrith (dir.), *Sites of Asian Interaction: Ideas, Networks and Mobility*, New Delhi, Cambridge University Press, 2014, pp. 191-215. L'auteur explique que l'idée de *chinatown* est née dans les villes côtières des États-Unis vers 1880 et que le *Chinese Exclusion Act* de 1882 a impulsé l'utilisation de cette appellation.

distinguer les Teochew des Wenzhou, des Sichuanais ou des groupes originaires du Guangdong. Car cette appartenance régionale, qui confère une force politique, économique et socioculturelle au sein de la diaspora, constitue une composante clé de l'étude des migrations anciennes et plus récentes de la Chine continentale, parce qu'elle participe à l'établissement de systèmes communautaires dans les quartiers. Ainsi différents *chinatowns* montrent des similarités. Les mêmes groupes régionaux (originaires de Guangdong, de Qingtian, de Wenzhou ou de Hong Kong) sont présents dans les mégapoles occidentales. Par ailleurs, le pragmatisme³, illustré dans les interactions entre les Chinois originaires du Laos, du Cambodge ou du Vietnam et le pays récepteur⁴, est aussi un élément essentiel. Et dans la chronologie des événements politiques majeurs à l'échelle mondiale, à l'instar des Nouvelles routes de la soie, le rôle d'un *leadership* intellectuel et politique serait à étudier pour voir dans quelle mesure ces populations originaires de Chine peuvent constituer des intermédiaires, voire des pôles de référence. Avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012 et les changements politiques apportés par les Nouvelles routes de la soie, des dissidences surgissent à l'intérieur de la Chine et s'expriment sur la scène internationale. Des conséquences locales sont attestées, comme la surveillance exercée au sein des *chinatowns*, d'où la nécessité de comprendre les

interrelations entre ces groupes et leurs modalités d'intégration dans la société d'immigration.

Premières données de terrain : regard des groupes migrants sur la Chine

L'étude de la diaspora chinoise à travers le prisme des *chinatowns* contribue au domaine des migrations et des Nouvelles routes de la soie. C'est dans ce cadre que des enquêtes ont été menées dans le 13^e arrondissement parisien et dans la capitale de l'île Maurice, en prenant en compte les spécificités d'installation dans ces deux espaces. Pour la question qui nous intéresse, le projet des Nouvelles routes de la soie n'est pas ouvertement évoqué par les responsables associatifs et politiques rencontrés à Paris, contrairement aux réseaux des Chinois de l'île Maurice. À Port-Louis, les notables développent assez tôt leur vision du rôle de la Chine au XXI^e siècle dans le cadre des Nouvelles routes de la soie⁵. À Paris, les dirigeants des communautés font plutôt part de leur incompréhension face aux représentations de la Chine dans la presse occidentale.

Dans le quartier chinois parisien, les élites locales, qui font partie d'instances politiques (députés ou élus municipaux), participent activement aux conseils de quartiers, voire à la vie associative. Elles sont aussi parfois issues ou travaillent au sein de lieux illustres du savoir (universités, centres de recherche). En se référant simultanément à deux appartenances, la France et la Chine, ces populations relèvent en quelque sorte d'une double allégeance. Elles s'opposent à la « diabolisation » de la Chine à l'échelle mondiale et luttent également contre le racisme quotidien sur le territoire⁶. Selon ces élites, le fait social que constitue le rejet des populations

3. Le terme « pragmatisme » implique qu'une réponse (imparfaite) est mise à l'épreuve de la question de Benedict Anderson dans *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1996 [1983]) : « *Qu'est-ce qu'une nation et qu'est-ce le sentiment national [...] ?* » Et, la réponse s'applique notamment à l'idée de nationalisme à distance, qui implique l'activisme politique des groupes au sein des *chinatowns* dispersés mondialement. Le 13^e arrondissement parisien et le quartier chinois de Maurice, qui rassemblent plusieurs vagues distinctes venant autant de la Chine continentale que des premières diasporas en Asie du Sud-Est, ont été les terrains observés. Comment les liens se nouent-ils entre des Français d'origine chinoise venant de Cholon-Saïgon, de Phnom Penh ou de Vientiane, notamment dans leur positionnement vis-à-vis de la Chine ?

4. En France, trois groupes sont représentés : les Wenzhou de la ville de Wenzhou, Zhejiang ; les Teochew ou Chaozhou venant de la ville de Chaozhou, située dans la province de Guangdong, et ceux qui sont venus en France durant les années 1970 issus de sous-groupes de Teochew établis depuis plusieurs générations en ex-Indochine ; les Dongbei de la région de Dongbei, signifiant « Nord-Est », regroupant trois provinces, le Heilongjiang, le Jilin et le Liaoning, sont arrivés récemment. Par ailleurs, il y a également, dans les îles de plantation coloniale sucrière, telles les îles de la Réunion et Maurice, des groupes venant de Canton et de Hong Kong. Une étude plus approfondie fournirait des précisions sur les nuances existantes entre les villes, les provinces, les ethnicités et les langues utilisées, hakka et mandarin.

5. Interview de Tsang Man Kin, ancien ministre de la Culture, paru le 28 juillet 2018 dans *Le Mauricien* (« La Chine moderne ne doit pas oublier les Chinois d'outre-mer ») durant la visite d'État du président Xi Jinping à Maurice : « *Nous accueillons avec beaucoup de plaisir et d'émotion la visite de ce grand leader [Xi Jinping]. Il est arrivé à la tête de la RPC avec l'idée de la globalisation de toutes ses activités. Lorsqu'on regarde l'Amérique, on constate qu'elle s'enferme dans une bulle du passé [...]. Elle ne peut pas servir de "role model" [...]. Et puis il y a l'Europe à plusieurs vitesses. Ce qui fait que l'Europe n'est pas en mesure d'assurer le leadership du monde. [...] Finalement, il revient à la Chine de le faire. [...] La Chine est le seul pays à avoir une vision globale et un projet de société pour le monde. Il n'y a qu'à voir le nombre de réunions organisées en Chine comprenant des savants, des académiciens, des universitaires de tous ces pays qui se retrouvent sur la Route de la soie.* »

asiatiques, notamment chinoises, ne serait pas suffisamment pris en compte par les organisations classiques de lutte contre le racisme, telles que SOS Racisme, la Licra ou la Ligue des droits de l'Homme. D'ailleurs peu médiatisé sur la scène publique parisienne, ce racisme banalisé à l'égard des groupes de Chinois et d'Asiatiques a surtout fait l'objet de récentes études dirigées par des chercheurs venus récemment de Chine et d'Asie de l'Est, à partir d'enquêtes effectuées auprès de plusieurs nationalités installées en France⁷. Or nos travaux de terrain ont fait également ressortir d'autres facettes peut-être moins connues. À la question « Comment les jeunes Chinois nés en France réagissent vis-à-vis de la Chine émergente et des Nouvelles routes de la soie ? », l'un des interviewés, né en Seine-Saint-Denis, tempère les positions en faveur de la Chine au sein des communautés : « *Honnêtement, je me sens très éloigné de la Chine. J'ai une part française qui est très forte. Je n'ai pas une identité fortement chinoise.* »

Des premières études effectuées en France au cadre actuel de la recherche

Les premières études en France sur les migrations chinoises ont été réalisées dès la fin des années 1970 par des unités de recherche sur l'immigration du Centre d'études sociologiques. Migrinter, l'un de ces centres spécialisés basé à Poitiers, a notamment développé le champ de l'*ethnic business*. Ces réseaux ont été les premiers à étudier les groupes asiatiques en France. Le géographe Emmanuel Ma Mung s'est intéressé aux commerces entre 1980 et 2000. Puis Simeng Wang est venue bousculer ce domaine d'études à partir de 2015 en coordonnant avec Hélène Le Bail, du Centre

d'études des relations internationales (Ceri), le dossier « Migrations chinoises et générations⁸ », dont un chantier focalisé sur les souffrances psychiques des Chinois de France. Des chercheurs en provenance de Chine ont également lancé des études sur l'impact du confucianisme dans l'espace public et socioprofessionnel français, soulignant que la non-conflictualité et l'évitement de situations frontales inhérents à cette philosophie expliqueraient en partie les différences culturelles à l'origine d'une forme de racisme à leur égard. Néanmoins, le regard porté sur les personnes d'origine chinoise tend à évoluer. Une nouvelle génération, qui a été formée à l'École normale supérieure (ENS), à la Sorbonne, à Sciences Po et à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), bénéficie de réseaux pour s'insérer dans les milieux politiques à l'échelle locale et nationale. Or ces « minorités modèles » sont perçues négativement par les émeutiers qui se sont défoulés, en juillet 2023, contre les bars-tabacs des cités ou les commerces tenus par les Chinois du 13^e arrondissement, des commerces qui ont été lancés par les premiers migrants issus des *boat people* avant d'être repris par leurs enfants nés en France. Nos enquêtes ont aussi mis au jour un autre fait marquant : ces nouvelles générations nées et éduquées en France sont aidées par des étudiants-chercheurs⁹ venus parfois directement de Chine et d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Dans la continuité, aux pionniers¹⁰ du champ de la recherche sur les Chinois en France a succédé, à

6. « *Nihao* » (*bonjour*), « *bol de riz* », « *yeux bridés* », « *Chintok* » font partie des termes dévalorisants utilisés pour les désigner. L'expression « appartements raviolis » est apparue à partir de 2005, après un reportage télévisé de l'émission *Envoyé spécial* montrant la production illicite et la commercialisation de raviolis chinois fabriqués dans les appartements des tours. Ensuite, la pandémie de la Covid-19 a été un autre facteur déclencheur du racisme anti-Chinois, notamment en France. Voir Simeng Wang, Francesco Madrisotti, Yong Li, Chloé Luu, Ran Yan, « Déni et (d) énonciation du racisme anti-asiatique au temps de la pandémie du Covid-19. Le cas de la population chinoise en France », in *Émulations*, n° 42, 2022, pp. 129-148.

7. Simeng Wang, Yong Li, Johann Cailhol, Miyako Hayakawa, Youngbin Kim, Sophie Haas, « L'expérience du racisme et des discriminations des personnes originaires d'Asie de l'Est et du Sud-Est en France (REACTAsie) », Rapport, Défenseur des droits, 2023, Url : https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/reactasie-num_02.pdf.

8. Simeng Wang, Hélène Le Bail (dir.), « Migrations chinoises et générations », *Hommes & Migrations*, n° 1314, 2016.

9. L'élu du 13^e arrondissement explique que les chercheurs venant récemment de Chine (et d'Asie de l'Est) ont pu partager les données de leurs enquêtes concernant le racisme spécifique visant les Asiatiques/Chinois en France, et qu'ils sont ainsi mieux informés en tant qu'élus et dirigeants d'associations des phénomènes de société qu'ils subissaient durant leur enfance et leur adolescence sans pouvoir les expliquer. Ils sont au courant des travaux pionniers venant des centres universitaires mais n'ont pas pu socialiser avec ces chercheurs. Tandis que, dans l'étude pour le Défenseur des droits (2023), ils ont participé à l'enquête et ont eu des interactions socio-intellectuelles avec des chercheurs venant de Chine. Pour leur part, les chercheurs ont beaucoup insisté sur la participation des jeunes générations (à la différence des premières générations) qui ont exprimé leur ras-le-bol vis-à-vis du racisme qui les blesse dans leur vie intime.

10. Emmanuel Ma Mung résume sa pensée en matière de recherche dans « L'État chinois, la diaspora et les Nouvelles routes de la soie », in Ya-Han Chuang, Anne-Christine Trémon (dir.), *Mobilités et mobilisations chinoises en France*, Marseille, Terra HN éd., 2020. Yu-Sion Live pose les bases de la recherche sur la diaspora chinoise dans sa thèse, *La diaspora chinoise en France : immigration socio-économique, pratique socioculturelle*, Paris, EHESS, 1991.

partir de 2015, la génération de Simeng Wang et de Li Yong qui ont contribué aux études sur le racisme vis-à-vis des communautés asiatiques. À cet égard, les liens avec les milieux intellectuels en provenance directe de Chine marquent un tournant. Les chercheurs sont désormais recrutés au sein d'écoles et de centres de recherche prestigieux. Des liens universitaires franco-chinois sont aujourd'hui consolidés. Les jeunes Chinois, qui viennent étudier dans l'Hexagone grâce à des conventions entre les deux pays et qui deviennent eux-mêmes chercheurs, coopèrent avec des associations telles que Jeunes Chinois de France ou Jeunes Teochews de France. Ils échangent sur les thèmes du racisme, mais aussi sur le positionnement de la Chine sur la scène mondiale et sa « diabolisation » en Occident.

« Les élites ont donc à la fois une utilisation symbolique et réelle de *chinatown* qui contribue à attribuer une certaine valeur politique à cet espace bâti à l'origine par les commerçants et artisans de l'immigration.

Plusieurs sujets d'actualité alimentent les débats : le développement des entreprises chinoises telle Huawei, le réseau social TikTok, les liens sino-russes dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'endettement des pays du Sud vis-à-vis de la Chine et la transformation de leurs infrastructures en bases militaires chinoises¹¹, mais aussi les Nouvelles routes de la soie. Dans la stratégie de ce projet, les migrations éducationnelles¹² constitueraient un levier du pouvoir chinois, d'où l'importance de suivre les évolutions sociopolitiques et les réseaux impliqués. Nous rappellerons ici le rôle de Buon Tan, ancien député de la République en marche, dans le quartier des

Olympiades : « *Il est regardé de très près comme agent d'influence. Il bénéficie des relais puissants de l'ambassade de Chine dans le XIII^e arrondissement*¹³. » Selon un élu local de cet arrondissement interviewé en août 2023, cette personnalité était appréciée au sein de la communauté, notamment après sa prise de position sur la question des Ouïghours en République populaire de Chine. Les élites ont donc à la fois une utilisation symbolique et réelle de *chinatown* qui contribue à attribuer une certaine valeur politique à cet espace bâti à l'origine par les commerçants et artisans de l'immigration.

Une typologie évolutive des commerces de l'immigration

L'observation sur le territoire confirme les tendances déjà relevées pour d'autres populations migrantes. Dans le quartier chinois parisien, qui comprend les Olympiades, les avenues de Choisy et d'Ivry et la rue de Tolbiac, comme dans le *chinatown* de Port-Louis¹⁴ né des migrations de l'économie coloniale du sucre, la sédentarisation des populations a quasiment suivi les mêmes étapes que pour les Maghrébins du quartier de la Goutte-d'Or à Paris ou de la Porte d'Aix à Marseille¹⁵ : c'est l'aménagement de commerces qui délimite au commencement l'espace au cœur de la ville. Une typologie des commerces asiatiques du 13^e arrondissement parisien permet de distinguer plusieurs phases de ce processus : ce sont, tout d'abord, les commerces de marchands de sommeil chez des particuliers ou dans des bars hôtels ; puis les commerces alimentaires et la restauration s'implantent ; ils sont suivis de salons de beauté et de massages, mais aussi de bijouteries-horlogeries qui relèvent d'un changement qualitatif du processus migratoire. Plus récemment, des entreprises du secteur de la restauration, qui impliquent d'autres groupes que les Chinois de l'ex-Indochine ou de la

11. Amy Hawkins, Helen Davidson, « China may be planning overseas naval bases in Asia and Africa, say analysts », in *The Guardian*, 27 juillet 2023.

12. Claudia Astarita, Ulysse Richard, « Étudiants chinois à l'étranger. Sujet d'une transition ou objet d'une transaction », in *Hommes et Migrations*, n° 1343, 2023 [dans ce numéro].

13. Nathalie Guibert, « Le député Buon Tan, relais d'influence de la Chine à l'Assemblée nationale », in *Le Monde*, 27 février 2022. *A contrario*, un jeune d'origine sino-cambodgienne, membre du collectif Jeunes Teochews de France et habitant la banlieue parisienne, s'attache dans une interview à défendre la place de la culture, notamment de l'art asiatique en France, et se démarque ainsi de la politique politicienne, estimant que seule la culture est véritablement politique.

14. Pascale Siew (dir.), *Chinatown au cœur de l'île Maurice*, Port-Louis, éd. Vizavi, 2016 ; James Ng Foong Kwong, *La naissance du commerce chinois à l'île Maurice, 1826-1875*, Mémoire de DEA, Saint-Denis, Université de la Réunion, 1996 ; Nina Payen, *Le quartier chinois de Port-Louis*, Mémoire de géographie, Paris, Université Paris 1, 1985.

15. Abdelmalek Sayad, « Le Marché Velten à Marseille. Quelques observations sur les fonctions sociales et commerciales de la vente ambulante dans le quartier de la Porte d'Aix », Rapport au Conseil municipal de la Ville de Marseille, 1983 ; Vasoodeven Vuddamalay, « Commerces ethniques et espaces religieux dans la grande ville », in *Les annales de la recherche urbaine*, n° 96, 2004, pp. 144-147.



► Le quartier *chinatown* de Port-Louis (Île Maurice), 2019.
© Franck Guiziu/Hemis via AFP.

province de Wenzhou, se sont spécialisées, certains dans la fondue coréenne, d'autres dans la cuisine épicée du Sichuan ou encore dans les pâtisseries raffinées de l'enseigne Mollé. Il y a enfin les restaurants de sushis qui se sont surtout répandus après le discrédit qu'a subi la cuisine chinoise à la suite du scandale médiatisé des « appartements raviolis¹⁶ ».

À côté de ces activités commerciales, la diaspora chinoise est aussi impactée par la gentrification de la ville, oscillant entre assimilation de la modernité occidentale et préservation des traditions. Et c'est dans ce même mouvement que les élites combinent autant l'intégration des populations d'origine chinoise nées en France que celle des nouvelles vagues venues récemment de Chine, d'Asie de l'Est et du Sud-Est. Des phases similaires de transition dans les quartiers marchands de l'immigration sont observées indépendamment des communautés impliquées. Et les lacunes identifiées par Ma Mung en 2020, quant

aux décisions des États et à leur répercussion sur le terrain, sont en partie débattues¹⁷.

Diasporas en quête d'identité

En quoi ces observations de terrain, au cœur des *chinatowns* et face au projet des Nouvelles routes de la soie, peuvent-elles laisser imaginer les changements à venir ? Pour nourrir notre réflexion sur les connexions entre *chinatowns*, Nouvelles routes de la soie et pouvoir chinois, il faudrait tout à la fois étudier les quartiers chinois de différentes régions du monde, les défis de la Chine émergente, les mouvements de la diaspora et le développement de ces Nouvelles routes. Un *leadership* intellectuel, économique, politique est-il en train de se construire une identité ? Ce processus, dans le contexte français, mais aussi dans le cadre de la montée de la Chine à l'échelle mondiale, bouscule les schémas géopolitiques classiques. La dimension sociospatiale et culturelle du *chinatown* contribuerait ainsi à la quête identitaire des nouvelles générations

16. À Paris, l'enquête « Appartements raviolis » (voir note 4) a eu selon les commerçants du quartier un impact négatif sur les restaurants chinois et a amené plusieurs d'entre eux à adopter l'offre de sushis.

17. Emmanuel Ma Mung, *op. cit.*

de Chinois et expliquerait le besoin de défendre et de préserver cet espace communautaire, où l'insécurité est actuellement perçue comme un facteur essentiel de dégradation de l'image du quartier.

Les populations chinoises font aussi face à des changements générationnels où s'opère une préférence pour l'habitat pavillonnaire plutôt que les tours des Olympiades.

Selon un administrateur d'une grande famille marchande, la banalisation du quartier a participé aux politiques menées pour encourager l'intégration. Des enquêtes locales approfondies des familles dominantes révéleraient sans doute les luttes d'influence entre les Trinh, dont l'approche est plutôt communautaire, et les Tang, qui symbolisent davantage l'intégration. Mais, à côté de ces familles, d'autres personnalités émergentes dans le monde des affaires comme dans la politique devraient être approchées. Si les groupes nés en immigration ont pu être précocement présentés comme des « anti-modèles » de l'autoritarisme de la République populaire de Chine, les nouvelles générations actives à l'université, dans des associations et d'autres organisations s'identifient parfois à la Chine émergente qui tout à la fois intrigue, fascine et dérange. Ce sont ces mêmes populations qui veulent changer les représentations de la Chine en Occident. Et ces positionnements, qui engagent des groupes sociaux dispersés dans l'espace, contribuent à une dynamique nationaliste. On peut ici s'interroger sur le pouvoir d'intervention de la Chine du président Xi Jinping dans la politique des réseaux d'associations chinoises, et plus généralement de la diaspora. Au moment des enquêtes de terrain menées en 2022, des articles de presse¹⁸ abordaient la question des modes de contrôle social au sein des diasporas chinoises, des processus sociaux qui trouveraient une résonance dans les Nouvelles routes de la soie. Ces publications de la presse

18. Harold Thibault, Robin Richardot, « Avec ses antennes à Paris et dans toute l'Europe, le bras long de la police chinoise », in *Le Monde*, 1^{er} novembre 2022 ; Leyland Cecco, « "A brazen intrusion": China's foreign police raises hackles in Canada », in *The Guardian*, 7 novembre 2022. L'un des réseaux des China Watchers, le Safeguard Defenders basé à Madrid, informe des modes de pression exercés au sein des groupes régionaux et des familles des opposants au régime de Beijing.

internationale faisaient référence aux mêmes régions de départ du Guangdong-Canton, de Fujian-Fuzhou des Teochews et de Qingtian des Wenzhous pour les immigrés chinois installés à New York, Londres ou Paris, ou bien à l'île Maurice.

Les modifications spatiales des quartiers et leurs conséquences

L'appropriation spatiale des quartiers chinois dans le monde connaît des évolutions distinctes. Pour les deux cas qui nous intéressent, à l'île Maurice, le *china-town* de Port-Louis se réduit à cause de l'expansion des castes marchandes musulmanes autour de la mosquée Jumma et cette inscription dans l'espace souligne un transfert d'un groupe ethnique à un autre. De plus, l'incendie de l'Amicale chinoise de Port-Louis aurait peut-être été motivé par une réaction des milieux radicaux face aux jeux d'argent interdits par la religion musulmane. Dans la capitale mauricienne, le *chinatown* connaît ainsi un déclin devant une dynamique marchande musulmane en expansion territoriale.

À Paris, des opérations de rénovation urbaine au cœur des Olympiades peuvent engendrer des modifications sociospatiales du quartier chinois, avec des répercussions possibles sur sa démographie, la diversité des populations et les changements de voisinage dans un arrondissement déjà marqué par une forte diversité urbaine, du nouveau pôle Paris Université Diderot-Descartes aux quartiers gentrifiés de la Butte-aux-Cailles en passant par le *chinatown* des Olympiades. Une crainte de perte d'identité réelle ou symbolique est perceptible chez les personnes interviewées. À côté de celle-ci, les populations chinoises font aussi face à des changements générationnels où s'opère une préférence pour l'habitat pavillonnaire plutôt que les tours des Olympiades. Le départ en banlieue est un phénomène social répandu chez les immigrés, et dans les communes de Bussy-Saint-Georges ou de Lognes, en Seine-et-Marne, une volonté de recréer des petits quartiers chinois se manifeste.

Transformation de la diaspora et contrôle des mobilités

À une plus grande échelle, le rôle des quartiers de l'immigration dans les liens interétatiques est plus complexe à cerner, d'autant plus que les activités et les métiers exercés se sont diversifiés. En termes de catégories socioprofessionnelles, les commerçants et les artisans côtoient des ingénieurs, des

scientifiques ou des chercheurs en sciences sociales, comme des emplois peu qualifiés, voire des métiers de l'informel. Tous ces groupes s'installent provisoirement avant de se sédentariser. Selon des témoignages recueillis auprès des habitants, les évolutions internes de la communauté chinoise sont imperceptibles dans la vie quotidienne du quartier. Pourtant, la politique internationale du renforcement de la puissance chinoise, militaire et économique avec les Nouvelles routes de la soie, accompagnerait des changements au sein des diasporas, dont l'État chinois semble vouloir contrôler les mobilités¹⁹.

Si les *chinatowns* constituent aujourd'hui des réseaux communautaires urbains dispersés le long des Nouvelles routes de la soie, cette situation est peu mise en avant par les nouvelles générations. Nées en immigration ou venues récemment de Chine, elles semblent défendre les politiques menées par la République populaire de Chine, tout en laissant parfois percevoir une volonté de s'en émanciper. La socialisation en France des jeunes *via* l'éducation, leur intégration économique et sociale au travers de l'entrepreneuriat ou de l'immersion dans la vie politique locale peuvent en faire des « citoyens du monde ». Néanmoins, les quartiers chinois, assimilés au fonctionnement d'un village urbain, deviennent aussi des espaces surveillés dans lesquels des pressions peuvent s'exercer sur les familles restées au pays.

La question demeure : comment s'opère le contrôle social de ces groupes d'immigrants dans le contexte d'intensification du projet des Nouvelles routes de la soie ? La signification symbolique des *chinatowns* et leurs pratiques sociales étaient quasiment ignorées jusqu'à la médiatisation d'incidents, tels l'attaque contre le *chinatown* de la capitale Honiara des îles Salomon en 2021, l'incendie de l'Amicale chinoise de Port-Louis précédemment évoqué ou encore des opérations menées par la police chinoise dans les *chinatowns* de New York, Amsterdam, Toronto²⁰ ou Paris. Ainsi, des interactions entre milieux d'accueil des groupes chinois et autorités de

Chine agissant en extra-territorialité se font jour. Avant sa nomination, l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Maurice, comme l'aurait fait un ethnologue, s'informe sur les régions d'origine, en l'occurrence du Meixian de Guangdong, des Chinois installés dans l'île. Il rédige la préface d'un ouvrage²¹ sur le *chinatown* de Port-Louis et défend le point de vue de l'éditeur trois ans après le discours de Xi Jinping sur les Nouvelles routes de la soie.

Malgré ces développements positifs de coopération inter-étatique, entre la Chine et l'île Maurice et la France pour les pays qui nous concernent, des incidents opposant les populations locales et des groupes arrivés de Chine sont plus fréquents et tendent à se généraliser. Ces événements sont perçus comme des réactions face au système impérial chinois²² et l'absence d'enquêtes concernant cette question augure mal de l'étude de la Chine à l'échelle mondiale. En revanche, des formes de colonialisme et d'impérialisme non européens, et notamment chinois ou russes, ont fait l'objet d'études avec l'ouverture de chantiers par l'anthropologue et historienne Ann Laura Stoler, spécialiste de l'Asie du Sud-Est, notamment de l'Indonésie-Sumatra.

“ Pour les communautés confrontées aux violences racistes, à la mobilisation du front universitaire s'ajoute l'entrée en politique à l'échelle locale de représentants des nouvelles générations chinoises et asiatiques nées en France.

S'agissant particulièrement de l'île pluriethnique mauricienne, les changements géopolitiques ont été abordés avec subtilité par les notables locaux de ces communautés. Joseph Tsang Man Kin, ancien ministre de la Culture et intellectuel, actif dans le paysage sociopolitique et médiatique de Maurice, évoque les Nouvelles routes de la soie dans un entretien accordé en 2018 au quotidien *Le Mauricien* à l'occasion de la visite de Xi Jinping. D'anciens militants maoïstes formés dès les années 1960- 1970 dans les universités

19. Harold Thibault et Robin Richardot expliquent qu'une antenne de la police de Fuzhou-Fujian a été installée « dans une zone commerciale le long de l'autoroute A4 à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) ». Voir Harold Thibault, Robin Richardot, *op. cit.* Cette extension policière en banlieue parisienne correspond au développement résidentiel des groupes asiatiques à Lognes, à Bussy-Saint-Georges et à Marne-la-Vallée en Seine-et-Marne.

20. Leyland Cecco, *op. cit.* ; Julian Borger, « FBI arrests two New Yorkers accused of running covert Chinese police stations », in *The Guardian*, 18 avril 2023.

21. Pascale Siew, *op. cit.*

22. Peter C. Purdue, « Erasing the Empire, re-racing the nation. Racialism and culturalism in imperial China », in Ann Laura Stoler, Carole McGranahan, Peter C. Purdue (dir.), *Imperial Formations*, Santa Fe, School for Advanced Research Press, 2007, pp. 141-169.

à Paris ou à Londres (notamment, la London School of Economics) sont aujourd'hui devenus des défenseurs acharnés des doctrines de Xi Jinping quant au projet des Nouvelles routes de la soie. Même si l'impact de la politique de la Chine n'est pas ouvertement diffusé au sein des classes politiques ou des médias mauriciens, les conséquences sur la politique étrangère du pays interpellent, notamment dans un contexte où la République de l'Inde s'intéresse de près aux ambitions de la Chine dans l'océan Indien²³.

Quant au *chinatown* des Olympiades dans le 13^e arrondissement parisien, les changements au sein des populations migrantes, observées au prisme de la consolidation de la Chine sur la scène mondiale, sont encore peu étudiés. Néanmoins, la dynamique nouvelle de coopération universitaire et d'intégration sociopolitique d'élus locaux, ainsi que la demande formulée d'une plus grande attention portée au racisme anti-asiatique auront des conséquences sur le futur de ces groupes en France et sur leur rapport à l'Asie, mais aussi sur les liens de la France avec la Chine, les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Un champ d'études en construction

Les connexions entre *chinatowns*, migrations et Nouvelles routes de la soie n'ont été que peu abordées et ce constat est à l'origine de l'exercice réflexif sur des liens potentiels récemment identifiés. Les spécificités des *chinatowns* du réseau mondial des villes contribuent à la formation de savoirs locaux²⁴ ; cela s'applique au 13^e arrondissement parisien, au quartier chinois de l'île Maurice comme à celui de New York. Mais cet objet d'étude interroge également le fonctionnement des États, où les clivages entre la Chine et l'Occident, États-Unis en tête, s'apparentent

à une nouvelle guerre froide. Sur ces enjeux politiques, un travail méconnu est aussi accompli localement par des acteurs invisibles²⁵. Et l'approche frontale est ainsi subtilement relativisée avec l'ambition d'atteindre une universalité dans le discours comme dans l'action. Il faudrait être à l'écoute de ces mouvements de société, car la réalité parisienne au sein de l'espace limité du 13^e arrondissement, par exemple, montre des différences entre les élites associatives et politiques du *chinatown* des Olympiades et celles dispersées dans les communes de banlieue. Pour les communautés confrontées aux violences racistes, à la mobilisation du front universitaire s'ajoute l'entrée en politique à l'échelle locale de représentants des nouvelles générations chinoises et asiatiques nées en France. Parallèlement, on observe une alliance croissante entre les populations migrantes asiatiques et les étudiants et scientifiques venant de Chine, et ce à travers des conventions entre États qui sont aussi une composante des Nouvelles routes de la soie. Ces migrations dans le champ de l'éducation et du savoir constituent un fort enjeu pour les décennies à venir. Elles introduisent des intermédiaires qui participent aux deux systèmes et qui peuvent contribuer à l'apaisement comme à l'aggravation des conflits entre la Chine et l'Occident. Et dans ce contexte particulier d'opposition entre blocs, afin de couvrir ce champ de la recherche, une nouvelle approche pour relever les défis du XXI^e siècle consisterait à associer les chercheurs et les milieux intellectuels des pays du Sud, sans oublier les jeunes chercheurs d'origine chinoise nés et éduqués en France. ■

23. Emmanuel Grégoire, « Rivalités politiques et économiques dans l'océan Indien. Entre Inde et Chine, le cœur de Maurice balance », in *Purusartha*, n° 32, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014, pp. 123-138.

24. Un exemple de coopération scientifique précoce est attesté dans les premiers articles publiés en commun par des chercheurs français et chinois dès les années 1980, tels Chen Dasheng, Denys Lombard, « Le rôle des étrangers dans le commerce maritime de Quanzhou (Zaitun) aux XIII^e et XIV^e siècles », in Denys Lombard, Jean Aubin (dir.), *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'océan Indien et la Mer de Chine (XIII^e-XX^e siècles)*, Paris, éd. de l'EHESS, 1988, pp. 21-29. Chen Dasheng était membre de l'Académie des sciences sociales de Fuzhou. Ces dynamiques se poursuivent aujourd'hui avec l'arrivée de Li Yong en France après sa licence d'ethnologie à l'université centrale des nationalités de Beijing (2004).

25. Un jeune de Bondy explique : « *Les jeunes de la banlieue possèdent de multiples identités. Leur souci est de trouver leur place dans la société. J'identifie les décalages générationnels au sein de ma propre communauté. Je vise une forme d'universalité dans mon discours afin d'être reconnu dans d'autres cultures.* » Dans ce même entretien, il fait ressortir que « *les jeunes du quartier vivent inconsciemment sur le modèle de l'anti-Paris. On voit large. Ça nous travaille quotidiennement de sortir de la précarité* ». Il reconnaît une dette envers ses parents : « *Mes parents mettent la pression sur les études : l'école, c'est la solution pour mieux vivre. Il faut rendre à ses parents ce qu'ils m'ont donné.* » Mais il voit également que « *les parents n'arrivent pas à comprendre les décalages générationnels. Les jeunes nés et éduqués en France ont une double culture, ils sont dans la déconstruction, dans la remise en question perpétuelle* ».



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE DE L'HISTOIRE
DE L'IMMIGRATION

INFORMATION

ARCHIVES DE LA REVUE

Vous êtes auteur(e) ou ayant droit d'un article publié dans notre revue entre 1987 et 2008, cette information vous concerne !

La revue Hommes & Migrations, éditée par le Musée national de l'histoire de l'immigration, ouvre progressivement ses archives sur le portail Persée.

Ce portail, mis en place avec le soutien du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, est destiné à accueillir des revues scientifiques francophones en sciences humaines et sociales et dans une **logique d'accès libre**.

Afin d'accroître la visibilité de ses publications, Hommes & Migrations s'associe à cette opération de valorisation des résultats de la recherche en SHS.

Aussi, pour mener à bien ce projet dans le respect de nos auteurs ou de leurs ayants droit, il est nécessaire que ces derniers donnent (à titre non exclusif) une autorisation de reproduire et de diffuser, sur le portail Persée, les articles ou contributions qu'ils ont publiés dans notre revue.

Nous espérons que vous accorderez une nouvelle fois votre confiance à Hommes & Migrations en vous associant à cette initiative.

Si toutefois vous ne souhaitez pas que votre contribution soit accessible à tous et ainsi favoriser la diffusion des connaissances sur les dynamiques migratoires, il vous suffit de nous adresser un courrier dans ce sens.

Informations utiles

PORTAL PERSÉE :

<http://www.persée.fr/collection/homig/>

CONTACT AU MUSÉE (ÉDITIONS) :

Karima Dékoui - Tél. 01 53 59 58 63
karima.dekoui@palais-portedorée.fr



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION - AQUARIUM TROPICAL

295, avenue Daumesnil - 75012 Paris - www.palais-portedorée.fr



► Un employé africain devant les bureaux de la mine de Chambishi (Zambie), propriété du géant du cuivre China Nonferrous Metal Mining, où la direction a accroché un photomontage représentant la Grande Muraille, symbole de la Chine, et les chutes Victoria, symbole de la Zambie, 2008.

© Paolo Woods/Photographie issue de la série photo « Chinafrique ».

Les migrations chinoises en Afrique au temps des Nouvelles routes de la soie

Xavier Aurégan, maître de conférences en géographie, université catholique de Lille.

La migration économique des Chinois en Afrique, en augmentation depuis le début des années 2000, repose sur une logique d'investissements opportuniste, mais se révèle aussi créatrice d'emplois pour les Africains qui endossent de multiples fonctions d'intermédiaires. Les acteurs privés chinois forment des groupes de migrants-investisseurs dont l'intégration reste toutefois superficielle dans leurs pays d'installation. En cause, l'entre-soi qui caractérise leurs relations communautaires et le désir d'un retour rapide en Chine où ils espèrent une progression sociale liée à la réussite de leurs affaires en Afrique.

Le continent africain, comme d'autres régions, accueille des Chinois d'outre-mer, ou *huáqiáo* (华侨). Que ces migrations soient volontaires ou non, historiques ou récentes, temporaires ou durables¹, elles présentent *ipso facto* une certaine hétérogénéité qu'il est nécessaire de déconstruire. S'enchevêtrent effectivement plusieurs migrations chinoises aux temporalités différenciées : historique, avec les *coolies* à partir du XIX^e siècle ; et récente, depuis la seconde moitié du XX^e siècle, le phénomène s'étant amplifié durant les années 2000. S'entremêlent également plusieurs catégories de

migrants chinois : ceux envoyés par le Parti communiste chinois (PCC), les ministères ou les entreprises majoritairement publiques depuis la proclamation de la République populaire de Chine (RPC) en 1949 ; et ceux ayant migré par leurs propres moyens.

Trop souvent simplifiée, voire caricaturée, la migration chinoise au sein de territoires africains essentiellement urbains et métropolitains met par ailleurs en exergue l'évolution récente de la RPC ainsi que ses rapports avec le continent et ses représentants. Partant, l'annonce en 2013 du projet des Nouvelles routes de la soie par Xi Jinping suggère *a priori* une augmentation des flux, y compris de migrants, entre la Chine et l'Afrique. Ce programme dynamique et évolutif, multiscalair et multisectoriel, impacte nécessairement ces migrations. Nous verrons que cet impact s'avère négatif, ou du moins que le projet n'a semble-t-il pas favorisé les migrations chinoises vers l'Afrique. À moins que ce ne soit pas les mêmes types de migrants... qui migrent en Afrique ?

1. Françoise Bourdarias, « Mobilités chinoises et dynamiques sociales locales au Mali », in *Politique africaine*, n° 113, 2009, pp. 28-54 ; Sylvie Bredeloup, Brigitte Bertoncello, « La migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou "sanglot de l'homme noir" ? », in *Afrique contemporaine*, n° 218, 2006, pp. 199-224 ; Yoon Jung Park, « Résidents temporaires ou permanents ? Migration chinoise contemporaine en Afrique », in *Les temps modernes*, n° 657, 2010, pp. 136-157.

Ce faisant, la décomposition de cette typologie doit permettre d'appréhender les différents profils de migrants en Afrique, d'une part², et de rendre compte, d'autre part, de la complexité des rapports sino-africains, qui ne peuvent en aucun cas être envisagés par le seul biais de l'État et du pouvoir public. Ainsi, les acteurs privés chinois construisent autant la relation sino-africaine que ne le font les autorités politiques afférentes, mais « par le bas ». Ces privés développent leurs propres stratégies et génèrent de nouvelles réalités : parmi elles, des emplois créés à partir de leurs activités, occupés par des Maliens, des Zambiens ou des Kenyans, qui deviennent alors les acteurs centraux des espaces d'interaction sino-africains.

Entre la Chine et l'Afrique, une migration « historique » qui s'intensifie

Les discours et les documents chinois aiment à rappeler que ce fut Zheng He et ses expéditions, au XV^e siècle, qui ont découvert, soixante-dix ans avant Vasco de Gama et les Occidentaux, la côte orientale africaine, engendrant alors les premiers échanges officiels entre mondes chinois et africains. De même, l'antique Route de la soie fut l'occasion de divers rapports culturels, commerciaux et humains entre la Chine, l'Eurasie et l'Afrique. Il faut néanmoins attendre la proclamation de la RPC en 1949 pour voir les migrations chinoises en Afrique véritablement débiter avec l'envoi, par le gouvernement, de techniciens agricoles, de médecins et d'infirmiers, et enfin de cadres de l'Armée populaire de libération.

Dans les années 1950, mais surtout 1960 et 1970, soit jusqu'au décès de Mao Zedong en 1976, hormis les diplomates, les Chinois se rendant sur le continent africain travaillent effectivement dans l'un des trois domaines privilégiés de la relation Chine-Afrique durant la Guerre froide : agriculture, santé et défense. Envoyés développer des fermes d'État au sein de plusieurs pays africains, structurer des missions médicales en milieu rural ou former des leaders indépendantistes africains au sein de mouvements de libération nationale, ces migrants travaillent,

agissent et œuvrent pour l'État chinois et ses priorités : réseau diplomatique, image de la Chine maoïste, solidarité et révolution internationales³.

Ces « coopérants », estimés à plusieurs dizaines de milliers depuis environ soixante-dix ans, s'installent parfois dans les pays africains dits « progressistes » : Mali, Guinée ou Tanzanie, par exemple. D'autres rejoignent des parents ou des membres plus éloignés de leur famille en Afrique australe (Maurice, la Réunion ou Afrique du Sud) où des communautés diasporiques chinoises sont établies à partir du XIX^e siècle. Elles ont été constituées par le système de *coolie*, ces Indiens et ces Chinois trompés ou enlevés pour être vendus en tant que force de travail. En Afrique, comme à Madagascar, leurs descendants se sont pleinement intégrés, parlant les dialectes et les langues locales. Ces « vieux Chinois », qui ont gardé des liens très distendus avec leur patrie d'origine, sont depuis vingt ans rejoints par de « nouveaux Chinois » avec qui les relations sont conflictuelles⁴. Si les premiers sont donc globalement assimilés aux sociétés d'accueil, gérant sans tensions leurs activités et étant physiquement dispersés au sein d'Antananarivo, les derniers arrivés ne parlent que le mandarin, génèrent des rivalités en concurrençant frontalement l'économie locale, et ont tendance à se regrouper dans des pratiques communautaires et communautaristes que certains décrivent comme « racistes ».

Plutôt que diaspora chinoise en Afrique, il est ainsi préférable d'aborder les migrations chinoises via le terme « communautés ». Davantage multipolaires qu'unipolaires, récentes qu'historiques, temporaires que durables, composites que formant un bloc monolithique, ces communautés ne répondent pas aux définitions de la diaspora – chinoise – énoncées par Emmanuel Ma Mung⁵. Allons plus loin : en

2. Emmanuel Ma Mung, « The new chinese migration flows to Africa », in *Social Science Information*, vol. 47, n° 4, 2008, pp. 643-659 ; Gilles Mohan, May Tan-Mullins, « Chinese migrants in Africa as new agents of development? An analytical framework », in *The European Journal of Development Research*, n° 21, 2009, pp. 588-605 ; Jonathan Sullivan, Jing Cheng, « Contextualising chinese migration to Africa », in *Journal of Asian and African Studies*, vol. 53, n° 8, 2018, pp. 1173-1187.

3. Xavier Aurégan, « La politique sanitaire de la Chine en Afrique », in *Les cahiers d'Outre-Mer*, n° 285, 2022, pp. 245-270 ; Xavier Aurégan, « Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique : étude de cas en Côte d'Ivoire », in *Les cahiers d'Outre-Mer*, n° 275, 2019, pp. 63-92.

4. Catherine Fournet-Guérin, « Les Chinois de Tananarive (Madagascar) : une minorité citadine inscrite dans des réseaux multiples à toutes les échelles », in *Annales de géographie*, n° 669, 2009, pp. 543-565.

5. Emmanuel Ma Mung, « Chinese migration and China's foreign policy in Africa », in *Journal of Chinese Overseas*, vol. 4, n° 1, 2009, pp. 91-109 ; Emmanuel Ma Mung, *La diaspora chinoise. Géographie d'une migration*, Paris, Ophrys, 2000 ; Emmanuel Ma Mung, « Dispositif économique et ressources spatiales : éléments d'une économie de diaspora », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 8, n° 3, 1992, pp. 175-193.

délaissant le concept diasporique, voire de communauté, au profit de groupes aux particularités socio-économiques communes, la déconstruction des profils et des parcours migratoires, pluriels et pourtant si souvent vus comme uniformes, respecte la ou plutôt les réalités vues ou vécues en Afrique. Ces contre-représentations nous semblent indispensables à la lecture globale des migrations chinoises en Afrique. Contrairement à l'Asie, l'essentiel de la migration chinoise au Sud comme au Nord du Sahara est donc récente, non limitée aux provinces côtières, et doit être mise en parallèle de l'historicité de la RPC, d'une part⁶, et de la relation entre la Chine et l'Afrique, d'autre part⁷.

C'est pourquoi il faut attendre le début des années 2000 pour voir les flux sino-africains augmenter. Les cinq principales modalités d'intervention économiques chinoises en Afrique que sont le commerce, les prestations de services (contrats), les prêts, les investissements directs étrangers et finalement l'aide au développement ne vont cesser de croître dans le sillage de l'organisation, en 2000, du premier Forum de coopération sino-africain (Focac). C'est en parallèle de ces flux, croissants, que les migrations chinoises s'intensifient. Alors qu'elles ne concernaient que peu de pays « historiquement », elles se diffusent dorénavant vers l'ensemble du continent, soit les États africains reconnaissant le principe d'une Chine unique, la RPC⁸. C'est ainsi que les Afriques de l'Ouest et centrale, peu concernées, vont devenir de nouveaux foyers de peuplement, accueillant des communautés chinoises de plus en plus nombreuses, aux origines provinciales, sociales et économiques diversifiées. Un double phénomène migratoire s'opère alors depuis vingt ans : d'un côté, une migration officielle, liée à la diplomatie ou contractualisée, dépendante d'entreprises publiques et subsidiairement privées chinoises ainsi que du gouvernement ; et, de l'autre, une migration officielle, pour laquelle aucun chiffre officiel n'existe. Le

lancement du projet des Nouvelles routes de la soie par Xi Jinping, en 2013, aurait pu laisser penser que le nombre d'expatriés allait augmenter dans les pays concernés et/ou traversés par les routes terrestres ou maritimes afférentes. En Afrique, il n'en est rien.

Typologie et répartition des migrants contractuels chinois en Afrique

De prime abord, la typologie de la migration chinoise sur le continent africain semble aisée à décrire puisqu'elle comprendrait, selon les autorités chinoises, deux catégories d'individus. Premièrement, il s'agit de fonctionnaires, ou assimilés, employés par les tutelles centrales (État) ou locales (provinces ou régions autonomes). Leurs missions sont limitées dans le temps, deux années généralement, bien que reconductibles. Depuis l'époque maoïste, ces expatriations sont liées aux principaux domaines de coopération sino-africains : la santé, l'agriculture, la défense, l'enseignement et la formation, notamment. Ces migrants temporaires sont alors qualifiés, occupant les postes de direction, de gestion, de supervision ou de consultance. En second lieu, il s'agit d'employés des entreprises réalisant des prestations de services en Afrique. Ces employés, du directeur à l'ouvrier semi-qualifié, sont donc *a priori* présents pour une durée limitée induite par leur contrat, leur activité, leur chantier.

« Plutôt que diaspora chinoise en Afrique, il est ainsi préférable d'aborder les migrations chinoises via le terme « communautés ».

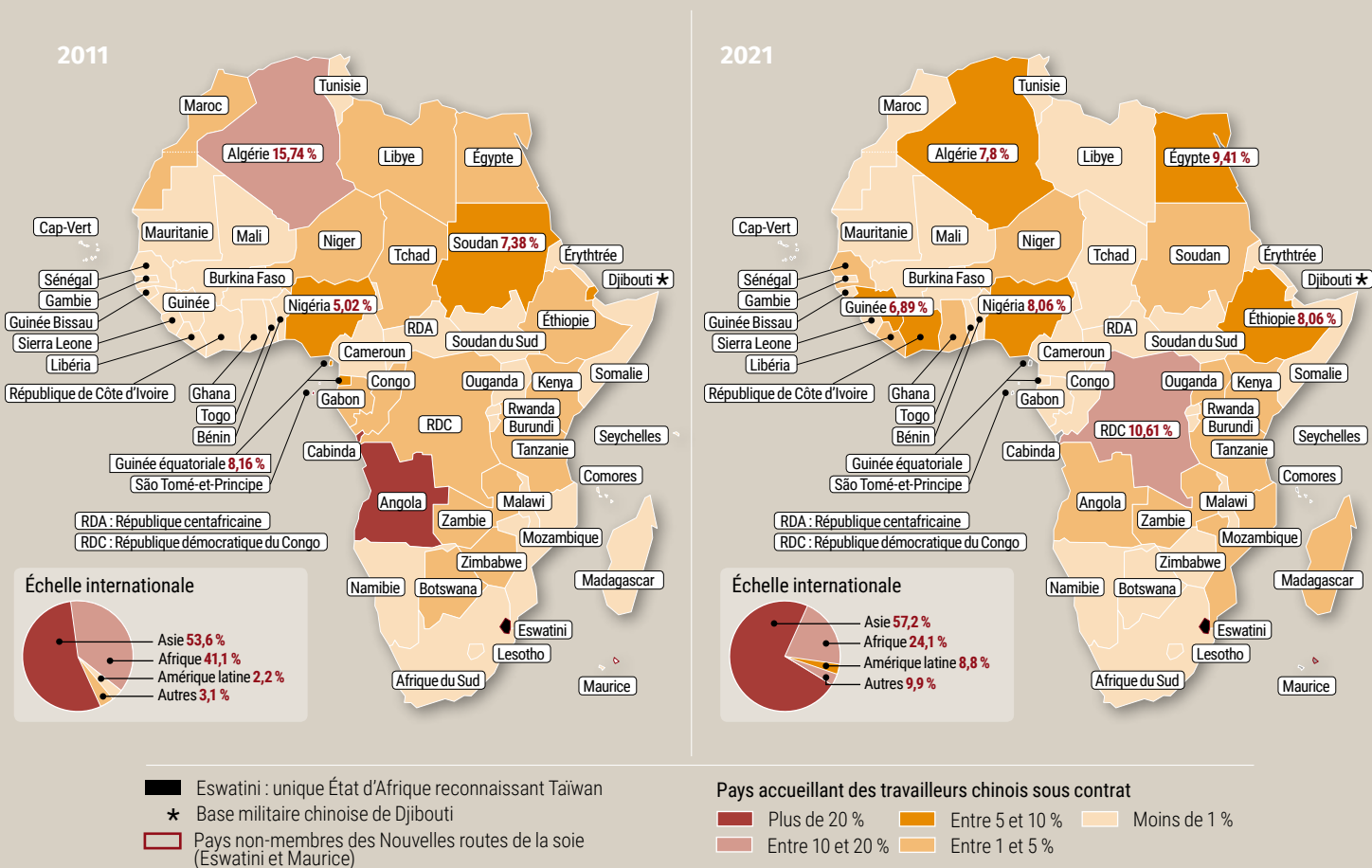
Contrairement à l'Inde, par exemple, l'État chinois n'offre que peu de statistiques rendant compte des distributions géographique et numérique de ses ressortissants établis temporairement comme durablement à l'étranger. Le nombre de *huáqiáo* doit alors être évalué sans grande précision méthodologique. Le National Bureau of Statistics of China propose toutefois un aperçu annuel de cette émigration en classant ces migrants en deux catégories, imparfaites et non exhaustives : les expatriés sous contrat (« *Contracted Projects* ») qui travaillent généralement sur les projets de construction (chantiers de BTP), et les Chinois intérimaires, en Afrique, qui sont également sous contrat mais pas forcément avec une entreprise chinoise (« *Labor*

6. Mathieu Duchâtel, *Géopolitique de la Chine*, Paris, Presses universitaires de France, 2019 ; Thierry Sanjuan, Pierre Trolliet, *La Chine et le monde chinois. Une géopolitique des territoires*, Paris, Armand Colin, 2010 ; Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

7. Emmanuel Ma Mung, « Chinese migration and China's foreign policy in Africa », *op. cit.*

8. Xavier Aurégan, « Le Burkina Faso et les "deux Chineses" », in *Outre-Terre*, n° 30, 2011, pp. 381-390.

► Figure 1. Représentation cartographique des travailleurs sous contrat chinois en Afrique en 2011 et en 2021



Source : NBSC © Aurégan.

Services »). Ces deux catégories sont deux notions relativement proches et ne font état que de Chinois officiellement recensés par le gouvernement (Figures 1 et 2). En 2011, les travailleurs chinois sous contrat (chinois) en Afrique étaient environ 100 000. En 2021, ils n'étaient plus que 32 000. Cette baisse de l'expatriation impacte le rang de l'Afrique à l'échelle internationale : si le continent accueillait 41 % des expatriés chinois en 2011, en 2021, seuls 24 % d'entre eux étaient envoyés en Afrique. Cette baisse se vérifie également chez les ressortissants chinois travaillant officiellement en Afrique (ces intérimaires aux contrats non chinois). En 2011, ils étaient environ 16 000, mais seulement 11 000 en 2021. De même, l'Afrique semble de moins en moins concernée par l'envoi d'intérimaires chinois : elle en accueillait 7,8 % en 2011 contre 6,1 % en 2021⁹.

Bien que ces chiffres n'intègrent pas les ressortissants chinois dénués de contrat et pourtant

installés en Afrique, soient ces *huáqiáo* qui « échappent » aux contrôles statistiques gouvernementaux, la tendance baissière est durable, prononcée, et elle peut s'expliquer par plusieurs facteurs.

De fait, les entreprises chinoises générant du chiffre d'affaires en Afrique ont gagné en expérience et en compétence, et s'appuient davantage sur la main-d'œuvre locale, africaine. En cela, un double phénomène de montée en gamme des projets, nécessitant moins d'ouvriers chinois mais plus de travailleurs qualifiés, et l'imposition de « quotas » de travailleurs nationaux par les parties africaines, qui n'est pas systématique, concourent respectivement

9. NBSC, *Statistical Database*, National Bureau of Statistics of China (NBSC), 2023.
 Url : <http://www.stats.gov.cn/english/Statisticaldata/AnnualData/>.

Les migrants-investisseurs

D'une manière générale, pour ces migrants-investisseurs chinois, l'Afrique n'est jamais présentée comme l'*Eldorado* que l'on pourrait supposer. Au contraire, ce continent est perçu comme un moyen situé au bas d'une échelle dans laquelle Paris, Londres ou New York représenteraient le sommet de la réussite sociale et économique, et par extension, familiale. Ces « *aventuriers*¹⁴ », en transit économique dans les pays africains d'accueil, souhaitent donc avant tout progresser dans leur société d'origine : un village du Henan, par exemple, province natale de plus de la moitié des migrants chinois en Afrique de l'Ouest francophone. Leur situation (et leur migration) est souvent vécue comme une présence antagoniste où s'affrontent le « là-bas », la Chine, et le « ici », ou l'inverse, « *petit ici [en Chine] et notable là-bas*¹⁵ ». Ces ressortissants chinois sont partis sans quitter, ayant quitté sans partir, pour reprendre l'expression de Fariba Adelhrah¹⁶. Ce sentiment est prégnant chez plus de 70 % des individus interrogés en Afrique de l'Ouest qui souhaitent en effet rentrer en Chine à court ou moyen termes (de une à six années). Leurs activités sont comparées ou justifiées par rapport aux enjeux internes chinois : chômage, difficultés de se procurer un emploi correctement rémunéré, faibles perspectives professionnelles, contraintes politiques, etc.

Dans ce cadre, l'objectif des communautés chinoises « privées » est relativement simple : s'enrichir. Le *leitmotiv* commun est bien de percevoir les fruits du travail afin d'obtenir – une fois rentré en Chine – un statut social équivalent à leur « *labueur africain* » et induisant de le faire évoluer pour soi-même, sa famille et sa descendance. Ce constat est naturellement produit par ces ressortissants chinois qui, directement, ne sont pas tributaires du gouvernement ou des entreprises (publiques comme privées). Ce sont donc ces restaurateurs, ces dirigeants de petites sociétés (généralement familiales) œuvrant dans la pêche, l'agriculture, l'exploitation minière, l'import-export, ou encore ces gérants

d'offices de prostitution et de cliniques de médecine traditionnelle chinoise. De surcroît, les commerçants, implantés à Adjamé (Abidjan, Côte d'Ivoire) ou boulevard du général de Gaulle (Dakar, Sénégal), sont les plus nombreux et les plus accessibles.

Peu de chiffres circulent sur le nombre de migrants-investisseurs, du moins, peu de chiffres comparés, croisés et ayant fait l'objet de recherches empiriques scientifiques. Le ministère du Commerce chinois évoque parfois 4 000 petites et moyennes entreprises présentes en Afrique. Mais d'autres sources, telle l'étude de McKinsey Africa¹⁷, supputent que ces sociétés seraient au moins deux fois plus nombreuses. Peu fiables, les estimations portant sur le nombre total de Chinois en Afrique évoquent des fourchettes allant de 500 000 à 2 millions. Quoi qu'il en soit, les interstices économiques trouvés par ces *huáqiào* configurent, d'une certaine manière, leurs capacités d'adaptation. Une intégration effective ? Rien n'est moins sûr.

Les groupes socio-économiques chinois se structurent en réseaux plus ou moins solidaires, les connexions qui s'y développent créent ce facteur dépendance inhérent à chaque filière migratoire. Organisés, parfois hiérarchisés, ces réseaux sont donc fermés. Du moins, la conjugaison de barrières – culturelles, linguistiques, sociales – et de pratiques intra-migratoires laisse peu de place aux « autres ». Une intégration de façade, balisée, qui est souvent cloisonnée ou compartimentée par deux prismes : social à travers des relations de voisinage, par exemple, et surtout économique avec la clientèle, les employés, les livreurs, l'administration, etc. Étant entendu que des interactions existent entre ces compartiments (social et économique), il serait nécessaire de faire la distinction entre les différentes catégories d'acteurs privés, et en particulier entre les migrants-investisseurs temporaires et ceux, libérés de contraintes réelles ou perçues, qui ont effectué un véritable choix de vie, à savoir celui de rester vivre et travailler en Afrique.

Pour comprendre cette faible intégration, il est essentiel de chercher des éléments de réponse dans l'organisation de la communauté. Les réseaux et marchés ethniques jalonnent et confinent leurs activités, leurs déplacements et modes de vie *in situ*, dans un

14. Antoine Kernen, Benoît Vulliet, « Petits commerçants et entrepreneurs chinois au Mali et au Sénégal », in *Afrique contemporaine*, n° 228, 2008, p. 74.

15. Lamia Missaoui, « Généralisation du commerce transfrontalier : petit ici, notable là-bas », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, n° 1, 1995, pp. 53-75.

16. Fariba Adelhrah, « Partir sans quitter, quitter sans partir », in *Critique internationale*, n° 19, 2003, pp. 141-155.

17. Url : <https://www.mckinsey.com/featured-insights/middle-east-and-africa/the-closest-look-yet-at-chinese-economic-engagement-in-africa>.



► Travailleur chinois de la société China National Mechanical & Equipment Corporation (CMEC), sur le chantier du barrage d'Imboulou (République du Congo), 2007. 400 techniciens et ouvriers qualifiés chinois encadrent une main-d'œuvre congolaise d'un millier d'hommes. Le CMEC exige que les travailleurs chinois portent des casques jaunes et les Congolais des bleus. © Paolo Woods/Photographie issue de la série photo « Chinafrique ».

espace affectif qui reste prioritairement sinisé. Autant victimes des représentations africaines que chinoises et de leurs manières de pratiquer le territoire, leurs activités et « l'autre », l'intégration des *huáqiào* se révèle superficielle, sommaire et symbolique. C'est en substance ce que démontrent plusieurs recherches au Pérou, à Madagascar ou au Canada¹⁸. Leur situation, « de transit », amène à cette question : pourquoi faire l'effort de s'intégrer lorsque l'objectif est l'enrichissement à très court terme et un retour rapide en Chine ?

Pour celles et ceux qui inscrivent leur présence à moyens ou à longs termes, la volonté d'organisation est manifeste : ils créent et rejoignent des associations de ressortissants chinois, et parfois des chambres de

18. Isabelle Lausent-Herrera, « La nouvelle immigration chinoise au Pérou », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n° 1, 2009, pp. 71-96 ; Catherine Fournet-Guérin, op. cit. ; Huhua Cao, Olivier Dehoorne, Vincent Roy, « L'immigration chinoise au Canada : logiques spatiales et nouvelles territorialités », in *Noroi*, n° 199, 2006, pp. 11-22.

commerce locales. Ces structures collectives permettant de relâcher la pression chez ces Chinois en situation d'expatriation plus ou moins choisie, perpétuant les habitudes culturelles et sociales. Elles révèlent le caractère permanent et soutenu des relations entre la Chine et les pays africains d'accueil et expriment ce besoin de se réunir « entre nous », « entre soi »... et de le partager. Plus que d'autres communautés migrantes, les Chinois reproduisent d'ailleurs dans leur très grande majorité des repères traditionnels : dans leur logement et leur voiture, et, pour des raisons commerciales, dans les restaurants et les boutiques. Il peut s'agir d'objets (vases, décoration, lampes et lanternes, statuettes, calligraphie, éventails, etc.), mais aussi d'éléments impressifs (reproduction de réseaux sociaux, lever, dîner et coucher, etc.).

« Ces « revendeurs de *Made in China* par terre » exercent parfois directement pour le compte du commerçant chinois, mais plus souvent d'une manière individuelle, bien que les achats soient fréquemment groupés pour obtenir des prix plus bas qu'une femme, seule, aurait obtenu.

En Afrique, que les entreprises soient originaires de Chine ou créées sur place par des *huáqiáo*, elles ont généralement besoin de relais locaux, d'employés et ainsi d'intermédiaires pour mener à bien leurs missions et activités.

Le rôle des intermédiaires africains

Assistants commerciaux, traducteurs, agents de sécurité/médiateurs, employés dans les supermarchés chinois, hommes et femmes de ménage et à tout faire, avocats, juristes, chauffeurs et manutentionnaires, le statut et l'activité des intermédiaires sont diversifiés et évoluent rapidement au gré et à l'image des activités chinoises en Afrique. Leurs emplois ont été rendus possibles, si ce n'est obligatoires, par la pression socio-économique locale subie par la communauté chinoise. Pour cette dernière, la méconnaissance du terrain, la pratique très limitée ou inexistante de langues étrangères, ainsi que ce statut de dernier migrant sont plusieurs facteurs concourant à employer ces intermédiaires.

Ceux-ci ont des statuts variés, comme leurs métiers ou activités du reste. S'ils sont

majoritairement jeunes, sans bagage scolaire substantiel – mais rarement analphabètes –, ils occupent avant tout une place centrale dans l'activité « chinoise ». Certains exercent un emploi bien éloigné de leurs possibilités et de leurs formations – parfois faite en Chine grâce aux dizaines de bourses annuelles accordées aux gouvernements africains. Généralement, ces intermédiaires de l'*emporium* chinois que nous avons interrogés gagnent mensuellement entre 50 et 100 euros, se satisfont de cet emploi faute de mieux et critiquent systématiquement les relations professionnelles altérées par le comportement des employeurs chinois. Dans leur très grande majorité, ils se trouvent dans une informalité totale : un accident du travail est synonyme de renvoi sans autre forme de procès.

Chez ces employés travaillant au sein des commerces chinois, le décalage culturel est tout d'abord suscité par l'environnement humain, soit les relations sociales employé-employeur qui comprennent notamment le respect du personnel et de ses composantes (pratiques religieuses, différences culturelles et rythme de travail, horaires, frontière floue entre le cadre professionnel et social). En second lieu, ce rapport se base sur des éléments plus personnels, partiels, relatifs à la relation créée et entretenue entre les deux parties. Dans tous les cas, ces intermédiaires sont et se sont rendus indispensables. Ils négocient ainsi plus finement, lorsqu'ils n'effectuent pas directement la vente. Ils préviennent les conflits et permettent au « patron chinois », si ce n'est de s'intégrer, du moins d'intégrer plus aisément le commerce et ses marchandises dans les paysages respectifs. En tant qu'acteurs des espaces d'interaction sino-africains, ils forment une sorte de caution, de représentation nationale et physique à l'égard des clients ou des forces de l'ordre, et s'opposent directement, avec la clientèle toujours plus nombreuse, aux organisations syndicales ou patronales combattant la présence commerciale chinoise.

En Afrique, l'économie informelle ou populaire, qui représente de 40 % à 70 % de l'économie dite formelle des États, permet à des millions de foyers de vivre. Les commerçants chinois et leurs produits à bas prix créent ainsi des emplois directs et surtout indirects (marchands précaires, ambulants ou sédentaires). Ces derniers, ou plutôt dernières, apportent un second salaire au foyer et participent directement à la diffusion de marchandises « *Made in China* » dans les territoires urbains et ruraux africains. En quelque sorte, ils diffusent et démocratisent ces biens de

consommation courante. Ces « revendeurs de *Made in China* par terre » exercent parfois directement pour le compte du commerçant chinois, mais plus souvent d'une manière individuelle, bien que les achats soient fréquemment groupés pour obtenir des prix plus bas qu'une femme, seule, aurait obtenu.

Ces nouveaux types de migrants et de migrations n'empêchent pas certaines prises de position ou représentations africaines qui estiment « déloyale » la concurrence des migrants-investisseurs et par-delà, de la Chine. Leur image est parfois ternie par des conflits et rivalités, commerciales essentiellement, et par la pratique d'activités illégales : coupe de bois, pêche, extraction, braconnage, commerce illicite (de médicaments, par exemple), immigration irrégulière. Il s'agit donc, pour ces États africains directement concernés par ces activités minières, de foresterie ou de pêche, d'accompagner, de renforcer les contrôles, de se protéger et de légiférer. Sur ces migrations chinoises, comme sur les autres du reste.

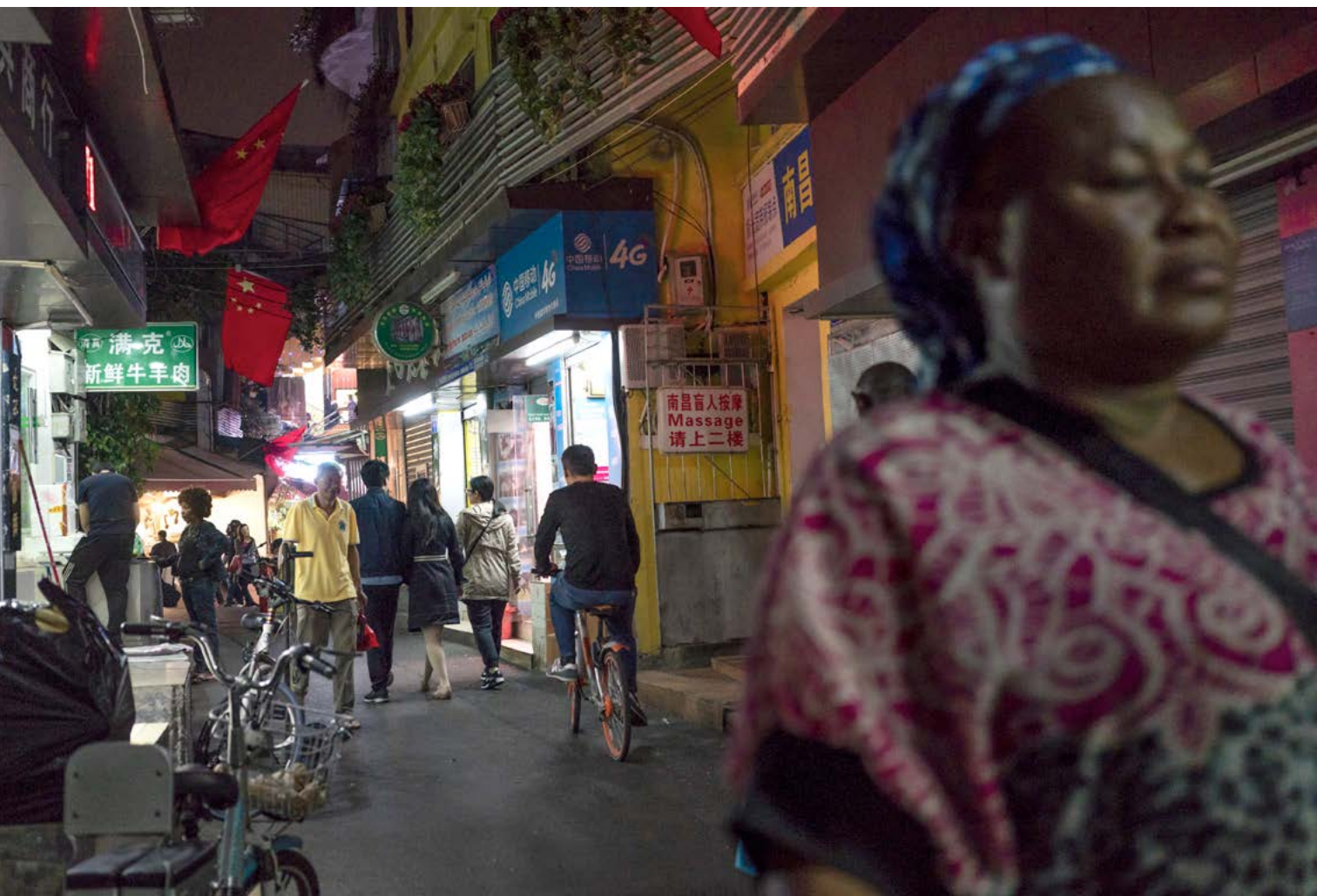
Conclusion

Débutée en pleine Guerre froide, la migration chinoise en Afrique a beaucoup évolué en parallèle de libertés, relatives, accordées par les gouvernements post-Mao. Elle s'est surtout intensifiée dans le sillage d'autres types de flux sino-africains, économiques et commerciaux, en constante augmentation à partir des années 2000. En cela, que la migration soit le fait des autorités chinoises ou de décisions individuelles, elle reste essentiellement économique, opportuniste et mercantile. Selon les profils, la priorité est de servir le pays ou la maison depuis l'étranger.

C'est pourquoi l'intégration de ces migrants est limitée : « *le projet diasporique d'assimilation ne les concerne pas, celui de l'errance ne les concerne plus, ils se tiennent à distance des valeurs des sociétés d'accueil*¹⁹ ». Leur faible propension à l'apprentissage de langues étrangères et à aller vers les « autres » favorise le communautarisme plutôt que la participation à une société multiculturelle. C'est encore plus vrai pour ces migrants temporaires sous contrat, envoyés (in)directement par l'État. Le projet des Nouvelles routes de la soie n'a aucunement accéléré les migrations recensées par l'État chinois, bien au contraire. Au-delà des facteurs évoqués *infra*, la raison tient certainement dans le rapport économique global entre la Chine et l'Afrique, moins euphorique, plus stable et « désenchanté ». En Chine et à l'étranger, la rhétorique du PCC évolue également : depuis 2017, la « Nouvelle ère » de Xi Jinping remplace progressivement les Nouvelles routes de la soie.

En définitive, la migration chinoise en Afrique, comme ailleurs, présente un large spectre d'acteurs aux parcours, profils et ambitions différenciés, qui, contrairement à certaines idées reçues, est fragmentée, et même en concurrence parfois. À l'image des relations sino-africaines, faites de Chine et d'Afrique, toutes deux au pluriel. ■

¹⁹. Alain Tarrius, « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n° 2, 2001, p. 46.



► Le quartier commercial *Little Africa* à Guangzhou (Chine), mars 2018.
© Fred Dufour/AFP.

Chinafrique : partenariat d'un genre nouveau ?

L'exemple de la relation Chine-Sénégal

Abdoul Hameth Ba, géographe, chercheur à l'IDHES, UMR/CNRS, université d'Évry-Paris Saclay, et **Djiby Diakhaté**, sociologue, département de sociologie, université Cheikh Anta Diop, Sénégal.

Le développement de la présence de migrants africains en Chine s'inscrit dans un contexte d'accélération et de diversification des relations Sud-Sud. Une enquête réalisée dans plusieurs grandes villes de Chine et à Dakar auprès de diplomates, de responsables associatifs et d'hommes et de femmes d'affaires africains révèle la nature asymétrique des relations qu'ils nouent avec leurs interlocuteurs chinois. Les difficultés de s'installer et de travailler dans le pays constituent autant de freins au développement des affaires que tente de pallier la forte solidarité associative des migrants africains.

Avec ses 1,4 milliard de personnes, la Chine est aussi peuplée que les 54 États africains réunis¹. On peut s'interroger sur la place des États africains dans la nouvelle stratégie des Nouvelles routes de la soie. En effet, depuis 2000, la présence des grandes entreprises chinoises et des commerçants chinois en Afrique ne cesse d'augmenter. Dans leur article intitulé « Les influences chinoises en Afrique : mythes et réalités des relations économiques », Alicia Garcia Herrero et *al.* indiquent que les autorités chinoises chiffrent le nombre d'entreprises chinoises actives en Afrique entre 3 000 et 4 000². Les mêmes auteurs précisent que les exportations de la Chine vers l'Afrique sont passées de 95 milliards de dollars US en 2017 à 113 milliards de dollars en 2019. L'Afrique est

donc un partenaire économique incontournable de la Chine. La création du forum sur la coopération sino-africaine en 2000 a permis de développer rapidement les relations économiques entre l'Afrique et la Chine. Afin de renforcer et de diversifier les formes de partenariat avec l'Afrique, Pékin multiplie ses connectivités. Aux routes terrestres, maritimes, aériennes, numériques permettant la mise en relation entre la Chine et l'Afrique, dans le cadre du grand projet « Nouvelles routes de la soie », viennent s'ajouter de nouvelles « routes » culturelles. L'apparition des Instituts Confucius en Afrique dans les années 2004 en constitue une preuve. Aujourd'hui, on répertorie 40 centres culturels chinois dans les villes africaines.

C'est dans ce contexte d'accélération et de diversification des relations Sud-Sud que nous avons voulu questionner les effets des mises en relation entre sociétés et espaces géographiquement éloignés, en partant de l'analyse, d'une part, de la réalité de la présence des Subsahariens à Guangzhou (Chine)

1. <http://donnees.banquemondiale.org> (années 2022).

2. Alicia Garcia Herrero, Alain Karsenty, Johanna Malm, Thierry Pairault, « Les influences chinoises en Afrique. 2. Mythes et réalités des relations économiques », *Études de l'Ifri*, 2022.

et, d'autre part, de la présence des Chinois à Dakar (Sénégal)³. Pour répondre à cette question, nous avons effectué deux séjours (2016 et 2018) à Guangzhou, Wuhan et Pékin et plusieurs séjours à Dakar (Sénégal, notre pays d'origine). Au cours de ces séjours d'études, nous avons interrogé les diplomates africains (sénégalais, mauritaniens, maliens) en poste à Pékin et à Guangzhou, les responsables associatifs, les hommes et les femmes d'affaires africains en Chine sur les conditions de vie des Subsahariens en Chine. Les résultats des enquêtes ont permis de comprendre les types d'activités économiques exercées par les subsahariens en Chine, leurs relations avec la population chinoise, les milieux d'affaire chinois et les autorités chinoises. Les observations de terrain à Dakar ont permis de mesurer les effets de la présence chinoise au Sénégal. Au-delà de ces entretiens directs, nous avons eu le privilège de participer à des rencontres institutionnelles (Forum économique du Sénégal à Guangzhou en 2018), d'accompagner les hommes d'affaires subsahariens lors de leur déplacement à l'intérieur de la ville de Guangzhou à la recherche de marchandises à acheter et à expédier vers l'Afrique.

Des conditions d'entrée et de séjour difficiles en Chine

Les conditions d'entrée en Chine sont variables et dépendent de plusieurs facteurs liés à l'activité professionnelle du demandeur de visa. La Chine délivre facilement des visas pour affaires. Dans la plupart des cas, la durée de séjour sur le territoire chinois est limitée (quelques semaines, des mois, une seule entrée, plusieurs entrées, 1 an voire plus). De ce point de vue, la Chine ne peut être considérée comme un pays d'immigration, du moins comme un pays favorable à une immigration d'installation définitive à l'image de certains pays européens (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie...) ou africains (Sénégal, Côte d'Ivoire...). En fait, les hommes et femmes d'affaires sont obligés de sortir au moins une fois par an du territoire chinois pour renouveler leur visa de

séjour. Ils peuvent effectuer cette démarche administrative en se rendant dans les pays proches géographiquement de la Chine comme la Thaïlande, le Myanmar (Birmanie) ou Singapour.

L'immigration africaine en Chine est récente comparativement à l'immigration africaine en Europe. L'accès à des données statistiques récentes et fiables reste difficile mais les Nigériens, les Maliens, les Guinéens et les Ghanéens sont les quatre nationalités subsahariennes les plus représentées à Guangzhou (Canton). Les Nigériens, au nombre de 10 000, arrivent en tête⁴. Le travail d'enquête effectué en Chine s'est déroulé dans les villes de Guangzhou, Wuhan et Pékin. Les 30 entretiens réalisés dans la rue commerçante Xia Bei ou le centre commercial Yulong Market à Guangzhou montrent la diversité des nationalités subsahariennes présentes⁵. Les hommes et femmes interrogés sont originaires de différents pays (Togo, Soudan, Kenya, Sénégal, Niger, Nigeria, Tanzanie, Mali, Guinée, Gambie, Burkina Faso, Ouganda, Côte d'Ivoire).

Les entretiens révèlent que les activités des Subsahariens en Chine concernent essentiellement le secteur commercial. Les commerçants subsahariens appelés « *businessmen* » ou « *businesswomen* » achètent des produits « chinois » qu'ils expédient par bateaux vers l'Afrique. Ces « *traders* », pour reprendre l'expression d'Adams Bodomo⁶, sont spécialisés dans l'exportation de marchandises variées (produits électroniques, vêtements, matériel agricole, téléphone portable, matériel médical, produits pharmaceutiques...) fabriquées en Chine. Les entretiens auprès des *traders* ont permis de cerner le profil des immigrants africains et les secteurs dans lesquels ils travaillent. La majorité des *traders* (95 %) interrogés sont des femmes et des hommes âgés de moins de 50 ans. Ils ont tous fréquenté l'école française ou coranique. Certains ont séjourné dans des pays limitrophes à la Chine ou dans d'autres continents (Europe, Afrique, Océanie) avant d'arriver en Chine. On trouve parmi les *traders* d'anciens étudiants africains ayant fréquenté les universités chinoises. En effet, le renforcement de la politique de coopération

3. Abdoul Hameth Ba, Djiby Diakhaté, Marème Dia Thiam, Lamine Ndiaye, « Sub-saharans in China versus Chinese in Africa: vectors of cultural and economic relations of a new kind? A case-study of two metropolises: Guangzhou (China) and Dakar (Senegal) », in *Annales de la Faculté des lettres, arts et sciences humaines (AFLASH)*, vol. 9, n° 1, 2002. Url : <https://univ-evry.hal.science/hal-03933991>.

4. Adams Bodomo, « African traders in Guangzhou: A bridge community for Africa-China relations », in Carla P. Freeman (dir.), *Handbook on China and Developing Countries*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2015, pp. 133-166.

5. Philippe Grangereau, « Noirs désespoirs en Chine », in *Libération*, 27 octobre 2013.

6. Adams Bodomo, « African diaspora remittances are better than aids funds: Diaspora-driving development in the 21st Century », in *World Economics*, vol. 14, n° 4, 2013, pp. 21-29.



► Commerçants africains dans les environs de la rue Xia Bei (Guangzhou/Chine). Durant leurs séjours, ces commerçant(e)s sillonnent les magasins des villes commerciales pour acheter des produits qu'ils expédient vers l'Afrique.
© Abdoul Hameth Ba, 2016.

Chine-Afrique a abouti à une augmentation du nombre d'étudiants africains en Chine. De 24 étudiants en 1954, la Chine répertorie, en 2018, 61 000 étudiants, dont 40 000 dans la province de Guangdong. Wuhan est aussi une ville universitaire qui concentre un grand nombre d'étudiants africains. On observe deux types de *businessmen*. Le premier concerne ceux qui ont un visa de longue durée, il s'agit de personnes représentant une compagnie d'import-export dont le siège social est en Afrique et dont une antenne est présente en Chine.

En fait, le *businessman* gère une succursale spécialisée dans l'achat, l'importation et l'exportation de marchandises très variées de la Chine vers l'Afrique et *vice versa*. La quantité des produits expédiés est variable. Cela peut être une commande de deux téléphones portables, une boîte de comprimés pharmaceutiques, du matériel médical, des dizaines, voire des centaines, de cartons de jeans ou du matériel agricole lourd. L'autorisation d'installation d'une succursale est soumise à des conditions très strictes,

comme la vérification de l'état de santé du représentant de l'entreprise. Ce dernier est soumis à des tests médicaux et les résultats conditionnent la délivrance du permis d'installation.

Le deuxième type correspond aux hommes et aux femmes qui viennent pour un court séjour (une semaine, deux semaines ou un peu plus) pour acheter des marchandises – des *businessmen*, commerçants de passage. La nature des marchandises et la recherche du prix le moins cher peuvent obliger l'homme ou la femme d'affaires à se rendre dans plusieurs villes chinoises. En effet, certaines villes sont spécialisées dans la fabrication de meubles, d'autres de carreaux pour salle de bains, de matériel agricole, et proposent des prix très intéressants. Une fois la marchandise achetée, le *businessman* confie à un *trader*, africain de préférence, la mission d'expédier les produits de la Chine vers l'Afrique ; il retourne dans son pays d'origine et attend la livraison.

Nos enquêtes montrent que certains commerçants peuvent effectuer deux, voire trois ou quatre

séjours de courte durée par an lorsqu'ils possèdent un visa permettant plusieurs entrées. Pour réduire les frais liés à l'hébergement en Chine, certains commerçants originaires du même pays effectuent le trajet ensemble et partagent la même chambre d'hôtel, la location d'une voiture pour faire les courses, les frais d'envoi de marchandises vers l'Afrique, etc. Nos enquêtes réalisées en 2016 et 2018 en Chine auprès de 30 africain(e)s montre que cette mutualisation des moyens est typique des *businessmen* ou *businesswomen* africains opérant en Chine.

Un marché des affaires très concurrentiel

Il existe un partenariat entre *businessmen* chinois et africains, mais nos enquêtes montrent qu'il est souvent éphémère et asymétrique. Des problèmes de ségrégation sont courants et renforcés par une absence de politique chinoise d'intégration économique des étrangers, notamment ceux qui sont issus d'Afrique. Pour preuve, les Africains ne peuvent exercer une activité lucrative que dans le secteur commercial. Seuls les Africains expatriés, c'est-à-dire recrutés par les sociétés étrangères présentes en Chine telle que la société française Orange ou les sportifs professionnels de haut niveau, ont la possibilité de travailler en dehors du secteur commercial. Comme le dit bien l'un de nos interviewés : « *Certains Africains montent "discrètement" des affaires avec les Chinois. Mais lorsque les affaires marchent bien, les Chinois peuvent rompre le contrat et reprendre l'activité à leur propre compte, l'Africain est laissé sans droit et n'ose pas porter plainte auprès des autorités chinoises car il n'a aucune chance de gagner*⁷. »

Les commerçants africains gérant des boutiques de vente de vêtements rencontrent beaucoup de difficultés à maintenir leurs activités et subissent une concurrence rude de la part des commerçants chinois. « *Lorsque nous commençons à vendre un produit très prisé par les Africains de passage, les commerçants chinois nous imitent et "cassent" les prix. Il devient dès lors difficile de maintenir son activité dans ces conditions* », raconte un Guinéen qui possède une boutique de vente de jeans dans un hall commercial situé rue Xia Bei, lieu très fréquenté par les *businessmen* et *businesswomen* africains. D'autres activités lucratives sont pratiquées par les Africains mais elles restent

encore informelles. Il s'agit des services de guide et d'interprétariat offerts par les étudiants africains en Chine. Ces derniers connaissent les villes et aident les *businessmen* à se déplacer et à négocier les prix des marchandises auprès des grossistes chinois. Les femmes africaines, quant à elles, préparent et vendent des plats africains livrés à domicile, généralement, aux *businessmen* de passage. Cette activité de restauration bien qu'illégal marche bien, d'autant plus que la demande est forte et que tous les ingrédients nécessaires à la préparation des plats africains sont disponibles dans les marchés chinois grâce à l'importation des produits africains.

Les *traders* africains en Chine maîtrisent leur secteur d'import-export. Ils répondent aux commandes des commerçants africains (grossistes ou demi-grossistes) dont les boutiques ou les quincailleries sont situées en Afrique. Parfois, ces mêmes *traders* possèdent leurs propres boutiques dans différentes villes africaines qu'ils achalandent régulièrement⁸.

L'avenir de ces hommes et de ces femmes d'affaires dépend des politiques migratoires chinoises qui encadrent de manière drastique leurs activités économiques. Par ailleurs, l'État chinois semble peu enclin à proposer une politique d'intégration sociale et culturelle des Africains présents en Chine⁹. Pour pallier cette insuffisance, les communautés africaines s'organisent en associations fondées sur la base de critères divers (pays d'origine, religieux, linguistique...) et collaborent avec les autorités consulaires et diplomatiques de leur pays d'origine pour mener des actions sociales et culturelles, des opérations d'investissement dans les pays d'origine.

La solidarité entre migrants africains en Chine

Les différentes communautés africaines à Guangzhou sont organisées en association. Bien qu'informelles car elles ne sont pas reconnues juridiquement par les autorités chinoises, ces associations sont diverses et basées essentiellement sur le critère d'appartenance à une même nationalité. Ainsi, on note l'Association des Togolais de Canton, l'Association des Sénégalais de Chine, l'Association

7. Propos recueillis au cours de nos enquêtes en 2016 auprès S. K. Togolais présent à Guangzhou depuis 10 ans.

8. Abdoul Hameth Ba, *Dynamiques territoriales, migratoires et (inter)culturelles contemporaines*, Paris, L'Harmattan, 2019, pp. 79-83.

9. Philippe Grangereau, *op. cit.*

des Guinéens, l'Association des Maliens, des Burkinabè, des Nigériens de Chine, etc. Afin de mieux saisir la réalité des associations africaines à Guangzhou, nous avons interrogé leurs dirigeants sur l'histoire de leurs associations, leurs dates de création, le nombre d'adhérents, la trajectoire des dirigeants eux-mêmes (âge, niveau d'études, date d'arrivée en Chine), le montant des cotisations des membres, la nature et le coût des activités réalisées par leurs associations en Chine et en direction des pays d'origine, leurs rapports avec les autorités chinoises et les autorités consulaires et diplomatiques des pays d'origine.

Nos entretiens révèlent que les associations les plus anciennes ont été créées en 2002, comme l'Association des Maliens de Chine. La majorité des autres associations date des années 2005. Le nombre de membres de ces associations est variable et dépend de l'importance numérique des personnes originaires du même pays. Ainsi, l'Association des Burkinabè de Guangzhou regroupe 20 membres, celle des Guinéens est forte de 300 adhérents, celle des Sénégalais de 600, celle des Maliens de 1 000. Le montant de la cotisation mensuelle varie entre 50 et 100 yuans par mois. Les dirigeants sont tous des hommes instruits (en français ou en arabe), leur âge variant entre 45 et 57 ans. Ces regroupements organisent des manifestations culturelles, culturelles (fêtes religieuses) et sportives (tournoi sportif intercommunauté) ; conseillent et apportent des aides aux nouveaux arrivants, aux personnes en difficulté financière ; collectent des fonds pour payer les pénalités infligées par la police de l'immigration aux personnes en situation irrégulière, acheter le billet d'avion en cas d'expulsion d'un immigré africain, payer les frais de rapatriement du corps d'un défunt. Cette opération de rapatriement des corps est coûteuse (entre 95 000 et 110 000 yuans). Elle nécessite l'aide de plusieurs associations africaines et des membres de la communauté musulmane, sans distinction de nationalité, surtout lorsqu'il s'agit du transfert d'un corps d'un défunt musulman.

Pour l'instant, l'État chinois n'autorise pas l'enterrement de défunts étrangers sur son sol, bien que la ville de Guangzhou possède deux grandes mosquées très fréquentées (Huaisheng Mosque et Abi Waggas Mosque). Ces lieux de culte permettent un brassage entre les fidèles musulmans originaires de pays différents. Chose rare, on note une proximité entre le responsable d'une association culturelle sénégalaise (confrérie musulmane des mourides) et les

responsables chinois de la grande mosquée. Le leader des mourides de Guangzhou, personnage très charismatique et en même temps vice-président des Sénégalais de Chine, affirme que l'imam chinois de la grande mosquée de Guangzhou lui rend visite¹⁰. Il peut accompagner l'imam chinois dans ses tournées à l'intérieur de la Chine. Cette proximité dans la sphère religieuse entre musulmans chinois et subsahariens augure une relation d'un genre nouveau dont les effets à long terme méritent une étude approfondie.

« Sous l'angle social, la solidarité entre les migrants des pays africains en Chine est forte, et elle est d'autant plus nécessaire que la politique migratoire chinoise est très contraignante et sévère à leur égard.

Les relations entre les immigrés africains, d'une part, et celles entre les communautés africaines et la société chinoise, d'autre part, varient en fonction de critères divers. On observe des proximités entre les communautés en fonction de l'appartenance religieuse (solidarité entre musulmans de différents pays), de la proximité linguistique (Africains francophones, Africains anglophones) ou encore des activités exercées. Un projet de création d'une association regroupant les *businessmen* africains, porté par les Africains francophones, est à l'étude. À l'échelle de chaque association, on peut observer des initiatives intéressantes. Celles-ci dépendent du charisme de leurs dirigeants. L'Association des Sénégalais de Chine est à ce titre révélatrice. Le président est un intellectuel francophone, respecté, chef d'une entreprise spécialisée dans l'import-export ; il est établi en Chine depuis 2006. Le vice-président est un intellectuel arabophone, dirigeant de la communauté mouride. Cette association est donc dirigée par deux personnes charismatiques. Au lieu de poser problème, cette direction quasi

10. Lire l'interview en ligne « À la découverte de Serigne Mbaye, cheville ouvrière de la communauté sénégalaise en Chine », *Senenews.com*, 11 juin 2019. Url : https://www.senenews.com/art-de-vivre/portrait/a-la-decouverte-de-serigne-mbaye-cheville-ouvriere-de-la-communauté-senegalaise-en-chine_277087.html. Nous avons pu compléter les informations suite à notre entretien avec Serigne Mbaye lors de nos enquêtes à Guangzhou en 2018.



► Le médiateur Soura, originaire du Sénégal (deuxième à gauche), communique avec son collègue chinois au Centre de médiation de Yiwu, dans la province du Zhejiang (est de la Chine), le 2 août 2016. Au total, 21 médiateurs étrangers de 19 pays jouent un rôle dans la ville pour garantir des solutions fluides litiges commerciaux concernant des étrangers. © Tan Jin/Xinhua via AFP.

bicéphale est un atout. La complémentarité fonctionnelle à plein régime. Le président francophone prend la parole lors des rencontres officielles, notamment avec les autorités sénégalaises ; quant au vice-président, il préside les rencontres à caractère social ou culturel et s'exprime souvent en wolof (langue parlée par la majorité des Sénégalais). Ce partage des rôles entre ces deux dirigeants est basé sur leurs compétences respectives. C'est ainsi que l'Association des Sénégalais de Chine a réussi à fédérer beaucoup d'individus aux profils et parcours divers (étudiants, femmes, homme, *traders*).

Ce type d'association très dynamique développe des projets très pertinents en direction des pays d'origine. On peut citer la création d'une coopérative des Sénégalais de Chine dont l'objectif consiste à faciliter les démarches de ses adhérents pour acheter des terrains et construire des logements au Sénégal. Cette coopérative est soutenue par le pouvoir sénégalais. Deux autres initiatives intéressantes à citer sont celles de l'Association des Maliens et de l'Association des Sénégalais ; toutes deux projettent de créer dans les centres urbains de leurs pays

respectifs une zone d'activité commerciale adossée à un quartier résidentiel qui sera dénommé Chinatown. Si ce type de projet aboutit, il pourrait contribuer à dynamiser l'économie urbaine des territoires de réception et à modifier, dans une certaine mesure, la trame urbaine.

Répondre à une politique migratoire rigide

On le voit, toutes ces initiatives montrent que la diaspora africaine en Chine est porteuse de changements dans la façon d'agir en direction des pays d'origine.

Sous l'angle social, la solidarité entre les migrants des pays africains en Chine est forte, et elle est d'autant plus nécessaire que la politique migratoire chinoise est très contraignante et sévère à leur égard. Tous les dirigeants indiquent que la police de l'immigration contrôle régulièrement les Africains et que les expulsions sont courantes. En cas de litige entre un Africain et un Chinois, les autorités chinoises donnent souvent tort au premier. Ce sentiment de vivre dans un pays où les règles en matière

d'immigration sont changeantes et aléatoires crée une insécurité et un sentiment de rejet chez les migrants. Il est difficile, voire impossible, de louer une salle dans un hôtel pour organiser un événement culturel dans certains quartiers de Guangzhou indique le dirigeant de l'Association des Nigériens. Les autorités chinoises ne sollicitent les dirigeants des associations africaines que pour leur demander de calmer un conflit entre migrants ou de payer les amendes infligées à un immigré en situation irrégulière. Les relations entre les Africains et la population chinoise restent très limitées, même si on observe quelques couples mixtes (africain et chinoise). Ces exemples montrent que l'intégration sociale et culturelle des Africains est difficile, d'autant que le migrant subsaharien ne peut prétendre à la nationalité chinoise. Par ailleurs, les enfants issus des couples mixtes, ce qui est très rare, ne peuvent bénéficier de la double nationalité.

La ségrégation spatiale existe¹¹, et on note que les lieux de résidence des Africains (hôtels, appartements), les bureaux des *traders*, les rues commerçantes fréquentées par les *businessmen* africains sont nommés de la même manière et sont connus, comme *Yulong Market*, rue Xia Bei et ses environs. La répartition et le cantonnement, voire le confinement, des Africains dans certains espaces de la ville sont le résultat d'une politique de ségrégation socio-spatiale et socio-économique voulue par les autorités chinoises. Sous ce rapport, certaines rues commerçantes travaillent quasi exclusivement avec les commerçants étrangers, notamment avec ceux qui sont originaires d'Afrique, d'où le nom de « *Chocolate City* » pour indiquer la forte présence des personnes de couleur noire dans la rue Xia Bei.

Les relations entre les dirigeants des associations et les autorités consulaires de leurs pays d'origine sont variables. Bien que très organisée, l'Association des Maliens de Chine ne parvient pas à instaurer une relation de confiance mutuelle avec les autorités consulaires maliennes installées à Guangzhou. En revanche, l'Association des Sénégalais de Chine entretient des relations très constructives avec les autorités consulaires sénégalaises à Guangzhou. Il faut dire que l'agence consulaire est récente, elle a été créée en 2017 à la demande de la communauté sénégalaise de Guangzhou. Pour preuve

11. Zhigang Li, Laurence J. C. Ma, Desheng Xue, « An African enclave in China: The making of new transnational urban space », in *Eurasian Geography and Economics*, vol. 50, n° 6, 2009, pp. 699-719.

de cette bonne entente, le premier Forum économique du Sénégal à Guangzhou a été organisé par le consulat du Sénégal et l'Association des Sénégalais de Chine à Guangzhou en novembre 2018.

La place des migrants sénégalais dans la coopération économique et diplomatique Chine-Afrique est importante, comme le montre leur implication dans l'organisation d'événements formels : les forums économiques décentralisés à Yiwu et à Guangzhou. Les migrants ont gagné cette place grâce à leur statut d'entrepreneurs, d'hommes d'affaires riches, et à leur connaissance du milieu des affaires en Chine¹². Pour aller plus loin dans l'analyse des relations diplomatiques et économiques Chine-Afrique, nous avons questionné trois diplomates¹³, deux ambassadeurs africains à Pékin et l'adjoint au consul du Sénégal à Guangzhou. À ce propos, les entretiens révèlent que la Chine souhaite renforcer sa présence en Afrique en diversifiant les secteurs de partenariat économique, comme on le verra plus loin dans cette contribution. La multiplication récente des Instituts Confucius en Afrique, notamment sur les campus universitaires, l'organisation de forums économiques décentralisés, la présence en Afrique d'un grand nombre d'entreprises chinoises de construction de bâtiments et de travaux publics, la signature d'accords dans le domaine de l'agro-business, l'installation des commerçants chinois dans les grandes villes africaines, l'octroi de bourses aux étudiants africains sont autant de preuves du renforcement de la présence chinoise en Afrique.

Une mise en relation Sud-Sud d'un nouveau genre

Les Africains installés en Chine depuis le milieu des années 1990 ou le début des années 2000 affirment que le décollage économique de la Chine, la rapidité de la transformation des villes (construction d'autoroutes urbaines superposées, de métros)

12. Voir « Moustapha Dieng Chine de Ts Cargo Teranga Trading Co., LTD ou l'histoire de l'incontournable Sénégalais dans le transit transport logistique à Guangzhou (Chine) », *Leral.net*, 19 septembre 2018. Url : https://www.leral.net/%E2%80%8BMoustapha-Dieng-Chine-de-Ts-Cargo-Teranga-Trading-Co-LTD-ou-l-histoire-de-l-incontournable-Senegalais-dans-le_a234025.html. Nous avons pu visiter le bureau de M. Dieng à Guangzhou en 2019 et avons noté qu'il emploie plusieurs assistantes chinoises.

13. Ces entretiens se sont déroulés à Pékin pour S. E. Le Général F., ambassadeur du Sénégal en Chine, et S. E. M. B., ambassadeur de Mauritanie en Chine, et à Guangzhou pour M. D., adjoint au consul du Sénégal à Guangzhou.

tiennent à la puissance de l'État, à la discipline des ouvriers et des cadres sur les chantiers, à cette volonté des Chinois d'être les champions dans différents domaines. Ces « migrants » considèrent que l'Europe n'est plus le seul exemple à suivre et estiment que les chefs d'États africains et le peuple africain doivent s'inspirer de l'exemple chinois en matière d'aménagement urbain et de développement des activités commerciales.

Notre travail interroge aussi les dynamiques interculturelles liées au fait migratoire entre ces deux continents¹⁴. On observe des similitudes entre l'Asie et l'Afrique, notamment en termes de diversité ethnique et confessionnelle, de l'existence d'activités commerciales informelles, d'inégalités sociales, de disparités entre les villes et les campagnes. Peut-on parler de convergences culturelles, notamment entre musulmans chinois et musulmans africains ? La question n'est pas encore traitée dans les travaux en cours, alors qu'elle nous semble essentielle à aborder dans la période actuelle où les enjeux culturels prennent une place de plus en plus importante dans les relations diplomatiques et économiques, dans la conception et le suivi des projets d'aménagement durable et de développement territorial.

Entrepreneurs chinois à Dakar : une stratégie économique imparable

L'implantation des entreprises chinoises a commencé sur le territoire sénégalais vers les années 1980. En 1980, deux grandes entreprises chinoises, spécialisées dans le domaine de la pêche et de l'armement des bateaux, se sont installées et ont accéléré l'industrialisation de ce secteur qui, jusque-là, était largement dominé par des formes d'exploitation à la fois artisanale, familiale et/ou lignagère. En 1983, l'entreprise Henan-Chine délocalise une filiale au Sénégal dans le cadre de la construction du stade de l'Amitié qui est resté, jusqu'à aujourd'hui, l'une des plus grandes infrastructures sportives du pays. Henan-Chine se déploie au Sénégal en élargissant son spectre et en s'impliquant considérablement dans les domaines de l'hydraulique rurale, des projets routiers et immobiliers. Plusieurs secteurs sont couverts par les investissements chinois : matériels et équipements agricoles,

exploitation et transformation de produits halieutiques, métallurgie, commercialisation de l'arachide entre autres.

L'État du Sénégal a confié à l'entreprise Wietec (Weihei International Economic and Technical Cooperative Co) la construction des bâtiments ministériels de Diamniadio. Le groupe Complant a construit le grand théâtre de Dakar. Dans la zone Sindia, Twyford Ceramics Limited a installé une grande unité industrielle de fabrication de carreaux. Le barrage anti-sel d'Affiniam, réalisé par China Railway Engineering Company en 1988, a permis de rendre arables 7 000 hectares de terre dans la zone sud du Sénégal. Dans le domaine de la pêche, il existe plusieurs entreprises chinoises dont l'une des plus importantes est Tamon Fishing International Sarl.

À côté de ces grandes entreprises, on note la présence de petits commerçants chinois. Ils sont arrivés à Dakar au début des années 2000. La présence de cette diaspora chinoise a changé la physionomie du boulevard les Allées du Centenaire. Cette transformation spatiale commence par l'apparition de cantines en bas des immeubles, ce qu'Amadou Diop appelle un « *processus de cantinisation*¹⁵ ». D'après Amadou Diop, sur les 147 magasins de commerces répertoriés le long de ce boulevard, 125 sont tenus par des Chinois alors qu'ils n'en possédaient que 10 en 2002. La présence de la diaspora chinoise est appréciée différemment. Pour les petits commerçants sénégalais de l'intérieur du pays, les boutiques chinoises sont des points de ravitaillement. Mais pour les commerçants dakarois, vendeurs de chaussures, de tissus, de petits matériels domestiques, ou petits artisans (cordonniers, bijoutiers), la concurrence avec les Chinois est rude. Selon les anciens habitants de ce quartier, les commerces chinois ont défiguré le boulevard, il est mal entretenu et est devenu un marché à ciel ouvert.

Conclusion

La coopération entre la Chine et le Sénégal est asymétrique, comme c'est toujours le cas entre deux pays qui présentent des paramètres économiques, financiers, démographiques, technologiques forts inégaux et des ressources naturelles diverses.

14. Abdoul Hameth Ba, *Dynamiques territoriales, migratoires et (inter)culturelles contemporaines*, op. cit., pp. 79-83.

15. Amadou Diop, « Le commerce chinois à Dakar. Expressions spatiales de la mondialisation », in *Belgeo*, n° 3-4, 2009, pp. 405-424.

Toutefois, cette coopération Sud-Sud peut être bénéfique sur le long terme, d'autant qu'elle n'est pas entachée par les séquelles d'une guerre récente ou d'un passé colonial dans lequel anciens dominants et anciens dominés peinent à surmonter un passé douloureux. Cependant, plusieurs conditions doivent être réunies pour que cette coopération Chine-Sénégal soit réciproquement avantageuse et durable : 1) assurer un transfert des techniques de la Chine vers le Sénégal ; 2) veiller à une forme d'exploitation des ressources naturelles du Sénégal par les entreprises chinoises respectueuses des équilibres des écosystèmes et des identités culturelles ; 3) éviter que la présence des produits manufacturés chinois à bas prix ne concoure à la disparition de l'artisanat local sénégalais ; 4) assurer un meilleur traitement de la diaspora sénégalaise en Chine et l'aider à réinvestir au Sénégal. Ce défi est d'autant plus difficile à relever que la mondialisation renforcée de l'économie fait que les hommes politiques des petits États africains peinent à être exigeants face aux puissantes entreprises (firmes internationales) et aux grands acteurs économiques chinois. Dans ce contexte d'une Chine

qui ambitionne de réaliser son projet de « Nouvelle route de la soie », dont le résultat escompté est le renforcement de l'influence économique, diplomatique et culturelle chinoise dans le monde, on peut se demander comment, dans cette situation de rapport de force très déséquilibré entre l'Afrique et la Chine, le *leitmotiv* « gagnant-gagnant¹⁶ » employé par l'actuel président chinois Xi Jinping pour qualifier les relations de la Chine avec ses partenaires serait réalisable. Autre question que l'on peut se poser, face à la multiplication et à la diversité des acteurs (public, privés) de la coopération Chine-Afrique¹⁷, quels cadres juridiques faut-il mettre en place pour préserver les patrimoines culturels et écologiques dans les Suds ? ■

16. Adams Bodomo, *Africans in China: A Social-Cultural Study and its Implications on Africa-China Relations*, Amherst, Cambria Press, 2012.

17. Yves Gounin, « Howard W. French, *China's Second Continent: How a Million Migrants Are Building a New Empire in Africa* », in *Afrique contemporaine*, n° 253, 2015, pp. 137-139.





AU MUSÉE

-
- PORTFOLIO 142
- Migrations asiatiques
dans la collection du Musée**
Coordonné par Émilie Gandon
- COLLECTIONS 174
- La collecte sur des immigrations asiatiques
en France. Retour sur l'appel à participation
à l'exposition auprès des populations est et
sud-est asiatiques**
Shadé-Léann Roquais, Émilie Gandon
et Simeng Wang
- LITTÉRATURE 180
- « La diversité est une richesse »**
Entretien avec Kei Lam réalisé par Stéphanie Bartolo
- DÉBAT 184
- Migrants, quartiers populaires,
les boucs émissaires du Covid-19 ?**
Flore Talamon

Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Photographie officielle prise sur le front britannique ouest en France

1914-1918

Tirage argentique

20,4 cm x 15,2 cm

Associated Illustration Agencies, LTD/Musée national de l'histoire de l'immigration

Inv. 2020.12.31

Le cliché « Coupe de cheveux, nouvel an chinois en France », pris pendant la Première Guerre mondiale, met en lumière la présence des travailleurs chinois sur le front ouest britannique.

Réalisée entre 1914 et 1918, cette photographie officielle capture un moment de célébration culturelle inattendu, contrastant avec le quotidien brutal de la guerre. Bien que la localisation et la date précises soient inconnues, cette photographie est riche de significations historiques et culturelles, révélant la vie et les coutumes de ces travailleurs loin de leur patrie en temps de guerre. Entre 1916 et 1918, face à une pénurie de main-d'œuvre, la France a recruté 40 000 Chinois, connus sous le nom de « travailleurs chinois », et la Grande-Bretagne en a recruté 100 000, formant le *Chinese Labour Corps* (CLC), atteignant un total de 140 000 hommes. Cet effort collectif témoigne de l'engagement de la Chine, qui, par cet acte, a pris position sur la scène internationale et a formellement rejoint le conflit au côté des Alliés en mars 1917¹.

Ces hommes étaient affectés à l'arrière, notamment dans les mines, les usines, l'agriculture et l'industrie de l'armement... Leurs missions incluaient aussi le terrassement des voies, la construction et la réparation d'infrastructures

militaires, ainsi que la gestion des approvisionnements et de la maintenance des munitions. Après l'armistice, certains furent affectés au nettoyage des champs de bataille, éliminant dépouilles et débris.

Souvent omis dans les narrations des historiens, les travailleurs chinois ont pourtant joué un rôle crucial dans le soutien logistique durant cette guerre. La photographie vient mettre en évidence leur apport significatif, éclairant ainsi l'un des aspects méconnus de la Grande Guerre et renforçant la reconnaissance de leur contribution dans le récit collectif du conflit. Elle valorise également leur participation à une facette souvent délaissée de l'histoire. En somme, bien que l'engagement direct de la Chine dans le conflit se soit limité au seul envoi de main-d'œuvre, l'effort fourni a indéniablement contribué à la paix mondiale.

Li Ma

Sinologue et historienne, maîtresse de conférences-HDR à l'université du Littoral-Côte d'Opale

¹. Voir Li Ma (dir.), *Les travailleurs chinois en France dans la Première Guerre mondiale*, Paris, CNRS éd., 2012 ; Li *La Chine et la Grande Guerre*, Paris, CNRS éd., 2019.



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Douille d'obus gravée par des travailleurs chinois

1914-1918

Métal, gravé pointe sèche

12,4 cm x 4,5 cm

Musée national de l'histoire de l'immigration

Inv. 2020.12.27

Ces douilles d'obus datant de la Première Guerre mondiale, représentatives de « l'art des tranchées », ont été gravées par des travailleurs chinois. Elles constituent de précieux témoignages de leur contribution à l'effort de guerre des Alliés, puis à la reconstruction. L'accord passé avec les autorités chinoises pour l'envoi de travailleurs peut être considéré comme l'une des premières interactions culturelles consentie par la Chine au monde occidental. En effet, l'enjeu outrepassé ici le cadre strictement économique : la main-d'œuvre est mise au service des États britanniques et français pour soutenir la cause des Alliés.

Li Ma

maîtresse de conférences à l'université du Littoral-Côte d'Opale

Références bibliographiques

► Li Ma (dir.), *Les travailleurs chinois en France dans la Première Guerre mondiale*, Paris, CNRS éd., 2012.



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Dans un camp de France. Compagnie d'Annamites

1914-1918

Carte Postale

10 cm x 14 cm

Musée national de l'histoire de l'immigration

Inv. 2013.36.10

Cette carte postale a été éditée à partir d'un cliché original sur plaque de verre conservé dans les collections de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) et intitulé « Forêt de Compiègne (Oise). Exploitation forestière par les Annamites. Rassemblement d'une compagnie d'Annamites. Au garde-à-vous ». Le journal de marche du 17^e bataillon de tirailleurs indochinois permet d'identifier que ces hommes appartiennent à la 2^e compagnie et à un détachement de la 3^e. Les premiers travaillent dans la forêt, tandis que les seconds sont employés à la scierie. Ils posent avec les sergents devant leurs baraquements. Débarqués à Marseille le 3 septembre 1916, ils ont été affectés aux travaux forestiers près du village de La Croix de Saint-Ouen à partir du 27 septembre. La photographie a été prise le 8 décembre par Jacques Gabriel François Agié de la section photographique de l'armée. La légende « Soldats annamites en rang » est inscrite en vietnamien (caractères romanisés et sinogrammes) au bas de la carte postale.

Entre 1915 et 1919, 90 000 Vietnamiens ont été recrutés parmi les populations rurales du Nord et du Centre du pays. Près de 49 000 vont servir de main-d'œuvre dans l'industrie de guerre, les

usines d'armement et les arsenaux. Les autres formeront des compagnies de tirailleurs et seront en grande majorité mobilisés à l'arrière du front dans des bataillons d'étape chargés de l'intendance, de l'aménagement et du transport. Ces hommes ont alimenté la première vague migratoire massive en provenance d'Indochine. Les contingents ont d'abord été encadrés par le ministère de la Guerre (Direction des troupes coloniales), qu'ils soient travailleurs ou tirailleurs, à tel point qu'il n'est pas toujours aisé de les distinguer. Ils ont ensuite été placés sous la tutelle du ministère des Colonies en 1917. La majorité ont été rapatriés entre 1918 et 1920, tandis que quelques centaines d'entre eux se sont installés définitivement en métropole.

Olivia Pelletier

Conservatrice en chef du patrimoine, Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence)

Référence bibliographique

► Jacques Frémeaux,
Les colonies dans la Grande Guerre. Combats et épreuves des peuples d'Outre-mer,
Paris, 14-18 éditions, 2006.



Lính Annam sắp hàng

式正立行集聚兵南越

Post Card. — Carte Postale. — Postkarte.
Briefkaart. — Cartolina Postal. — Tarjeta Postal.

ОТКРЫТОЕ ПИСЬМО

Mon cher ami
Comment faites-vous
pour tuer le temps à Perpignan
tout seul?? vous avez dit
que vous veniez me voir
ici?? y pensez vous toujours?
Bonne nuit de main

A. Saville
Dans un camp de France. — Une compagnie
d'annamites.

Caporal *Stevrot*
Centre ville
Citadelle
Perpignan
P. O.



2013.36.10

Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Insigne du corps des soldats chinois sous autorité britannique (CLC)

1914-1918

Bronze

2,5 cm x 3,4 cm

Musée national de l'histoire de l'immigration

Inv. 2020.12.62

La guerre totale qui se déclenche en 1914 va mobiliser en France et en Grande-Bretagne des millions d'hommes, privant de bras l'industrie, l'agriculture, l'artisanat, les transports... Les femmes sont les premières à être mises à contribution. Des contingents sont ensuite levés dans les colonies. Enfin, des accords sont passés par les gouvernements français et britanniques avec des gouvernements étrangers, en particulier la Chine en mai 1916, pour y recruter de la main-d'œuvre. Entrés plus tard en guerre, les États-Unis auront également recours à ces hommes.

Main-d'œuvre civile, recrutée sur contrat par des sociétés privées, les travailleurs chinois, essentiellement des ruraux, sont engagés pour cinq ans, résiliables au bout de trois ans.

Entre 1916 et 1918, ils seront près de 140 000 travailleurs militarisés à servir en France, affectés à toutes les tâches de l'économie de guerre, mais également à l'arrière des lignes. Des travaux récents, entrepris par des universitaires chinois, mettent en avant des chiffres plus importants, de l'ordre de plus de 200 000 hommes.

Les entreprises françaises recrutent près de 37 000 personnes, dont environ 10 000 sont versées à l'armée américaine à partir de son arrivée en Europe courant 1917.

Le recrutement britannique se met en place au début de 1917. Environ 100 000 Chinois intègrent le Chinese Labour Corps (CLC), 195 compagnies du CLC étant rattachées à la British Expeditionary Force, par ailleurs composée de 57 compagnies d'Indiens, 42 compagnies de Sud-Africains et 16 compagnies d'Égyptiens.

Des milliers de ces travailleurs sont ainsi déployés au plus près du front tenu par les Britanniques pour y acheminer du matériel ou creuser des tranchées. Une lourde tâche consistera encore, à la fin des combats, à dépolluer le champ de bataille, ce qui causera de nombreuses pertes et blessures. Les reportages de presse et les images filmées par le Service cinématographique des armées ou des actualités Gaumont nous montrent des hommes vêtus de tenues matelassées à leur arrivée, plus tard de outils de travail ou d'effets militaires disparates, coiffés de chapeaux mous, de casquettes civiles ou de calots militaires. Un brassard à idéogrammes ou un insigne en cuivre estampé des lettres CLC pour Chinese Labour Corps distinguent les travailleurs militarisés au sein des formations britanniques. De tels attributs ne semblent pas avoir été portés par les contingents servant sous couvert de la France. Les pertes, en large partie à cause de maladies, puis de la grippe espagnole à partir de 1918, sont estimées à 1 000 morts pour les hommes recrutés par la France et à 2 000 pour ceux recrutés par la Grande-Bretagne. Ces chiffres sont également aujourd'hui remis en cause par la Chine, qui évoque plus de 15 000 morts. À la fin de la guerre, plus de 3 000 d'entre eux restent en France, en particulier à Paris autour de la gare de Lyon, y créant la première communauté chinoise.

Éric Deroo

Historien



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Planches de militaires

1931

Garde indigène de l'Indochine, sous-officier de la Garde indigène du Tonkin, d'après nature Exposition coloniale

1931

Papier (aquarelle)

29,7 cm x 21 cm

Inv. 2021.7.181, 2021.7.182, 2021.7.196

Musée national de l'histoire de l'immigration

Henri Boisselier

Né à Paris en 1881, décédé en 1959

La colonisation française de la péninsule commence en 1858 sous le Second Empire, avec l'invasion de la Cochinchine – officiellement annexée en 1862 –, suivie de l'instauration d'un protectorat sur le Cambodge en 1863. Elle reprend à partir de 1883 sous la III^e République avec l'expédition du Tonkin. En 1887, l'administration de ces territoires est centralisée avec la création de l'Union indochinoise. L'éloignement de la métropole – 15 000 km les séparent – est source de menace puisque la colonie ne peut être rapidement secourue. Elle ne peut donc compter que sur ses propres forces. Or les menaces sont nombreuses : grande piraterie, conflits frontaliers avec le voisin chinois, révoltes internes. Dès 1886, le gouverneur Paul Bert crée le Corps des milices provinciales, qui devient, en 1888, la Garde civile indigène du Tonkin. Cette région du Nord, frontalière avec la Chine, est particulièrement vulnérable. Les forces armées indigènes ont l'avantage d'être facilement mobilisables, connaissent le pays et se révèlent très mobiles dans les zones montagneuses. Elles sont placées sous les ordres d'officiers et sous-officiers européens connaissant la langue et la culture annamites. Quelques Annamites ont aussi été formés, comme le prouve le sous-officier représenté ici en uniforme bleu. En complément

de la Garde civile indigène a été créé le Corps des tirailleurs tonkinois en 1879, possédant un uniforme calqué sur les tenues indigènes – chapeau conique et veste, au départ pieds nus ou en sandale, puis avec des bandes molletières arrivées avec leur enrôlement lors de la guerre de 1914. Dans le Nord du pays (Annam-Tonkin), les hommes sont recrutés par service militaire à partir de la guerre (3 ans) ou par engagement de 4, 5 ou 6 ans. Ils constituent la majorité des troupes indigènes, les montagnards et les Cambodgiens étant moins nombreux car recrutés différemment. Pendant la Grande Guerre, les effectifs indigènes provenant d'Indochine ne sont élevés à 92 410 hommes (combattants et travailleurs) ; 2 864 pertes ont été relevées, soit 3 % des hommes mobilisés¹.

Valérie Escanglon-Morin

Professeure d'histoire et de géographie
au lycée Diderot (Paris)

1. Chiffres relevés dans *Les services militaires en Indochine*, in *Indochine française, section générale, Troupes du groupe de l'Indochine*, de l'Exposition coloniale internationale de Paris 1931, Hanoi, imprimerie d'Extrême-Orient, 1931.



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Statuette Pousse-pousse « souvenirs » de Shanghai, XX^e siècle, Chine

Années 1940

16 cm x 25 cm x 9 cm,

Statuette en bois, don de Monsieur Michel Rozenblum,
Musée national de l'histoire de l'immigration,

Inv. 2010.33.2

L'épopée des Juifs qui, fuyant le nazisme, ont choisi la voie de l'Asie, au Japon et en Chine, est peu connue en France.

Lorsque les filières d'évasion vers l'Est, via la Roumanie et la Palestine, furent éradiquées par les Nazis, les Juifs qui cherchaient à échapper aux déportations choisirent la migration vers le Nord de l'Europe, et plus précisément vers la Lituanie. De là, les plus prévoyants choisirent de partir le plus à l'Est possible, vers le Japon.

Mon père fut l'un des 5 000 bénéficiaires des « visas de transit » du consul japonais Sugihara à Kaunas, Lituanie, Juste parmi les nations. Le consul Sugihara agit en désobéissant aux ordres de son gouvernement et sauva ainsi de nombreuses vies.

À son arrivée au Japon, mon père, Izrael Wolf Rozenblum, dit Sem, fut pris en charge par le JOINT, association juive d'entraide américaine. Pour cette association, il fit souvent le voyage en train de Kobe à Yokohama, pour transmettre des demandes de visas pour les réfugiés qui cherchaient un pays d'accueil. La population japonaise accueillit de manière chaleureuse les réfugiés. Le gouvernement japonais, qui préparait l'attaque de Pearl Harbor, mit une forte pression sur les réfugiés pour qu'ils quittent le pays. Ne parvenant pas à obtenir le visa d'un pays occidental, mon père dut se résoudre à émigrer vers Shanghai, ville qui avait la réputation d'être très dangereuse.

Sem put trouver un logement dans la partie française de la concession internationale jusqu'à ce que, sur la pression des dignitaires nazis qui visitèrent la ville, il fût contraint en 1942 de déménager dans une partie insalubre de la ville, constituée en ghetto dont les Juifs ne pouvaient sortir que sur autorisation spéciale des autorités d'occupation japonaises. Les autorisations étaient données par deux sous-officiers japonais imprévisibles et sadiques. Mon père obtint une autorisation renouvelable de sortir du ghetto pour continuer son commerce de tissus avec les Chinois et put échapper parfois à la pesanteur du Ghetto.

Avant de quitter définitivement Shanghai pour immigrer en France, Izrael Wolf Rozenblum a acquis quelques objets artisanaux en bois qu'il a exposés dans son appartement. Ce chariot illustre un moyen de transport utilisé couramment à Shanghai comme dans le reste de la Chine à l'époque de son séjour et de nombreuses années après, avant que l'usage de l'automobile ne se répande. Ces objets ont été pieusement récupérés par l'un de ses enfants, Michel Rozenblum, qui en a donné un au Musée national de l'histoire de l'Immigration, en illustration du périple asiatique de son père.

Michel Rozenblum

Donateur du Musée national de l'histoire
de l'immigration



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Étude de l'homme asiatique

Étude préparatoire pour la composition *Toutes les larmes sont salées*, dit aussi *Contre le préjugé raciste*

Vers 1952

62,6 cm x 52,8 cm

Peinture sur carton

Collection du Musée national de l'histoire de l'immigration

Inv. 2022.28.2

Francis Harburger

Né à Oran (Algérie) en 1905 et mort à Paris (France) en 1998

A partir de 1949, Francis Harburger entame une série qu'il intitule « Compositions civiques », à travers laquelle il ambitionne de défendre l'homme par la peinture, dénonçant le mercantilisme, les crises politiques, les atteintes à l'environnement ou encore le racisme.

Le tableau *Toutes les larmes sont salées*, également nommé *Contre le préjugé raciste*, fait partie de cette série. Le dessin de l'homme asiatique est une étude préparatoire à l'élaboration de cette œuvre. L'homme asiatique est l'un des trois hommes représentés au premier plan de la composition. Un Européen, un Africain et un Asiatique, reconnaissables à leurs physionomies et à leurs tenues stéréotypées, tiennent une banderole sur laquelle est inscrite une citation du poète d'origine russe Claude Aveline : « *Un homme blanc, un homme noir, un homme jaune : toutes les larmes sont salées.* » L'étude de l'homme asiatique est proche de la composition finale. Le visage et la main de l'homme sont relativement aboutis tandis que des essais de couleur sont visibles sur la chemise. Au second plan, on distingue une étude du vêtement. Le col esquissé, évoquant un col officier ou un col Mao, diffère de celui adopté dans la composition finale. C'est finalement la couleur jaune que l'artiste choisira pour la chemise.

Le tableau *Toutes les larmes sont salées* est produit en 1952 dans un contexte de recrudescence du racisme alimentée par plusieurs conflits dont la guerre de Corée, et par l'amorce des décolonisations et les premières revendications d'indépendances dans les pays qui forment l'Indochine française. En partie haute de la composition, une femme de dos se cache le visage pour pleurer. Cette silhouette féminine prise de sanglots établit un écho avec la citation, renforçant le lien entre mots et images.

L'accrochage de l'œuvre au Salon des Indépendants de 1952 est mouvementé : bien qu'accepté par le comité de sélection, le tableau est décroché le jour de l'inauguration au motif que le propos ouvertement antiraciste risquerait de gêner les visiteurs officiels. Francis Harburger s'indigne et déclare : « *L'Africain, l'Asiatique sont-ils pour quoi que ce soit dans la couleur de leur peau ? Un juif est-il responsable de ses origines ? Je ne vois que le père qui travaille pour nourrir sa famille, et la mère qui pleure son enfant tué à la guerre. D'où ce geste d'innocence de l'Africain et de l'Asiatique vers lequel se tourne l'Européen. C'est au Blanc qu'incombe l'initiative d'un geste de fraternité.* » Face aux nombreuses

1. Sylvie Harburger, Caroline Larroche, Didier Schulmann, Francis Harburger. *Catalogue raisonné de l'œuvre peint*, Montreuil, Gourcuff Gradenigo, 2015, p. 26.



protestations, le tableau reprend sa place sur les cimaises du Salon.

Limpide dans le message humaniste qu'il porte, ce tableau constitue une véritable profession de foi antiraciste d'un artiste engagé, sa vie durant, dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Émilie Gandon

Conservatrice du patrimoine, responsable de la collection histoire au Musée national de l'histoire de l'immigration

Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Carte de conseiller honoraire de l'Union française de Thonn Ouk, homme politique cambodgien

1958

Imprimé, encre et tirage photographique sur papier

13,5 cm x 10,9 cm (déplié)

Musée national de l'histoire de l'immigration, dépôt de Monsieur Thonn Ouk

Inv. D.2013.03.3

Issu d'une famille de mandarins, Thonn Ouk est né à Phnom Penh en 1917 dans un Cambodge sous protectorat français. En 1938, il est étudiant boursier à Paris.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, avec les étudiants coloniaux, il est évacué à Montpellier, en zone libre. Thonn Ouk se joint au mouvement étudiant anticolonialiste, il rentre au Cambodge en 1946, intègre le parti démocrate Kanapak Prachea Thipatei et prend la direction du journal en français *Le Démocrate*.

En 1947, Thonn Ouk est élu député de Phnom Penh et, l'année suivante, député du Cambodge à l'Assemblée de l'Union française. Cet ensemble, créé par la Constitution de 1946, regroupe, d'une part, la République française (France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer ainsi que l'Algérie), et, d'autre part, les territoires et États associés, dont le Cambodge, ancien protectorat. L'Union française est administrée par un président (celui de la République française), un Haut Conseil chargé d'assister le gouvernement dans la conduite de l'Union, et une Assemblée, également sans pouvoir de décision, qui peut proposer ou être consultée sur des projets de lois. Peu après, Thonn Ouk est également nommé ministre de l'Information et de l'éducation nationale du Cambodge. En 2006, il témoigne : « *Entre temps, à Paris, on a créé l'Assemblée de l'Union française, pour que les coloniaux donnent leur avis*

– elle n'avait aucun pouvoir législatif, même pas pour les questions coloniales –, et j'ai été désigné parmi les cinq représentants du Cambodge. J'y suis resté conseiller jusqu'à la fin, de 1948 à 1958. J'avais donc beaucoup de privilèges : à l'époque, le cumul des mandats était possible, et j'étais à la fois conseiller à Paris, député et ministre à Phnom Penh. J'avais l'immunité parlementaire des deux côtés, mais au Cambodge, c'était tout à fait relatif : c'était à condition de ne pas attaquer le roi Sihanouk¹. »

Alors que le parti démocrate est affaibli et progressivement gagné par les idées communistes, Thonn Ouk se retire de la vie politique en 1955, au moment des élections convoquées par le roi Sihanouk, qui mènent le Cambodge à un régime de parti unique. Il demeure conseiller honoraire de l'Assemblée de l'Union française. Cette carte est établie le 8 décembre 1958, alors que l'Union française vit ses derniers instants, remplacée par l'éphémère Communauté mise en place par la Constitution du 4 octobre 1958.

Élisabeth Jolys-Shimells

Conservatrice en chef du patrimoine, cheffe du service des collections au Musée national de l'histoire de l'immigration

¹. Entretien accordé à l'Atelier du Bruit pour la Cité nationale de l'histoire de l'immigration dans le cadre de la collecte « Histoires singulières », 2006.

ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

N°

1922

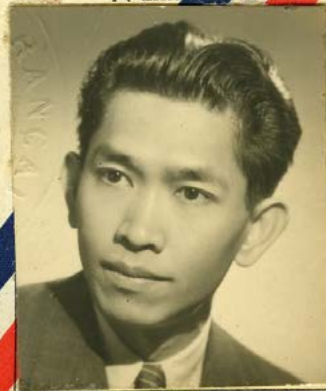
CARTE D'IDENTITÉ

Nom THONN OUK

Prénoms

CONSEILLER HONORAIRE
DE L'UNION FRANÇAISE

Né le 12 Octobre 1917



à Phnom-Penh
(Cambodge)

Domicile 10, rue Edouard
Nortier à Neuilly (Seine)

Fait à Paris le 8 DEC. 1958

Pour les Questeurs
de l'Assemblée de l'Union Française,

Alphons

Le Titulaire,

Thonn Ouk

Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Mer de Chine, sur La Moqueuse, les boat people regardent leur jonque coulée

1987

Tirage argentique

30 cm x 40 cm

Musée national de l'histoire de l'immigration

Inv. 2020.18.5

José Nicolas

Né à Casablanca (Maroc) en 1956

Le cliché de José Nicolas, extrait de sa série *Mer de Chine : Sur La Moqueuse, les boat people regardent leur jonque coulée*, n'offre pas le spectacle voyeuriste habituel sur les réfugiés fuyant les régimes communistes vietnamiens et cambodgiens. Sur les deux premiers tiers, on y voit la mer relativement calme, et au troisième, une rangée d'hommes, de femmes et d'enfants se tenant à la rambarde de *La Moqueuse*, un patrouilleur de la marine française, chargé de la protection militaire et du secours en mer. Les rescapés sont absorbés par un point devant eux, invisible pour nous. Seule la légende nous raconte le péril qu'ils viennent d'affronter. Sur leur figure hagarde et tirée par la fatigue, on décèle les stigmates de leur lutte récente contre la mort.

Hors champ, défilent dans nos souvenirs les images médiatiques bien connues d'embarcations surchargées de rescapés aux visages terrorisés et effarés face aux flots menaçants. Ces clichés ont ému le monde entier et ont suscité un élan de solidarité internationale, favorisant la levée de fonds.

Invité à suivre les *French doctors*, menés par Bernard Kouchner, Nicolas José perpétue par son reportage la stratégie des campagnes médiatiques initiée en 1978 par « Un bateau pour le Vietnam »,

une entreprise humanitaire dont l'aventure a été largement couverte à la télévision et dans la presse, créant un impact positif dans l'opinion publique et fédérant les intellectuels de tous bords, de Jean-Paul Sartre à Raymond Aron.

Cette photographie de 1987, date inattendue, témoigne que l'exode des *boat people* s'est poursuivi jusqu'à la fin des années 1980. 354 personnes ont été sauvées sur ce bateau. Au début des années 1980, les pays occidentaux se sont engagés à accueillir les réfugiés, mais leur politique migratoire est plus restrictive à la fin de la décennie. Quel sort leur sera donc réservé ?

Peu rassurés, les rescapés fixent l'objectif entre étonnement, interrogation et hostilité rentrée, mal à l'aise d'être pris comme objets photographiques à un moment si tragique de leur vie.

Jeanne Truong

Écrivaine

Références bibliographiques

- ▶ *Le Vietnam et les damnés de la mer*, France terre d'asile, 2011.
- ▶ « 400 bouées en mer de Chine », *Libération*, 1987.
- ▶ « Qui se soucie encore des réfugiés indochinois », *Libération*, 1979.



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Le Nouvel an chinois, Paris, 13^e arrondissement

1998

Tirage photographique

40 cm x 50 cm

2006-65-1

Patrick Zachmann

Né à Choisy-le-Roi en 1955

Cette photographie prise par Patrick Zachmann en 1998 mémorise un spectacle de danse de lion pendant la fête du Nouvel an lunaire chinois, célébrée sur la dalle des Olympiades, dans le 13^e arrondissement de Paris.

Ce quartier, nommé « Triangle de Choisy » et souvent considéré comme le « chinatown » parisien, est le plus grand quartier asiatique d'Europe, suite à l'installation d'une grande partie des réfugiés du Sud-Est asiatique à partir de 1975.

Il convient de rappeler que les mobilités géographiques et les flux migratoires entre pays et régions de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sont très anciens. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, on comptait plus de 1,5 million de Chinois résidant outre-mer, dont une grande partie en Asie du Sud-Est. Certaines de ces personnes d'origine chinoise immigrées en Asie du Sud-Est ou leurs descendants ont connu par la suite une migration vers la France. Il existe ainsi, sur le sol français, des personnes qui s'identifient comme « sino-Cambodgiens », « sino-Vietnamiens », ou « sino-Laotiens ». C'est la raison pour laquelle en France, le Nouvel an chinois peut être fêté par des personnes originaires d'Asie du Sud-Est, aux côtés de celles venant directement de la République populaire de Chine.

À partir des années 1990, les mobilités internationales se démocratisent et les flux migratoires de l'Asie de l'Est et du Sud-Est vers la France s'intensifient. La France accueille des étudiants, des réfugiés politiques, tout comme des travailleurs, dont certains sont entrés irrégulièrement. Pour les primo-arrivants vivant loin de leur pays d'origine, les festivités sont des moments privilégiés de partage et de retrouvailles. Les mots, les coutumes, les saveurs et les savoir-faire se diffusent et se transmettent d'une génération à l'autre, au cours des célébrations festives ou spirituelles. Sur cette photographie, les spectateurs sont majoritairement d'origine asiatique et on y identifie plusieurs générations démographiques – personnes âgées, parents d'âge moyen, et jeunes enfants. Si la photographie immortalise une véritable scène de transmission intergénérationnelle au sein de communautés asiatiques, elle témoigne en même temps d'une présence d'Asiatiques dans l'espace public et de la mise en scène de leurs cultures, croyances, pratiques sociales et savoir-faire. En dehors des occasions exceptionnelles de festivités, de cérémonies et de rites, les transmissions de langues, de cultures, de pratiques culinaires et de mémoires familiales et communautaires sont constitutives de la vie quotidienne



des descendants dans la société française et les socialisent durablement.

Aujourd'hui, 25 ans plus tard, la tradition de fêter le Nouvel an chinois en diaspora se perpétue. Les festivités du printemps se multiplient dans de nombreuses localités françaises : à l'exemple de l'Île-de-France, les défilés et cérémonies du Nouvel an chinois se trouvent, outre le 13^e arrondissement, dans les 3^e et 8^e arrondissements, à Belleville, à Aubervilliers, etc.

Simeng Wang

Chargée de recherche au CNRS,
membre du CERMES3

Références bibliographiques

- ▶ Jing Wang, Jean-Christophe Monferran, « Le Nouvel An chinois à Paris. Un webdocumentaire », in *ethnographiques.org*, n° 30, « Mondes ethnographiques », 2015 [en ligne]. Url : <https://www.ethnographiques.org/2015/Wang-Monferran>.
- ▶ Émilie Gandon, Simeng Wang (dir.), *Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860*, Paris, Musée national de l'histoire de l'immigration/Réunion des Musées Nationaux-Grand Palais, 2023.
- ▶ Laura Lamas-Abraira, Alba Colombo Vilarrasa. « The local and global scope of the year of the ox: Rethinking Barcelona's chinese new year festival in pandemic times », in Simeng Wang (dir.), Special Issue « Chinese migration to and within Europe: Between continuity and renewal », *Journal of Chinese Overseas*, n° 19, 2023.

Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Un-interrupted Voice

1998

Chaises, bois, peau de vache, ficelle, chaînes

94 cm x 236 cm x 44 cm

Musée national de l'histoire de l'immigration, Paris

Inv. 2011.12.0

Chen Zhen

Né à Shanghai (Chine) en 1955 et décédé à Paris en 2000

« Il s'agit de devenir une sorte de "sans-abri culturel",
c'est-à-dire n'appartenir à personne mais être en possession de tout.¹ »

Chen Zhen

« Objets inanimés, avez-vous donc une âme ? »

Lamartine

Né en 1955 dans une famille de médecins, Chen Zhen s'exile en France en 1986. Véritable citoyen du monde, il travaille aussi bien à New York qu'à Shanghai ou à Paris, sa ville d'adoption, avant de disparaître prématurément en 2000.

À Paris, il « rencontre » d'autres contextes culturels et s'y confronte. Dès lors, il ne cesse de conjuguer ses propres expériences dans une œuvre combinant éléments traditionnels et contemporains empruntés aux cultures chinoise et occidentale. Fortement métaphorique, son travail rend compte de « sa vision du monde forgée pendant presque trente ans par des expériences personnelles très nomades et des environnements extrêmement variés : dix ans de révolution culturelle, dix ans de réforme chinoise, dix ans en Occident² ».

Autant d'expérimentations qui amèneront ce « fugitif spirituel³ » à questionner la notion d'identité culturelle et sa propre identité transcendée. Chen Zhen forge le concept de « transexpériences », ce « besoin vital d'ouvrir sa culture et son expérience aux autres, curiosité de s'enrichir au contact

d'environnements pluriels⁴ ». Pour l'artiste, il s'agit d'une sorte de « fusion/transcendance des expériences ». « Il n'existe pas de mot équivalent en anglais ou en français, mais le préfixe "trans" contient le sens de "en croisant", "à travers", "au-dessus et au-delà", "transfert", "sur", "de l'autre côté de", etc. Si l'on juxtapose ce préfixe avec le mot "expérience" et si on l'utilise au pluriel, on invente un mot nouveau, qui résume de façon vivante et profonde les expériences complexes que l'on vit quand on quitte son pays natal et qu'on va de pays en pays⁵. »

Un-interrupted Voice, créée en 1998, transforme des chaises en tambours. Par cette métamorphose d'objets ordinaires en un nouveau type d'instrument musical, l'artiste compose une œuvre hybride, faite non pas de collages, mais d'une fusion d'expériences et de modes de vie.

Pour Chen Zhen, selon qui l'art a la même fonction que la médecine, il s'agit de « se soigner soi-même en frappant les tambours..., se masser, se nettoyer, chasser le stress, et retrouver un équilibre psychique et émotionnel ». Mais, par-delà sa dimension thérapeutique, *Un-interrupted Voice* trouve son entière



signification dans son interaction avec l'autre, avec le public convié à venir frapper la peau des tambours. La pièce exprime une volonté de dialogue ; elle incarne et traduit la rencontre des cultures musicale, plastique, historique, politique... « *Installation relationnelle* », *Un-interrupted Voice* invite au rapprochement, au partage, au « dialogue entre l'esprit et le cœur, et entre les gens⁶ ».

Isabelle Renard

Directrice adjointe du Musée national de l'histoire de l'immigration

1. Chen Zhen, « Transexpérience – une conversation entre Chen Zhen et Zhu Xian, (1998) », in Jérôme Sans (dir.), *Chen Zhen. Les entretiens*, coproduit avec le Palais de Tokyo, Dijon, Les presses du réel, coll. « Documents », 2003. Entretien publié dans le catalogue *Transexpérience/Chen Zhen*, Center for Contemporary Art, Kitakyushu, Japon, 1998.
2. Chen Zhen, in *Chen Zhen. Silence sonore*, exposition du Palais de Tokyo, Paris, 1^{er} octobre 2003-18 janvier 2004. Url : <http://www.palaisdetokyo.com/chenzhen/>.
3. Voir Hou Hanru, « Les transexpériences d'un "fugitif spirituel", notes sur l'œuvre de Chen Zhen », in *Chen Zhen*, catalogue d'exposition, Centre international d'art contemporain de Montréal, 5 octobre-24 novembre 1996.
4. Jérôme Sans, « Histoire d'une transexpérience », in *Chen Zhen. Les entretiens*, op. cit.
5. Chen Zhen, « Transexpérience – une conversation entre Chen Zhen et Zhu Xian », op. cit.
6. Chen Zhen, à propos de l'œuvre *Jue Chang (the last song)*, « Nehama Guralnik. Correspondance avec Chen Zhen (1997-1998) », in *Chen Zhen. Les entretiens*, op. cit. Correspondance publiée dans le catalogue de l'exposition *Jue Chang/Fifty Strokes to Each*, Museum of Art de Tel Aviv, 1998.

Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Uncomfortable Shoes (Elles sont parties pourtant elles n'ont nulle part où aller)

2004

Installation de chaussures en coton noir uni et « Lotus
d'or de trois pouces »

Dimensions variables

Musée national de l'histoire de l'immigration, Paris

Inv. 2020.45.1

Shen Yuan

Née à Xianyou (Chine) en 1959

Arrivée en France en 1990, vit à Ivry-sur-Seine

Dans les années 1980, Shen Yuan participe aux mouvements d'avant-garde en Chine. En 1990, elle rejoint son mari Huang Yong Ping à Paris. Son œuvre est intimement liée à son expérience de l'exil et à sa trajectoire de femme artiste immigrée en Europe.

En 2004, elle réalise *Uncomfortable Shoes*. Des centaines de chaussures noires et de « Lotus d'or de trois pouces » brodés dansent sur les murs, laissant apparaître la phrase : « *Elles sont parties pourtant elles n'ont nulle part où aller.* » L'œuvre rappelle aussi bien la dynastie Qing (1644-1911), qui imposait aux femmes de bander leurs pieds dès leur plus jeune âge, que la révolution culturelle qui uniformisait le style par une même couleur noire. Mais ces arabesques de chaussures évoquent avant tout les flux migratoires contemporains. Métaphores infinies de l'exil, elles font écho aux paroles de l'artiste : « *Émigrer, c'est fuir un espace ou chercher à occuper un autre espace.* » La poésie de la pièce contraste avec les difficultés engendrées par les expériences diasporiques, comme la perte des repères et du langage.

Isabelle Renard





Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Trampoline 1 2 3 4 5

2004

Installation. Housses en patchwork, plastique et coton
200 cm x 200 cm x 50 cm
Musée national de l'histoire de l'immigration, Paris
Inv. 2011-10-0

Shen Yuan

Née à Xianyou (Chine) en 1959
Arrivée en France en 1990, vit à Ivry-sur-Seine

Shen Yuan a étudié à Fujian la peinture traditionnelle chinoise. En 1990, à la suite des événements de Tian'anmen, elle quitte son pays et s'installe à Paris. Son œuvre est intimement liée à son expérience de l'exil et à sa trajectoire d'immigrée chinoise en Europe. La brisure du déracinement, la barrière de la langue, l'épreuve de la perte, mais aussi les enrichissements d'une vie en mouvement sont autant d'éléments constitutifs de sa création et nourrissent une réflexion qui s'ouvre au trans-culturel.

L'œuvre de Shen Yuan, remarque Hou Hanru, « propose une analyse et une approche de la réalité "féminisées", qu'il s'agisse de l'observation du quotidien ou de l'analyse du contexte géopolitique. Ce dialogue intense entre différentes cultures et différentes expériences individuelles fait de son travail une œuvre extrêmement dynamique et performante, qui conserve cependant toute sa séduction et son intimité¹ ».

L'installation *Trampoline 1 2 3 4 5* se compose de 5 trampolines reproduisant en patchwork la carte des Chinatown du monde que l'artiste découvre au fil de ses propres errances. Apparaissent ainsi les plans des quartiers chinois de Paris, Londres, Liverpool, San Francisco et New York.

Cette œuvre est née d'une expérience très personnelle. « Dans chaque pays où je vais, précise l'artiste, mon voyage commence par une visite du Chinatown local. C'est une sorte d'habitude. Parfois j'oublie de le faire, mais il arrive que les personnes avec lesquelles je me trouve le remarquent, me rappelant que je suis chinoise. [...] Ainsi, mon installation a-t-elle à voir avec les Chinatown : il s'agit de cinq lits avec des couvertures en coton réalisées à partir d'un patchwork de tissus traditionnels chinois. Les éléments de cette composition sont, en réalité, des cartes des Chinatown des principales villes européennes. Puis j'ai placé ces couvertures sur des matelas gonflables de deux mètres sur deux. Une fois installés dans la salle d'exposition, ils deviennent un jeu pour les enfants qui peuvent sauter dessus. L'exposition est toujours un moment de sociabilité entre adultes, je voudrais inviter les enfants à y participer². »

Isabelle Renard

1. Hou Hanru, in *Ovunque andiamo. Wherever we go*, catalogue d'exposition, Milan, Spazio Oberdan, 17 octobre 2006-28 janvier 2007, Milan, 5 continents éditions SRL, 2006, p. 276 (traduit par nous de l'italien).

2. Shen Yuan, in *Ovunque andiamo, op.cit.*, p. 277.



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Le saut, Voyage retour au Vietnam

2004

Tirage argentique noir et blanc sur papier baryté

17,8 cm x 24 cm

Musée national de l'histoire de l'immigration,

Inv. 2013.30.1

Mathieu Do Duc

Né à Saïgon (Vietnam) en 1958

« Chacun de nous porte en soi une vision intérieure.
Une photo réussie est, en partie, le portrait de son auteur. »

Willy Ronis, photographe

C'est étrange, au premier abord, lorsque l'on regarde cette photo, on se questionne sur cet enfant qui saute. On ne comprend pas tout de suite d'où il s'élanche. Il est là, loin du bateau vers lequel nous imaginons qu'il se dirige, comme semble l'indiquer la position de ses bras et de ses jambes. On est comme lui, suspendu par notre interrogation dans les airs, entre ciel et mer, figé dans le temps du geste, d'un battement de cils. Mais qu'importe, au fond, qu'il prenne son appui du bateau ou pas, ce n'est pas vital. Concentrons-nous plutôt sur la Lune du sage de la parabole. En réalité, à ce moment précis, Il est MOI ou plutôt je suis LUI. Je suis là avec ma grappe d'amis, mes frères et cousins, chichement vêtus car c'est la saison des pluies. Nous nous égayons libres, insouciantes et fiers dans l'air, dans l'eau, sur le bateau de nos parents, non loin de notre hameau lacustre. C'est notre territoire, notre terrain de jeu, notre cour de récréation ! C'est chez NOUS. Nous sommes là, LUI et MOI unis, complices dans ce bref instant de partage et de grâce dans notre élément naturel, en parfaite symbiose. Nous voulons vous en mettre plein les yeux, prenez-en de la graine et ouvrez grandes vos mirettes, nos cris de joie apaiseront un jour vos nuits agitées

et étancheront les soifs à venir dans votre quête de racines, de votre exil de raison lointain !

Alors j'oublie l'appareil photo et, dans une chorégraphie spontanée, je m'abandonne, je m'élanche à mon tour et gagne les airs, m'affranchissant de la pesanteur. J'esquisse un sourire, bien maigre consolation sur les doutes qui m'assaillent depuis le début de ce retour au pays, je crie au fond de moi-même : « *Admirez-moi, je m'envole tel un oiseau gonflé du chant des anges et lorsque j'entrerai dans l'eau, dans une gerbe majestueuse, j'éclabousserai le monde de toute mon insolence, de toute mon insouciance !* »

2004 est l'année de mon retour au pays natal après 39 ans. Presque 4 décennies ! Nous avons quitté le Vietnam en 1965, au printemps, pour Marseille, le cadet de la famille de 5 enfants, 8 ans l'aîné, moi 7 ans, ma sœur 6 ans, un frère 4 ans et un bébé de 3 mois. Il a fallu deux années pour se remettre de ce choc retentissant du retour.

Mathieu Do Duc

Photographe, donateur du Musée national de l'histoire de l'immigration



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Trauma/Alltag (Suitcase)

2007

Fil noir, métal, peinture, valise
131 cm x 102 cm x 79 cm,
Musée national de l'histoire de l'immigration
Inv. 2018.184.1

Chiharu Shiota

Née à Kishiwada (Japon) en 1972, vit à Berlin depuis 1997

« C'est le fil qui guide. Je le laisse aller. »

Chiharu Shiota

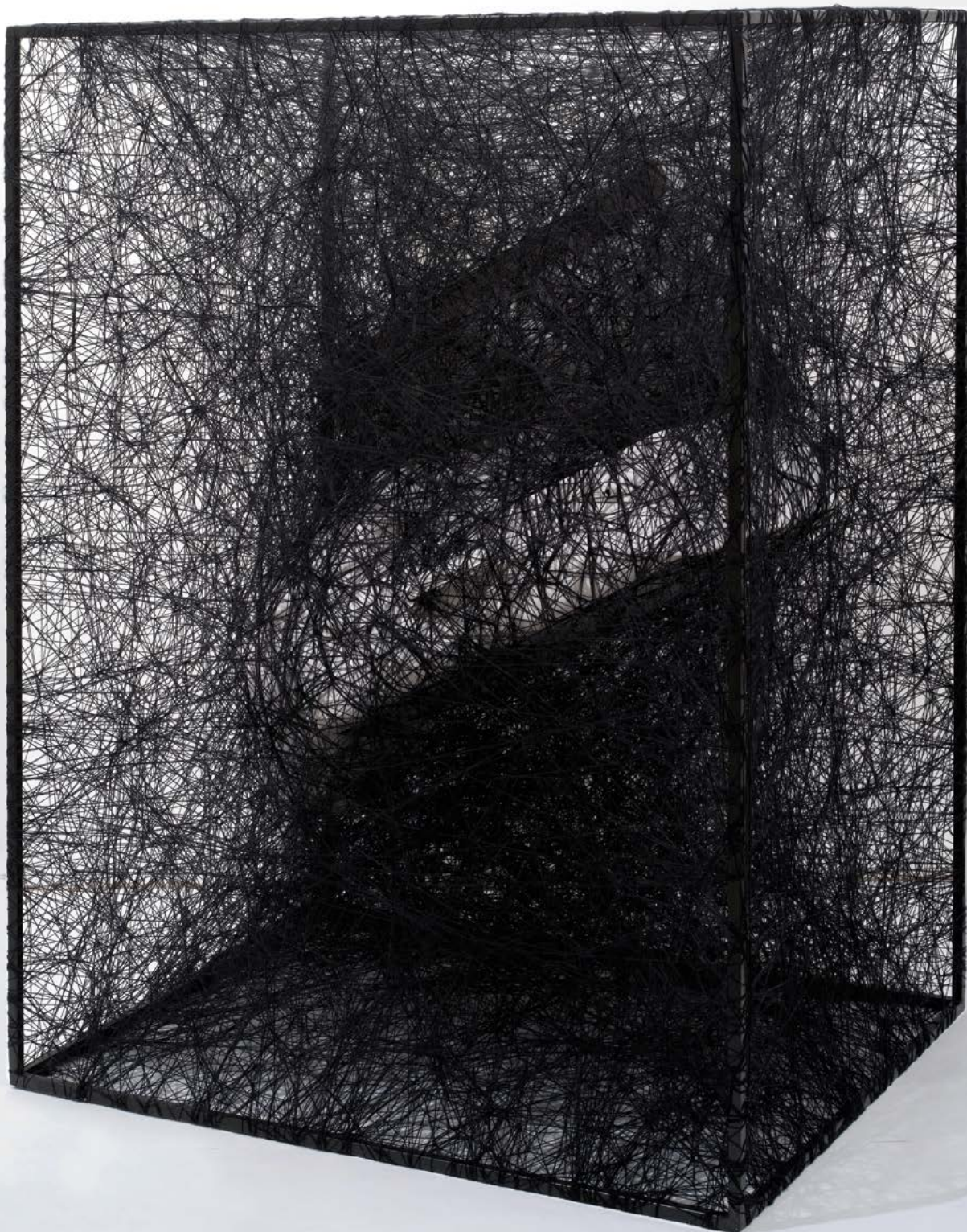
Chiharu Shiota s'est installée à Berlin en 1997. Son vocabulaire plastique explore les notions de corps, de temporalité et de souvenir dans un monde aussi mystérieux qu'onirique.

Trauma/Alltag (Suitcase) présente une valise ouverte, positionnée dans l'espace au gré de l'entrecroisement de fils tendus d'une extrémité à l'autre d'une structure métallique. Dans ce maillage intense, le hasard fait son œuvre.

La valise, objet peut-être témoin du propre exil de l'artiste, symbole des départs, raconte l'histoire des déplacements d'un pays à l'autre, d'une culture à l'autre. Il est question de mémoire mais aussi de trajectoires dans ces paysages arachnéens de fils noirs qui renvoient à la « *matière du ciel nocturne* » (Chiharu Shiota).

Si le fil guide, Chiharu Shiota, elle, tente de retracer les destinées humaines comme autant de lignes et de constellations imaginaires.

Isabelle Renard



Migrations asiatiques dans la collection du Musée

Bottari Truck-Migrateurs

2007-2009

Installation photographique, Duclear dans une boîte lumineuse

125 cm x 188,5 cm x 16,5 cm

Musée national de l'histoire de l'immigration

Inv. 2009.42.1

Kimsooja

Née à Daegu (Corée du Sud) en 1957, vit à New York, Séoul et Paris

Peintre, sculpteur, vidéaste, auteur de nombreuses installations, Kimsooja compose une œuvre directement inspirée par sa culture d'origine. L'artiste a puisé dans ses racines coréennes son matériau de prédilection, les *bojagi*, tissus traditionnels utilisés par les Coréens pour ranger ou transporter des objets personnels. Depuis les années 1980, cette *Needle Woman* (« femme-ai-guille ») ne cesse de plier, déplier, coudre, transformer des étoffes, créant ainsi une œuvre d'une grande rigueur plastique.

L'artiste utilise tout particulièrement les tissus des couvre-lits coréens car ils « *gardent la mémoire des êtres, de leur naissance à leur mort*¹ ». Le lit comme métaphore même de l'existence, est le « *lieu des accouchements, de l'amour, des rêves et cauchemars, enfin de la mort*² ». Aussi, les tissus utilisés se transforment-ils dans l'œuvre de Kimsooja en *bottari*, ces baluchons qui, telle une peau mémorielle,

portent en eux l'idée de voyage, de déplacement, d'errance.

En 1997, pour sa performance *Cities on the Move*, l'artiste parcourt 2 727 kilomètres à travers la Corée, dans un camion rempli de couvre-lits colorés. En 2007, en résidence au MAC/VAL, elle réalise la performance *Bottari Truck-Migrateurs* qui la conduit, sur un pick-up Peugeot, de Vitry à Paris, à l'église Saint-Bernard, en passant par les places emblématiques de la Bastille et de la République. Cette fois, l'artiste façonne ses baluchons à partir de vêtements et de draps collectés auprès de l'association Emmaüs.

Dans l'image extraite de cette performance, Kimsooja, de dos, cadrée en plan américain, est reconnaissable à sa grande natte et à ses habits noirs qui contrastent fortement avec les sacs multicolores aux dessins bigarrés. Elle se déplace, silencieuse et hiératique, dans les rues de Paris, emportant avec elle ces *bottari* comme autant d'empreintes des lieux désertés. Métonymie de l'exil, *Bottari Truck-Migrateurs* évoque ces parcours individuels liés à la séparation mais aussi aux lieux de l'ailleurs.

1. Valérie Durand-Labayle, in « *Je reviendrai* ». *Parcours # 3*, 2009-2010, MAC/VAL, collection du Musée d'art contemporain du Val-de-Marne, 2009, p. 156.

2. *Ibid.*



COLLECTIONS

La collecte sur les immigrations asiatiques en France

Retour sur l'appel à participation à l'exposition auprès
des populations est et sud-est asiatiques

Shadé-Léann Roquais, étudiante en science politique/master de science politique, volontaire en service civique chargée de l'appel à participation au Musée national de l'histoire de l'immigration ; **Émilie Gandon**, conservatrice du patrimoine, responsable du fonds Histoire au Musée national de l'histoire de l'immigration ; **Simeng Wang**, chargée de recherche au CNRS, membre du CERMES3, coordinatrice du réseau de recherche MAF (Migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France), *fellow* à l'Institut Convergences Migrations.

Du 10 octobre 2023 au 18 février 2024, le Musée national de l'histoire de l'immigration présente au public l'exposition *Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860. Méconnue, l'histoire des migrations est et sud-est asiatiques en France est à la fois ancienne et éminemment contemporaine. Aujourd'hui, près de 6 % de la population immigrée en France vient de Chine, du Vietnam, du Cambodge, du Japon, de Corée, du Laos, de Thaïlande ou des Philippines. En retraçant plus de 150 ans d'histoire des migrations asiatiques en France, l'exposition entend mettre en lumière cette part oubliée de notre histoire commune.*

Si l'Asie renvoie à un continent aux frontières établies, le sens associé aux termes d'« Asie » et d'« Asiatique » en Occident varie en fonction des contextes nationaux, de l'histoire et du passé colonial de chaque pays d'accueil. C'est aux migrations en provenance d'une partie de l'Asie seulement, la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, que s'attache l'exposition. Bien que chaque pays qui la compose se singularise, les échanges et les flux migratoires établis dans le temps long entre les pays de cette partie de l'Asie et la proximité des cultures, des coutumes, des croyances, des valeurs et des pratiques liées à l'influence de la civilisation de la Chine ancienne sur la région ont concouru à tracer ce périmètre géographique. De plus, malgré les histoires très différentes de ces immigrations en France, les regards extérieurs portés sur ces populations, quelle que soit leur origine nationale, sont souvent monolithiques et porteurs de stéréotypes relativement homogènes. Aborder l'histoire de ces populations asiatiques dans une même exposition permet ainsi de déconstruire cet amalgame.

De 1860 à nos jours, l'exposition retrace les trajectoires collectives mais aussi individuelles de migrants en provenance de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et de leurs descendants, au rythme des grands bouleversements du monde

contemporain. Permanence des stéréotypes dans le temps, invisibilisation, discriminations, tout comme les luttes et les initiatives qui visent à les dénoncer sont partie prenante de cette histoire. Œuvres, objets, archives, témoignages tissent le fil de ce récit, mêlant grande Histoire et expériences singulières des migrants et de leurs descendants.

La genèse de l'appel à participation à l'exposition

Que ce soit dans l'espace dédié de la « Galerie des dons », ouvert au public entre 2008 et 2020, ou dans sa nouvelle exposition permanente inaugurée en juin 2023, le Musée national de l'histoire de l'immigration s'attache à présenter des ensembles à la fois matériels et immatériels, associant à des objets témoins, le plus souvent des objets personnels issus de la vie quotidienne, des témoignages qui les éclairent. Ces « parcours de vie » narrent des récits personnels et familiaux, véritables leviers d'incarnation de l'histoire, et apportent une dimension sensible à la visite.

Dans le cadre de la préparation de l'exposition *Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860*, la nécessité d'intégrer des objets et des récits témoignant d'histoires personnelles et familiales particulières s'est naturellement et très tôt imposée. Pour pallier le faible nombre de parcours de vie de personnes originaires d'Asie de l'Est et du Sud-Est conservés dans la collection du Musée et dans un souci d'associer largement, et bien en amont, la société civile, les particuliers comme les associations à la préparation de l'exposition, l'idée a germé de lancer un appel à participation, dans lequel chacun serait invité à proposer des objets et des récits.

Méthodologie et processus de la collecte

Le commissariat de l'exposition, assisté d'une stagiaire, puis d'une volontaire en service civique, a rédigé un appel à participation présentant le projet d'exposition, la démarche et les objectifs de la collecte, ainsi que les modalités de participation. Cet appel a fait l'objet d'une diffusion large auprès des associations représentatives des communautés est et sud-est asiatiques, recensées pour l'occasion ; auprès des réseaux de chercheurs via l'intermédiaire du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'Institut Convergences Migrations (ICM), et tout particulièrement du réseau de recherche Migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France (MAF) ; et il a également été diffusé au sein du réseau des partenaires du Musée. Avec la collaboration du CNRS et du réseau de recherche MAF, une boîte mail a été mise à disposition pour la collecte. Les participants avaient la possibilité d'y soumettre les biens qu'ils proposaient pour l'exposition en fournissant une brève description expliquant l'histoire qui lui était associée et des informations détaillées, telles que l'origine de l'objet, son ancienneté, ses dimensions.

Entre le printemps 2022 et février 2023, près d'une quarantaine de propositions ont été reçues. Comprenant des costumes traditionnels asiatiques, des cassettes audios achetées dans le 13^e arrondissement de Paris, des documentaires autobiographiques ou encore des documents administratifs émis par le

régime khmer rouge, ces propositions mettaient chacune en lumière, et de multiples façons, des histoires personnelles et singulières susceptibles d'incarner une part de ces histoires migratoires partagées.

Au-delà des propositions spontanées de particuliers, l'appel à participation a servi de véritable levier pour amorcer des échanges avec un certain nombre d'associations, qui se sont révélés nourris et féconds. Ce dialogue et ces rencontres sur le terrain ont été l'occasion de découvrir des objets et des documents uniques à présenter dans le parcours de l'exposition. La collaboration avec des associations telles que le Comité contre l'esclavage moderne (CCEM), l'Amicale des Teochew en France ou encore l'Union générale des Vietnamiens de France ont permis d'enrichir considérablement le contenu et l'impact de l'exposition.

Au terme de l'appel à participation, l'équipe constituée autour du projet de collecte a examiné attentivement chaque proposition reçue. Des rencontres avec les participants ont été organisées pour en savoir plus sur l'histoire de leur(s) objet(s) et les raisons qui les conduisaient à participer au projet. Lorsqu'on se penche sur le profil de ces personnes, beaucoup sont des particuliers, et pour la plupart des enfants d'immigrés nés en France qui avaient à cœur de partager leur histoire personnelle et celles de leurs parents ou grands-parents.

Parce qu'une exposition conduit inévitablement à faire des choix, plus d'une dizaine de biens ont finalement été sélectionnés pour être présentés lors de l'exposition. La variété des parcours de vie, la diversité des provenances nationales, tout comme l'adéquation entre objet et récit de vie, ou encore l'état matériel de l'objet proposé ont fait partie des multiples critères qui ont conduit à cette sélection.

Les suites de la collecte

Pour valoriser plus largement les résultats de cet appel à participation, il est envisagé de mettre en ligne, notamment sur le site du réseau de recherche MAF¹, et sous réserve de leur accord, l'intégralité des propositions reçues, accompagnées des témoignages des participants.

Par ailleurs, certains objets prêtés pour l'exposition pourront, le cas échéant, intégrer la collection patrimoniale du Musée national de l'histoire de l'immigration. Si les propriétaires souhaitent faire don au Musée des objets et des documents choisis pour l'exposition, complétés au besoin d'autres éléments, ceux-ci pourront être présentés devant les instances collégiales de l'établissement, pré-commission d'acquisition, puis commission d'acquisition, qui émettent un avis sur l'entrée en collection de tout objet, œuvre ou document, qu'il soit proposé à titre onéreux ou gratuit. Le ou les objets intégreront ainsi les collections nationales confiées à la garde du Musée national de l'histoire de l'immigration. Les objets prêtés par la famille Ly-Cuong, témoignant du parcours migratoire de cette famille rapatriée du Vietnam à la suite de la décolonisation de l'Indochine, et installée temporairement dans le camp de Noyant d'Allier, sont ainsi en cours d'acquisition par le Musée et rejoindront, au terme de la procédure, le fonds Témoignages et Société de la collection.

1. Url : <https://www.migrations-asiatiques-en-france.cnrs.fr/>.

EXEMPLES DE PROPOSITIONS REÇUES

Voici quelques-unes des propositions reçues lors de l'appel à participation, qu'elles aient été retenues ou non pour être présentées dans l'exposition *Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860*.

Broderie de type « figurative » fabriquée par une femme hmong en Guyane



Cette broderie a été fabriquée en Guyane, dans le village de Cacao, par une femme hmong. Elle illustre de manière significative les parcours migratoires que la minorité hmong connaît depuis la fin des années 1970. On peut y apercevoir des Hmong, au Laos, travaillant dans les champs. Ils sont reconnaissables à leurs habits noirs, surmontés d'une ceinture rouge pour les hommes, et d'une jupe colorée pour les femmes.

Le textile présenté dans l'exposition est une broderie de type « figurative ».

Contrairement aux autres broderies

traditionnelles hmong (*Paj Ntaub*), cette broderie, beaucoup plus récente, a toujours eu une valeur marchande. En effet, au milieu des années 1970, lorsque les Hmong ont été contraints de quitter le Laos à cause des persécutions dont ils ont été victimes, ils se sont installés dans des camps de réfugiés en Thaïlande. Dans ces camps, les hommes se sont mis à dessiner les souvenirs qu'ils ont de leur vie passée au Laos. Pour être sûres qu'ils ne disparaissent pas, les femmes brodent ensuite ces mêmes dessins sur des morceaux de tissus. Ces broderies sont vendues dans les camps, puis sont envoyées à l'étranger pour profiter d'un marché plus vaste.

Étudiante en anthropologie, la participante qui a proposé cet objet avait fait le choix de réaliser son mémoire de master sur le savoir-faire des femmes hmong en Guyane. Au début de l'année 2022, elle est partie pour réaliser son travail de terrain dans le village de Cacao. Situé à une heure de route de Cayenne, en pleine forêt, le village de Cacao a été créé en 1977 par le gouvernement français. La création de ce village avait pour objectif d'y transférer et d'y accueillir des familles hmong, qui pouvaient alors retrouver, dans cet environnement tropical, les conditions de vies qu'ils avaient dans leur pays natal. Aujourd'hui, le village de Cacao est fortement réputé et reconnu pour son marché qui a lieu tous les dimanche. On peut retrouver sur ses étals des fruits et des légumes exotiques cultivés par les villageois, des spécialités culinaires laotiennes, mais aussi des broderies hmong confectionnées par les femmes du village.

Parcours de vie de Jenny Fu Ying Huang-Gleizes

Le parcours migratoire de la mère de Sophie Gleizes, Jenny Fu Ying Huang-Gleizes, immigrée chinoise arrivée en France à la fin des années 1980, est atypique et mystérieux à bien des égards. Ce n'est qu'après son décès en 2020, en vidant son appartement, que sa fille, participante à l'appel à participation, a pu commencer à mettre bout à bout les différentes étapes de la vie de sa mère, à partir d'objets et de documents, et surtout d'un long texte autobiographique.

Jenny Fu Ying Huang-Gleizes est née dans la province de Guangdong en Chine. Elle grandit sans la présence de sa mère qui est emprisonnée pendant plus de dix ans dans un camp de travail (*laogai suo*) en Chine. Étudiante à Guangzhou, elle suit des cours d'anglais et de français pour préparer son dossier d'immigration en vue d'étudier à Paris. Arrivée en France en 1987, elle s'inscrit à l'université Panthéon-Sorbonne et y étudie les sciences économiques.



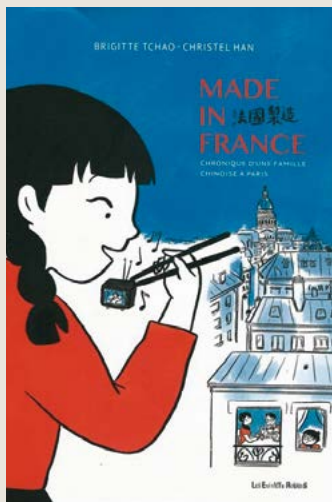
Carré de soie et broche en jade

Après un parcours universitaire exemplaire, elle devient cadre supérieur dans une entreprise française. Elle y portait toujours une parure colorée ornée d'une broche en jade. Il était important pour Jenny Fu Ying Huang Huang de valoriser la culture de son pays natal.



Statuette de Guanyin et papiers des prières

Cette statuette de Guanyin, déesse de la compassion, a été achetée dans un temple à Guangzhou lors d'un voyage familial au début des années 2000. Ce n'est qu'au cours des deux dernières années de sa vie que Jenny Fu Ying Huang-Gleizes a aménagé un autel dans son salon et commencé à brûler de l'encens quotidiennement pour ses défunts. Par ailleurs, elle inscrivait sur des petits morceaux de papier des prières écrites en chinois et traduites en français, dans l'espoir d'une vie meilleure.



BD *Made in France, 1968-1978. Chronique d'une famille chinoise à Paris*

Brigitte Tchao et Christine Han sont les autrices de la bande dessinée intitulée *Made in France, 1968-1978. Chronique d'une famille chinoise à Paris* (éd. Les enfants rouges, 2019). La BD raconte l'enfance de Brigitte et de sa famille chinoise dans le quartier Latin de Paris au début des années 1970. Dans cet ouvrage, sont abordées les questions de la double culture, des difficultés rencontrées liées à la migration ou encore des décalages qui peuvent se produire entre les expériences des parents et des enfants.

À travers la réalisation de cette BD, les deux autrices avaient avant tout l'envie de montrer ce qu'une

petite fille aux origines chinoises a partagé de commun avec les Français durant la dernière décennie des Trente Glorieuses. En cherchant à dépasser les clivages sans nier la variété des origines, l'album cherche à tracer un trait d'union entre tous les Français, d'origine asiatique ou non. Des événements de Mai 68 aux programmes télévisés populaires de l'époque, cet ouvrage, en partie autobiographique, parcourt également les grands bouleversements culturels et politiques des années 1970. Pour réaliser les dessins de cette BD, l'illustratrice, Christine Han, qui se trouve être la nièce de Brigitte Tchao, s'est inspirée d'archives photographiques personnelles, tant pour la construction des personnages que pour la réalisation des décors. ■



► Kei Lam.
© Gilles Delbos.

LITTÉRATURE

« *La diversité est une richesse* »

Entretien avec **Kei Lam**, autrice de BD et illustratrice, lauréate du Prix BD de la Porte Dorée 2022, réalisé par **Stéphanie Bartolo**, responsable des événements littérature et cinéma, Musée national de l'histoire de l'immigration.

En 2022, Kei Lam, autrice et illustratrice de bande dessinée, recevait le Prix de la Porte Dorée pour *Les saveurs du béton* paru aux éditions Steinkis. Après *Banana Girl* (Steinkis, 2017), premier roman graphique et autobiographique, Kei Lam y poursuit le récit d'une enfance franco-chinoise au quartier de La Noue, au nord de Bagnolet. Avec tendresse et humour, l'autrice revit ses années collègue de l'autre côté du périph'. Au gré des pages, l'adulte qu'elle est devenue interpelle parfois la préadolescente, se joue de l'innocence et des souvenirs, et interroge plus sérieusement les liens entre l'urbanisme et les inégalités sociales. Mais, en s'attachant à sa famille et ses habits, Kei Lam dévoile aussi une communauté trop souvent stéréotypée dont on sait finalement peu.



► Kei Lam, extrait de la bande dessinée *Les Saveurs du Béton* (Steinkis, 2021), pp. 144 -145.

© Kei Lam/Steinkis éditions.

Hommes & Migrations : Vous avez évoqué à plusieurs reprises l'absence de représentations de personnes asiatiques dans la bande dessinée – et plus largement dans les arts visuels – et la difficulté, liée, de s'affirmer sans modèle. Faut-il lire dans *Banana Girl* et *Les saveurs du béton* la nécessité de pallier ces manques ?

Kei Lam : Si vous êtes capables de me citer plusieurs personnes asiatiques reconnues par le grand public en France à part Bruce Lee ou Jacky Chan, je n'aurais certainement pas ressenti le besoin de pallier ce manque. En tant que petite fille, je n'avais que des modèles de femmes chinoises très sexualisées auxquelles il m'était impossible de m'identifier. Je ne suis ni cette femme délicate vêtue d'un qipao fleuri dans *In the Mood for Love* de Wong Kar-wai, ni cette femme dominatrice en latex incarnée par Lucy Liu dans *Charlie et ses drôles de dames*, ni la geisha soumise de Rob Marshall... Moi, j'aime les femmes ordinaires, ancrées dans le réel, avec des rêves, des envies, des défauts, des contradictions... et les représentations de la femme asiatique en 2023 en France me semblent encore malheureusement réductrices, étriquées et archaïques. Quand j'écris, quand je crée, j'ai l'impression de réparer ces absences.

H&M : En nous partageant le quotidien de votre famille vous faites œuvre aussi de pédagogie. Vous balayez avec humour les idées reçues sur une communauté souvent fantasmée et témoignez des formes de racisme dont elle fait l'objet. Pour lutter



► Couverture de l'album *Banana Girl* (Steinkis, 2017).
© Kei Lam/Steinkis éditions.

contre cela vous travaillez d'ailleurs aujourd'hui à un ouvrage consacré à l'autodéfense. Pouvez-vous nous en dire plus ?

K. L. : Alors, il faut savoir en préambule que je viens d'une famille chinoise pas du tout politisée. Je suis une personne qui a horreur du conflit et qui cherche à vivre le plus possible dans un monde de bisounours, d'amour et de tendresse. Quand la pandémie est arrivée, j'ai eu un choc. C'était soudain, violent et brutal. C'est comme si la réalité du monde que je voulais fuir m'avait rattrapée d'un coup, d'un seul. L'actualité et le racisme antichinois ont atteint un tel paroxysme que je ne pouvais faire autrement que de m'y confronter de manière très lucide. Alors j'ai commencé à questionner mon rapport à la violence, à la domination, au racisme... sujets que je n'ai jamais abordés de manière aussi frontale dans mes

précédents livres. Je me suis mise en quête. De fil en aiguille, je me suis retrouvée dans un atelier d'auto-défense... Ma troisième BD raconte ce cheminement et ce que j'ai appris. Je dois avouer que c'est un projet qui s'est imposé à moi... un peu malgré moi ! Comme si mes projets de BD n'étaient finalement que des tentatives de réconciliation avec le monde.

H&M : D'autres bandes dessinées et albums souvent autobiographiques paraissent aujourd'hui portés par de jeunes autrices et illustratrices d'origine asiatique : *Baume du tigre* de Lucie Quéméner en 2020 (Delcourt) où l'on retrouve trois générations de femmes dans une famille d'immigrés chinois, *Made in France, chronique d'une famille chinoise à Paris* (Les Enfants rouges) publié la même année, ou, plus récemment, *Hmong* de Vicky Lyfoung (Delcourt, 2023), l'histoire d'un peuple saisi par le prisme familial, sans oublier *Hanbok* de Sophie Darcq (L'Apocalypse, 2023), dans lequel l'autrice, adoptée par une famille française, part à la recherche de ses parents biologiques en Corée... Quel regard portez-vous sur l'émergence de ces nouveaux récits ?

K. L. : Entre la sortie de ma première BD en 2017 et celle de ma deuxième BD en 2021, je vois comment les choses évoluent. Je le vois notamment grâce aux réseaux sociaux. Je suis très heureuse et toujours ravie de découvrir de nouveaux talents. Chaque BD ouvre des possibles. Plus nos voix émergent, plus il sera possible de partager nos expériences. Et l'on comprendra qu'il n'y a pas une



► Couverture de l'album *Les Saveurs du Béton* (Steinkis, 2021).

© Kei Lam/Steinkis éditions.

pour ma communauté. Ce prix ça ne parle pas de moi ou de mon travail, c'est une mise en lumière, un coup de projecteur sur nos vies, restées très longtemps tapies dans l'ombre. Le Musée donne la parole aux personnes invisibilisées, stigmatisées et marginalisées. Ce prix fait exister la trajectoire de mes parents et la mienne. ■

seule mais plusieurs façons de vivre notre métissage. La différence n'est pas à écarter, au contraire, la diversité est une richesse.

H&M : Vous recevez en 2022 le Prix BD de la Porte Dorée. Que représente pour vous ce prix décerné par le Musée national de l'histoire de l'immigration ?

K. L. : J'ai mis beaucoup de temps à réaliser ce qui m'arrivait, le syndrome de l'imposteur est assez tenace chez moi. Même dans mes rêves les plus fous, je ne m'étais pas dit : « Un jour, je recevrai un prix et mes planches de BD seront exposées dans un musée. » Il y a 8 ans, je vous aurais ri au nez. J'avais juste une urgence d'écrire et de dessiner pour moi, très égoïstement. Je ne maîtrise ensuite plus rien... ni l'accueil du public, ni les récompenses !

À dire vrai, je crois que je suis surtout heureuse pour ma famille, mais aussi

DÉBAT

Migrants, quartiers populaires, les boucs émissaires du Covid-19 ?

Virus chinois, péril jaune... les Chinois ont été les premiers montrés du doigt comme responsables de la transmission du Covid-19. En plus des origines migratoires supposées, d'autres préjugés compliquent la lutte collective contre la maladie en stigmatisant les habitants des quartiers populaires. Cette posture consistant à accuser de tous les maux un autre que l'on se choisit est-elle une constante dans l'histoire ? Que dit cette pandémie sur les discriminations dans la société française ?

La rencontre en ligne « Le Musée part en live » du 11 juin 2020, animée par **Renaud Dély**, journaliste à France Info et Arte, a traité, en pleine pandémie de Covid-19, de la multiplication des stéréotypes visant les personnes d'origine asiatique, avec **Nora Hamadi**, journaliste, *Fumigène magazine*/Arte, **Patrick Simon**, socio-démographe, responsable du pôle INTEGER/Intégration-discrimination à l'Institut Convergences Migrations, et **Simeng Wang**, sociologue, chargée de recherche au CNRS et *fellow* à l'Institut Convergences Migrations.

Leurs échanges autour des conséquences de la pandémie de Covid-19 sur les migrants et les quartiers populaires s'inscrivent dans une actualité brûlante : celle de la mort de George Floyd¹ aux États-Unis, à l'origine d'une mobilisation planétaire contre le racisme et les violences policières. Concernant le racisme anti-asiatique réapparu de manière spectaculaire avec le Covid-19, Simeng Wang confirme que les populations d'origine chinoise ou du Sud-Est asiatique ont été stigmatisées dès le mois de janvier 2020, à la suite de la médiatisation de l'apparition de la maladie en Chine. Il s'agit, selon elle, d'un véritable racisme anti-asiatique, un phénomène étayé tant par les messages visibles sur les réseaux sociaux que par les témoignages relevés par des associations comme l'Association des jeunes chinois de France (ACJF). M^{me} Wang note néanmoins que cette période a également vu l'émergence de formes de luttes en milieu associatif : « L'ACJF elle-même opère très étroitement avec le Défenseur des droits et SOS Racisme. Il y a également des prises de parole collectives, sous forme d'activisme artistique par exemple », avec des documentaires, des vidéos ou des podcasts produits par des personnes d'origine asiatique.

Spécificités du racisme anti asiatique

Le racisme anti-asiatique est loin d'être nouveau, comme le rappelle Simeng Wang, avec, dès la fin du XIX^e siècle, une stigmatisation visant les Chinois et

1. UTué par un policier lors de son interpellation le 20 mai 2020 à Minneapolis, États-Unis.

les Japonais connue sous le nom de « péril jaune ». Un siècle plus tard, cette question émerge cependant très difficilement en France, malgré les expériences vécues par les *boat people* arrivés dans les années 1970. Selon Simeng Wang, il y a deux raisons à cela : premièrement, l'image de minorité modèle accolée aux personnes d'origine asiatique, la supposée docilité qui leur est souvent attribuée, les retiendrait de verbaliser ces traitements différenciés. Deuxièmement, le caractère souvent banalisé de ces propos et de ces actes rendrait leur description et leur dénonciation plus difficiles. De fait, très peu d'entre eux ont été judiciairisés.

Confirmant que le racisme anti-asiatique apparaît comme étant le plus accepté dans l'opinion, Nora Hamadi émet l'hypothèse suivante : cette communauté n'aurait pas encore de structuration qui lui permette de dénoncer ce racisme spécifique, contrairement à d'autres communautés (arménienne, maghrébine, subsaharienne...), installées en France depuis plus longtemps et disposant de relais politiques plus importants.

De son point de vue de socio-démographe, Patrick Simon tempère l'existence d'une « acceptation » du racisme anti-asiatique au sein de la société française. Il relève davantage la focalisation sur le racisme le plus explicite et le plus violent, celui qui vise les personnes noires ou arabes. Or le racisme et les discriminations s'articulent différemment chez les personnes d'origine asiatique. Interrogées sur leur expérience de ces phénomènes, ces dernières évoquent un racisme à des niveaux proches de ce dont témoignent les personnes d'origine maghrébine ou africaine, sans percevoir autant de discriminations, de freins dans leur vie sociale.

Concernant la répartition de la communauté asiatique sur le territoire français – concentrée en région parisienne, mais moins que les populations antillaises ou subsahariennes – et son lien éventuel avec les fantasmes à l'origine du racisme, Patrick Simon explique qu'il ne pense pas qu'elle joue un véritable rôle. Cependant, indique-t-il, « il y a quelques villes ou quartiers qui sont extrêmement connus et qui ont tendance à focaliser des représentations – je pense au quartier de la porte de Choisy, à Torcy [...] ou à Belleville. En réalité, c'est cette concentration-là qui fait émerger l'image de Chinatowns ». Il ajoute « qu'il y a toujours des espèces de légendes urbaines autour de ces concentrations de communautés fermées, très autonomes, même si ce n'est pas tout à fait le reflet réel de la répartition géographique de la population asiatique ».

À la question d'une internautes sur la pérennisation du racisme anti-asiatique après la période de Covid, dans le contexte de la guerre commerciale à laquelle se livrent l'Occident et la Chine, Simeng Wang met en avant la nécessité de poursuivre la mesure de ces discriminations. Les chercheurs ont noté que les efforts contre le racisme anti-asiatique portent leurs fruits, grâce notamment à la prise de conscience du sujet au sein des populations asiatiques en France. Selon elle, l'analyse de ce racisme ne peut faire l'économie de l'hostilité croissante entre la Chine et le reste du monde.

Sur la nécessité de responsabiliser les nouveaux médias concernant la propagation de hashtags xénophobes, Nora Hamadi rétorque que les chartes

de déontologie ne suffiront pas : « *Il va falloir s'attaquer à la sphère scolaire, il y a de la formation à faire chez les plus jeunes, au sein des institutions, au sein des médias, au sein de la classe politique. Le racisme systémique, on ne peut le prendre que de manière holistique et systémique.* »

La stigmatisation des quartiers populaires

Pour la deuxième phase du débat, l'animateur demande à Patrick Simon son analyse pour expliquer la façon dont les quartiers populaires ont été montrés du doigt durant le confinement, Patrick Simon dégage deux figures, assez opposées, de mauvais élèves : la première est incarnée par ces personnes, appartenant plutôt aux élites sociales, qui ont pris des apéritifs le long du canal Saint-Martin ou pique-niqué dans les parcs, et ont été perçues comme inconscientes. L'autre figure des « nouveaux barbares » sont ceux qui se sont retrouvés au bas des tours ou dans les rues, stigmatisés pour leur non-respect des règles et leur mise en danger des autres.

Même si la critique de ces transgressions est relativement similaire dans le discours au plus haut niveau de l'État, Patrick Simon insiste sur un deux poids, deux mesures dans la pratique. La gestion de l'intervention publique est différenciée, se manifestant par une certaine rugosité, voire de la violence, dans les quartiers populaires. L'État se méfie bien plus des milieux populaires que des élites sociales.

Pourtant, insiste Nora Hamadi, un département comme la Seine-Saint-Denis, à la population parmi les plus jeunes de France, a connu un taux de surmortalité de 123 % en mars et avril 2020. Ce sont les caissières, les livreurs, les aides-soignants, ces « premiers de corvée », qui ont permis à la France de rester en marche et qui ont payé le plus lourd tribut au Covid-19. Or, déclare Nora Hamadi : « *La réalité des quartiers populaires n'a en fait que peu existé médiatiquement. J'ai regardé la plupart des journaux télévisés. Que ce soit des chaînes d'info ou des grandes chaînes, TF1, France 2, France 3, le traitement médiatique a été particulièrement biaisé.* » Ces derniers ont mis en exergue la France en télétravail, la question de la continuité pédagogique au sein de familles disposant d'ordinateurs ou de tablettes..., mais pas le quotidien des familles en surpopulation dans les logements et sans accès à l'informatique. Ce traitement médiatique biaisé a creusé la crise de confiance entre les quartiers populaires et les médias.

À l'encontre des préjugés, de nombreuses pratiques solidaires sont apparues dans les quartiers populaires, à l'initiative d'associations ou de collectivités, notamment en Seine-Saint-Denis, comme le souligne Patrick Simon : « *Ce qui est frappant et qui explique aussi cette difficulté qu'il y avait à rester cloîtré chez soi, c'est qu'on a dans les quartiers populaires une densité de personnes par logement qui est énorme. C'était quelque part un peu absurde d'appliquer exactement les mêmes règles dans des secteurs semi-urbains semi-ruraux assez peu denses, et dans Paris et sa banlieue proche. [...] Je pense qu'il y avait une difficulté de la part des pouvoirs publics à moduler le mode de prise en charge des règles sanitaires compte tenu des conditions objectives de vie des uns et des autres.* » En ce qui

concerne la communauté d'origine chinoise, Simeng Wang précise que les réseaux d'entraide ont été renforcés durant la pandémie, avec, par exemple, la création de services de téléconsultations médicales en langue chinoise.

Nora Hamadi souligne que la fermeture des cantines scolaires et des marchés alimentaires, qui permettent de se nourrir à peu de frais, a rendu la vie très difficile dans les quartiers populaires durant le confinement. Selon elle, ce sont les associations et les mairies qui ont empêché les familles de basculer dans la misère et non l'État, même si celui-ci a fait des choses très positives en mettant en place le chômage partiel et en venant en aide aux entreprises. Par exemple, l'association Banlieues santé a organisé de l'accès au droit en bas des immeubles, dans les foyers de travailleurs, traduit dans toutes les langues les attestations de sortie, les messages sur la distanciation sociale, etc.

Le poids des violences policières

Outre le discours pesant et moralisateur à l'égard des quartiers populaires, une présence policière beaucoup plus marquée a été constatée, en Seine-Saint-Denis notamment, avec une augmentation des contrôles et des amendes. Nora Hamadi précise que le taux de verbalisation en Seine-Saint-Denis a été de 17 %, soit trois fois plus qu'au niveau national (moins de 6 %).

Pour comprendre cette accentuation de la présence policière dans les quartiers populaires, Renaud Dély questionne les liens entre la mobilisation contre le racisme, suite à la mort de George Floyd, et les différences de traitement observées pendant le confinement. Nora Hamadi rappelle que les quartiers populaires entretiennent depuis une quarantaine d'années des rapports problématiques avec la police : « *J'anime dans les quartiers des ateliers depuis environ une quinzaine d'années : quand on a des gamins en face de nous, la première chose dont ils souhaitent nous parler, c'est ce sentiment, plutôt cette réalité, d'être discriminés, de ne pas pouvoir faire valoir leurs droits, de subir une forme de racisme systémique et d'être en danger, véritablement.* » En France, les manifestations liées à la mort de George Floyd renvoient au cas d'Adama Traoré, tué en 2016 par les gendarmes de Beaumont-sur-Oise. Les manifestations de gilets jaunes, avec leur remise en cause des violences policières – des violations de droits fondamentaux –, ont conduit à une convergence entre ce que vivent les quartiers populaires et une partie non racisée de la population française.

Simeng Wang revient de son côté sur l'affaire Liu Shaoyao, ce ressortissant chinois tué en 2017 par la police lors d'une intervention à son domicile dans le XIX^e arrondissement de Paris. Sa famille a dénoncé une bavure policière alors que les policiers invoquaient la légitime défense. Les circonstances de la mort de M. Shaoyao ont provoqué plusieurs manifestations de personnes d'origine chinoises. Simeng Wang, qui s'est rendue au dernier événement organisé par la famille de Liu, en août 2019, souligne l'intérêt d'observer l'évolution des slogans, « *par exemple "Justice pour Liu Shaoyao", "Non à l'injustice et aux violences policières", "Non au traitement différencié". On voit que les personnes d'origine chinoise, depuis une dizaine d'années, réclament leurs droits mais sous différentes*

formes ». Il est notable que des personnes d'autres origines, maghrébines, subsahariennes, etc., y aient été présentes et solidaires.

Une forme d'unité, dépassant les quartiers populaires, pourrait-elle se faire jour sur la question des violences policières ? Patrick Simon note que la question s'est en effet élargie parce qu'elle fait suite à des mouvements engagés avant le confinement, comme la réforme des retraites. Désormais, on compte des personnes très fortement mobilisées sur les questions du racisme et des violences policières qui ne sont ni forcément issues des quartiers populaires, ni racisées. D'après lui, « on peut parler de racisme systémique dans le sens où les objectifs du maintien de l'ordre, la façon dont ils sont conçus, ont des effets extrêmement différenciés selon l'origine des personnes à qui ça s'applique ». Le client idéal, pour la police, lors de ses interventions, est un jeune noir ou maghrébin. Le problème tient à la non prise en compte de la focalisation des forces de l'ordre sur ce public, alors même qu'il n'est pas nécessairement celui qui commet les actes contre lesquelles elles doivent intervenir.

À l'instar de Patrick Simon, Nora Hamadi pense qu'il n'y a pas, en France, de racisme d'État dans le sens où, sur le papier, tous les citoyens sont égaux en droits. En revanche, les chiffres montrent qu'un jeune homme noir ou arabe a 11 fois plus de chances de se faire contrôler qu'un jeune blanc. La particularité de ce racisme dit « systémique », c'est que les agents des services publics peuvent ne pas avoir conscience de leur biais raciste. Ce qui est nécessaire, pointe Nora Hamadi, c'est « de sortir du déni et de former ces agents-là. L'idée n'est pas de pointer la responsabilité des agents en disant qu'ils sont racistes [...]. L'idée, c'est surtout de déconstruire ça. Malheureusement dans le cadre des violences policières, de ces actes illégitimes et de ce racisme qu'on peut retrouver dans les actes d'une certaine part de la police, il y a un déni qui conduit aujourd'hui à radicaliser une partie de la population, qu'elle soit racisée ou non ».

En guise de conclusion, Renaud Dély demande aux participants s'ils pensent que les mobilisations du moment pourraient modifier positivement la lutte contre le racisme dont sont victimes les habitants des quartiers. Simeng Wang espère que c'est la direction que prendra la population française. Pour Nora Hamadi, les coups de colère comme ceux qui viennent de se passer ne sont pas nouveaux, « comme on l'a vu avec Zayed et Bouna en 2005 [...], ou en 2007 à Villiers-le-Bel. Il y a une véritable conscientisation politique, et ce qui se passe autour des violences policières alimente, conduit et conscientise. De facto, il va y avoir, des suites. Alors peut-être pas demain ni après-demain, mais il ne pourra pas rien sortir de ça ». Patrick Simon espère, sans grande illusion, que la politique de lutte contre le racisme, qui marque le pas depuis une dizaine d'années, puisse repartir.

Pour revoir la rencontre en ligne :

Url : <https://www.histoire-immigration.fr/programmation/le-musee-part-en-live/migrants-quartiers-populaires-les-boucs-emissaires-du-covid-19>.

Re transcription des échanges et synthèse par **Flore Talamon**

hommes & migrations



hommes
& migrations

Revue trimestrielle n° 1342
septembre 2022

FRANÇAIS, ÉTRANGERS
NOUS SOMMES TOUS
DES IMMIGRÉS !...
SUD EXPRESS → PARIS
LISBONNE

Artivisme

Dossier scientifique
sur « Artistes,
activistes et
migrations »
coordonné par
Sarah Andrieu et
Christian Rinaudo

Portfolio sur
le thème de
l'engagement dans
les collections
du Musée

Entretien
avec Polina
Panassenko,
lauréate 2022
du prix littéraire
de la Porte Dorée

MUSÉE DE L'HISTOIRE
DE L'IMMIGRATION

Disponible sur
demande en librairie
et au Musée national
de l'histoire de
l'immigration.

15€



hommes
& migrations

Revue trimestrielle n° 1341
juin 2022

Revisiter les migrations européennes

Revisiter
les migrations
européennes
(XX^e-XXI^e s.)

Portfolio de
la série *Another
Country. Les
Britanniques
en France*
de Rip Hopkins

Les principaux
recueils de
l'enquête TeOZ

MUSÉE DE L'HISTOIRE
DE L'IMMIGRATION



hommes
& migrations

Revue trimestrielle n° 1340
octobre 2021

Musées partagés

Les actes du colloque
international
« Musées partagés »
d'octobre 2021

Les collections
des musées invités

Les sélections
du prix littéraire
et BD de la
Porte Dorée

MUSÉE DE L'HISTOIRE
DE L'IMMIGRATION

La revue du Musée, *Hommes & Migrations*
vous offre la possibilité d'acheter
en ligne ces trois derniers dossiers.

Pour les commander :
<https://palaisportedoree.tickeasy.com/fr-FR/accueil>
Rendez-vous sur la page et suivez les instructions.

www.histoire-immigration.fr/revue-hommes-migrations



CHAMPS LIBRES

HOMMAGE 192 LIVRES 227

Mouloud Mimoun, dernière séance

Lucile Humbert Wozniak

REPÉRAGE 194

Exotisme et modernité dans l'entrepreneuriat alimentaire : l'exemple des restaurants chinois parisiens du début du XX^e siècle

Pauline Funk

ENGAGEMENT 201

Mobilisations (d')asiatiques

Liêm-Khê Luguern, Simeng Wang, Karine Meslin, Karim Taharount, Emmanuel Terray et Yan-Han Chuang

KIOSQUE 213

« À tirer sur l'ambulance, il faudrait pas que l'on s'étonne »

Mustapha Harzoune

MUSIQUE 217

Keyvan Chemirani

Propos recueillis par François Besignor

FILMS 223

Abdelinho (Hicham Ayouch)**Banel et Adama** (Ramata-Toulaye Sy)**Déserts** (Faouzi Bensaïdi)**Le Gang des bois du Temple**
(Rabah Ameur-Zaïmeche)

Mouloud Mimoun

Chinese in France Amid the Covid-19 Pandemic:**Daily Lives, Racial Struggles and Transnational Citizenship of Migrants and Descendants**
(Simeng Wang)

Claudia Astarita

Malika. Généalogie d'un crime policier
(Jennifer Yezid)

Magali Nachtergaele

Le Caprice de vivre (Jadd Hilal)**Le Château des Rentiers** (Agnès Desarthe)**Homo Migrans. De la sortie d'Afrique au grand confinement** (Jean-Paul Demoule)**Un homme sans titre** (Xavier Le Clerc)

Mustapha Harzoune

Voisins de passage. Une microhistoire des migrations (Fabrice Langrognet)

Pierre-Jacques Derainne

Mémoires pour l'égalité et la justice (Samia Messaoudi et Mehdi Lallaoui)

Mustapha Harzoune

Sur l'épaule des dieux. Les arts d'Édouard Glissant (Aliocha Wald Lasowski)

Nicolas Treiber

Génération post-réfugiées. Les descendants de réfugiés d'Asie du Sud-Est en France

(Khatharya Um, Hélène Le Bail)

Marie Poinot

Chine et terres d'Islam.**Un millénaire de géopolitique**

(Emmanuel Lincot)

Claudia Astarita

Hommage

Mouloud Mimoun, dernière séance

Lucile Humbert Wozniak, chargée de projets audiovisuels, service des expositions, Musée national de l'histoire de l'immigration.

Le Palais de la Porte Dorée a appris avec une immense tristesse la disparition, le 23 novembre 2023, de Mouloud Mimoun, pilier de l'émission *Mosaïque* à laquelle il apporta son expertise et son amour du cinéma pendant 10 ans, et chroniqueur de la revue *Hommes & Migrations* qui publie dans ce numéro ses dernières chroniques.

Mouloud Mimoun a voué sa vie à transmettre l'amour des cinémas. Devenu journaliste au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, Mouloud Mimoun, expert en 7^e art, fut tour à tour chroniqueur cinéma, animateur, reporter et rédacteur en chef de l'émission de FR3 dans les années 1980, *Mosaïque*. Pensée et conçue par Tewfik Farès, l'émission culte et pionnière des cultures immigrées, est regardée en famille par 6 millions de téléspectateurs tous les dimanches matin de 1977 à 1987.

Né en 1944 en France au sein d'une famille algérienne, Mouloud Mimoun a passé son enfance à Paris où il développe une passion pour le cinéma qui l'animera tout au long de sa vie. À l'âge de 10 ans, en 1954, Mouloud Mimoun suit sa famille en Algérie. Dans ce pays en plein bouleversement, il devient à 18 ans le plus jeune journaliste de l'APS (Algérie Presse Service), agence porte-parole du Front de libération nationale (FLN) sur la scène médiatique internationale.

En 1965, il rejoint l'office des actualités algériennes, dont il devient le rédacteur en chef. C'est là qu'il rencontre Tewfik Farès, réalisateur du premier film algérien en couleur, *Les hors-la-loi* (1969), un western sur fond de décolonisation. L'office est alors dirigé par Mohamed Lakhdar Hamina, cinéaste mondialement reconnu qui remportera en 1975, malgré les menaces des nostalgiques de l'Algérie française, la Palme d'or à Cannes pour son film *Chronique des années de braise*, récit en 6 volets des luttes et de la renaissance du peuple algérien.

Il sera également l'un des principaux animateurs de la cinémathèque d'Alger.



Journaliste et cinéphile

En 1976, encouragé par Abdelmalek Sayad, Tewfik Farès réussit à convaincre Paul Dijoud, le tout nouveau secrétaire d'État à l'immigration, de créer une émission pour répondre aux aspirations de reconnaissance d'une population invisibilisée. Le succès est immédiat.

Tewfik Farès produit quelques 800 heures de programmes et en réalise plus de la moitié avec son complice et ami Mouloud Mimoun qui interviewera de nombreux cinéastes dont Euzhan Palcy, Med Hondo, Costa Gavras, Abdellatif Kechiche, Sarah Maldoror, Mehdi Charef, Emir Kusturica, Manoel de Oliveira ou encore Carlos Saura et des comédiens alors encore en devenir.

Après la suspension de l'émission *Mosaïque* par les pouvoirs publics, Mouloud Mimoun continuera son métier de journaliste et de réalisateur. Il crée, en 2009 à Paris, l'association Le Maghreb des Films, afin de promouvoir le cinéma de la rive sud de la Méditerranée. Nos pensées vont à sa famille, à ses collaborateurs et amis Djelloul Beghoura et Tewfik Farès qui nous ont transmis leurs mots. ■

« Mouloud serait heureux et fier de lire ce portrait qui lui correspond parfaitement. Pour moi il n'était pas un collègue. À côté du grand frère Tewfik Farès, il était un frère siamois. L'émission *Mosaïque* a marqué l'histoire de l'immigration et de la télévision du service public grâce à ceux qui la réalisaient. Mouloud Mimoun était l'un de ceux qui ont contribué à sa réussite. »

Djelloul Beghoura

« Je pense à lui comme à un frère et à sa famille. J'étais à ses côtés la veille de sa disparition. Nous avons œuvré de longues années ensemble dans un esprit de tolérance, de convivialité et de rapprochement des cultures et des femmes et des hommes de tous pays. Il a pris sa part avec constance, professionnalisme et fidélité aux valeurs républicaines auxquelles nous étions attachés. Je l'accompagne de mon affection et de ma compassion. »

Tewfik Farès

► Mouloud Mimoun chez lui à l'occasion de la préparation de l'exposition *Paris-Londres, Music Migrations (1962-1989)*, juin 2018.

© Anne Volery/ Palais de la Porte Dorée



Repérage

Exotisme et modernité dans l'entreprenariat alimentaire : l'exemple des restaurants chinois parisiens du début du XX^e siècle

Pauline Funk, étudiante en master à l'École normale supérieure (Paris).

L'implantation des restaurants chinois à Paris date du début du XX^e siècle et permet d'ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire du commerce ethnique en France. Les entrepreneurs chinois et leurs partenaires européens emploient les codes de l'exotisme à des fins commerciales pour séduire une clientèle internationale amatrice d'expériences culinaires inédites. Ce faisant, ils contribuent à définir une image stéréotypée du « restaurant chinois » que les migrations asiatiques postérieures vont réemployer dans le pays.

« Les restaurants exotiques de Paris ne sont ni pour les Chinois, ni pour les Danois, mais pour les Français, qui veulent se donner l'illusion d'un voyage à Canton ou à Copenhague », indique en 1935 un journaliste de l'*International Herald Tribune* à son lectorat anglophone parisien¹.

Dès l'ouverture de rares restaurants chinois à Paris à partir des années 1910, ces établissements suscitent en effet la curiosité de la clientèle parisienne. Dans la presse locale, nombre de journalistes s'empressent de faire le récit de leur expérience de repas au « restaurant chinois ». Tout en témoignant largement des stéréotypes et des appréhensions de longue date liés à la nourriture chinoise (nids d'hirondelles, ailerons de requins et autres joyeusetés empreintes d'un racisme non dissimulé), ces descriptions mettent au jour une forme de curiosité, sur fonds d'attrait pour l'exotisme (à comprendre comme le « *versant positif de l'altérité*² ») des établissements visités.

1. « Les salons et la ville », in *International Herald Tribune*, 28 mars 1935.

2. Faustine Régner, *L'exotisme culinaire. Essai sur les saveurs de l'Autre*, Paris, PUF, 2015, p. 2.

L'ouverture de ces restaurants accompagne les premières installations durables de communautés chinoises en région parisienne. La possibilité d'attirer une clientèle chinoise récemment immigrée, en mal du pays et en recherche de sociabilité, explique l'émergence d'établissements de taille modeste situés au cœur des « quartiers chinois » de la région parisienne : on trouve ainsi des restaurants chinois aux abords des usines de Boulogne-Billancourt, où travaillent nombre de démobilisés chinois de la Première Guerre mondiale qui s'y rendent sur leur temps libre. Le modèle du restaurant « ethnique » orienté vers une consommation dite « intracommunautaire » correspond au cas de figure couramment étudié en sociologie de l'immigration³. Il est plus surprenant pour l'historien-ne que, dès les premiers temps de cette implantation, une clientèle occidentale fréquente les restaurants chinois de la capitale situés principalement dans le Quartier latin.

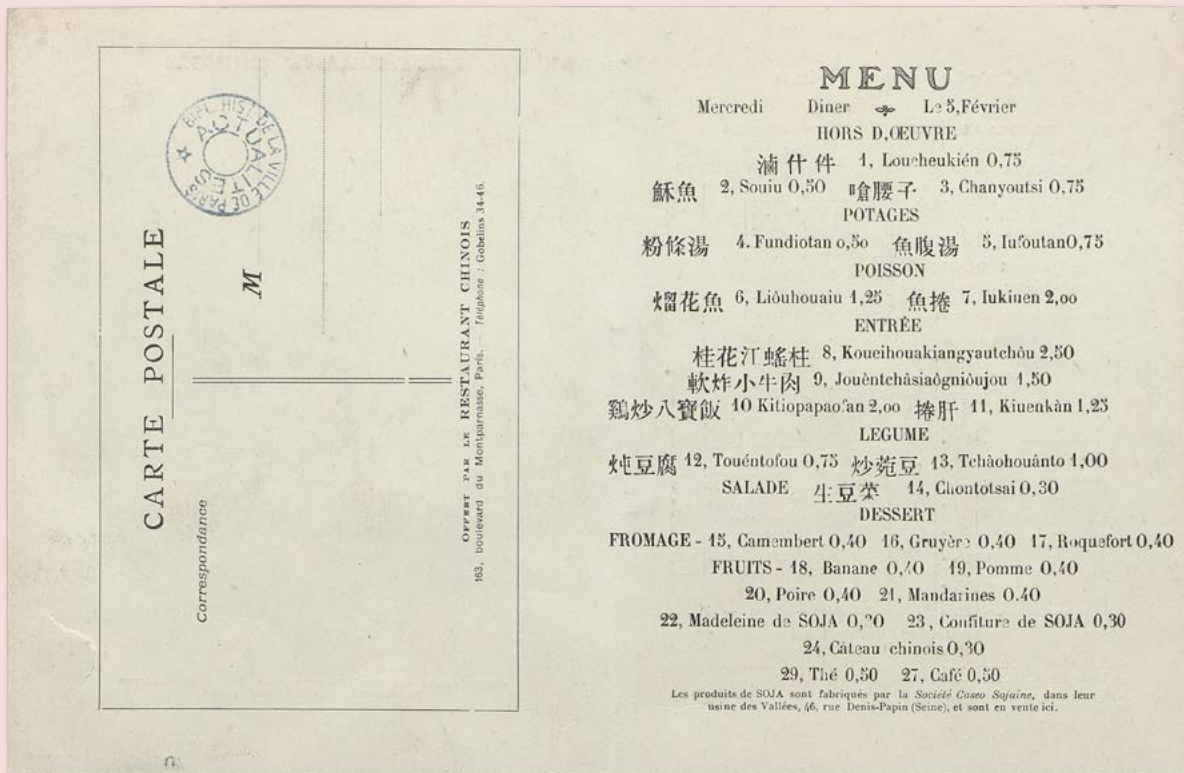
Revenir sur ce phénomène et en expliquer les logiques permet d'étudier comment des entrepreneur-euses, pour la plupart d'immigration récente au moment des faits, ont fait de l'altérité culinaire une ressource dans un contexte commercial. En cela, les restaurants chinois parisiens et leurs exploitant-es constituent un cas pour penser une histoire sociale de l'exotisme. Le registre de l'exotisme, souvent présenté comme désuet ou anhistorique, s'accompagne en ce début du XX^e siècle d'images de modernité, association qui n'est pas sans évoquer l'« ethnique moderne » défini par Jean-Pierre Hassoun⁴.

Innovation scientifique, expérience commerciale et projet politique

L'expérience du restaurant chinois qui passe pour être l'un des premiers de la capitale est emblématique de l'esprit d'innovation scientifique et politique qui anime alors certains membres de l'élite chinoise en France. Ouvert en février 1913 au 163, boulevard du Montparnasse (6^e arrondissement), il ne s'agit cependant pas d'une

3. Éric Fong, Berry Brent, *Immigration and the City*, Cambridge, Polity Press, 2017. Voir le chapitre 5 portant sur l'« économie ethnique ».

4. Jean-Pierre Hassoun, « Moderniser "l'ethnique" pour développer l'urbain. La venue d'une industrie de la feuille de brick dans une ville de banlieue », in *Genèses*, n° 76, 2009, pp. 52-75.



► Figure 1. Menu du *Restaurant Chinois* (163, Boulevard Montparnasse) du 5 février 1913.
Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 4-DEP-002-00801.

simple entreprise alimentaire : le restaurant aurait été créé par Li Shizeng, célèbre militant anarchiste chinois, pour servir de plateforme de vente des produits fabriqués dans l'usine Caséo-Sojaïne qu'il a lui-même créée. Fondée à La Garenne-Colombes en 1909, cette usine est le fruit du travail de recherche mené par Li Shizeng à l'École pratique d'agriculture de Montargis sur les avantages de la culture et de la transformation des graines de soja⁵. Elle emploie une trentaine d'ouvriers immigrés de Chine à la fabrication de produits à base de graines de soja, en vue de combiner éducation technique et éducation par le travail⁶. Le restaurant est ainsi enchâssé dans un projet commercial,

5. Voir Li-Yu-Ying, L. Grandsvoinet, *Le soja : sa culture, ses usages alimentaires, thérapeutiques, agricoles et industriels*, Paris, éd. P. Challamel, 1912. Pour une synthèse sur l'apport de Li Shizeng sur la culture du soja, voir également Akiko Aoyagi, William Shurtleff, *Li Yu-Ying (Li Shizeng): History of his Work with Soyfoods and Soybeans in France, and his Political Career in China and Taiwan (1881-1973)*, Lafayette, Soyinfo Center, 2011.

6. Paul Bailey, « The Sino-French connection: The Chinese worker-student movement in France, 1902-1928 », in David S. G. Goodman (dir.), *China and the West: Ideas and Activists*, Manchester, Manchester University Press, 1990, p. 77.

social et scientifique : en commercialisant les produits de la Caséo-Sojaïne, il participe à payer les frais de scolarité des ouvriers qui y travaillent. Le « restaurant chinois » du 163, boulevard du Montparnasse constitue toutefois une expérience éphémère : il ferme, tout comme l'usine Caséo-Sojaïne, dans les années qui suivent la Première Guerre mondiale.

Le succès de ce restaurant chinois illustre pourtant une tendance qui va en s'accroissant au cours du XX^e siècle : celle du développement de la restauration dite « étrangère » et de son succès auprès des élites parisiennes. À Paris, des restaurants étrangers ouvrent dès le tournant du siècle. Ainsi, un guide touristique comme *Le Guide des plaisirs à Paris* dédie dès son édition de 1899 une courte section aux « restaurants exotiques⁷ ». Le numéro de 1927 explique, en début de rubrique, la recette de ce succès : « Cette nomenclature comporte les restaurants les plus divers, depuis ceux de luxe ou de qualité jusqu'aux plus modestes, pour les étudiants et les étudiantes étrangers et

7. *Guide des plaisirs à Paris*, Paris, 1899, p. 22.

toutes les classes de la Société. Cependant, chacun d'eux ménage une surprise ou une satisfaction exotique culinaire très appréciable⁸. » Ainsi, si les restaurants étrangers jouent sur le créneau de l'exotisme, c'est autant pour combler les attentes des étrangères parisiennes que pour attiser la curiosité de la clientèle occidentale. En témoigne le menu du *Restaurant Chinois* qui, dès les années 1910, juxtapose des éléments sinisants (idéogrammes, noms de plats translittérés) et occidentaux (structure du repas en plusieurs temps, fromages et carte des vins au verso). Le succès de ce registre auprès des élites intellectuelles et économiques de la capitale est manifeste : Guillaume Apollinaire y vient ainsi déjeuner dans le mois qui suit son ouverture et en tire un article publié dans l'édition du 14 mars 1913 du *Mercurie Galant*. Des logiques similaires président à la création et au succès des restaurants chinois ouverts au sortir de la guerre.

Un créneau commercial avantageux

La multiplication des restaurants chinois dans l'entre-deux-guerres témoigne du dynamisme du créneau commercial du restaurant étranger sur la scène commerciale parisienne. L'étude du registre du commerce de Paris permet de mettre en lumière que, si les restaurants chinois du premier XX^e siècle sont le plus souvent le fait d'individus seuls – c'est du moins ce qui est inscrit au moment des démarches administratives –, l'investissement financier à la création de l'enseigne est parfois de plus grande envergure. C'est en particulier le cas pour les restaurants qui ouvrent dans le Quartier latin jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les établissements ainsi financés le sont par des entreprises prenant la forme de sociétés d'actionnaires, lesquelles battent en brèche l'image d'entreprises modestes et familiales, en même temps qu'elles traduisent l'existence de stratégies commerciales présidant à la création des restaurants.

Le *Restaurant Chinois* du 2, rue de l'École de Médecine, figure centrale des restaurants chinois parisiens durant l'entre-deux-guerres, est ainsi le fruit de l'investissement de multiples actionnaires. C'est en 1921 qu'est créée la société qui l'exploite

sous le nom de Société anonyme des restaurants chinois⁹. Son capital est fixé à 550 000 francs, répartis entre huit actionnaires. L'administrateur de la société est un dénommé Charles Goldoni, restaurateur à Paris. Parmi les autres actionnaires, on trouve le vice-consul de Chine à Paris, trois restaurateurs londoniens d'origine chinoise, un ingénieur parisien d'origine chinoise, deux antiquaires chinois établis à Paris, Woo Tchi Tchou et Ching Tsai Loo, célèbre marchand d'antiquités asiatiques et propriétaire du magasin *Lai-Yuan* depuis 1908. En 1926, Charles Goldoni, Ching Tsai Loo et Woo Tchi Tchou s'associent à nouveau lors de la création de la Société franco-chinoise des restaurants, dont le capital est fixé à 2 500 000 francs¹⁰. Le *Restaurant Chinois* de la rue de l'École de Médecine fait partie d'une chaîne de restaurants dont les trois autres établissements, *The Chinese Restaurant*, *The Chinese Cafe* et *The Maxim Chinese Restaurant*, sont localisés à Londres¹¹. Ce réseau de restaurants « chinois », né de l'association entre des restaurateurs établis entre Paris et Londres et des actionnaires habitués à voyager entre la France, la Chine et la Grande-Bretagne, a donc une dimension transnationale, aussi bien dans l'origine de ses capitaux que dans l'étendue géographique de ses activités. La Société anonyme des restaurants chinois fait faillite en 1933, et le fonds de commerce est racheté par une nouvelle société (à laquelle Ching Tsai Loo participe à nouveau) qui poursuit l'activité de restauration chinoise sous le nom *Le Lotus*¹².

Cet exemple de circulation de capitaux autour d'une entreprise de restauration, dont le caractère « chinois » est le fonds de commerce, qui se distingue par sa dimension transnationale et par le montant des sommes en présence n'est pas isolé. Au début des années 1930, une dizaine de

9. ADP, D31U3 2021, « Statuts de la Société anonyme des restaurants chinois », 29 avril 1921.

10. AN, MC.ET.LVI.1602, « Statuts de la Société franco-chinoise de restaurants », 21 octobre 1926.

11. Le journal *The Chinese Student* contient dans son premier numéro de 1927 (p. 45) une publicité pour cette chaîne, mentionnée sous son nom anglais « The Chinese restaurants Ltd. », cité in Lars Amenda, « Food and otherness: Chinese restaurants in West European cities in the 20th Century », *Food and History*, vol. 7, n° 2, 2009, p. 166.

12. Yu-Sion Live, *La diaspora chinoise en France : immigration, activités socio-économiques, pratiques socio-culturelles*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 1991, p. 466.

8. *Guide des plaisirs à Paris*, Paris, 1927, p. 66.

restaurants chinois se côtoient sur le périmètre restreint du Quartier latin. Ces enseignes sont relativement pérennes, malgré la fréquence des rachats de fonds de commerce et des changements de gérance ou de propriété.

La création de restaurants sous la forme de sociétés anonymes interroge. Ces investissements financiers de plus ou moins grande envergure, alors même que l'entre-deux-guerres correspond à un moment de montée de la xénophobie en France, traduisent le succès d'une forme encadrée de mise en scène de l'ethnicité sur la scène commerciale.

L'élaboration de normes esthétiques...

« *On est en Chine, tout en demeurant en France* », conclut un journaliste du *Petit Parisien* après un repas au *Restaurant Chinois* du 2, rue de l'École de Médecine en 1923¹³. Dans la stratégie commerciale des restaurants chinois du Quartier latin, l'expérience esthétique importe autant que l'expérience culinaire.

La presse de l'entre-deux-guerres conserve quelques rares photographies de restaurants, comme celle qui suit, tirée d'un article publié le 7 octobre 1926 dans *La Dépêche coloniale*. Cette photographie du « restaurant chinois Chung » apparaît à la Une.

Les panneaux de bois, les idéogrammes peints sur la façade et affichés sur la porte de l'établissement participent à faire de ce restaurant un point facilement identifiable de la présence asiatique dans la capitale. L'enseigne, qui donne sur la rue des Carmes, associe la désignation de « restaurant chinois » à un nom, « Chung », perçu comme étranger. Cette esthétique asiatisante, que l'on retrouve également à l'intérieur des établissements, prolonge l'« *écologie parisienne du signe chinois* » étudiée par Clément Fabre pour le Paris de la fin du XIX^e siècle¹⁴ : en faisant de leurs restaurants des « bouts de Chine » à Paris, les exploitant-es participent à façonner l'image de la culture chinoise auprès du grand public parisien.

Le choix du nom est ainsi, dans le cas des restaurants tenus par des Chinois-es, le reflet de la



► Figure 2. Photographie du restaurant *Chung*, 11, bis rue des Carmes. Source : *La dépêche coloniale et maritime*, 7 octobre 1926.

stratégie commerciale choisie par le ou les fondateurs. Alors qu'à la même époque, les étrangères sont plus nombreuses que les commerçant-es de nationalité française à choisir des dénominations qui jouent avec le patronyme du commerçant, parfois en le coupant ou en le francisant¹⁵, les restaurateur-ices de nationalité chinoise ne dissimulent pas, pour la majorité d'entre elles et eux, leur origine : celle-ci est exposée, même lorsque le nom retenu se borne au prénom (*Tchao Restaurant chinois, Tchao et Hung*) ou au patronyme (*Tsiang et Ouang*). Les restaurants, et en particulier les restaurants « chinois », se classent donc parmi les entreprises pour lesquels l'origine constitue, même dans le contexte xénophobe des années 1930, un atout commercial. Cette stratégie publicitaire doit toutefois se conformer aux normes de la clientèle visée, par exemple en intégrant des références toponymiques identifiables¹⁶ ou en adoptant le sous-titre « restaurant chinois ». Comme l'a montré Faustine Régnier, l'exotisme procède d'une mise à la « *juste distance*¹⁷ » de l'autre : il doit être « *suffisamment différent pour susciter l'intérêt, mais pas trop différent sous peine de devenir incompréhensible* » et « *procède non d'une altérité radicale, mais d'un va-et-vient entre l'étranger et le familier*¹⁸ ».

13. « La Chine à Paris. Canard à la laque ? Tripes de poissons ? Potages d'algues noires ? Ragoût de bambou ? », in *Le Petit Parisien*, 15 juillet 1923, p. 6.

14. Clément Fabre, « Un rêve derrière un nuage. Lire le chinois dans le Paris du XIX^e siècle », in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 67, n° 2, 2020, pp. 106-108.

15. Claire Zalc, *Melting-Shops. Une histoire des commerçants étrangers en France*, Paris, Perrin, 2010, pp. 236-240.

16. Certains font directement référence à la Chine : « Pékin », « Shanghai », « Chan Toug » [Shandong], « Tien Tsin » [Tianjin], etc.

17. Faustine Régnier, *op. cit.*, p. 9.

18. Anaïs Fléchet, « L'exotisme comme objet d'histoire », in *Hypothèses*, n° 11, 2008, p. 25.

Les représentations proposées ne sont pas nouvelles. Elles proviennent d'un imaginaire orientaliste développé en France depuis le XVIII^e siècle, qui, depuis la fin du XIX^e siècle, s'ancre à Paris dans le paysage urbain. C'est au cours de l'Exposition universelle de 1867 que les visiteur-euses peuvent pour la première fois manger dans un « restaurant chinois » : le « Pavillon chinois ». Après l'exposition, le bâtiment, œuvre de l'architecte Alfred Chapon, est transporté et installé au bord du lac d'Enghien-les-Bains. De même, la pagode de l'Exposition de 1878 est offerte à la France et installée en 1880 dans le bois de Boulogne¹⁹. Dès 1865, l'ouverture du « Bataclan », à l'époque appelé « Grand Café Chinois-Théâtre Ba-ta-clan », dont l'architecture pastiche l'architecture chinoise, témoigne de l'intérêt commercial que peut avoir l'exotisme asiatique sur la scène parisienne.

Ainsi, en proposant une représentation homogénéisante de la Chine, qui emprunte à l'héritage orientalisant du XIX^e siècle²⁰, les gérants de restaurants chinois limitent le risque de dérouter leur clientèle européenne et américaine, tout en participant à la création d'un imaginaire du « restaurant asiatique » qui a prévalu en France à partir de l'arrivée des Chinois-es d'Indochine dans les années 1970²¹.

...et de critères de recrutement professionnel associés

La réception des restaurants chinois auprès des publics occidentaux n'est pas l'unique aspect selon lequel étudier le choix de l'exotisme comme stratégie commerciale. Ce dernier a en effet des incidences à l'échelle des individus qui sont employés-es.

Ainsi, le restaurant *Le Lotus* semble employer un personnel presque exclusivement chinois. Ce fait est mis en avant dans une enquête menée dans l'établissement en 1927 par les agents de la

19. Clément Fabre, « "C'est du chinois". À la recherche du chinois parisien (1814-1900) », in *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, n° 55, 2017, p. 175.

20. Ces caractéristiques sont détaillées dans A. G. Roberts, « Nineteenth-century reactions to Chinese food », in A. G. Roberts, *China to Chinatown: Chinese Food in the West*, Londres, Reaktion Books, 2012, chap. 3, pp. 53-81.

21. Lise Gibet, « En rouge et noir : les restaurants chinois à Paris, indicateurs de reconfigurations locales et transnationales », in Ya-Han Chuang, Anne Trémon (dir.), *Mobilités et mobilisations chinoises en France*, Marseille, Terra HN, 2020, pp. 8-10.



► Figure 3. Menu du *Lotus* (2, rue de l'École de Médecine, 6^e), date inconnue (à partir de 1933).

Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 2-DEP-002-00188.

préfecture de Police : « *Le restaurant chinois occupe une vingtaine d'employés cuisiniers, garçons de salle ou hommes de service, tous de nationalité chinoise, dont une quinzaine logent dans deux dortoirs situés au 6^e étage. Ces employés restent généralement peu de temps en place*²². »

Lorsque, dix ans plus tard, le gérant du *Lotus* appuie la demande de carte d'identité de travailleur de Li Ysai, Cantonais arrivé en France en 1936, il se dit prêt à l'engager en tant que garçon de restaurant et « *prétend que sa clientèle et son genre d'établissement exigent un employé de cette nationalité*²³ ». Les gérants du *Lotus* emploient donc des travailleurs chinois pour entretenir l'image de leur établissement. L'important *turn-over* mentionné par l'enquête de police, le logement des

22. AN, F/7/13438, rapport émis par la préfecture de Police le 9 décembre 1927.

23. AN, 19940459/307/27545, le préfet de police à monsieur le ministre de l'Intérieur, 22 juillet 1938.

employés en dortoirs sur leur lieu de travail, ainsi que l'implication du gérant du restaurant dans les démarches administratives d'un migrant récemment arrivé en France démontrent l'existence d'une filière d'immigration de travailleur-euses peu qualifié-es employé-es dans les restaurants chinois parisiens.

Cependant, l'origine des employés du restaurant révèle une orientation indistinctement « asiatique » : si le gérant du *Lotus* fait valoir la nationalité de Li Ysai auprès de l'administration, il engage tout de même un certain François Dinh, né à Saigon (Indochine française), comme directeur de son établissement²⁴. C'est là le signe que l'esthétique recherchée emprunte à des inspirations asiatisantes plus que spécifiquement chinoises, quitte à employer indifféremment un personnel chinois ou indochinois.

Un exotisme cosmopolite : les cabarets-dancings chinois

La grande spécificité de certains restaurants chinois de l'entre-deux-guerres est de proposer une version de l'exotisme qui ne se limite pas à l'imaginaire asiatisant. Bien avant le XXI^e siècle, le paradigme de l'authenticité est déjà employé dans la presse de l'entre-deux-guerres pour distinguer, avec une arrière-pensée morale, les « vrais » des « faux » restaurants chinois. En 1923, Charles Fegdal, chroniqueur et critique d'art parisien, se désole dans *Le Figaro* de ne pas expérimenter rue de l'École de Médecine le même dépaysement qu'au restaurant du boulevard Montparnasse avant la guerre (évoqué en première partie), et trouve finalement son bonheur chez *Chung*, rue des Carmes²⁵. L'aspect « *plus cosmopolite que chinois*²⁶ » du *Restaurant Chinois* de la rue de l'École de Médecine est souvent souligné par les observateurs extérieurs : « *Mais, vraiment, quelle discrétion de couleur locale !* », note en 1920 l'un des premiers journalistes décrivant ce restaurant, après avoir mentionné son « *bar américain*²⁷ ». Le contenu du menu du *Lotus* illustre l'origine de ces récriminations : kebab, couscous et grillades

24. APPP, J C 207 118.182, rapport du 9 septembre 1938 de la Brigade Mondaine.

25. « Coins curieux de Paris. Un restaurant chinois », in *Le Figaro*, 1^{er} décembre 1923, p. 3.

26. *Ibid.*

27. « Pas-Kal. Il y a un restaurant chinois au Quartier latin », in *L'Éclair*, 26 décembre 1920, p. 3.



► Figure 4. Carton publicitaire produit par le restaurant *Le Lotus* en 1935. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, collection d'éphémères, cote 77. Photographie d'archives.

côtoient les « spécialités chinoises », le riz et le thé. Il témoigne surtout d'une forme d'internationalisme de l'exotisme.

La particularité du *Lotus* provient du fait que, dès son ouverture en 1921 à l'angle du boulevard Saint-Michel, il s'agisse non seulement d'un restaurant, mais également d'un cabaret. Un autre restaurant chinois sur le même modèle, *L'Élysée-Shanghai*, ouvre en 1933 au 3, rue du Colisée²⁸, rue qui débouche sur les Champs-Élysées. L'adoption du modèle du « cabaret-dancing » pousse ces deux restaurants à s'inscrire dans un *continuum* de pratiques empruntant au registre du cosmopolitisme propre à certains établissements de nuit²⁹. L'un comme l'autre emploie des orchestres pour jouer pendant les repas, comme l'indiquent les mentions « tango » et « rumba » sur la carte de visite du restaurant, reproduite ci-contre. En 1940, le fondateur de *L'Élysée-Shanghai* « demande à employer quatre ou cinq musiciens pour y jouer des airs (genre américain)³⁰ ». Ces mises en scène incitent à voir, dans l'ethnicité exposée par les « *dancings*

28. ADP, D33U3 n° 590101A et n° 990782A.

29. Sophie Jacotot, « Danses de société des Amériques en France dans l'entre-deux-guerres. Les mirages de l'exotisme », in *Hypothèses*, vol. 11, n° 1, 2008, pp. 57-66.

30. APPP, J C 252 114.455, 14 août 1940, rapport du commissaire de police chef de la Brigade Mondaine.

chinois », une labellisation sous le signe de l'« ethnique moderne » au sens où l'a défini Jean-Pierre Hassoun, entraînant une valorisation aussi bien sur le marché qu'à l'échelle urbaine³¹.

À Paris, il semble du reste se produire, dans certains lieux fréquentés par les classes supérieures de la capitale, un rapprochement entre les influences états-uniennes et la gastronomie chinoise. Le restaurant *Chinese Umbrella*, situé au 8, rue du Mont-Thabor (1^{er} arrondissement)³² illustre cette confusion : recensé dans l'annuaire du commerce Didot-Bottin comme un « restaurant chinois » à partir de 1923, il est considéré comme un « *American tea-room and restaurant* » dans les journaux de la communauté états-unienne à Paris³³.

Le recours au registre du cosmopolite permet donc aux « *dancings* chinois », des années 1920 jusqu'aux années d'après-guerre, d'adapter l'« ethnique » à la scène sociale parisienne. Les codes employés par les établissements « chinois » parisiens mêlent traits hérités de la Belle Époque (esthétique orientalisante des « chinoiseries ») et traits associés, après la guerre, à la modernité, pour se départir de l'image péjorative prêtée à l'immigration chinoise populaire issue de la Première Guerre mondiale. Le succès et la pérennité des restaurants chinois du Quartier latin favorisent ainsi la convergence vers le type « chinois » de restaurant qui correspond le mieux à la présentation de l'« ethnicité » acceptable, dans l'entre-deux-guerres, par la population parisienne : une ethnicité modernisée et dépolitisée, au profit du dépaysement de la clientèle occidentale.

Conclusion

En 1963, les premières générations de restaurateur-rices chinois-es à Paris proposent de créer une chambre syndicale des restaurateurs chinois parisiens. Cette réaction est une réponse à l'arrivée sur le marché de la restauration chinoise de Chinois-es, Vietnamien-nes, Cambodgien-nes et Laotien-nes, immigré-es en France à la suite des conflits liés à la présence coloniale en Indochine

31. Jean-Pierre Hassoun, *op. cit.*

32. Il s'agit d'un établissement ouvert en 1905 par l'Américaine Edith Fabris, dont le père était ambassadeur du Royaume-Uni à Tianjin.

33. « Real American yuletide menus are announced », in *The New York Herald*, 23 décembre 1917, p. 4.

et accusé-es de dénaturer la cuisine chinoise par leurs entreprises³⁴. Encore aujourd'hui, la nature hybride de certains restaurants « asiatiques », indifféremment chinois, japonais, vietnamiens ou thaïlandais, fait office de repoussoir. Ainsi, depuis les années 2010, le maître-mot des nouveaux-elles entrepreneur-es du secteur de la restauration chinoise semble être le retour à une authenticité bafouée par l'homogénéité des pratiques commerciales et culinaires³⁵.

Pourtant, déjà au début du XX^e siècle, les sociétés et les associations qui exploitent certains restaurants chinois parisiens construisent une forme d'exotisme adaptée au public qu'elles visent. Mettre en lumière ces ajustements permet de déjouer les discours qui présentent l'évolution des pratiques culturelles – en particulier culinaires – comme étant téléologique, allant de l'authenticité première au dévoiement et à l'homogénéisation. Cette démarche permet également de mettre l'accent sur l'agentivité des entrepreneur-es à l'origine de ces stratégies. ■

34. APPP, 77 W 750295 dossier « Restaurants chinois, correspondance ».

35. Sur les logiques des reconfigurations récentes du secteur de la restauration chinoise, voir Lise Gibet, *op. cit.*, et Simeng Wang, Xiabing Chen, « Capitalizing on opportunities during the Covid-19 pandemic: Business transitions among Chinese immigrant entrepreneurs in France », in *Journal of Chinese Overseas*, vol. 17, n° 2, 2021, pp. 293-317.



► Cortège des Vietnamiens de France, dont des membres de l'Union générale des Vietnamiens de France (UGVF), à l'arrivée de Convergence 84. Rue de Rennes (Paris), 1984. © UGVF.

Engagement

Mobilisations (d')asiatiques

Chronique coordonnée par **Paul Boulland**, historien, CNRS, Centre d'histoire sociale des mondes contemporains ; **Vincent Gay**, sociologue, université Paris-Cité ; **Camille Gourdeau**, socio-anthropologue, université Paris-Cité ; **Nargesse Keyhani**, sociologue, université Lumière Lyon-2 ; **Liêm-Khê Luguern**, professeur d'histoire-géographie, historienne affiliée à l'IRIS-EHESS et à l'Institut Convergences Migrations ; et **Karim Taharount**, historien, Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, université Paris-1, avec l'aide précieuse de **XM**.

Cette seconde série de notices biographiques proposée dans le cadre du projet de recherche CAUSIMMI porte sur les mobilisations asiatiques dans la cause immigrée. Derrière l'expression « mobilisations (d')asiatiques » se cachent des personnes aux origines variées (notamment vietnamiennes, cambodgiennes et chinoises), issues aussi de milieux sociaux et de générations différents, employant des modes d'action pluriels. Cette série d'articles est également révélatrice des circulations relativement courantes entre les sphères académiques et militantes, comme en témoigne ici la place de Liêm-Khê Luguern, à la fois militante et chercheuse, membre du conseil scientifique de l'exposition *Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860*, programmée au Musée national de l'histoire de l'immigration à Paris jusqu'au 18 février 2024, et de l'équipe CAUSIMMI.

Mobilisations d'Asiatiques pour la cause immigrée : 1968-2020

Liêm-Khê Luguern, historienne, chercheuse affiliée à l'IRIS-EHESS et à l'Institut Convergences Migrations, membre du conseil scientifique de l'exposition Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860 (MNHI, Paris), et **Simeng Wang**, sociologue, chargée de recherche au CNRS, coordinatrice du réseau de recherche Migrations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France (MAF), et commissaire scientifique de l'exposition Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860.

Les Asiatiques dont il est question ici sont principalement les Vietnamiens (Indochinois avant 1954) et les Chinois, les deux composantes les plus importantes de l'immigration de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en France, du point de vue numérique et historique¹.

La cause immigrée n'est qu'un aspect de l'engagement des immigrants dans la vie de la Cité. Immigrants ou issus de l'immigration vietnamienne, on les retrouve dans les syndicats, associations ou partis politiques à travers lesquels ils militent pour l'égalité et donc, directement ou indirectement, pour la cause immigrée. On peut citer l'exemple d'Olivier Faure à la tête du Parti socialiste, ou encore des nombreux Vietnamiens dans les rangs du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

L'engagement des immigrants vietnamiens

Avant 1975, la majorité des Vietnamiens en France s'engagent dans la guerre contre les États-Unis. Leur regard est tourné vers leur pays d'origine, alors que le racisme ne connaît pas encore l'ampleur qu'il acquiert quelques années plus tard avec la crise économique et le chômage de masse.

1. Isabelle Attané, « L'immigration chinoise en France », in *Population*, vol. 77, n° 2, 2022, pp. 229-262 ; Richard Beraha, *La Chine à Paris. Enquête au cœur d'un monde méconnu*, Paris, Robert Laffont, 2012, pp. 55-63 ; Philippe Hanus, *Sur la route de l'exil. Un centre d'hébergement pour réfugiés à Cognin-les-Gorges (1977-1992)*, Commune de Cognin-les-Gorges, Saint Marcellin Vercors-Isère/CPA-Valence Romans Agglo, 2020 ; Liêm-Khê Luguern, « La représentation des immigrants. Des immigrants en représentation ? Le cas des Asiatiques, Vietnamiens en particulier », in *Hommes & Migrations*, n° 1314, 2016, pp. 141-145.

À la fin des années 1980, après l'arrivée des réfugiés, les activités des organisations vietnamiennes en France restent polarisées par la guerre du Vietnam ; elles se placent du côté du vainqueur ou du vaincu, pro ou anti-communiste. En dehors des cas particuliers des organisations religieuses, les associations vietnamiennes se caractérisent par une fidélité au « Vietnam », la patrie. Ainsi, l'association la plus ancienne des Vietnamiens, l'Union générale des Vietnamiens de France (UGVF), se définit comme « un village du Vietnam ». Dans le même temps, au Congrès de Joinville-le-Pont en 1982, l'UGVF lance le mot d'ordre de « servir la communauté », une « communauté qui a un projet de vie et d'avenir définitif, à long terme en France ». « Servir la communauté », c'est favoriser sa réussite sociale et économique par la mise en place, par exemple, de cours de soutien souvent assurés par des membres actifs de l'Union des jeunes Vietnamiens de France (UJVF), eprésentants de la « deuxième génération » de l'immigration.

C'est parmi eux que l'on trouve les premiers militants qui vont briser l'isolat communautaire et s'associer aux mobilisations antiracistes des années 1980. Un petit nombre d'entre eux vont former un cortège de Vietnamiens à l'arrivée de la Marche pour l'égalité et contre le racisme à Paris en 1983. Cette première apparition des Vietnamiens dans la cause immigrée s'explique aussi par le travail de militants trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire, extrêmement minoritaires mais très actifs au sein de l'UGVF. C'est également parce que des Français d'origine vietnamienne sont militants dans les organisations d'extrême gauche (Ligue communiste révolutionnaire, LCR, et Union des travailleurs communistes libertaires, UTCL) que « Convergence 84 » a intégré la cause des Asiatiques à ses revendications. À l'occasion de cette mobilisation, cinq cortèges sont partis des quatre coins de France pour rallier Paris, chacun étant censé présenter une « communauté ». Le trajet Brest-Paris présentait celle des Asiatiques, incarnés par deux Vietnamiens et un Cambodgien, tous étudiants.

Mobilisations de personnes d'origine chinoise

En 1996, plus d'une décennie après « Convergence 84 », des Asiatiques réapparaissent dans les médias avec le mouvement des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, puis avec le

Troisième Collectif, aux côtés d'Africains en lutte pour leur régularisation². Néanmoins, cette fois, il s'agit d'immigrés chinois et ils dénoncent les discriminations dont ils sont victimes, à côté de sans-papiers issus d'autres minorités ethniques.

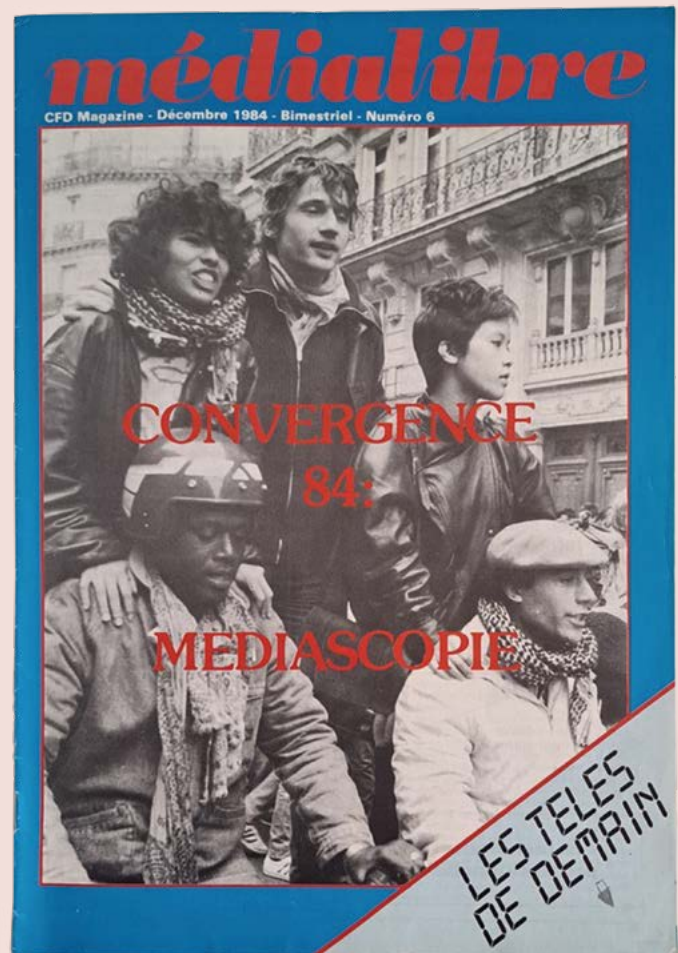
Au début des années 2000, l'Association Hui Ji, présidée par Richard Beraha et basée à Belleville, s'est mobilisée pour aider à la régularisation de centaines de familles sans-papiers chinoises originaires de Wenzhou. « Dès 2002 et jusqu'en 2010, le collectif *Multitude* s'est transformé en association *Hui Ji*, œuvrant pour un mouvement social de médiation dans le quartier de Belleville. [...] *Hui Ji* a enfin contribué à l'émergence des Wenzhous en les faisant mieux connaître, en intervenant dans les médias et en accompagnant des regroupements associatifs, comme l'Association des jeunes Chinois de France³. »

Plus tard, en 2014, des manucures chinoises sans-papiers, salariées du salon *Supply Beauty*, aux côtés de salariées ivoiriennes, ont initié la Grève des manucures du 50, boulevard de Strasbourg à Paris, dénonçant leurs conditions de travail. Appuyées par la Confédération générale du travail (CGT), elles finissent par être régularisées. Cette mobilisation est suivie par une seconde : la grève des coiffeuses du 57 (du même boulevard), entamée quelques mois plus tard et luttant contre l'exploitation des travailleuses et des travailleurs sans-papiers. Également appuyées par la CGT, les salariées sont de nationalités diverses, dont chinoise. Là aussi, le mouvement obtient satisfaction.

Au cours des années 2010, une autre cause fait l'objet de rassemblements de grande ampleur au sein de la population chinoise (personnes issues de la République populaire de Chine ou de pays d'Asie du Sud-Est, comme les Sino-Cambodgiens, les communautés Teochew, etc.) : celle de l'insécurité. Le 20 juin 2010 et le 21 juin 2011, des migrants économiques chinois de classes populaires et moyennes, ainsi que leurs descendants, manifestent contre les violences dont ils sont victimes et pour réclamer plus de sécurité. Ces manifestations ont été largement relayées par les médias.

2. Emmanuel Terray, « Le Troisième Collectif. L'Internationale des sans-papiers ? », *Plein droit*, n° 95, 2012, pp. 32-36.

3. Richard Beraha, « Les Wenzhous de Paris et d'ailleurs », in *Hommes & migrations*, n° 1308, 2014, p. 62.



► La Une du magazine *Médialibre*, décembre 1984.

Ces mobilisations de grande ampleur – centrées sur la question de la sécurité et inscrites dans des logiques d'intégration et d'assimilation – menées par la communauté chinoise au début des années 2010 sont suivies par deux autres mobilisations collectives : celles dénonçant le racisme et les violences subies, dont les violences policières (milieu des années 2010) suite aux décès de Zhang Chaolin en 2016 et de Liu Shaoyao en 2017 ; et celle qui accompagne la pandémie de Covid-19 (post 2020), et jalonne une nouvelle ère de

4. Li Yong, Miyako Hayakawa, Simeng Wang, « Les Asiatiques en France : entre le mythe de la "minorité modèle" et la lutte en marche », in Émilie Gandon, Simeng Wang (dir.), *Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860*, Paris, Musée national de l'histoire de l'immigration/Réunion des musées nationaux-Grand Palais, 2023, pp. 190-193 ; Simeng Wang, Francesco Madrisotti, « Le racisme anti-asiatique au temps de la pandémie de Covid-19 : vécus, énonciations et luttes », *Politika*, 2021. Url : <https://www.politika.io/fr/article/racisme-antiasiatique-au-temps-pandemie-covid19-vecus-enonciations-luttes>.

lutte antiraciste⁴. La fin des années 2010 est également marquée par une affaire relative à des agressions commises contre des personnes asiatiques dans le Val-de-Marne. Le fait que la décision de justice à laquelle ce procès aboutit en mai 2020 ait pris en considération la dimension raciste de ces violences comme circonstance aggravante a contribué, de même que la médiatisation de l'affaire, à la judiciarisation des actes racistes anti-asiatiques⁵.

L'association des Cambodgiens de Nantes

Karine Meslin, sociologue et directrice d'études au Groupe d'études et de recherches sociales (GERS).

En France comme dans d'autres pays occidentaux, les acteurs qui se sont mobilisés pour accueillir les réfugiés du Sud-Est asiatique, au moment où des régimes communistes et autoritaires prenaient le pouvoir au Cambodge, au Vietnam et au Laos, ont de multiples visages. Parmi eux, se trouvaient de nombreux ressortissants du Vietnam et du Cambodge arrivés en France avant 1975, dont quelques étudiants réunis dans l'Association des Cambodgiens de Nantes.

Cette association dont les statuts sont rédigés en mai 1975, soit quelques jours après la prise de pouvoir des Khmers rouges, est fondée par une poignée de jeunes Cambodgiens originaires de familles aisées du Cambodge, venus à Nantes le temps de leurs études supérieures. Avec l'arrivée

de ce nouveau régime, le Cambodge se ferme au reste du monde. Les jeunes étudiants n'ont plus aucun moyen de communiquer avec leurs proches et leurs projets de retour sont anéantis. Ceux qui étaient promis à un brillant avenir dans leur pays natal deviennent les spectateurs impuissants de sa déroute et du drame qui frappe leur famille et l'ensemble de leurs compatriotes restés sur place. Logés au sein de la même cité universitaire, ces étudiants décident alors de se structurer en association pour s'entraider. À la fin des années 1970, avec l'arrivée des premiers réfugiés cambodgiens à Nantes, leur association prend une nouvelle envergure. Sans avoir la capacité d'héberger ou de soutenir économiquement les réfugiés qui arrivent en nombre, l'association se positionne en complémentarité des aides des pouvoirs publics et des comités d'accueil locaux.

Alors que la société cambodgienne est divisée de part en part depuis la fin du protectorat français et que la population est profondément meurtrie par l'expérience du régime des Khmers rouges et de l'exil, les étudiants décident d'œuvrer à retisser du commun, en écartant tout ce qui peut diviser et opposer, en particulier la politique. Les objectifs premiers de l'association sont de « *maintenir et de répandre l'esprit de compréhension mutuelle* » – alors que chacun a subi et parfois commis des atrocités – et de venir « *en aide aux membres les plus dépourvus sur le plan matériel comme sur le plan intellectuel* ». Pour ce faire, les étudiants se rendent régulièrement dans le centre provisoire d'hébergement pour rencontrer les nouveaux réfugiés et les membres de leurs comités d'accueil, pour proposer aux familles cambodgiennes et aux Français investis à leurs côtés de participer à un pique-nique ou une sortie, pour aider les plus en difficultés dans leurs démarches administratives ou soutenir la scolarité de leurs enfants. Si certains réfugiés préfèrent garder leur distance pour tenter de tourner la page de leur histoire commune, beaucoup acceptent cette aide. L'Association des Cambodgiens de Nantes constitue alors un sas rassurant, en même temps qu'une passerelle entre la société quittée et la société française.

5. Soc Lam, « Mon combat contre le racisme envers les Asiatiques », in Émilie Gandon, Simeng Wang (dir.), *Immigrations est et sud-est asiatiques depuis 1860*, Paris, Musée national de l'histoire de l'immigration/Réunion des musées nationaux-Grand Palais, 2023, pp. 186-189 ; Simeng Wang, Yong Li, Johann Cailhol, Miyako Hayakawa, Youngbin Kim, Sophie Haas, *L'expérience du racisme et des discriminations des personnes originaires d'Asie de l'Est et du Sud-Est en France (REACTAsie)*, Rapport de recherche, publié sur le site du Défenseur des droits, 2023. Url : https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/reactasie-num_02.pdf.

Liêm-Khê Luguern

Karim Taharount, historien, ingénieur d'études contractuel, université Paris 1.



► Liêm-Khê Luguern.
© Whyte, 2023.

Liêm-Khê Luguern (née Tran Nu) est née en 1964 à Hué, dans un Vietnam alors en guerre. Divorcée, sa mère rencontre un coopérant qui enseignait le français, tout en participant parallèlement à des actions en faveur du Front national de libération (opposé au régime sud-vietnamien soutenu par les États-Unis), et qui finit par endosser le rôle de père pour Liêm-Khê.

En 1973, âgée de 9 ans, elle émigre en France avec sa famille. Elle grandit dans des quartiers d'habitat social d'Issy-les-Moulineaux. Son père devient contrôleur des Postes et milite à la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et – jusqu'au début des années 1980 – au Parti socialiste. Sa mère devient animatrice et participe à l'Union générale des Vietnamiens de France (UGVF).

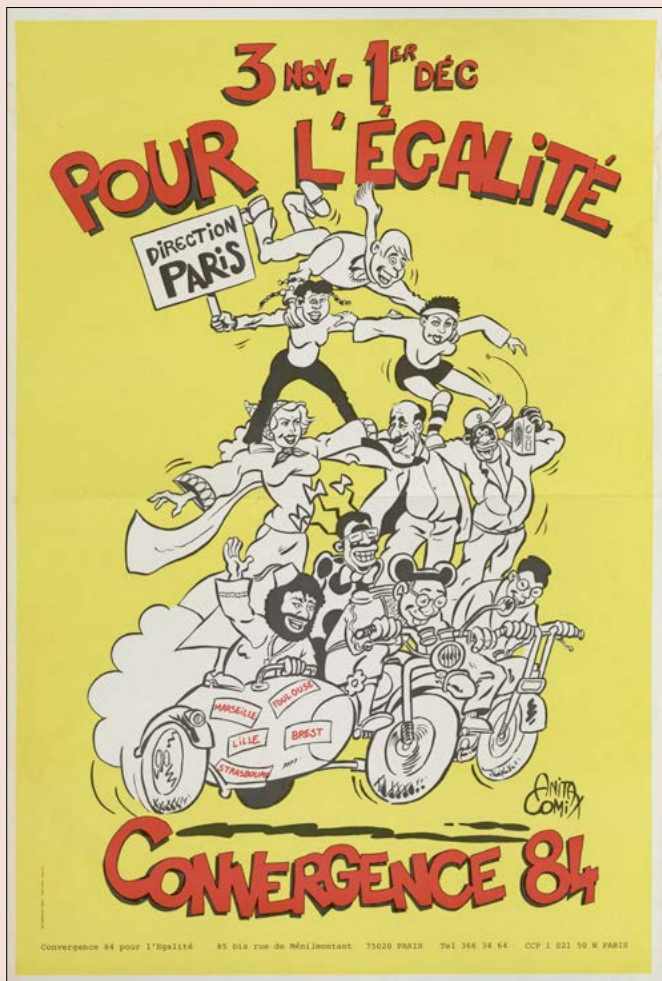
Après son baccalauréat obtenu en 1983, Liêm-Khê Luguern poursuit des études en histoire et en sciences économiques et sociales, à l'université de Nanterre. Elle entre à la Coordination libertaire étudiante (Clê) et participe à diverses actions, notamment contre la montée de l'extrême droite et en faveur de l'égalité des droits entre Français et immigrés. Elle adhère dans la même période à l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) et suit les grèves, les coordinations et les mobilisations dans lesquelles son organisation est impliquée (notamment celles

antiracistes, pour l'indépendance du peuple kanak, contre la guerre du Golfe, ou encore les mobilisations écologistes).

En 1984, elle participe à « Convergence 84 » – qui fait suite à la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 – en parcourant à mobylette le trajet entre Brest et Paris. L'année suivante, elle s'implique dans un collectif qui tente de réunir les deux nouveaux projets de marche qui sont alors prévus : la Marche des voyageurs de l'Égalité organisée par SOS Racisme, et la « 3^e Marche pour l'égalité » portée par le Conseil des associations d'immigrés en France (CAIF) et des associations de jeunes immigrés. Le rapprochement n'aboutit pas, néanmoins Liêm-Khê Luguern prononce un discours au nom du collectif lors de la manifestation clôturant à Paris la « Marche des voyageurs de l'égalité ».

En 1985, parallèlement à une maîtrise d'histoire portant sur les travailleurs indochinois, elle devient permanente de l'Association de spectacles populaires et interculturels (Aspic), une fédération basée dans le 20^e arrondissement de Paris réunissant plusieurs associations qui avaient soutenu l'arrivée de la Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983. Elle se consacre essentiellement à un travail d'éducation populaire avec des interventions en milieu scolaire dans le 20^e arrondissement de Paris. Elle effectue également de l'accompagnement administratif, par exemple pour des problèmes liés au logement ou à l'entrée et au séjour en France. En 1986, c'est en tant que permanente de l'Aspic qu'elle s'engage dans la mobilisation qui suit quatre incendies criminels. Ces derniers ont eu lieu dans des immeubles habités en grande partie par des personnes issues de l'immigration et situés près du local de l'association. Le bilan est d'une quinzaine de morts et de nombreuses personnes ont perdu leur logement.

En 1986, elle est également très impliquée dans le mouvement contre le projet de loi Devaquet visant à réformer les universités françaises. Durant cette mobilisation, elle participe à la mise en place du Collectif jeunes libertaires (CJL). Celui-ci diffuse son premier tract le 10 décembre à Paris, lors de la grande manifestation en mémoire de Malik Oussekin. Le collectif se mobilise ensuite contre les réformes du Code de la nationalité et du droit d'entrée et de séjour, contre les expulsions du



► L'affiche « Pour l'égalité » réalisée par le studio graphique Anita Comix pour Convergence 84 en vue de la marche organisée pour l'égalité du 3 novembre et 1^{er} décembre 1983. Sur cette affiche à fond jaune, trois personnes de nationalités différentes parcourent la France sur des deux roues avec une pyramide humaine au-dessus d'eux. © EPPPD-MNHI.

territoire, pour l'annulation des dettes du tiers-monde ou encore contre les inégalités vécues par les femmes immigrées en France en raison de l'application du Code de la famille de leurs pays d'origine dans le cadre d'accords bilatéraux avec la France. Liêm-Khê Luguern maintient des liens avec des militants de la Clé restés actifs dans la Section carrément anti-Le Pen (le Scalp) et le Réseau d'étude, de formation et de lutte contre l'extrême droite et la xénophobie (Reflex).

En 1988, elle obtient sa maîtrise d'histoire et poursuit avec un DEA consacré à l'histoire de l'immigration vietnamienne en France. En 1990, elle devient professeure d'histoire-géographie et

commence à enseigner dans le quartier des Pyramides à Évry-Courcouronnes. Elle s'installe ensuite à Besançon entre 1994 et 1998, à Toulouse en 1998, puis dans le Tarn où elle demeure depuis 1999.

Depuis 1990, elle est engagée dans le syndicalisme enseignant au sein du Syndicat national des enseignements de second degré (Snes) et de l'École émancipée, puis de Sud éducation. Elle reste membre de l'UTCL puis d'Alternative libertaire jusqu'au milieu des années 1990. Elle continue ensuite à s'impliquer dans les mobilisations, notamment en faveur de la libre circulation des étrangers et contre les inégalités de droits à l'entrée et au séjour entre immigrés européens et extra-européens au sein de l'espace Schengen. En 1997, elle participe à la mobilisation contre la réunion d'un congrès du Front national à Strasbourg. Elle s'implique tout particulièrement dans l'opération consistant à affréter des trains à destination de Strasbourg au départ des villes alors dirigées par le Front national.

En 2014, elle soutient une thèse d'histoire, sous la direction de Gérard Noiriel, portant sur les travailleurs indochinois entre 1939 et 1954 réquisitionnés en métropole durant la Seconde Guerre mondiale. Elle continue à s'impliquer dans le mouvement social et associatif (Gilets jaunes, Paniers suspendus...) et poursuit ses activités de recherche parallèlement à son métier d'enseignant.

Sources

Entretien avec Liem-Khe Luguern, 21 juillet 2023.

« Elle roule, elle roule, la banlieue... », in *Lutter !*, n° 9, février 1985.

« Contre le racisme 2 000 personnes à Paris », in *Sud-Ouest*, 1^{er} décembre 1985.

Béatrice Gurrey, « Parents d'élèves et enseignants poursuivent l'occupation de l'inspection à Besançon », in *Le Monde*, 7 février 1997.

Ariane Chemin, « La gauche tout entière se prépare à manifester à Strasbourg contre le FN », in *Le Monde*, 27 mars 1997.

Bruno Mahouche, « Les origines de la grève des PTT de l'automne 1974 », in *La revue de l'Ires*, vol. 51, n° 2, 2006, pp. 55-81.

Valérie Brun, Patricia Combarel, Liêm-Khê Luguern, Pascal Pragnère, Laurent Rouzière, « Quand les multinationales forcent la porte des collèges », in *Libération*, 30 novembre 2016.

Hélène Méral, « Face au Covid, les Paniers suspendus ont pignon sur rue », in *20 Minutes*, 22 janvier 2021.

Kim Vu

Karim Taharount, historien, ingénieur d'études contractuel, université Paris 1.

Kim Vu naît le 16 janvier 1954 à Paris. À cause de leur manque de revenu et de la taille réduite de leur logement, ses parents le placent dans une institution tenue par des religieuses où il passe une enfance heureuse. En 1961, la situation de ses parents s'améliore et Kim Vu les rejoint dans le quartier Charles-Floquet au Blanc-Mesnil. La famille déménage ensuite dans les grands ensembles de La Fauconnière à Gonesse, puis dans le quartier du Mont-Valérien à Rueil-Malmaison. Quartiers dont Kim Vu se souvient comme brassant des habitants de différentes origines dans une ambiance fraternelle.

Dans le lycée où il suit une filière littéraire, Kim Vu commence à s'intéresser aux activités d'un Comité Vietnam dénonçant l'intervention américaine dans ce pays. Du reste, sa mère et son beau-père militent contre cette opération avec l'Union générale des Vietnamiens de France (UGVF). En 1972, il adhère lui-même à l'Union des jeunes Vietnamiens de France (UJVF), affiliée à l'UGVF, et prend ainsi part à diverses activités culturelles et politiques.

En 1973, après avoir obtenu son baccalauréat littéraire, Kim Vu poursuit des études en sciences économiques à Nanterre. Il rédige un mémoire de maîtrise analysant les difficultés culturelles et identitaires des Vietnamiens de la seconde génération en France et leurs stratégies pour les surmonter. Après un DEA, il soutient sa thèse de sciences économiques en 1986.

Parallèlement à ses études, Kim Vu poursuit son parcours militant. En 1983, au sein de l'UJVF, il participe au journal *Bulldingue*. Il y écrit sur la situation et les aspirations des Vietnamiens de la seconde génération en France. Il y propose surtout des poèmes traitant des injustices sociales, dont celles frappant les travailleurs immigrés, ou évoquant la montée du racisme et de l'extrême droite.

En 1984, avec l'UJVF et l'équipe de *Bulldingue*, il prend part à l'exposition *Les enfants de l'immigration* à Beaubourg, à laquelle participent les militant·e·s de diverses origines qui lancent



► **Convergence pour l'égalité. Paris, décembre 1984.**
© Catherine Deudon / Roger-Viollet.

ensuite « Convergence 84 ». La même année, il s'engage d'ailleurs dans cette mobilisation et effectue en mobylette le parcours entre Brest et Paris, censé représenter la communauté asiatique. Comme Liêm-Khê Luguern, il n'est pas informé des dissensions qui finissent par faire éclater le comité d'organisation et conserve de cette mobilisation le souvenir d'un moment positif et fraternel.

Après 1981, il emménage dans le 19^e arrondissement de Paris. Il y adhère à la section locale de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), avec laquelle il participe à de nombreux débats et actions en faveur de familles immigrées, notamment celles sans logement.

Kim Vu commence en 1981 une carrière d'enseignant dans le primaire et le secondaire, dans le Val-d'Oise, qui s'achève en 2020. Durant cette période, il milite avec le Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles (SNUIPP), affilié à la Fédération syndicale unitaire (FSU). Au sein du SNUIPP-FSU, il s'implique plus particulièrement au sein de la tendance École émancipée. Avec ces organisations, il s'engage pour le maintien et l'amélioration des conditions de travail des enseignants, contre la fermeture de classes dans le Val-d'Oise ; il travaille à réduire les problèmes d'intégration scolaire et participe à de multiples manifestations antiracistes.

Kim Vu se consacre tout spécialement aux gens du voyage. Il fait ainsi partie d'une équipe d'enseignants spécialisés liée au Centre académique pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs

(Casnav). À ce titre, il intervient dans plusieurs écoles du Val-d'Oise proches des camps des familles de voyageurs, donne des cours aux enfants, met en place des ateliers de poésie, et assure une médiation entre familles, écoles, et administrations afin de désamorcer les problèmes de rejet dont sont victimes les enfants du voyage et leurs familles et faciliter leur intégration. Il prolonge ce travail en tant que membre de l'Association départementale des voyageurs et des gadjés (Avdog), avec laquelle il intervient contre les expulsions de familles de voyageurs. Il contribue aussi à la mise en place d'une bibliothèque ambulante pour ces mêmes familles.

Entre 1987 et 1988, il prend part à l'initiative « Arc-en-ciel » visant à faire converger, au sein d'un nouveau mouvement de gauche alternative, les écologistes et d'autres groupes du mouvement social. À partir de 2020, il s'engage avec la liste d'opposition « Pontoise écologique et solidaire », avec laquelle il travaille sur le sujet de la démocratie participative et participe aussi à l'accueil de réfugiés ukrainiens.

« *Chrétien de base* » comme il se définit lui-même, ayant beaucoup d'estime pour les prêtres-ouvriers et les petites sœurs des pauvres, Kim Vu s'investit dans la vie de la paroisse de Pontoise, où il accompagne, par exemple, les messes de la chorale des migrants en jouant de l'orgue, puis dans celle de la paroisse de Douvres-la-Delivrande dans le Calvados, où il joue de l'orgue durant les célébrations funéraires.

Sources

Questionnaire et échanges par mail avec Kim Vu, septembre 2023.

Joseph Canu, « Val-d'Oise. Municipales 2020 : à Pontoise, la gauche mise sur l'intelligence collective », in *La Gazette du Val-d'Oise*, 17 janvier 2020.

Le Huu Khoa (dir.), *Les jeunes vietnamiens de la deuxième génération. La semi-rupture au quotidien*, Paris, L'Harmattan/Ciemi, 1987.

Sébastien Repaire, « Les Verts, une gauche alternative ? (1984-fin des années 1980) », in *Revue historique*, n° 686, 2018, pp. 399-420.

Site de l'Avdog. Url : <https://www.advog.fr>.

Site de la paroisse de Pontoise. Url : <https://paroisses-pontoise.fr>.

Hiệp Benoit Tan

Karim Taharout, historien, ingénieur d'études contractuel, université Paris 1.

Hiệp Tan naît le 26 juillet 1954 à Dalat, au Vietnam. Sa mère est catholique et apolitique. Son père est communiste athée et servait dans l'armée du Nord-Vietnam pendant la guerre contre l'occupant français. Après la victoire contre ce dernier, il s'est néanmoins retrouvé en désaccord avec la politique menée par le Parti communiste vietnamien et a donc pris ses distances.

En 1962, la famille a dû fuir pour échapper à la guerre du Vietnam, en s'installant à Phnom Penh, au Cambodge. Pour survivre au rejet subi par les Vietnamiens au Cambodge, la famille a changé de nom et abandonné sa nationalité vietnamienne pour devenir taïwanaise. À Phnom Penh, Hiệp Tan a fréquenté une école et un lycée français, où il a appris la langue française. En 1970, un nouveau régime soutenu par les États-Unis afin de lutter contre les Khmers rouges prend le pouvoir au Cambodge et s'attaque violemment aux Vietnamiens qui y résident. Hiệp Tan est capturé et envoyé au front pour combattre les Khmers rouges après une formation militaire sommaire. Après six mois de combats, il est gravement blessé aux jambes par une roquette et rapatrié à Phnom Penh.

Pendant sa convalescence, il reprend ses études. En 1974, il obtient le diplôme français du baccalauréat C (mathématiques et sciences physiques). Passionné par la biologie et désireux d'aider les autres, il souhaite poursuivre en médecine. Son père l'envoie alors vivre en France chez un ami prêtre-ouvrier à Romainville, en Seine-Saint-Denis.

En 1975, Hiệp Tan s'inscrit à la faculté de médecine de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Pendant ses études, il occupe divers emplois afin de subvenir à ses besoins. En 1982, il rejoint l'Union des jeunes Vietnamiens de France (UJVF), section de l'Union générale des Vietnamiens de France (UGVF), et y occupe rapidement diverses responsabilités. En 1983, il cofonde *Bulletedingue*, un bulletin destiné à communiquer sur les activités internes de l'association. Lorsque le journal évolue pour aborder des sujets politiques concernant la situation des Vietnamiens en France et en Europe et

la situation au Vietnam, Hiệp Tan est convoqué par des cadres de l'UGVF, mais il refuse de faire se conformer le contenu de *Bulldingue* à leur ligne, qui était aussi celle de l'ambassade du Vietnam et du Parti communiste vietnamien. À noter qu'en 1983 Hiệp Tan et une partie de l'équipe de *Bulldingue* participent aussi à la réalisation de « La Fresque des francophones » confiée à l'UJVF dans le cadre de l'exposition *Les enfants de l'immigration* à Beaubourg. Après l'arrêt de *Bulldingue* en 1987, Hiệp Tan reste membre de l'UGVF et prend part à des missions humanitaires et de développement au Vietnam. Il participe également à des échanges culturels entre jeunes français et vietnamiens.

En parallèle à son engagement dans l'UJVF, Hiệp Tan s'engage dans des organisations politiques françaises, passant par la mouvance autonome, Lutte ouvrière et le Parti communiste. Il participe notamment à des mobilisations contre le racisme, en solidarité avec les immigrés et pour le droit de vote des étrangers durant les années 1980 et 1990. À chaque fois, il quitte ces groupes en raison de divergences concernant leurs programmes ou leurs modes de fonctionnement.

En 2008, à Aubervilliers, Hiệp Tan rejoint la section locale du Parti socialiste et soutient la candidature de Jacques Salvator à la mairie. Il devient vice-président du Conseil consultatif pour la citoyenneté des étrangers d'Aubervilliers (CCCE), où il lutte en faveur du droit de vote des étrangers, pour des services de santé plus accessibles, une meilleure sécurité et le renforcement des relations interculturelles dans la ville.

En 2016, Hiệp Tan se mobilise après l'agression mortelle de Chaolin Zhang à Aubervilliers et participe à l'organisation des manifestations qui condamnent le racisme anti-asiatique et l'insécurité vécus par les commerçants asiatiques. En vue de la grande manifestation du 4 septembre 2016 à Paris, il invite, par exemple, des personnalités politiques, dont Stéphane Troussel, président socialiste du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, et Valérie Pécresse, présidente Les Républicains du Conseil régional d'Île-de-France. Il tente également de convaincre les Vietnamiens proches de l'ambassade du Vietnam, de l'UGVF et du Mouvement des citoyens français d'origine vietnamienne (MCFV) de participer massivement à cette manifestation.



► Hiệp Tan, vice-président du jardin partagé Les Petits Prés Verts.
© D. R.

Sources

Entretien avec Hiệp Tan, 7 juin 2023.

Ya-Han Chuang, « La colère du *middleman* : quand la communauté chinoise se manifeste », in *Mouvements*, n° 92, 2017, pp. 157-168.

Le Huu Khoa (dir.), *Les jeunes vietnamiens de la deuxième génération. La semi-rupture au quotidien*, Paris, L'Harmattan/Ciemi, 1987.

Stanislas Livonnière, « Élections municipales 2020 d'Aubervilliers : qui sont les candidats », in *Le Parisien*, 6 mars 2020.

IM'média, numéro spécial « Les enfants de l'immigration. Le new deal culturel à Beaubourg », janvier 1984.

Site de la mairie d'Aubervilliers.

Url : <https://archives.aubervilliers.fr/Conseil-Consultatif>.

Site de Jardins ensemble, présentant une Oasis dans la ville et Les petits prés verts.

Url : <http://jardins-ensemble.org>.

Le Troisième Collectif : une première apparition de sans-papiers chinois dans la lutte

Emmanuel Terray, anthropologue, directeur d'études honoraire à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).



► Manifestation du Troisième collectif, composé d'immigrants chinois de la province de Zhejiang. Paris, 23 novembre 1996.
© Patrick Zachmann, Magnum Photos.

À l'intérieur du mouvement des sans-papiers, le Troisième Collectif apparaît, entre 1996 et 2006, comme une expérience relativement originale dans la mesure où quelque trente-cinq nationalités y étaient représentées et que, pour la première fois, des sans-papiers chinois s'engageaient dans la lutte pour le droit au séjour sur le territoire français⁶.

Le Troisième Collectif se constitue en août 1996, comme l'une des conséquences de l'occupation de l'église Saint-Bernard⁷. Durant ce mois, de nombreux sans-papiers cherchent à rejoindre le mouvement. En particulier, un groupe de sans-papiers chinois, dont c'est la première apparition dans la lutte, se présente au local de Pajol, « base arrière » des occupants de l'église, où ils sont accueillis par Saïd Bouziri, militant de la

Ligue des droits de l'Homme, très investi à la fois dans le quartier et dans le soutien aux sans-papiers. Cependant, les occupants de Saint-Bernard, pour l'essentiel sénégalais et maliens, forment une communauté relativement fermée. Par ailleurs, l'église est pleine et ne saurait accueillir de nouveaux arrivants. Il est donc proposé aux sans-papiers qui affluent à Pajol de créer un nouveau collectif, qui s'engagera dans la lutte aux côtés des « Saint-Bernard ». Ainsi naît le Troisième Collectif. Très vite, ce dernier rassemble plusieurs centaines de sans-papiers : Chinois, Turcs, ressortissants du Maghreb et de presque tous les pays d'Afrique francophone, Haïtiens, Philippins... Quelque trente-cinq nationalités sont présentes, et ce caractère multinational formera longtemps la principale originalité du collectif. Turcs et Chinois constituent les deux principales communautés représentées au sein du Collectif.

Les Chinois du Troisième Collectif sont, à l'époque, presque tous originaires de la même région : le district de Wenzhou, dans la province de Zhejiang. Par ailleurs, c'est la première fois que des sans-papiers chinois s'engagent dans la lutte. Deux facteurs ont été mis en avant par les intéressés eux-mêmes : en premier lieu, la détérioration de leurs conditions de travail et de vie en 1994-1995, liée à une baisse des commandes dans la confection et à l'aggravation du harcèlement policier ; en second lieu, une cause immédiate, la déclaration ambiguë du ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré en juin 1996, laissant entendre que les parents d'enfants nés en France seraient régularisés : d'où l'affluence dans les préfectures et le rejet des dossiers, entraînant désillusion et déception.

Dès le 12 septembre 1996, le Troisième Collectif occupe le centre d'accueil des demandeurs d'asile de la rue d'Aubervilliers. Les responsables de la préfecture viennent discuter avec les occupants. On convient qu'un mémorandum leur sera remis, consignait les demandes du Collectif, et le centre est évacué sans interpellation. Le mémorandum est bientôt rédigé : il propose un ensemble de critères alternatifs de régularisation, correspondant aux situations diverses dans lesquelles se trouvent les sans-papiers du Troisième Collectif. Mais la préfecture le laisse sans réponse. Aussi, le 30 octobre, le Troisième Collectif occupe-t-il le centre d'accueil des étrangers du

6. La notice est tirée de l'article d'Emmanuel Terray, « Le Troisième Collectif. L'Internationale des sans-papiers ? », in *Plein droit*, n° 95, 2012, pp. 32-36.

7. Il existait déjà un premier collectif, celui de Saint-Bernard et un second collectif à l'église Saint-Hippolyte, qui va négocier très vite avec la préfecture et se dissoudre quelques semaines plus tard.

boulevard de Sébastopol. Cette fois, la réplique est brutale : 432 sans-papiers sont interpellés et 10 sont expulsés ; la plupart de ces derniers reviendront dans les mois qui suivent. Désormais, la préfecture refuse tout contact avec le Troisième Collectif et la période qui s'ouvre est difficile.

Suite à la publication le 22 juin 1997 de la circulaire Chevènement⁸, le Troisième Collectif dépose 900 dossiers, dont les deux tiers aboutissent à une régularisation au cours de l'été. À l'issue de la période de régularisation, 300 de ses adhérents ont vu leur demande rejetée. Alors qu'une lettre du Troisième Collectif au Premier ministre se heurte à une fin de non-recevoir sèche et méprisante, la décision est prise de commencer une grève de la faim. L'objectif de la grève de la faim est défini de façon originale : elle vise, non pas directement à la régularisation des grévistes et des membres du Collectif, mais à la modification d'un certain nombre de dispositions réglementaires. Elle se propose ainsi de défendre l'ensemble des sans-papiers, et non pas seulement ceux qui sont directement impliqués dans l'action. La grève de la faim dure un mois et s'achève sur un relatif succès. De nouvelles mesures permettront la régularisation de quelques milliers de sans-papiers. Au sein du Troisième Collectif, 23 des 29 grévistes sont régularisés ; les 6 autres le seront dans les trois ans qui suivront. 280 dossiers sont également acceptés.

Les années 2000 seront marquées par différentes occupations. Finalement, des discussions avec la préfecture, conduites par Saïd Bouziri, aboutissent à la régularisation des derniers dossiers en souffrance et le Troisième Collectif se dissout en 2006.

8. Cette circulaire du 24 juin 1997 relative au réexamen de la situation de certaines catégories d'étrangers en situation irrégulière indiquait que les étrangers célibataires présents en France depuis sept années pouvaient obtenir une carte de séjour. Voir Violaine Lacroix, « L'illusion d'une régularisation », in *Plein droit*, n° 47-48, 2001, pp. 22-25.

Faire face au racisme anti-asiatique : mobilisations et reconfigurations

Yan-Han Chuang, sociologue, post-doctorante à l'Institut national d'études démographiques (Ined).



► Manifestation après le meurtre de Zhang Chao Lin. Paris, le 4 septembre 2016. © Photo Martial Beauville.

Le dimanche 4 septembre 2016, après plusieurs rassemblements en août, une manifestation au départ de la place de la République répond à l'assassinat d'un commerçant chinois d'Aubervilliers, Zhang Chaolin. Parmi les slogans scandés par la foule : « Zhang Chaolin, mort pour rien ; qui sera le prochain ? », « Liberté, égalité, fraternité, et... sé-cu-ri-té ! », accompagnés des paroles de la Marseillaise.

Depuis 2010, ce n'est pas la première fois qu'ont lieu des mobilisations pour dénoncer le racisme anti-chinois : outre des manifestations à Belleville, d'autres rassemblements ont eu lieu à Bagnole, à Aubervilliers et à La Courneuve pour dénoncer les agressions visant les Asiatiques réputés se déplacer avec beaucoup d'argent liquide. Mais ces mobilisations se situent en marge des manifestations de « l'antiracisme politique », des diverses marches pour la dignité ou des protestations contre les violences policières. Cette dénonciation du racisme anti-chinois s'articule fortement avec celle de l'insécurité qui pèse sur les populations chinoises, due à des préjugés à leur encontre, et s'appuie sur des soutiens politiques variés, distinguant ces initiatives de la plupart des mobilisations antiracistes. Par ailleurs, ces mobilisations des années 2010 ont permis

l'expression d'une nouvelle génération franco-chinoise, en ne se limitant pas aux représentants traditionnels qui portaient la voix de la communauté chinoise au début de la décennie.

La première manifestation contre le racisme qui touche les Chinois en France a lieu en 2010, suite à l'agression d'un habitant chinois de Belleville ; celui-ci tire au pistolet sur ses agresseurs, à la suite de quoi il est arrêté, ce qui déclenche l'indignation de la communauté chinoise. S'ensuivent des appels et une pétition pour le soutenir, puis une manifestation organisée par six associations de commerçants chinois, ainsi que des ressortissants chinois membres de partis politiques de la droite française. Elle affiche essentiellement des signes chinois, tant à travers les slogans que par les drapeaux de la République populaire de Chine portés par les manifestants. L'insécurité y est présentée comme due à un conflit inter-ethnique et la manifestation se termine par des échauffourées avec la police.

En 2011, à la suite d'une nouvelle agression dans le quartier de Belleville, une autre manifestation est organisée, cette fois par une alliance qui réunit les commerçants chinois de Belleville proches de la mairie du 20^e arrondissement dirigée par le Parti socialiste, des associations franco-chinoises belleilloises, ainsi que des jeunes Chinois. La dimension interethnique du problème est beaucoup moins énoncée et la sécurité est présentée comme un droit à conquérir. Parmi les nouveaux acteurs mobilisés, l'Association des jeunes Chinois de France (AJCF) joue un rôle de premier plan. Fondée en 2009, cette association réunit alors plus de 200 jeunes Chinois et Asiatiques âgés de 18 à 40 ans, le plus souvent diplômés et issus de familles d'entrepreneurs.

À travers l'AJCF, c'est donc une nouvelle génération qui s'exprime. Franco-chinoise, elle assume cette double identité en se détachant des structures liées au pouvoir chinois en France. Très présente sur les réseaux sociaux, menant des actions médiatiques – par exemple, en 2014, en intentant un procès, qu'elle gagne, contre l'hebdomadaire *Le Point* pour diffamation contre les Chinois –, elle acquiert une aura qui lui permet de devenir rapidement un interlocuteur légitime pour les pouvoirs publics à propos des agressions et des discriminations dont sont victimes les Chinois. Ainsi, l'association noue des relations avec la mairie d'Aubervilliers et la préfecture de Seine-Saint-Denis

pour faire face aux agressions qui visent les grossistes chinois fortement implantés à Aubervilliers et faciliter leurs dépôts de plainte.

La mobilisation de 2016 suite à la mort de Zhang Chaolin s'inscrit donc dans une histoire de quelques années, avec des évolutions notables, du fait de la présence de jeunes Chinois, de l'élargissement des soutiens politiques (au sein du champ politique, des associations antiracistes, et parmi les migrant-e-s d'Asie du Sud-Est non chinois), du cadrage des agressions comme ne relevant pas seulement d'un problème de sécurité mais aussi de racisme, et d'un recours aux « valeurs républicaines » et à la citoyenneté, révélateur d'une double identité chinoise et française.

Pour autant, en 2017, c'est à un autre type de violence que doivent faire face les militants franco-chinois, après que Shaoyo Liu a été assassiné par des policiers de la BAC dans le 19^e arrondissement de Paris. Plusieurs rassemblements en sa mémoire et pour dénoncer les violences policières ont lieu alors, auxquels participent des acteurs des mobilisations de 2016. Si les manifestations rassemblent moins de personnes qu'en 2016, elles durent plusieurs soirs de suite, avec des affrontements avec la police, et conduisent à plusieurs dizaines d'arrestations. Les mots d'ordre ont également évolué, et l'on peut lire sur les affiches « Police colonialiste » et « *Wake up French Asians ! You are still oppressed in this country* » (« Réveillez-vous Asiatiques de France ! Vous êtes encore opprimés dans ce pays »). Une partie des Franco-Chinois mobilisés articulent alors leur situation avec celle vécue par d'autres groupes minorisés, notamment issus des ex-colonies françaises, tous étant victimes d'un racisme systémique et de préjugés qui tuent.

Sources

« Mort de Liu Shaoyo : 300 manifestants réclament à nouveau "vérité et justice" », in *L'Obs*, 31 mars 2017.

Ya-Han Chuang, « La colère du *middleman* : quand la communauté chinoise se manifeste », in *Mouvements*, n° 92, 2017, pp. 157-168.

Ya-Han Chuang, Hélène Le Bail. « Faire reconnaître le racisme anti-Asiatiques : la construction d'un problème public par la voie judiciaire », in *Marronnages*, vol. 1, n° 1, 2022, pp. 32-54.

N.D.L.R. : Les notices biographiques publiées ici, sont des versions courtes. Les notices complètes seront publiées dans le dictionnaire Maitron. Url : <https://maitron.fr/>.

Kiosque

« À tirer sur l'ambulance, il faudrait pas que l'on s'étonne »

Ridan, « Le syndrome du petit beur »

Entre le 27 juin 2023, date de la mort de Nahel Merzouk, 17 ans, tué par un policier, et le 5 juillet, plus de 500 communes furent l'objet de plusieurs nuits d'émeutes, ou de ce qui est qualifié comme tel. Selon la fédération France Assureurs, la facture des dégradations s'élevait (début juillet) à 650 millions d'euros (RFI, 11 juillet).

Deux semaines plus tôt, à Angoulême le 14 juin, un « jeune Guinéen se rendait à son travail lorsque des policiers ont voulu le contrôler. Il a été tué d'une balle dans le thorax ». La mort d'Alhoussein Camara, 19 ans, « suscite des interrogations » (Le Monde, 6 juillet). « Alhoussein Camara aurait commis un refus d'obtempérer qui lui a coûté la vie. C'est en tout cas ce qu'ont rapporté les policiers dans le cadre de l'enquête pénale en cours. » Le policier, « un brigadier de 52 ans, auteur du tir mortel, a été inculpé mercredi pour homicide volontaire » (20 Minutes, 29 juin). Le lendemain du drame, 150 personnes rendaient hommage à la victime, demandant que justice soit faite aux cris de « la police, assassins » (La Charente libre, 15 juin). « Qu'est-ce qui fait qu'un drame, comme celui de Nahel M., mort dans le même contexte, peut trouver une résonance nationale, quand un autre, qui lui ressemble, est cantonné à une relative indifférence », demande Luc Marteau, délégué de la Ligue des droits de l'homme à Angoulême (Le Monde, 6 juillet). Faut-il chercher du côté des lieux des drames – périphérie d'Angoulême versus banlieues parisiennes ? Faut-il interroger le profil sociologique des deux victimes ? Alhoussein, jeune immigré africain, appartenait à une communauté étrangère d'installation récente, versus Nahel, jeune français qui incarne la tragique chronique où s'entrechoquent histoires coloniale, migratoire et sociologie, le tout ramassé dans ce long contentieux entre une partie de la jeunesse et la police. Autre différence, personne n'a filmé la mort d'Alhoussein. Ici, pas de réseaux sociaux pour relayer une autre source que l'officielle. Comme le note Le Canard enchaîné, « si on n'est pas sérieux à

17 ans, on l'est encore moins à 16, 15, voire 12 ans, et c'est dans ces tranches d'âge que la mort de Nahel a servi de détonateur à la colère. Et, de TikTok en Snapchat, une violence difficilement contrôlable s'est répandue comme une traînée de poudre de mortier d'artifice. Pas seulement autour de Nanterre, où le drame s'est produit, mais dans toute la France des quartiers » (5 juillet).

Selon La Croix (7 juillet), 553 villes ont été touchées, et ce ne sont pas toutes des « banlieues chaudes » : « Les villes éloignées des métropoles connaissent le même phénomène de ségrégation. Les conditions de vie y sont parfois plus difficiles mais [...] elles retiennent moins l'attention des pouvoirs publics. » Ainsi, « la carte des villes touchées par les violences ne ressemble pas à celle des émeutes de 2005, qui avaient davantage embrasé les grandes agglomérations urbaines ».

Le coût des dégâts de cette semaine de violences a été « trois fois plus élevé » que celui des trois semaines d'émeutes de 2005. Les émeutes de 2023 ont touché les biens professionnels (55 % des 650 millions d'euros dont débits de tabac, agences bancaires, commerces alimentaires, magasins et salles de sport...), les biens des collectivités locales (35 %, soit quelques 15 000 bâtiments publics), restent les dégâts aux particuliers (voitures notamment). Selon le sociologue Julien Talpin, les bâtiments publics visés ne sont pas choisis au hasard, les écoles, par exemple, seraient un symbole : « On a des jeunes qui considèrent que les promesses de l'école ne sont pas du tout tenues. La méritocratie ne fonctionne pas. Et il y a une conscience de cela chez de nombreux jeunes » (France Culture, 1^{er} juillet).

« Au total, plus de 3 700 personnes ont été placées en garde à vue [...], dont quelque 1 160 mineurs, selon des chiffres du ministère de la Justice, qui a fait état [...] de près de 400 incarcérations » (RFI, 11 juillet).

« La reine de tous les scandales »

Pour Julien Talpin, les émeutiers de 2023 et ceux de 2005 partagent quelques « similitudes » notamment le fait de se sentir « visés par la police » (France Culture, 1^{er} juillet). Dans Une rencontre (Gallimard, 2009), Milan Kundera, mort le 11 juillet dernier, rappelait, à propos des carnages perpétrés par les Russes en Tchétchénie, qu'aucun intellectuel, aucun journaliste ne se souvenait alors de Hadji

Mourat de Tolstoï, « un roman qui raconte la guerre des mêmes Russes contre les mêmes Tchétchènes quelque cent cinquante ans plus tôt » écrivait-il : « Tous étaient choqués par le scandale du massacre, mais personne par la répétition du massacre ! Et pourtant, c'est la répétition des scandales qui est la reine de tous les scandales ! [...] Parce que le scandale de la répétition est toujours charitablement effacé par le scandale de l'oubli. » Partant, le scandale des « émeutes » ne serait pas les violences, mais leur répétition. « Cette situation n'a rien d'un "réveil" après une "nuit cauchemardesque". C'est l'aboutissement logique d'une situation que les élus des villes populaires de France et leurs habitants vivent au grand jour depuis des dizaines d'années », rappelle dans un communiqué du 29 juin Ali Rabeh, maire de Trappes. « Les très nombreuses alertes, les appels publics et pétitions des vigies de la République que sont les maires de banlieue ont été ignorés sciemment par l'État. » Et de citer ce que disait, en 2020, Gilles Poux, maire de La Courneuve : « Il y a un tel sentiment d'injustice, d'inégalité, parfois aggravé par des comportements illicites de certains policiers, qu'on n'est pas à l'abri d'une explosion. » Il se trouve que 2023 marque le 40^e anniversaire de la Marche pour l'égalité et contre le racisme initiée par Toumi Djaïdja. Le 29 juin, il écrivait sur son compte Facebook : « Ironie de l'histoire, il y a 40 ans, j'ai lancé cette idée de la marche suite à une bavure policière à mon encontre. [...] En tant que symbole et initiateur de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, j'apporte mon soutien à la famille de Nahel. Je dénonce fermement cette exécution de Nahel. Ce racisme et cette intolérance qui se déchaînent suite à ce drame sont juste inhumains. Encore une tombe à fleurir ! [...] Les autorités compétentes doivent prendre leur responsabilité pour faire valoir définitivement la justice face à ces meurtres racistes si nous voulons marcher vers une société plus apaisée. Nous ne demandons rien d'autre que de vivre sans avoir peur. »

« Vivre sans avoir peur »

Cette peur est-elle imaginable lorsque la vie, sa couleur de peau, son quartier nous en préservent ? Dans sa lettre d'information numérique du 1^{er} juillet, Patrick Le Hyaric, éditorialiste à *L'Humanité*, écrit : « Chaque jeune de France se dit : cela aurait pu être moi. Chaque maman se dit : cela aurait pu être mon

fil. » Pour l'Union des familles laïques, « il n'est pas acceptable que les familles qui ont un jeune adulte ou un adolescent craignent désormais sa rencontre avec la police » (ufal.org, le 13 juillet). Cette peur si particulière n'effleure pas certains esprits va-t-en-guerre. L'écrivain Achour Wamara (post Facebook, 7 juillet) les nomme « les intellectueurs ». « Ils usent de leurs plumes et de leur entrée dans les médias rampants pour déplumer toute idée d'hospitalité et de compassion [...]. Leur langage n'a rien à envier au discours du temps des colonies. Ces prétendus "civilisateurs" d'antan se plaignent aujourd'hui d'une France qui se fait "déciviliser" par les descendants de ceux qu'elle a vainement essayé de "civiliser". » Se déploie alors une « surenchère de propositions pénalisantes aussi injustes qu'inutiles à l'encontre des familles [...], ainsi, supprimer les allocations familiales achèverait de déstabiliser des familles qui subissent déjà des difficultés de tous ordres – y compris éducatives », écrit l'Union des familles laïques qui élargit la focale : « À l'heure des contraintes énergétiques et climatiques, c'est une société solidaire et unie qu'il faut d'ores et déjà construire, et non une société disloquée par la poursuite de politiques néolibérales qui ne font qu'accentuer le racisme, les replis communautaires et les divisions générationnelles, par l'abandon du social et des principes de la République » (13 juillet). Le site ADN-Med note que l'intervention des parents « qui ont décidé de retenir leurs enfants à demeure » a aussi joué pour arrêter le cycle des violences (3 juillet).

« La double colère »

Quittons les diagnostics à l'emporte-pièce, les posologies musclées à administrer à ces « nuisibles » et ces « hordes sauvages », comme les qualifient dans un communiqué les syndicats Alliance et Unsa Police qui embarqueraient bien la police et la République dans une... « guerre » ! Logique relayée par la « présomption de légitime défense » que propose le Rassemblement national qui « reviendrait à empêcher toute poursuite à l'encontre des auteurs de tirs quelle que soit leur justification ou leur proportion » (Sud-Ouest, 30 juin). A contrario, des commentateurs se sont efforcés d'apaiser les tensions. Ils sont chercheurs, élus de terrain ou responsables syndicaux de la police. Ainsi, Driss Ettazaoui, élu Modem à Evreux, Philippe Rio, maire communiste de Grigny pour qui

« notre pays ne sera fort que si la jeunesse de nos quartiers participe pleinement à son avenir » (BFM TV, 30 août), Catherine Arenou, maire divers droite de Chanteloup-les-Vignes (France Culture, 1^{er} juillet), Ali Rabeh, maire de Trappes ou encore Denis Jacob, secrétaire général Alternative Police CFDT, obligé d'énoncer cette évidence : « Ce n'est pas la police qui va régler tous les problèmes de fond que l'on a aujourd'hui dans notre société. [...] La réponse sécuritaire, c'est un faux débat » (France Info, le 30 juin).

Le rapport entre la police et la jeunesse des « quartiers » ne résume pas à lui seul les crises à répétition, les mobilisations, les confrontations et autres émeutes ou révoltes. Mais cette relation, difficile, lourde de tensions accumulées, de génération en génération, est centrale. Ne serait-ce que, comme le dit Denis Jacob, responsable national du syndicat Alternative Police CFDT, parce que la police « est la seule visibilité de l'État, de la République qu'on a face à soi, notamment [pour] une population qui est abandonnée depuis des décennies », et qu'à cela s'ajoutent la « lassitude », le « mécontentement », la « fatigue » des policiers. Sur le site lopinion.fr, le 11 juillet, Patrick Weil évoque une « double colère ». « Imaginez-vous, vous qui me lisez, interpellés en public devant vos collègues de bureau, les passants qui vous regardent et passent leur chemin, pour un contrôle d'identité, et cela plusieurs fois par semaine, voire par jour. [...] La colère et la solidarité d'une masse de jeunes Français reposent sur le fait qu'ils ont quasi tous déjà connu ces contrôles d'identité, une pratique généralisée à l'encontre de jeunes hommes non blancs. » L'autre colère est celle des policiers assignés à une « tâche fastidieuse, inutile et stressante » (contrôle d'identité de jeunes ou recherche d'étranger en situation irrégulière), bien loin des aspirations de ce métier « respectable, exigeant et difficile ». Il cite un rapport de la Cour des comptes qui « fait état de plus de 10 000 départs de policiers en 2021 (+ 33 % en 4 ans) et de 15 000 gendarmes (+ 25 %), chiffres en augmentation en 2022 ». Cette « fuite [...] entraîne une baisse du niveau et de la durée de formation des recrues ». Pour Patrick Weil, il faut « arrêter ces contrôles d'identité », « inutiles », « discriminatoires » et « inconstitutionnels », des contrôles qui ont « dégradé les rapports entre les jeunes, la population des quartiers et la police ».

« À New York, écrit-il, le nouveau maire a arrêté, en 2014, la politique de contrôles d'identité au faciès, après une série de bavures. Et la criminalité, loin d'augmenter, a alors baissé. »

Le 13 juillet, rts.ch rapporte l'expérience de Fuenlabrada : « La ville de la banlieue madrilène a décidé [...] la mise en place d'un récépissé à chaque contrôle. [...] En quinze ans, les contrôles ont diminué de moitié [...]. Fuenlabrada est la première ville d'Espagne à l'avoir mise en place pour éviter les discriminations, en particulier envers les jeunes dont plus de 30 % sont issus de l'immigration. »

Selon Javier Bokesa Abia, adjoint au maire, « on ne peut pas rendre ces personnes seules responsables de leur intégration. C'est un processus qui doit aussi venir des institutions ». Depuis, le « modèle Fuenlabrada » est exporté dans d'autres villes d'Espagne.

Le 2 juillet, dans *Libération*, Magyd Cherfi demande si « dire que la police n'est pas à la hauteur de l'exigence républicaine » est « un crime » ? Il évoque la « filiation » avec Nahel d'« une jeunesse désespérée », qui n'a « plus rien à perdre ». Il faudrait « faire rentrer dans l'inconscient collectif qu'on est Français même quand on n'est pas blanc. Pour faire nation, il faut de la considération ». Serait-ce donc « un crime » que de questionner l'action de la police ? La question revient à propos d'un « rapport qui dort depuis deux ans dans les tiroirs de la Dilcrah (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT) » (*Le Monde* du 18 juillet). Remis en juillet 2021, ce rapport intitulé « Police et racisme » est l'œuvre du Conseil scientifique de la Dilcrah – dissout en janvier 2023. Un « travail interdisciplinaire au ton mesuré » (*Le Monde*) révélé et mis en ligne par *Charlie Hebdo*. Le rapport stipule « qu'on ne peut affirmer que l'institution policière française est délibérément fondée dans son organisation, sa structure hiérarchique, ses recrutements, sa déontologie, ses règlements intérieurs et son idéologie dominante, sur un "racisme systémique" ». Dans une tribune du 18 juillet (AOC), les signataires du rapport précisent : « Si nous parlons de violences policières en France, nous ne prétendons pas pour autant que l'institution policière est tout entière fondée sur une pratique ouvertement et juridiquement raciste. » Les 12 recommandations du rapport portent sur la formation, les compétences professionnelles, la

« pénurie » d'encadrement, les « manifestations de racisme chez certains policiers » et « les difficultés d'intervention qui en découlent » (Le Monde). Selon les auteurs, « la formation des policiers devrait viser à améliorer les relations entre police et population et ainsi (re)donner du sens au métier de policier » (AOC).

« Il n'y a plus un jour à perdre »

« Bien sûr, il faut réformer la police pour retisser le lien rompu entre les quartiers et la police. Mais les causes sont bien plus profondes. Seule une politique de mixité sociale extrêmement volontariste, qui organise avec vigueur la fin des ghettos de pauvres en refusant le maintien de ghettos de riches pourra nous sortir de l'ornière [...]. Il n'y a plus un jour à perdre », alerte Ali Rabeh. Le sujet est largement documenté par la recherche académique. Ainsi, sur France Culture (le 30 août), le sociologue Thomas Kirszbaum démontre que les banlieues ne « croulent » pas « sous l'argent public ». L'État finance le programme de rénovation urbaine à hauteur de « 100 millions d'euros par an depuis une vingtaine d'années », à cela s'ajoute l'enveloppe annuelle allouée à la politique de la Ville (programme 147A destiné aux programmes de réussite éducative, au financement de postes

d'adultes relais, aux associations locales...) : « Un peu moins de 600 millions d'euros » en 2023. Au total, « sur un budget de l'État en 2023 qui est de l'ordre, je crois, de 450 milliards, avec 600 millions, on voit qu'on est autour de 0,1 % de la dépense totale de l'État. Ces 600 millions sont à distribuer entre 1 500 quartiers qu'on appelle "prioritaires" où résident 5 millions et demi de personnes, donc, rapporté à la population de ces quartiers, on a une enveloppe qui correspond à environ 110 € par habitant et par an, soit un peu moins de 10 € par mois, c'est-à-dire à peu près une place de cinéma par mois ». Citant un rapport de l'Institut Montaigne, il rappelle que « les revenus dits de transferts des habitants de ces quartiers sont en moyenne inférieurs à la moyenne nationale ». Notamment la Seine-Saint-Denis, le département « qui reçoit le moins de protection sociale par habitant ; alors qu'il est le 8^e contributeur au financement de la protection sociale ». Cela se traduit, ajoute-t-il, par « un territoire qui est dramatiquement désavantagé, que ce soit sous l'angle des moyens de la justice, de la police, de l'éducation et de la santé et, de surcroît, les agents publics qui sont en place [...] sont souvent moins expérimentés qu'ailleurs et ce département est confronté à de nombreux postes vacants ». ■

Mustapha Harzoune

Musique

Keyvan Chemirani

Percussionniste de tradition persane, Keyvan Chemirani n'a pourtant jamais expérimenté cet héritage paternel dans son écho-système d'origine. Il retrace son parcours atypique de musicien et de compositeur français, soulevant les questions de légitimité qui ont freiné ses premiers pas. Il rend aussi hommage au formidable esprit d'ouverture que son père et maître, Djamchid Chemirani, a su lui insuffler. Son récit dessine une autre forme de développement artistique, prenant sa source dans une tradition multiséculaire, mais construisant une carrière en dehors des normes et menant à des processus de création inusités.



► Keyvan Chemirani.
© D. R.

Hommes & Migrations : Comment s'est déroulée votre initiation à la musique, aux rythmes, au *zarb*¹ ? Avez-vous suivi l'enseignement de votre père dès votre plus jeune âge, comme cela se fait, par exemple, dans les *gharana*, les lignées de musiciens en Inde ?

Keyvan Chemirani : Non, pas du tout. De même que mon père est un musulman croyant et n'a jamais fait de prosélytisme à notre égard, il n'a jamais cherché à nous entraîner dans la voie musicale. En revanche, il a été d'une incroyable générosité dans sa transmission.

Mon apprentissage s'est fait par imprégnation. Je ne travaillais pas l'instrument, mais j'assistais à des bribes de cours, voire à des cours entiers lorsqu'ils avaient lieu dans la cuisine, où j'étais attablé, ou

1. Le *zarb* ou *tombak* est un tambour en forme de gobelet, traditionnellement fabriqué en une seule pièce de bois tourné, au pied cylindrique plus étroit que le corps, dont l'ouverture est tendue d'une peau collée sur la lèvre supérieure. Son jeu sophistiqué se prête à de multiples variations et à la pratique soliste pour les virtuoses.

dans le salon, où je faisais des jeux. J'entendais les cours de papa, sa façon de travailler dans l'oralité. Il jouait un rythme que l'élève essayait de rejouer ou qu'ils jouaient ensemble, puis un deuxième rythme qui s'enchaînait, etc. Nous avons eu cette chance, mon frère Bijan et moi, d'assister à des cours, à des concerts. Même si je n'étais pas vraiment touché par les concerts, je bénéficiais d'une imprégnation naturelle.

Surtout, j'ai des souvenirs assez émouvants de soirées chez des amis ou des élèves, avec d'autres musiciens, des maîtres. On mangeait ensemble, puis on passait au salon, et très naturellement un musicien prenait un instrument rejoint par d'autres : c'était parti. Nous nous endormions sur les coussins, dans cette atmosphère magnifique, à la fois détendue et concentrée, de la musique. Tout cela était très simple, sans mise en scène, avec Darioush Tala'i, par exemple, le maître de musique persane qui jouait avec papa. Ils jouaient pendant une demi-heure, improvisant, puis s'arrêtaient pour aller faire tout autre chose.

H&M : La culture persane était-elle très présente dans votre maison, au quotidien ?

K. C. : Notre père est secret, de peu de mots. Il est intelligent, ouvert, il comprend bien les codes de la culture européenne et s'y intègre, il parle un français avec peu d'accent, mais pour autant, il vit comme il aurait vécu en Iran à l'époque où il a quitté le pays. C'est ce en quoi nous sommes imprégnés de cette culture.

Notre mère est française. Elle a vécu un peu en Iran à l'époque où son père y était allé travailler. Mais nos parents se sont rencontrés à Paris. Papa avait été envoyé faire des études de mathématiques en France par son père et son grand frère en 1961, alors qu'il était l'élève du grand maître Hossein Tehrani (1912-1974) et déjà reconnu comme un grand musicien en Iran, où il travaillait à la télévision et à la radio nationales.

S'il nous arrivait de manger à la traditionnelle, en dégustant l'excellente cuisine iranienne de notre père, nous ne l'avons jamais entendu parler persan à la maison... Je crois qu'il s'agissait pour lui de ne pas nous mettre en difficulté. Nos parents avaient l'intention d'aller vivre en Iran et estimaient que leurs enfants y apprendraient facilement la langue sur place. Mais ils ne sont jamais partis s'installer en Iran...

L'absence de cette langue parlée est un vrai questionnement pour nous, surtout par rapport à la musique savante persane, qui est intimement liée aux poèmes mystiques, en particulier ceux des grands poètes soufis des XII^e et XIII^e siècles, qui sont à la base de cette musique. Les grands poètes comme Rumi et Hafez ont fait un travail extraordinaire sur la prosodie, le rythme de la langue. Dans notre travail avec le Trio Chemirani², papa ouvrait un livre de poèmes, en choisissait un qu'il disait. Le rythme des phrases scandées par les mots constituait le début de notre travail.

Papa est tellement pétri de ces poèmes, de cette culture et de ce rapport au texte, que nous en sommes imprégnés par son enseignement. Nous nous sommes nourris de beaucoup d'autres langages musicaux, trouvant petit à petit notre personnalité, où

2. Le Trio Chemirani est constitué de Djamchid Chemirani (né à Téhéran en 1942) et de ses deux fils, Keyvan (né à Paris en 1968) et Bijan (né en Provence en 1980). Tous trois jouent essentiellement sur des zarb, à l'unisson ou en variations. Cinq albums sont parus : *Qalam Kar* (2002), *Tchechmeh* (2004), *Trio de zarb* (2008), *Invite* (2011), *Dawâr* (2015).

l'on retrouve toujours l'élément venu de la prosodie persane. Dans la conception que nous avons du rythme, Bijan et moi, cette prosodie des poèmes est fondamentale. C'est un peu paradoxal, puisque nous ne parlons pas cette langue. Je l'ai apprise beaucoup plus tard, grâce à une méthode faite par un professeur de l'Inalco... Mais je la parle assez mal.

H&M : À quel âge avez-vous vraiment commencé à jouer de la musique ?

K. C. : Vers 10-11 ans, j'ai dit à papa que je voulais jouer de la batterie. Trois mois plus tard, un de ses élèves, qui venait de Marseille et était batteur, arrive avec sa fourgonnette et en sort une batterie.

De la part de papa, c'était une belle ouverture : un maître des percussions à qui je dis que je veux jouer de la batterie fait tout pour que je puisse le faire !... J'ai commencé avec des méthodes pour le jazz et le rhythm & blues, travaillant beaucoup les baguettes. À l'époque, je lisais seulement le solfège rythmique. J'ai appris le solfège mélodique beaucoup plus tard, à 50 ans, également avec des méthodes.

Ce n'est que vers 16-17 ans que j'ai décidé de me mettre au zarb. Et j'ai très vite décidé que ce serait sérieux. Je ne savais pas si j'allais devenir musicien ou pas, si j'allais jouer du zarb de manière professionnelle, mais j'en ressentais du plaisir, j'avais envie de le faire et de le faire bien.

H&M : À quel moment votre père, Djamchid, est-il vraiment devenu votre maître de zarb ?

K. C. : Même si j'avais de temps en temps des petits cours avec papa, j'ai commencé avec un de ses élèves, Christian Daninos³. Tous deux étaient très complices, liés d'une amitié profonde. Christian a été mon mentor. Avec lui, je pouvais avoir des discussions sur la vie et toutes sortes de sujets, que je n'aurais pas pu avoir avec mon père.

Christian était passionné par le zarb. Il avait compris l'essence de l'instrument et il a su me transmettre cette connaissance. Le zarb est un instrument extrêmement doux, qui peut être velouté, très mélodique et fin aussi. Cette douceur va à l'encontre

3. Christian Daninos (1944-1992) portait le nom de son père, l'écrivain Pierre Daninos. Sa mère était pianiste. Peintre, graphiste et inventeur, il fut remarqué comme *designer* avec la création en 1968 du fauteuil « Bulle », en plexiglass et acier, devenu une référence du mobilier des années 1970. Après s'être installé en Provence en 1975, il se lia d'amitié avec Djamchid Chemirani et devint un luthier réputé dans la fabrication de zarbs.

d'une idée des percussions viriles, explosives. La sensualité qui existe dans cet instrument, Christian l'avait parfaitement comprise. Il se posait beaucoup de questions sur les techniques de jeu, qu'il soumettait à mon père. Et il était facteur de *zarb*. Il en a fabriqué beaucoup en bois, et même en fibre de verre. C'était une personnalité incroyable.

Mon mentor a donc d'abord été Christian Daninos, puis lui et papa et ensuite seulement papa. J'avais alors une vingtaine d'années. À cette époque où je pouvais assister aux cours de papa, en plus de ceux qu'il me donnait, lorsqu'il jouait un rythme, je pouvais le jouer immédiatement, et je pouvais souvent deviner quel allait être le rythme suivant. Le travail d'imprégnation avait payé et les élèves qui m'entendaient reprendre directement le rythme sans avoir besoin d'analyser le jeu des doigts étaient bluffés.

H&M : Comment décririez-vous les fruits de cette transmission de père à fils et de maître à disciple ?

K. C. : En fait, naturellement, nous avons fait ce que faisait notre père. Maître de la percussion traditionnelle savante persane, il allait étendre son expérience et ouvrir l'instrument à bien d'autres langages, jouant sur des musiques traditionnelles d'autres pays, s'associant à des musiciens de musique médiévale ou contemporaine, travaillant avec des chorégraphes comme Caroline Carson ou Maurice Béjart, menant des expériences avec le théâtre, notamment avec Peter Brook dans le *Mahabharata*. Nous avons fait comme lui : ouvrir cet instrument sur ce qui se passe autour de nous. Au départ, on ne se posait pas de questions autour du sens historique de notre musique, ce que parfois j'ai fait plus tard. Nous cherchions avant tout à trouver un langage en commun avec les artistes qui étaient autour de nous. Par exemple, j'ai commencé à jouer avec Françoise Atlan (chant séfaraï), qui habitait Aix-en-Provence, ou Juan Carmona (guitare flamenca), qui est basé à Aubagne. C'était passionnant d'essayer de comprendre les règles de métrique du flamenco, qui sont particulières. Et ça s'est fait très naturellement.

Papa était très heureux que je travaille le *zarb* dans sa tradition, mais il m'encourageait aussi à m'intéresser à d'autres musiques, comme celles de l'Inde. Il me faisait écouter beaucoup d'autres instruments, ce qui aura une incidence pour mon développement personnel.

H&M : En embarquant dans une carrière de musicien, quels étaient les sentiments qui vous habitaient ?

K. C. : Musicalement, certaines choses ont été très compliquées pour moi pendant très longtemps : principalement la question de la légitimité. J'écoutais ces grands maîtres persans ou mon père et je ne me sentais pas légitime de jouer la musique iranienne. Quand je jouais avec des musiciens de flamenco, des musiciens indiens ou iraniens, même des musiciens de jazz, je me disais qu'ils avaient consacré leur vie à leur musique. Et je me demandais si ce que je faisais correspondait à leur démarche. Ces questions étaient probablement plus des freins à la créativité et au fait d'affirmer une identité forte. En fait, il m'a fallu très longtemps pour m'en libérer.

Pour mes premiers concerts de jazz, j'avais mon *zarb* et plein de petits éléments de percussions en métal ou en d'autres matières. Et je me posais plein de questions ésotériques : dois-je donner un coup là, ou ici, ou pas du tout ?... Mais cela ne va pas avec la musique, on ne peut pas être comme ça : quand on joue, il faut jouer, point ! C'était ma période d'apprentissage.

H&M : Dans votre parcours personnel, on dirait que vos premières créations découlent des nombreuses expériences que vous avez connues comme musicien auprès d'artistes représentant une multitude d'esthétiques différentes : flamenco, jazz, musiques arabo-andalouses, bretonne, indienne, africaine, etc. Est-ce votre sentiment ?

K. C. : Pour mettre en œuvre une pièce comme *Le rythme de la parole*⁴ (2004), plusieurs talents étaient nécessaires. En fait, on était déjà dans ce qui fait ma carrière : je réunis des gens qui ont un *background* culturel musical pour essayer de faire ensemble une musique qui ait du sens. Comment faire du sens avec des langages musicaux qui ont déjà le leur ? La musique savante indienne, la musique savante persane, la musique de cour du Mali, ces langages n'ont pas besoin de moi. Ces musiques sont magnifiques et font sens par elles-

4. « Le rythme de la parole » : création rassemblant des artistes du Mali, d'Inde du Sud, d'Iran, du Maroc, de Provence, de Bretagne de Turquie et du Pakistan dans sa première version (CD, *Le rythme de la parole*, Accords Croisés, 2004), puis resserrée autour des trois premiers pays dans la seconde (2 CD + 1 DVD, *Le rythme de la parole II*, Accords Croisés, 2005), programmée à la Fondation Royaumont.



► Le Trio Chemirani, de d. à g. Keyvan, Djamchid, Bijan.
© Thomas Dorn.

mêmes. Mais réunir ces artistes et faire avec eux quelque chose qui ait une certaine force, ce n'est pas donné d'avance. Il faut se poser des questions, essayer d'arranger les choses.

Pour *Le rythme de la parole*, on avait réuni des gens qui sont des sommités dans leur culture. Il fallait les mettre dans une situation où ils soient vraiment capables d'être eux-mêmes. Il y a très peu de déplacements. J'ai écrit un peu dans un langage de l'Inde du Sud. J'ai utilisé des modes maliens pour que Nahawa Doumbia se sente bien, réarrangeant

un thème à elle pour qu'elle soit dans ce qu'elle maîtrise au mieux. La musique de l'Inde du Sud offre plus de souplesse, parce que tous les modes y ont leur place. Dans la musique carnatique, la science mathématique est immense et, quoiqu'on leur propose, les musiciens sont capables de cette gymnastique intellectuelle qui leur permet de travailler pour obtenir une musique qui fasse sens pour eux. Avec la musique du Mali, c'était plus compliqué, il était donc préférable de partir de son langage.

H&M : Quel rôle a pu jouer le travail en résidence pour parvenir au beau résultat de cette création ?

K. C. : J'ai vraiment bénéficié de la confiance de Frédéric Deval⁵ pour ce projet qu'il m'a proposé de monter à Royaumont. J'avais déjà écrit, quelques années avant, une proposition pour faire se rencontrer des musiciens du Mali, de l'Inde du Sud et de l'Iran. Je l'ai soumise à Frédéric. Et il était très emballé par ce projet. Il y croyait même plus que moi. De mon côté, il s'agissait d'une idée, dont je ne savais pas ce que j'allais faire. Mais lui était persuadé que j'allais faire quelque chose de magnifique et que ça allait marcher. Il avait plus confiance en moi que je ne l'avais moi-même et cette confiance m'a énormément aidé.

Les résidences sont très importantes parce qu'elles laissent du temps pour écouter les artistes et trouver des choses à tisser ensemble. Dans des créations comme *Le rythme de la parole*, le temps est une des conditions pour que les artistes puissent se sentir en confiance, écoutés, respectés, en dehors même des périodes de répétitions ou de leur musique, afin de créer une base qui nous permette de générer une belle énergie ensemble. Le temps, ainsi que le lieu qu'est Royaumont ont concouru à plusieurs créations, dont *The Rhythm Alchemy*⁶, un projet personnel, dans lequel j'ai tout écrit, tout arrangé, en laissant de la place pour l'improvisation.

H&M : Le rythme de la parole comme *The Rhythm Alchemy* rassemblaient des timbres d'instruments, des esthétiques de jeu qui n'avaient pas l'habitude de cohabiter sur la scène musicale. Comment avez-vous procédé pour parvenir à cette harmonie entre mondes musicaux en donnant une identité autonome à cette musique de création ?

K. C. : J'étais sans doute une personne très bien placée pour faire cela, dans le sens où je me trouvais « le cul entre deux chaises », entre

différentes cultures, aucune n'étant vraiment la mienne, mais en ayant aussi des racines fortes. J'étais sans arrêt à essayer de trouver un moyen de faire du lien avec mon instrument et d'autres cultures. Un musicien ancré dans sa tradition aurait sans doute été prisonnier de certains paradigmes et de codes, dont j'ai la faculté de m'émanciper, n'étant pas légitime pour les conserver.

L'autre chose importante relève du domaine de la psychologie, le rapport à l'autre dans le travail. Une clé essentielle lorsqu'on travaille avec des gens est de faire en sorte que ça se passe bien. Et lorsque l'on travaille avec des musiciens qui jouent très bien et sont des sommités dans leur culture, il faut leur faire comprendre que la couronne qu'ils portent sur la tête doit être posée sur le côté, qu'il s'agit juste d'être ensemble et de faire une musique qui soit belle et qui fasse sens ensemble. Il faut savoir leur donner le pouvoir et la place pour qu'ils puissent exprimer tout leur savoir-faire et ce qu'ils ont à donner. Il faut aussi construire tous ensemble en créant du sens, sans être représentatif d'une culture spécifique. Faire comprendre cela demande un certain tact et n'est pas toujours simple. Il faut parfois faire preuve d'un peu d'autorité, tout en étant entièrement à l'écoute et ouvert aux propositions des musiciens participants.

H&M : Dans votre composition, la notion de métrique est essentielle. Est-ce le point de départ pour votre travail de créateur ?

K. C. : Je ne sais pas si la métrique est le point de départ, mais elle est très prégnante pour moi. Quand j'ai commencé à écouter le *tabla* et des percussions d'Inde du Sud, je me suis senti complètement dépassé par ce langage, mais plein d'admiration pour les musiciens. Je retrouvais dans ces instruments et dans cette culture tout ce qui est important pour moi dans les percussions : une grande science, une grande virtuosité, une certaine délicatesse et une grande richesse mathématique. Celle-ci m'a particulièrement impressionné et j'ai voulu comprendre.

Je suis donc parti en Inde, où j'ai travaillé un peu le *ghatam*⁷, beaucoup les rythmes chantés d'Inde du Sud, comme le *konnakol*, et le *tabla* que j'ai appris pendant trois ans. J'ai pu alors comprendre les codes. C'est compliqué, ça demande un travail extraordinaire et de l'aborder en dévotion. J'ai passé beaucoup de temps à comprendre ce langage, en collaborant avec beaucoup de percussionnistes et

5. Organisateur de concerts et de rencontres multiculturelles, Frédéric Deval (1951-2016) avait fondé l'association Flamenco en France en 1979 et dirigé le Programme des musiques transculturelles de la Fondation Royaumont de 1998 à sa mort. À l'automne 2023, les éditions Créaphis publient son ouvrage posthume, *Petites géométries de l'expérience musicale*.

6. *The Rhythm Alchemy*, œuvre créée en 2015 à la Fondation Royaumont et dont l'enregistrement a été publié en 2019, a été présenté en tournée internationale, notamment par les Philharmonies de Berlin et de Cologne, ainsi que dans différents opéras.

de musiciens indiens et je ne peux que contempler le caractère infini de cette discipline. Ce qui est particulièrement fort, c'est que malgré le nombre limité de règles de développement mathématique de la métrique, celles-ci permettent une infinité de constructions. Les musiciens indiens avec lesquels je joue aujourd'hui sont touchés par le fait que je puisse comprendre ce qu'ils font, dialoguer avec eux et répondre dans leur langage.

H&M : Le trio Jasmin Toccata, que vous avez monté en 2018 avec Jean Rondeau (clavecin) et Thomas Dunford (archiluth), propose un univers à cheval entre les racines orientales et la musique baroque. Une nouvelle rencontre réussie à votre palmarès ?

K. C. : Depuis des années, je m'intéresse beaucoup à la musique baroque. J'avais besoin de quelque chose en dehors des traditions orientales. Il s'agit d'un nouveau souffle. La musique est infinie et j'ai toujours besoin d'apprendre, de comprendre, pour éviter l'ennui et me procurer de nouvelles émotions. C'est ce qui me donne une raison de vivre. J'avais fait cette proposition musicale, mais je ne m'attendais pas à l'intérêt considérable qui s'est manifesté pour ce trio. Son répertoire mêle des morceaux baroques, souvent liés à la danse, donc où le rythme est important, avec certaines de mes compositions très orientalisantes. Leurs métriques sont diverses et mes collègues musiciens se les sont appropriées à force de travail. À peine né, le trio Jasmin Toccata a été abondamment sollicité pour des concerts : un grand bonheur !

H&M : Votre plus récente création est la musique de l'opéra *Negar*⁸, dont l'action se passe à Téhéran, conçu et mis en scène par Marie-Ève Signeyrole, qui a co-écrit le livret avec l'autrice iranienne Sonia Hossein-Pour. Cette œuvre a été créée en octobre 2022 au Deutsche Oper de Berlin. Pouvez-vous nous parler de cette nouvelle expérience ?

K. C. : Le livret de *Negar* s'inspire d'Orphée et Eurydice dans la version de Gluck réarrangée par Berlioz. C'est l'histoire d'une femme iranienne qui a passé son enfance en Iran, mais a fui son pays pour la France après l'assassinat de ses parents par les mollahs. Elle retourne en Iran et y retrouve une famille d'amis très chers, dont le fils a été et est toujours éperdument amoureux d'elle. Mais l'histoire d'amour qu'elle va vivre alors sera avec la sœur de cet homme. Cet opéra, qui aborde le

thème de l'homosexualité en Iran sous le régime des mollahs, a été créé en octobre 2022, dans le contexte des manifestations à la suite de la mort de Masha Amini, le 16 septembre. C'était un moment fort, extrêmement émouvant.

Je n'avais jamais composé pour des voix lyriques auparavant. Si j'avais participé à divers opéras français et italiens, dont Monteverdi, j'avais peu de connaissance de ce monde. Quand je me suis mis à écrire, j'ai décidé d'oublier mes cours d'harmonie. Je n'ai pas essayé de chercher comment faisaient les grands maîtres. J'ai voulu faire une musique qui soit la mienne, tout en correspondant précisément à l'action. Je ne me suis rien interdit, en gardant les choses que je trouvais belles.

J'ai écrit pour un quatuor à cordes particulier : contrebasse, violoncelle, violon alto et kamânche iranien joué par Pouya Khoshravesh. Et pour les instruments iraniens qui accompagnent mes percussions, j'ai invité des personnalités musicales qui me sont chères : Efrén Lopez (*târ*, *rêbab*, *saz*) et Sylvain Barou (flûte, *ney*, pipe, *doudouk*). Nous avons travaillé avec les musiciens du Deutsche Oper et fait des castings pour les chanteurs. Nous avons donné sept représentations à Berlin pour la création. Et l'opéra de Montpellier en a programmées quatre pour avril 2024. C'était très compliqué. J'ai eu très peu de temps pour écrire, parce que le livret m'est parvenu très tard. Durant l'écriture pendant l'été 2022, j'ai perdu 15 kg... Mais au final ça s'est bien passé et l'aventure était formidable. ■

Propos recueillis par François Bensignor

7. *Ghatam* : poterie assez renflée, non munie de membrane, que l'on frappe avec les doigts sur le corps, et avec la paume de la main sur l'ouverture.

8. La création française de *Negar* aura lieu à l'Opéra national de Montpellier du 5 au 10 avril 2024.

Films

Abdelinho

Film d'Hicham Ayouch
(Maroc, 2022)



Abdellah de son vrai prénom, rebaptisé « Abdelinho » vu son admiration pour tout ce qui est brésilien, vit dans une petite ville au Maroc. Coïncé entre une mère hystérique qui veut le marier à tout prix et son travail kafkaïen dans une administration sinistre où il oblitère des timbres, ce doux rêveur mène une vie insouciant dans sa bulle brésilienne. Ainsi, il nourrit un amour sans bornes pour Maria, une vedette de telenovela. Mais sa passion platonique est vite menacée par une arrivée qui va bouleverser sa vie. C'est celle de Amr Taleb (très bon Ali Suliman), un télévangéliste musulman, star du petit écran, à l'image des Américains qui remplissent des stades entiers tout en critiquant l'impérialisme de leur pays.

Au début du film, Abdelinho (remarquable Abderrahim Tamimi) ne dérange personne. Au contraire, il est extrêmement populaire auprès des habitants car il apporte de la joie et une touche de folie douce dans leur vie. Il incarne cet homme tolérant et aimant, fruit de toutes

les identités culturelles qui nous composent et font notre singularité. Il porte une ode à la liberté d'expression et au droit de rêver, comme un cri en faveur de l'émancipation du Maroc corseté par la religion et une morale de plus en plus dominante.

Le film soulève la question de l'identité. Comment affirmer son individualité dans une société basée sur le collectif ? Comment parvenir à être soi-même tout en étant intégré dans sa famille et la société ? Le refus d'Abdelinho de se marier par convenance illustre sa volonté de créer sa propre identité loin des contraintes et des normes imposées. Il incarne au fond une jeunesse marocaine ouverte et créative, en opposition à une partie plus conservatrice de la société représentée par le télévangéliste, plus habile que jamais à manipuler une population crédule, au point de parvenir à interdire les cours de samba que le jeune homme donne aux femmes de sa ville.

Le réalisateur Hicham Ayouch, fils d'une mère juive française d'origine tunisienne et d'un père musulman marocain, a été journaliste entre 1999 et 2004 pour France 3, Canal+, RFO et TF1, et réalisateur pour l'émission *Les Maternelles* sur France 5. En 2003, il se forme à la prise de vues à l'école des Gobelins, puis devient correspondant au Maroc pour TV5 Monde et TF1.

En 2005, il tourne un documentaire sur le statut de la femme au Maroc, *Les Reines du Roi*, avant de se lancer dans la fiction avec *Tizaoul* (*Les arêtes du cœur*), co-écrite avec Hicham Lasri. Mais c'est en 2009, avec *Fissures*, qu'il gagne une renommée internationale. Le film est applaudi dans les festivals européens, sélectionné et montré au prestigieux Musée d'Art moderne de New York, le MOMA, ainsi qu'à La Tate Gallery de Londres. En 2013, il réalise un nouveau long-métrage de fiction, *Fièvres*, qui porte sur les délicates relations d'un père et de son fils dans une cité française. Cela lui permettra de remporter l'Étalon

d'or du Yennenga, plus haute distinction au Fespaco, le prestigieux Festival de Ouagadougou, quand ses deux acteurs principaux, Slimane Dazi (le père) et Didier Michon (le fils), obtiennent le Prix de la Meilleure interprétation masculine au Festival international du film de Marrakech. *Abdelinho* et son quatrième long métrage.

Comme le dit le réalisateur : « *Abdelinho embrasse plusieurs genres à la fois, alliant comédie, moment de drame, et poésie. C'est un conte et une fable contemporaine auxquels j'ai souhaité ajouter des éléments poétiques visuels par le biais des effets spéciaux marqués. Il y a également une forme de réalisme magique que l'on retrouve dans les romans de Gabriel Garcia Marquez ou de Vargas Llosa, deux auteurs qui m'inspirent beaucoup. Mon objectif était de traiter des sujets de société sérieux, mais toujours avec légèreté en adoptant une forme de décalage par rapport à la réalité.* »

Hicham Ayouch définit volontiers son film comme un ofni (objet filmique non identifié), à juste titre. Il ajoute : « *C'est un film qui se situe un peu à part, tendant vers le burlesque, le naïf, l'absurde et le surréalisme. Un exemple de cet aspect surréaliste est le "café des Hittistes". C'est un terme argotique en arabe algérien signifiant "les gens collés au mur".*

Métaphoriquement cela exprime que si ces gens se décolent du mur, le mur s'effondre ! À travers ce café, j'ai voulu aborder le désespoir des jeunes de cette génération sacrifiée, mais avec humour. Pour moi, Abdelinho est un film transgenre qu'il est difficile de classer, mais qui se définit principalement par la poésie qui s'en dégage. » ■

Mouloud Mimoun

Banel et Adama

Film de Ramata-Toulaye Sy
(France, Sénégal, 2023)



Banel et Adama, titre du premier long-métrage de Ramata-Toulaye Sy, évoque, selon une démarche aux accents poétiques, les amours contrariées de deux jeunes gens. Comme il y a eu Tristan et Yseult ou Roméo et Juliette, il y aura désormais sur le continent africain Banel (Khady Mane) et Adama (Mamadou Diallo), jeune couple marié qui vit dans un village reculé du Nord du Sénégal. En compétition au dernier Festival de Cannes, le film fait référence aux contes, dans sa progression comme dans son esthétique très fouillée, pour redonner à l'Afrique sa dimension mystique.

Même s'ils étaient amoureux auparavant, Banel et Adama ont connu des épousailles traditionnelles après la mort du frère d'Adama, premier mari de Banel, la tradition contraignant la veuve à épouser un frère du défunt.

Mais le couple s'aime par-delà les traditions de la culture peule. La mère d'Adama insiste pour qu'il devienne à son tour le chef spirituel de la communauté villageoise, ce qui lui revient de droit coutumier. Cette mère vit dans l'angoisse de l'attente des pluies à venir, indispensables à la survie des habitants et de leurs troupeaux d'animaux qui souffrent de la sécheresse et de l'absence d'eau.

Banel est incontestablement le personnage fort du couple. Elle incite Adama à creuser le sable d'une colline à l'orée du village, afin de mettre au jour une demeure ensablée et vivre une vie en dehors de la maison familiale qui abrite la mère d'Adama et son frère Racine. Elle ne veut pas se consacrer aux travaux des champs auxquels se livrent les femmes du village, ni aux tâches ménagères, mais est désireuse d'accompagner Adama dans la garde des troupeaux de vaches dont certaines commencent à mourir en raison de la sécheresse qui frappe fortement et de plus en plus... On la voit successivement, lance-pierre à la main, viser les oiseaux ou les lézards qu'elle fait brûler à la nuit tombée.

Dans la deuxième partie du film, aux accents plus dramatiques, Banel se replie sur elle-même, elle s'affronte même à Adama, réticent à poursuivre le désensablement de la demeure, objet de tous les désirs de sa femme.

Khady Mane et Mamadou Diallo qui jouent les héros de l'histoire de *Banel et Adama* sont des acteurs non professionnels, comme tous les autres acteurs du film d'ailleurs. Le film est tourné en langue peule.

Techniquement, Ramata-Toulaye Sy avec Amine Berrada, son chef opérateur, ont travaillé particulièrement dans la première partie du film une lumière chaude qui magnifie les paysages, mais, peu à peu, la décoloration de l'image conduit à percevoir la blancheur éblouissante de la lumière. De même avec le son. Dans la deuxième partie, on n'entend plus les feuilles bouger dans les arbres, les oiseaux chanter, les animaux crier, tout est silencieux.

Écoutons Ramata-Toulaye Sy raconter la genèse du film qu'elle a mis sept ans avant de le réaliser : « J'avais envie d'écrire une grande histoire d'amour tragique, une histoire dans laquelle chacun pourrait se reconnaître et je voulais qu'elle se déroule au Sénégal, pays dont mes parents sont originaires. J'y voyais là un geste politique – le mot

est fort j'en conviens – mais il me semble qu'il est approprié. À l'époque où je travaillais sur le scénario à la Fémis, j'ai eu la sensation que la plupart des films africains contemporains que je découvrais traitaient de la violence, de la guerre, du terrorisme, de pauvreté, tout cela sous une forme naturaliste. Le cinéma de genre avait du mal à trouver sa place. Bien sûr il y avait quelques propositions mais très peu. C'est à partir de cette réflexion que mon envie d'un film universel qui parlerait aux Africains, mais pas seulement, s'est imposée. Je suis passionnée par la littérature depuis mon enfance et je rêvais d'une grande tragédie mêlée à du réalisme magique, à de la poésie, mais aussi aux codes du conte. Mon envie était d'inventer un personnage aussi mythique que Médée ou Phèdre. Bien sûr, l'Afrique possède énormément de figures de fiction connues mais aucune ne dépasse les frontières du continent. L'universalité est une notion capitale pour moi. »

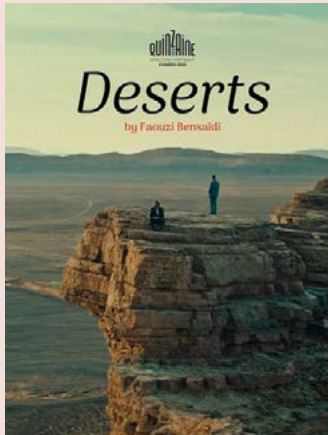
Ramata-Toulaye Sy, née en France en 1986 de parents originaires du Sénégal, fait ses études supérieures à l'École des métiers du cinéma, la très réputée Fémis, en s'intéressant tout d'abord à l'écriture de scénario. Après son diplôme, elle cosigne deux scénarios qui vont lui permettre d'apprendre énormément aux côtés de leurs réalisateurs. Elle signe, en 2020, son premier court-métrage, *Astel*, multi-primé et tourné au Sénégal. Il raconte déjà l'histoire de l'émancipation d'une jeune fille, comme Banel.

Dans *Banel et Adama*, dès les premières images, on comprend que la passion qu'éprouve la jeune femme pour son mari Adama la pousse à aspirer à une vie de couple indépendante, loin de la communauté, sauf que cette passion dévorante va l'entraîner bien plus loin, vers une folie dévastatrice, tragique conclusion de ce récit très original. ■

M. M.

Déserts

Film de Faouzi Bensaïdi
(France, Allemagne, Belgique,
Maroc, Qatar, 2023)



Sélectionné à la Quinzaine des cinéastes de Cannes 2023, *Déserts* de Faouzi Bensaïdi se présente comme une sorte de western dans lequel deux pieds nickelés, Mehdi et Hamid, arpentent le grand Sud marocain pour le compte d'une agence de recouvrement auprès de laquelle des familles de paysans surendettés ont souscrit des crédits qu'ils n'ont pas les moyens de rembourser.

Au départ, il y a chez le réalisateur une idée selon laquelle il y a un désert pour chaque homme et le pluriel du titre s'explique par le fait que nos deux héros se trouvent chacun dans un désert personnel affectif.

Le film a germé un jour que Faouzi Bensaïdi se trouvait dans un hôtel à Marrakech, assis aux côtés de deux hommes en costume et mallette presque identiques, qui prenaient leur petit-déjeuner. Dès lors, l'imagination du cinéaste se met en route et il les voit comme d'éventuels inspecteurs d'impôts peu argentés... jusqu'à ce qu'un autre jour, à Casablanca, il aperçoive une immense affiche de publicité pour une agence de recouvrement de crédit. Le projet de la fiction *Déserts* était parti...

Faouzi Bensaïdi est à la fois acteur et metteur en scène de théâtre. C'est

en 1997 qu'il réalise son premier court-métrage, *La Falaise*, qui remportera de nombreuses récompenses. Il coécrit ensuite *Loin* du cinéaste français André Téchiné, avant de réaliser plusieurs courts-métrages présentés à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes et à la Mostra de Venise.

En 2003, il met en scène sa première fiction, *Mille mois*, qui obtient le prix Le premier regard et le Prix de la jeunesse dans la section Un certain regard à Cannes. Il réalise, en 2006, *WWW-What a Wonderful World*, puis *Mort à vendre*, Prix art et essai à la Berlinale de 2011, et il signe encore en 2017 *Volubilis*.

Dans son film, Faouzi Bensaïdi oscille entre plusieurs genres. De la comédie burlesque (voir la scène de la voiture surchargée qui ne démarre pas...), il passe à la tragédie abstraite et au drame final dont il s'explique ainsi : « *J'ai beaucoup de plaisir à travailler ces différents genres ensemble. C'est une sorte de broderie. Mon cinéma est toujours allé dans cette direction. Longtemps, je me suis demandé pour quelle raison. Cela me vient sans doute de l'enfance. J'ai grandi dans une maison où ma mère incarnait la comédie et mon père la tragédie. Ma mère rigolait tout le temps face à un père qui avait la gravité de la vie. Tout pour lui était important, c'était un homme romantique dans son engagement politique. Il est resté fidèle à ses idées de gauche, mais il a abandonné le rêve de devenir politicien, il lui manquait la violence. Il transformait tout en rituel sérieux que ma mère allégeait avec sa dérision. J'ai grandi dans cette atmosphère et je retrouve cela dans mon écriture où je n'ai pas de mal à opérer des virages, y compris à l'intérieur d'une séquence. Il faut dire que j'ai commencé au théâtre, j'avais une fascination pour les pièces de Shakespeare, un auteur capable de dépasser les limites des genres en osant insérer un personnage de bouffon dans la tragédie du roi Lear... »*

Déserts prend appui sur les décors majestueux du Sud marocain, lequel évoque les paysages de la Monument Valley aux États-Unis chers aux westerns de John Ford. Nos deux personnages habitent fortement la première partie du film où on les voit débarquer, souvent avec cris et violence, chez ces paysans qui n'en peuvent plus. Ils vont quand même récupérer, faute d'argent du paysan crédeur, un tapis brodé et une chèvre, sans parler des ennuis que leur occasionne la voiture brinquebalante aux amortisseurs dans un tel état qu'ils se font prêter un autre véhicule par un garage.

La deuxième partie du film bifurquera vers la tragédie et l'abstrait. À un moment du récit, les deux personnages se font alpaguer par un motocycliste qui convoie un détenu. Ce dernier s'évadera ensuite pour tenter de récupérer la femme dont il est amoureux, laquelle est prisonnière d'un chef de gang (Zemouri dans le film). Il la récupérera mais finira dans un dénouement tragique.

Hamid (Fehd Benchemsi) et Mehdi (Abdelhadi Taïeb) occupent brillamment l'écran. Ils sont désormais menacés par la directrice de leur agence mécontente de leurs piètres résultats de recouvrement, alors qu'on leur a attribué les villages et les paysans les plus démunis. Le film a recours aux ellipses mais est avare de gros plans, n'en réservant que deux à l'évadé et à sa promise selon la volonté du réalisateur... qui nous explique que le film s'ouvre sur une carte que deux bonshommes tiennent sur le capot d'une voiture : « *Je raconte leur histoire mais je préviens d'emblée les spectateurs que s'ils veulent rentrer dans le film, il va falloir qu'ils laissent, comme nos héros, la carte s'envoler. Plus tard, la carte revient avec les migrants qui en dessinent une sur le sol. Oublions les cartes, les autoroutes et prenons les chemins de traverse ! De même, pour les personnages, je construis tout en déconstruisant pour leur apporter*

plus de complexité. Ainsi, cette séquence du séminaire d'entreprise avec la dirigeante de la société de recouvrement qui rassemble toutes les ambitions du film et son propos politique : le burlesque, le social, l'aspect graphique des images, les pauvres contre les pauvres. Les deux mecs, comme tous les employés, sont en situation de précarité et ils sont envoyés à l'attaque de gens encore plus en difficulté qu'eux. »

Pour conclure, livrons une dernière réflexion du réalisateur : « On nous dit souvent au cinéma de veiller à la cohérence. Mais depuis quand la vie l'est-elle ? » ■

M. M.

Le Gang des bois du Temple

Film de Rabah Ameur-Zaïmeche
(France, 2022)



Rabah Ameur-Zaïmeche est apparu en 2001 sur la planète cinéma avec *Wesh Wesh, qu'est-ce qui se passe ?*, qui obtient le Prix Louis Delluc du premier film. Après des études en sciences humaines, Rabah Ameur-Zaïmeche fonde en 1999 la société Sarrazinc Productions avec laquelle il produit et réalise sept longs-métrages, tous primés lors de différentes manifestations, dont *Les Chants de Mandrin* qui a conquis le Prix Jean Vigo en 2012. *Le Gang des bois du Temple* est le dernier en date. L'action se situe dans la cité des Bosquets à Montfermeil en Seine-Saint-Denis où le réalisateur, arrivé d'Algérie en 1968, a grandi à partir de ses 6 ans.

Un militaire à la retraite, Monsieur Pons (Régis Laroche, très bon), vit dans la cité des Bois du Temple. Au début du film, il enterre sa mère tandis que son voisin, Bébé, qui appartient à un groupe de gangsters de la cité, s'apprête à braquer le convoi d'un riche prince arabe.

De fait, le convoi est coincé sous un tunnel et le braquage réussit, avec à la clé une grosse somme d'argent en liquide, ainsi que des bijoux et une mallette dont on apprendra plus tard qu'elle contient des papiers compromettants pour le prince... La bande de malfrats se retrouve régulièrement au bistrot de la cité où Monsieur Pons vient aussi quotidiennement pour y jouer au PMU.

L'agression du prince arabe est inspirée d'un fait divers réel : en 2014, un gang lourdement armé de Seine-Saint-Denis attaque, sur une bretelle de l'autoroute A1 à hauteur de la porte de la Chapelle, un van noir transportant les affaires personnelles d'un prince arabe, un homme parmi les plus riches du monde.

Selon le réalisateur de ce polar remarquablement mis en scène, la tête pensante du coup était un gitan du Val-d'Oise, dont l'oncle était l'une des grandes figures du banditisme, et pour qui se porter à sa hauteur constituait à la fois un hommage familial et un véritable défi. Pour opérer, il s'associe à une bande de lascars de la cité des Bois du Temple, que Rabah Ameur-Zaïmeche connaît bien pour avoir fréquenté ce lieu enfant, en bordure des Bosquets de Montfermeil mitoyens. Le cinéaste trouve ce fait divers édifiant et le garde en réserve jusqu'à l'assassinat en 2018 du journaliste Jamal Khashoggi au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul : « J'étais sidéré, confie Rabah Ameur-Zaïmeche, à la fois par la brutalité de l'acte et par l'impunité d'une telle violence sanguinaire si puissants qu'ils se croient au-dessus des lois et de la justice humaine. Nous avons décidé de mêler ces deux faits divers et d'en faire un nouveau scénario. »

Parmi les tours et les parvis, les bretelles d'autoroutes et les garages, l'église et les méchouis, l'action du récit se scinde en deux parties, celle des lascars et celle de Monsieur Pons qui garde parfois les enfants d'un des truands qui s'avère être son voisin ; Monsieur Pons dont on apprend au passage qu'il a été un tireur d'élite dans l'armée, ce qui ne sera pas sans importance pour le dénouement du *Gang des bois du Temple*.

Le Cheikh émirati apparaît dans plusieurs scènes, notamment celle où on voit son collaborateur faire appel à Jim (Slimane Dazi, toujours aussi convaincant), un sbire chargé de mettre la main sur le gang, ce qui occasionnera une scène de tuerie maîtrisée par la patte de Rabah Ameur-Zaïmeche, comme le mentionne Jacques Maurice dans *Télérama* : « Il faut souligner la rigueur des cadrages, le sens plastique de l'image et des décors, la confiance dans le silence. Il y a beaucoup de Melville dans ce polar, mais, indique Jacques Maurice, du Melville pimenté à la sauce franco-algérienne et rehaussée de marxisme... »

Et de fait, ce long-métrage demeure un film très politique où il est question de lutte des classes, version contemporaine et actuelle confrontant les habitants de banlieue et un prince émirati. Là-dessus, Rabah Ameur-Zaïmeche s'explique : « En France, comme partout ailleurs, il vaut mieux être un Arabe riche, voire très riche, qu'un Arabe des quartiers populaires. Le racisme est d'abord une arme dirigée contre les pauvres pour mieux les diviser. Les jeunes des quartiers issus des minorités en sont conscients, ils savent pertinemment qu'ils sont inscrits dans des rapports figés où ils sont les dominés. »

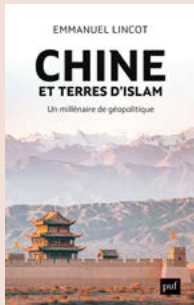
Louons, en conclusion, la direction d'acteurs et la qualité du casting où tous les comédiens sont remarquables. Quant à Rabah Ameur-Zaïmeche, il signe ici son meilleur film et confirme qu'il est désormais l'un des cinéastes français les plus importants. ■

M. M.

Livres

Chine et terres d'Islam. Un millénaire de géopolitique

Emmanuel Lincot, Paris, Presses universitaires de France, 2021, 348 p., 23 €.



L'histoire des relations, très anciennes, entre la Chine et le monde musulman est retracée dans le livre d'Emmanuel Lincot, *Chine et terres d'Islam. Un millénaire de géopolitique* (PUF, 2021). Ces relations ont toujours été caractérisées par « un inépuisable pragmatisme et interdisent une vision géopolitique bipolaire opposant un monde associé aux États-Unis à un agrégat d'États musulmans non arabes jouant la carte chinoise ». Dans le chapitre 6 dédié aux Nouvelles routes de la soie, l'auteur les met en relation avec le monde musulman proche de la Chine. Le pragmatisme de Pékin est à nouveau souligné par l'auteur : « Capter les ressources du monde, les exploiter et en sécuriser l'acheminement constitue le fondement principal de cette stratégie » (p. 277). Il précise que « les Nouvelles Routes de la soie constituent un projet d'affirmation de puissance et sont le reflet de la volonté pour Xi Jinping que son pays n'ait à subir aucun risque des secousses sociales liées à des problèmes alimentaires ou énergétiques, [...] une vulnérabilité qui, déjà en son temps, n'avait pas échappé à Deng Xiaoping. Dès les

années 1980, ce dernier déclarait en effet : "Au Moyen-Orient il y a le pétrole. En Chine, les terres rares" (Zhongdong you shiyou. Zhongguo you xi tu) » (p. 278).

HOMMES & MIGRATIONS : Vous avez publié votre livre en 2021. En 2023, la position de la Chine en Afghanistan et l'accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite signé en mars dernier montrent bien que ce pragmatisme est resté au centre de la stratégie chinoise dans le monde musulman qui l'entoure. Vous le précisez dans un deuxième volume qui vient de sortir : *Le nouveau Grand Jeu. Pékin face à l'Asie centrale* (éd. Du Cerf, 2023). Est-ce que vous pensez que le projet des Nouvelles routes de la soie a permis à Pékin de renforcer également son soft power dans la région ?

Emmanuel Lincot : Oui et non. Historiquement, Pékin joue aujourd'hui le rôle dévolu hier au Japon dans la reconnaissance d'un modèle et d'une alternative face à l'Occident. Évidemment, dans une région comme l'Asie centrale, le modèle chinois correspond aux attentes des dirigeants autoritaires de ces pays. Cependant, pour ce qui concerne la perception de la Chine, on constate dans cette zone un divorce désormais consommé entre le point de vue de l'élite dirigeante et celui de l'opinion publique. S'il y a dix ans existait un consensus partagé concernant l'image d'une Chine perçue comme source d'opportunités, aujourd'hui, la société est clivée. Si le projet des Nouvelles routes de la soie continue à répondre aux attentes financières et de développement des élites, la société est de plus en plus préoccupée par les risques de dépendance économique qui accompagnent cette initiative.

H&M : Vous avez vous-même souligné dans la conclusion de votre livre : « que ce soit l'Asie du Sud, musulmane notamment, ou l'Asie centrale et dans son prolongement le Proche et le Moyen-Orient, ces trois aires géographiques correspondent, dans la logique assignée depuis Bandung (1955), à une volonté pour la Chine de s'affirmer comme porte-parole des pays du Sud ». Cependant, « aucun Chinese Way of Life n'a réussi à s'implanter, pas plus au Moyen-Orient ou en Asie

centrale ». Est-ce que vous pensez qu'il est encore trop tôt, ou plutôt que la Chine devrait modifier sa stratégie pour y parvenir ?

E. L. : Le *Chinese Way of Life* existe, et il est synonyme de performance autoritaire. Pourtant, il est important de préciser que l'idée de *soft power* culturel, la conception de la Chine comme nouvelle puissance culturelle, amène Pékin à façonner un récit qui ne s'adresse pas aux Occidentaux, mais plutôt aux ressortissants et à la diaspora chinoise. Il suffit de regarder les chiffres pour comprendre l'importance pour la Chine de renouer la communication avec les communautés des Chinois à l'étranger, avec les étudiants et les hommes d'affaires qui y restent pour une durée limitée (ressortissants), ainsi qu'avec les familles qui s'y sont installées de façon permanente (diaspora). Dans les années 1980, il n'y avait que 200 000 Chinois résidant à l'étranger. Avant la pandémie de la Covid-19, ils étaient 150 millions.

Créer un lien permanent avec cette partie de la population, nourrir l'idée de la Chine comme pays fondé sur un ordre néo-confucianiste, comme incarnation d'une civilisation « exemplaire », en parvenant jusqu'à exalter le même patrimoine impérial que le Parti communiste avait cherché à détruire par le passé, sont essentiels pour créer un sentiment de dévouement, ou même une obligation de retour chez ces Chinois qui vivent loin de leur mère patrie.

Sur les autres populations, peu importe lesquelles, le discours chinois n'accroche pas. Pourtant, la réception de la Chine sur le plan culturel est très variée. Elle peut fluctuer de la détestation la plus grande quand le pays est associé à l'idée de menace, comme elle peut susciter l'admiration la plus profonde pour les résultats qu'elle a obtenus sur le plan économique.

H&M : Est-ce pour cette raison que, dans votre livre *Chine, une nouvelle puissance culturelle ? Soft Power & Sharp Power* (MkF éd., 2019), vous avez mis en avant l'utilité d'évaluer la Chine en termes de sharp power plutôt que de soft power.

E. L. : Oui, l'idée de *sharp power*, un néologisme qui décrit un état intermédiaire entre *soft* et *hard power*, décrit de manière

beaucoup plus précise ce que fait la Chine. Le *soft power* est de la démocratie culturelle, qui n'a rien à voir avec ce que fait la Chine, c'est-à-dire de la propagande. Une propagande qui arrive à créer de l'intérêt dans certains pays du Sud mais qui est rejetée par les sociétés occidentales.

H&M : Au Forum de Bo'ao d'avril 2022, Xi Jinping a proposé une Initiative de sécurité globale, en mars 2023, il a lancé l'Initiative de civilisation mondiale. Est-ce que, à votre avis, ces projets montrent une volonté de remplacer les Nouvelles routes de la soie par des initiatives d'envergure globale ?

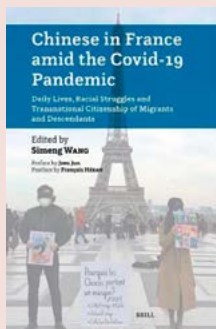
E. L. : L'Initiative de sécurité globale et l'Initiative de civilisation mondiale confirment l'intérêt pour la Chine de proposer une alternative institutionnelle au système international existant. Il s'agit d'une opération de communication, d'un investissement sur le plan de la rhétorique. Cependant, la Chine n'a pas l'intention d'abandonner le projet des Nouvelles routes de la soie, car ce choix affecterait la crédibilité du régime et du président Xi Jinping.

Bien que le projet ait été très critiqué en interne, à cause des liens de dépendance forts avec des pays incapables d'honorer leurs dettes, Xi Jinping a accepté de revoir le quota des investissements à la baisse, un choix également imposé par le fait que la croissance ne sera pas au rendez-vous comme le régime l'espérait et que le contexte international est particulièrement imprévisible compte tenu des tensions avec les États-Unis. Mais il n'abandonnera pas l'initiative.

Claudia Astarita

Chinese in France Amid the Covid-19 Pandemic: Daily Lives, Racial Struggles and Transnational Citizenship of Migrants and Descendants

Simeng Wang (dir.), Leiden, Brill, 2023, 394 p., 135 €.



Le volume *Chinese in France Amid the Covid-19 Pandemic: Daily Lives, Racial Struggles and Transnational Citizenship of Migrants and Descendants* (*Les Chinois en France en temps de pandémie de Covid-19 : vie quotidienne, luttes raciales et citoyenneté transnationale des migrants et descendants*) représente une tentative innovante d'éclairer l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la diaspora chinoise en France.

Sous la coordination de la chercheuse Simeng Wang, sociologue et chargée de recherche au CNRS, ce livre analyse de manière détaillée, grâce à son approche pluridisciplinaire, les expériences des migrants chinois et de leurs descendants ayant vécu en France pendant la pandémie de Covid-19 sous trois prismes différents. Avant tout, l'analyse se penche sur les habitudes et les pratiques de la vie quotidienne de cette diaspora, telles que les consommations médiatiques, les mesures préventives adoptées, les niveaux de stress et d'anxiété, les pratiques alimentaires, ainsi que les approches de protection opérées à l'échelle du quartier résidentiel

dans la banlieue nord de Paris (section 1). Deuxièmement, le livre présente une série de quatre études axées sur divers sous-groupes spécifiques : personnes âgées, étudiants internationaux, entrepreneurs, et personnes en situation de précarité (section 2). Il se poursuit en proposant l'approfondissement d'analyses menées sur la citoyenneté, la solidarité et la mobilisation antiraciste, sujets qui ont influencé en profondeur en temps de pandémie la transformation du sentiment d'appartenance de cette diaspora, ainsi que de sa relation avec le pays d'origine et celui de résidence (section 3).

Avant d'aborder toutes ces problématiques, l'ouvrage évoque également l'énorme divergence dans la représentation de la pandémie de Covid-19 et dans la gestion de cette dernière en Chine et en France. Grâce à cette approche comparative, les expériences uniques de la diaspora chinoise en France sont davantage mises en valeur, car les différents chapitres se concentrent sur l'importance et l'impact des pratiques individuelles et actions collectives des migrants ou de leurs descendants contraints de faire face à une crise mondiale. Ce livre est également l'une des toutes premières analyses post-pandémie visant à comprendre comment le Covid-19 a impacté l'ancien système de mobilité transnationale et les connexions entre les nombreuses communautés de la diaspora, en précisant les réactions des migrants et de leurs descendants à la pandémie et les nombreuses stratégies mises en place pour en gérer les effets.

L'un des principaux apports de cet ouvrage est de prouver à quel point les conditions de vie des populations chinoises à l'étranger sont liées à la fois à leur pays d'origine et, en même temps, à celui dans lequel elles vivent. Le livre fournit des éléments expliquant que cet écart est une conséquence des inégalités sociales entre les

minorités raciales/ethniques et la majorité de la population du pays de résidence, en termes d'accès aux soins de santé, de conditions de logement, d'accès à la nourriture, de racisme institutionnel et de discriminations raciales. Les différents chapitres confirment également que ces inégalités et la différenciation sociale caractérisant la communauté chinoise en France, malgré sa profonde hétérogénéité, existaient en son sein avant même l'irruption de la pandémie de Covid-19. En effet, la pandémie a eu sur les membres de la diaspora chinoise des impacts différents selon leur âge, leur sexe, leur génération migratoire, leur origine sociale, leur niveau d'éducation, leur profession et leur origine régionale en Chine.

En même temps, l'ouvrage révèle des différences dans la force et l'intensité des liens avec la Chine chez les répondants à cette enquête, ainsi que la façon dont la pandémie a modifié la perception qu'un individu issu de la diaspora chinoise a de son lien avec la France et la Chine. Cette enquête montre que si, avant 2020, une partie des membres de cette diaspora considérait la Chine comme leur patrie, une autre, bien plus importante, ne la voit que comme le pays d'origine de leurs parents. Cependant, ce travail prouve également que la pandémie a considérablement remodelé le rapport de la communauté chinoise de France vis-à-vis de la Chine, tant d'un point de vue matériel que symbolique.

Cet ouvrage comble également une lacune cruciale dans les études des communautés chinoises d'outre-mer et de leurs descendants, en particulier celles résidant en Europe, en ce qui concerne plusieurs sujets de recherche qui restent relativement peu étudiés. Parmi eux, les multiples rôles joués par la plateforme chinoise WeChat, les nuances des habitudes de consommation médiatique de cette

population, leur approche de la santé et en particulier de la santé mentale, les multiples formes de racisme et de discrimination qui les ciblent, les questions du vieillissement et des soins aux personnes âgées, ainsi que les pratiques alimentaires.

Une autre contribution importante de cette enquête multidisciplinaire et approfondie est celle de permettre à tout lecteur qui connaît peu de choses sur la migration et la diaspora chinoise en France de se familiariser avec les nombreuses facettes de ce sujet. De plus, il serait souhaitable que cette recherche innovante, rapidement montée et solidement organisée, puisse devenir un exemple pour d'autres analyses concernant d'autres diasporas et communautés migratoires en France. ■

Claudia Astarita

Malika. Généalogie d'un crime policier

Jennifer Yezid, Paris, Hors d'atteinte, 2023, 160 p., 15 €.



J'ai découvert l'histoire de Malika en faisant des recherches au Musée national de l'histoire de l'immigration. Tandis que je dépouillais le vertigineux fonds photographique, je suis tombée sur un visage d'enfant, imprimé au milieu d'une affiche dédiée en grand « à Malika », en lettres capitales, suivi d'un large « nous vous appelons », et enfin, en bas de l'affiche, l'annonce de « L'enterrement de Malika ». En

petites lettres, « 8 ans » ; « décédée à la suite de son interrogatoire par un gendarme à la Cité de transit des Groux à Fresnes ». L'affiche date de juillet 1973. À sa lecture, un bond temporel vertigineux a lieu, entre Zyed et Bounia, adolescents morts en 2005 alors qu'ils sont poursuivis par la police, Nahel en 2023, mort d'un tir à bout portant d'un policier, et bien d'autres jeunes qui ont eux aussi ont croisé des poings en garde à vue, des interrogatoires musclés, des perquisitions abusives, des poursuites qui auraient pu mal se terminer, mais sans que jamais elles ne parviennent à la Une des médias. Je ne connaissais pas l'histoire de Malika, et pourtant, il faudrait qu'elle soit connue, enseignée, apprise, car elle trace une histoire longue, tragique, des violences policières et racistes en France. De la famille Yezid, où Malika grandissait heureuse dans la France des Trente Glorieuses, Jennifer est la seule survivante : c'est elle, la nièce de Malika (dont elle porte aussi le prénom), qui raconte, quarante ans plus tard, les faits tels qu'ils ont été soigneusement niés par la police, puis la justice. Cette tragédie, la mort d'une enfant après le passage d'un gendarme, qui la bat dans sa chambre pour qu'elle dénonce son grand frère soupçonné d'un larcin quelconque, n'est pas un événement isolé. Ses conséquences sur la famille Yezid seront fatales. Surtout lorsque le père, patriarche soutien de famille, meurt un an après la jeune fille. Les sœurs et les frères le suivront tous prématurément, les uns et les autres tombant dans la délinquance ou la drogue au fur et à mesure que le poids de la misère se fait plus fort, l'analphabétisme de la mère grevant tout espoir d'amélioration de la vie par le travail, la rendant impuissante face à la justice qui refuse de reconnaître une faute policière, allant même jusqu'à accuser le grand-père d'avoir giflé l'enfant, et provoqué son décès. Comment survivre aux brimades quotidiennes, au racisme et au

harcèlement policier ? Un an après Malika, c'est son frère jumeau qui se fait molester à son tour par un policier qui l'accusait d'avoir volé un vélo. Le livre ramène preuves, documents, témoignages, par la voix de celle qui doit aussi se battre pour échapper au fardeau de l'histoire familiale, enfant placée qui a pu grandir, avoir un enfant, et qui a rencontré l'écrivaine Asya Djoulaït et Sami Ouchane, politologue, pour l'aider à raconter son histoire. Loin d'être isolée, elle est une histoire collective, qui éclaire le présent. Elle jette une lumière crue, par la violence inouïe de la mort d'un enfant, sur ce que sont la vie, l'héritage et la transmission familiale, en France, dans les ombres croisées de l'impunité policière, de l'injustice et de l'oppression raciste. ■

Magali Nachtergaele

Le Caprice de vivre

Jadd Hilal, Paris, Elyzad, 2023, 224 p., 21 €.



Enseignant en lettres et philosophie en région parisienne, Jadd Hilal a publié, chez le même éditeur, deux ouvrages, remarquables et primés : *Des ailes au loin* (2018) et *Une baignoire dans le désert* (2020). *Le Caprice de vivre* est présenté comme le « roman d'une génération », étiqueté roman du « sexe », de « l'identité » et du « rock'n'roll » ! Pourquoi pas ? les voies de la « com' » étant parfois impénétrables...

Ils sont trois. Trois personnages qui, depuis la fin de leurs études,

partagent un appartement parisien de la rue Monge. Au centre, campe Warda (la « Rose »). Grand reporter, elle couvre les tragédies du monde arabe et fait si bien son boulot qu'elle a reçu le Prix Albert Londres ; il faudrait donc voir à ce que la gent masculine cesse de lui donner des leçons ! Sur le canapé, les fesses comme plombées, végète Souleymane, cotonneux et olympien, il ne pose, et surtout ne se pose, aucune question – du moins relationnelle. Enfin, derrière l'ordinateur, pianote Houmam, le narrateur, écrivain adepte d'une littérature universaliste.

Ces trois-là se partagent le même espace, délimitent, telle une frontière invisible, le dedans et le dehors de l'appartement. Ils se sont construits une vie entre amitié et amour. Et, effectivement, sexe. Sur le sujet, Warda donne le rythme : au retour de ses reportages, « *la baise* » est son « *remède contre la mort* ». Pépère et dispo, Souleymane est un amant idéal. Houmam, lui, pose problème : il refuse les avances, provocations et suggestions de celle qu'il nomme sa « *rose des sables* ». Cela agace – et excite – Warda. Lui, « *dont le cœur et les couilles sont prises par celle à qui je ne pus jamais rien dire d'autre que mon silence* », amoureux transi, en est malade ! Et ce petit manège dure depuis... quinze ans ! Quinze ans de coloc et de « *calvaire* ». Ce jeu, tortionnaire parfois, du chat et de la souris, du désir et de la frustration, court telle une pulsion narrative au devenir incertain : ces deux corps finiront-ils pas se rencontrer ? Quelques séances de masturbation et surtout Nora, la serveuse du *Divan*, serviront de compensation à Houmam. Comme en contrepoint, la douce et compréhensive Nora, déjà éprouvée par les cruautés de la vie, ne manifeste plus de « *caprice* ».

A contrario, le corps désireux et la tête bourdonnant d'idéaux, chacun de nos protagonistes pouponne son « *caprice* » – ce qui est présenté comme la marque d'une génération.

Souleymane est obsédé et indigné par le sort des chameaux, fouettés à mort dans des courses organisées au Qatar. Warda s'embarque dans un nouveau reportage : prouver que son grand-père était impliqué dans le Farhoud, pogrom antisémite des 1^{er} et 2 juin 1941 à Bagdad. Houmam veut sa plume aérienne, à hauteur de branches, universelle, et décréte la littérature « *incompatible avec toute appartenance* ». À Paris, heureux, il barbote dans « *l'anonymat* » : *exit* les origines, *exit* la Palestine – quitte à passer pour un « *traître* » aux yeux de ces parents –, *exit* l'arabité. Ce sont pourtant Warda et Souleymane qui, de fait et sans trompette, se montrent émancipés du regard et des représentations sur ce qu'ils sont ou sur ce qu'on leur prête ? L'idée que la dénonciation des cruautés infligées aux chameaux pourrait ternir l'image des « Arabes » n'effleure pas Souleymane. Quant à Warda, donquichottesque, elle « *sacrifie tout pour la vérité* », et les coupables n'ont qu'à bien se tenir. D'où qu'ils viennent !

Houmam, littéralement malade, « *révolté* » par le projet de Warda, se révèle prêt à tout pour l'en empêcher. Lui, qui prétend que « *rien ne m'est plus "étranger" que le sentiment de venir d'un lieu* », craint « *les préjugés* », retrouve masque et grimaces : « *Notre origine [...] serait pointée du doigt et s'en trouverait discréditée car nous passerions une fois de plus pour des antisémites et des arriérés qui fichent du botox dans les lèvres de leurs bêtes. [...] Qui en profiterait ? Ne serait-ce pas l'Occident ?* »

La coloc se détraque. D'autant que Warda refuse de plier ! Indomptable et libre, elle crache sur les honneurs, brave pressions et menaces, y compris une *fatwa* de l'État islamique, méprise le patriarcat et l'assujettissement des femmes aux hommes, arrogants et suffisants, et celui de la « *femme arabe* » à « *l'homme blanc* ». Cassante, elle demande à Houmam,

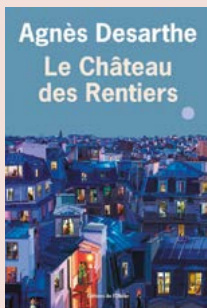
s'il est « *si con que ça* » : « *Tu t'es enfin décidé à arrêter de te voiler la face ? De planquer les vices sous ton soi-disant besoin d'éviter les amalgames ? De ne plus foutre les cruautés sous le tapis de ta littérature universaliste à deux balles ?* » Ça chauffe dans la colocation et dans les têtes !

Tout cela est livré en de courts chapitres, nerveux, agités même. Les faits s'enchaînent inexorables jusqu'à déferler dans les pages d'un roman pour « *survivre ou faire survivre* ». ■

Mustapha Harzoune

Le Château des Rentiers

Agnès Desarthe, Paris, éd. de l'Olivier, 2023, 224 p., 19,50 €.



« Dans certaines civilisations [...], lorsque l'on parle de l'avenir, on désigne ce qu'il y a en arrière, et si on évoque le passé, à l'inverse, on a les mains, les doigts qui pointent vers l'avant. Pourquoi, selon toi ? » Serait-ce LA phrase de ce livre ? Celle qui en éclaire la marche. L'avenir, pour « notre » auteure, quinquagénaire titillée par les fourberies de l'âge, serait de réunir ses amis d'enfance dans une sorte d'« *hospice autogéré* », « *une utopie du grand âge* ». Le passé, lui, conduit rue du Château des Rentiers dans le 13^e arrondissement parisien, dans l'appartement de Tsila et Boris, mamie et papi Jampolski. Le projet ou « *fantasme* » d'une vie communautaire du grand âge serait-il le miroir de ce phalanstère inventé par ses grands-parents et leurs voisins, tous immigrés

bessarabiens, tous juifs et communistes ? « *Personne n'était riche* », écrit Agnès Desarthe, « *sur certains poignets, on lisait une série de chiffres tatoués* ». « *Avaient-ils compris que la vieillesse est plus âpre quand elle est solitaire ?* »

Toute à son projet, souvenir après souvenir, réflexion après réflexion, anecdote après anecdote, Agnès Desarthe chemine, entame un voyage immobile, enlaçant, avec tendresse, les périodes, les géographies des origines et des parcours, les morts et les vivants, les âges de l'existence, les dialogues, réels ou imaginaires. Il faut croire qu'« *un jardin contient toutes les saisons, celles qui ont fui et celles à venir* ». Discrète et élégante, Agnès Desarthe fournit un carnet de voyage par temps agité ; une leçon de vie à offrir à celles et ceux qui comptent. Jeunes ou vieux !

Subtile est cette balance entre passé et avenir ; tout aussi subtile est cette spéculation – empreinte d'humour et un brin d'(auto) dérision – sur le vieillissement, la mort et le deuil, car, *in fine*, il n'est question que de vie. Mieux, selon la formule maternelle teintée de pensée hassidique : « *Il faut s'efforcer d'être joyeux par pudeur, par politesse, quitte à ce que les autres pensent que tu ne souffres pas. Il faut organiser l'avenir, et pas seulement pour notre propre bien-être. C'est aussi pour les enfants qu'on le fait.* » Il faut écouter maman et « *ne pas se laisser faire par les méchantes femmes, par les affreux messieurs* ». Et pas besoin d'avoir souffert pour bien écrire, justement parce que « *ce qui est beau avec les livres* » tient à « *ce grand pas impossible vers l'autre* » et que « *l'imagination devient une fabrique de réel* ». Le paradis est un état d'esprit !

Alors, même si le paradis est incertain et que la vieillesse joue la patience, pourquoi ne pas imaginer cet éden pour vieux ? Reviennent ici Tsila et Boris, les saveurs de la langue russe, le goût du gâteau aux noix, les mélodies yiddish, et

surtout le fait que « *vieux au Château des rentiers était synonyme de temps [...], celui, délicieux et coupable, du sursis. Ils avaient survécu* ». Si, à écouter Simone Veil, « *l'expérience concentrationnaire est incommunicable* », ne serait-elle pas « *transmissible* » et même « *contagieuse* » demande Desarthe. « *La mort était ce à quoi ils avaient échappé. Elle était reléguée dans le passé. Quand j'allais manger du gâteau aux noix au Château des Rentiers, je croquais la génoise de l'immortalité.* »

Agnès Desarthe progresse, consulte des amis, un architecte, une comptable, sa banquière, collige les paroles de personnes âgées, rassemblées dans des chapitres « *Chœur* » qui dessinent une sociologie du grand âge, un caléidoscope des corps et des âmes vieillissants, grands et misères du grand soir. Émouvant et édifiant ! Elle écoute l'insoupçonnable histoire de Z., doyenne assidue du cours de danses orientales que fréquente la narratrice depuis 1995.

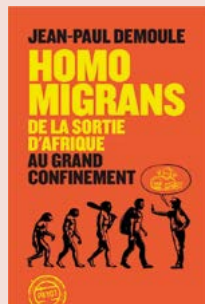
Après 26 ans de « *hantise* », elle se décide à regarder sa mère filmée en 1996 par la fondation Spielberg. Elle y raconte l'enfance, l'année 1943, cachée chez des paysans dans la Sarthe (tiens !) ; retrace les origines de la famille, dévoile un fait jusqu'alors insoupçonné par sa fille. Cette dernière se souvient des mots prononcés par sa mère, le 11 septembre 2001 : « *J'étais sûre qu'on avait vu le pire [...]. Je te demande pardon.* » Comme un pari perdu sur l'avenir, les portes de la barbarie ne s'étaient pas refermées en 1945. Le monde qui lui avait permis de « *survivre* » venait de s'écrouler.

L'avenir étant inconnu, autant le laisser derrière et se tourner devant, vers le passé. En faisant « *revenir le passé et se dresser les morts* », Agnès Desarthe a armé « *un fusil au canon tordu* » et touché un point qu'elle ne visait pas, celui « *où les souvenirs cessent d'être un poids. Où les souvenirs deviennent...* », une rente. ■

M. H.

Homo Migrants. De la sortie d'Afrique au grand confinement

Jean-Paul Demoule, Paris, Payot
2022, 432 p., 23 €.



Jean-Paul Demoule livre une colossale histoire-monde des migrations. Une somme pluridisciplinaire qui donne le tournis, tant l'auteur enjambe les siècles et les millénaires, pour, ici ou là, focaliser et disséquer une période, un événement ou un lieu (Amériques, migrations bantoues ou la question indo-européenne). Migrations et déplacements sont mis en regard des évolutions démographiques, sociopolitiques, des avancées techniques, des innovations culturelles ou de la recherche d'emplacements plus favorables. Car la migration est un phénomène holistique, irréductible à la pauvreté idéologique et électorale des débats du moment. L'auteur s'adresse à ses contemporains, englués dans des polémiques irresponsables sur un fait déterminant pour le devenir commun de l'humanité. Tout commence il y a deux millions d'années avec ces *Homo erectus* qui s'éloignent du continent africain. Tout se poursuit autour de 200 000 ans quand les premiers *Homo sapiens* « délaissèrent à leur tour l'Afrique et, cette fois, s'installèrent, au fil des millénaires, sur l'ensemble des terres émergées et, bientôt, au-delà ». Tout s'accéléra 10 000 ans avant notre ère, avec les bouleversements du néolithique (agriculture, élevage, socialisation,

progrès technique, langues et communautés...): « Si le mouvement originel d'expansion de Sapiens est à comprendre sur la très longue durée et comme un imperceptible mouvement de proche en proche, les migrations dues à l'agriculture sont déjà plus rapides [...], se dessinent déjà ce que seront les différentes motivations des migrations à venir. En effet, on peut ici en présumer de trois ordres, sans doute imbriqués : climatiques, démographiques et politiques. » Il faudra attendre la révolution industrielle pour connaître une rupture historique comparable.

Avec la naissance des premiers États et cité-États, les mouvements de populations seront plus violents et d'une tout autre échelle, donnant naissance aux empires, divisant le monde entre « civilisés » et « barbares ». Les murs d'aujourd'hui trouvent leur origine dans les premières palissades élevées au néolithique. Suivront le mur du roi Shulgi d'Ur, la muraille de Chine ou le limes romain, « cette zone frontière [qui] devient une zone de contacts culturels, mais aussi d'échanges marchands et de trafics divers ».

Jean-Paul Demoule s'arrête sur la chute de l'Empire romain. Il passe en revue les peuples dits « barbares », les mouvements des populations, ces « processus de fusions » qui s'étalent sur plusieurs siècles à l'origine de « entités ethniques en constante évolution et reformulation ». Corrigeant le mythe des « invasions barbares » et celui de peuple « parfaitement défini et délimité », il conclut : « Les immigrants, hier comme aujourd'hui, n'ont pas bonne presse et servent de commodes boucs émissaires pour les malheurs du temps. Ainsi, ce n'était pas la mauvaise gestion de l'Empire romain qu'il fallait remettre en cause, ni son immense et ingérable superficie, ni ses inégalités et ses violences, internes et externes. Non, les coupables, c'étaient forcément les immigrants, les "barbares" ! »

Ainsi court notre auteur, sans s'essouffler : au Moyen Âge, il tempère « la légende noire » des Vikings, raconte les invasions arabo-musulmanes, les métissages au fondement de la population anglaise, les Croisades, la Reconquista... Suivent, les périodes « moderne » (jusqu'à la Révolution) et contemporaine.

Migrations de peuplement, de conquête, évangélisation et islamisation, migrations économiques, politiques, traites négrières, occidentales et arabo-musulmanes, génocides, déplacements forcés, colonisations, décolonisations, camps de concentration, de regroupement, opposition entre nomades « à mauvaise réputation » et sédentaires, mais aussi migrations saisonnières, pendulaires, internes, télétravail, tourisme, retraite, sans oublier ce « goût de l'aventure » qui pousse vers l'ailleurs... *Homo migrants* aura tout fait, tout essayé, le pire comme le meilleur. La série est impressionnante et donne un autre sens aux mobilités du moment : elle rattache nos rescapés du jour – survivants des morsures du désert saharien ou des flots de la Méditerranée – à cette longue cohorte d'hommes et de femmes, anonymes ou pas, combattants pour la liberté ou belliqueux envahisseurs, qui ont façonné le visage de notre humanité, diverse et mélangée, faite de brassages démographiques, culturels et autres créolisations. Si « l'histoire humaine n'est faite que de migrations », elle est passée ici à la moulinette des mots, des points de vue, des méthodes et recherches en cours, des instrumentalizations (mythidéologie de l'autochtonie, légendes des fondations, vertiges de « pureté »...). Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les migrations se poursuivront. Aux conquêtes territoriales, aux différences de développement, à la démographie, aux dictatures, aux guerres civiles, l'auteur ajoute les effets du terrorisme islamique,

l'essor du capitalisme d'État chinois, les responsabilités géostratégiques et économiques des pays développés, le réchauffement climatique... Ce long voyage dans l'histoire de l'humanité invite à changer de paradigmes, à questionner ces politiques dites de « fermeté » qui, au regard même des objectifs visés, aggravent la situation, débouchent sur des impasses, des tragédies et des compromissions avec les pires régimes – ceux-là mêmes qui obligent hommes, femmes et enfants à fuir ! Quant aux « marchands de haine », ne représenteraient-ils pas « un danger incomparablement plus grand pour notre société » que les immigrés présents dans notre pays ? L'auteur se veut « optimiste » parce qu'*Homo sapiens* est aussi « capable de solidarité ». Ne faut-il pas aussi en appeler à l'intelligence, à l'intérêt bien compris de tous et de chacun, et briser le « silence du chœur » pour reprendre Mohamed Mbougar Sarr ? ■

M. H.

Un homme sans titre

Xavier Le Clerc, Paris, Gallimard
2022, 128 p., 13,50 €.



En 2012, fatigué des discriminations, Hamid Aït Taleb décide de s'appeler Xavier Charles Le Clerc. « *En moins d'une semaine* », Hamid qui pleure devient Xavier qui rit, propulsé « *chasseur de têtes dans le luxe* ». Le nirvana professionnel le projette loin de l'usine de La Société métallurgique

de Normandie où Mohand-Saïd, son père, trima vingt-quatre ans durant. La *vox populi* communautarisée et « hallalisée » grommelle « *reniement* » et « *trahison* ». De ceux-là, Xavier Le Clerc n'a que faire. Nous y reviendrons. Seul compte cet « *Homme sans titre* », Mohand-Saïd Aït Taleb, ses « *yeux verts incandescents [...] comme une forêt en feu* ». Ne reste que Mohand-Saïd, rongé jusqu'à des excès de folie par la « *hantise du manque* » : « *Tu t'es déraciné pour que tes enfants s'enracinent en France. Je suis donc devenu français au prix de ta vie que je ne renie pas, au contraire.* »

Hamid, alias Xavier, livre le récit de ces bifurcations de l'existence qui obligent celui qui s'est émancipé à vivre avec le tourment de la fidélité aux siens. Devenu « *étranger dans ma famille* », il a, comme Camus, ressenti « *la honte d'avoir eu honte* ». C'est pourtant grâce à Camus – omniprésent dans le livre – et à son reportage, « *Misère de la Kabylie* » paru en 1939, qu'il entrevoit l'enfance paternelle. L'identification est complète : « *Ce ne sont pas pour moi de tristes faits-divers mais un album de fantômes, autant d'oncles empoisonnés et de tantes inconnues mortes dans la neige.* »

Xavier Le Clerc raconte la déshumanisation coloniale, les terreurs de la guerre de libération et ses effets assassins – « *la guerre continuait d'habiter ces jeunes travailleurs qui avaient quitté l'Algérie en feu* ». Il raconte l'immigration, cette « *indifférence que l'on réserve aux cailloux* » – « *mon père, ce caillou enseveli sous tant d'autres* ». Ces évocations sont des condamnations, sans appel. N'en déplaisent aux nostalgiques de la coloniale et aux pleurnichards de l'identité menacée. « *La baraque qui abritait la famille, située dans un terrain vague de Mondeville et faite de cloisons de carton bouilli et d'un toit plat bitumé* » est toujours là, inscrite dans la chair et le sang du fiston. Comme ce « *sac de cacahuètes à*

éplucher », modeste et précieux cadeau du père, qui lui permet, encore, de distinguer « *l'essentiel du superflu* ».

« *Garçon sensible* », « *ébahi par la beauté du français* », il aimait les livres et préférait la compagnie des filles, de sorte qu'« *entre sept et dix ans, j'ai été décrété "tapette"* ». Plus tard, pour ne pas « *déshonorer la famille* », pour échapper « *aux pires menaces* », « *je devais partir* ». La rupture sera définitive.

Malgré les chemins de bifurcation, Xavier Le Clerc demeure fidèle. Il raconte la vie de cet *Homme sans titre*, comme Tassadit Imache évoquait l'« *ombre* » paternelle dans *Une Fille sans histoire* (Calmann-Lévy, 1989). « *Des générations entières avaient coulé dans les rigoles impériales ou industrielles, pour en faire des canons ou de la main-d'œuvre* », écrit Le Clerc. Répétition des existences, des exils, des douleurs cachées, des filiations inquiètes mais réelles.

Il rassemble les rarissimes confidences du père, comme ce jour où « *pour la première et la dernière fois de ma vie [...] je le vis en pleurs* ». Ces « *réminiscences [...]* n'étaient pas des madeines, écrit-il, mais les *shrapnels de la misère, des éclats d'enfance logés depuis dans mon crâne* ». Il ressuscite l'âme berbère de Mohand Saïd qui, nourri du « *grain magique* » des contes kabyles, trouve du réconfort dans le chant d'un rossignol ; il évoque ce « *trésor* », ces « *mots à l'éclat d'émeraudes et de rubis* » reçus en héritage, la langue kabyle.

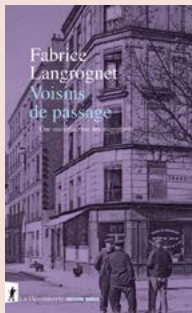
Alors ! ? Reniement ? « *Au contraire, [...] par la traduction française de son nom, je continuerais à porter la dignité de son héritage, mais en lui donnant une chance de n'être plus piétiné comme des cailloux.* » Il n'a que faire des accusations de « *trahison* » des « *communautaristes* », que faire de l'instrumentalisation de l'islam, « *cette nouvelle came identitaire* ». D'ailleurs, la religion de ses parents

était une foi bienveillante qui ne se servait pas de sourates comme d'un arsenal ». Quant à ses « amis bourgeois », ils « n'ont jamais connu ni les contrôles d'identité, ni la discrimination à l'embauche ou au logement ». Sans volition peut-être, il montre que la réconciliation des mémoires est une blague. Même pour celui qui dit « *devoir tout à la France* », comment partager cette mémoire ? Ces mémoires ne doivent pas grossir « *la rente du ressentiment* ». Le reste est affaire d'Histoire et de « communauté de destin » à construire. Tout est écrit ici avec sensibilité, pudeur, sincérité. L'émotion est noble, transmise selon la loi du « *nif* », cet honneur qui commande de dire avec humilité et droiture. Dans la nuit de cette marche d'une humanité brinquebalée, résonnent les battements d'un lien qui unit un fils à son père. Pour toujours. ■

M. H.

Voisins de passage. Une microhistoire des migrations

Fabrice Langrognet, Paris,
La Découverte, 2023, 368 p.,
24 €.



L'ouvrage *Voisins de passage* de Fabrice Langrognet, issu de sa thèse soutenue en 2019, a l'intérêt de confronter plusieurs aspects, souvent dissociés, de l'histoire sociale de la banlieue parisienne : le travail, le logement, les migrations et la sociabilité. L'auteur a choisi comme base d'étude la population,

hétérogène du point de vue des provenances géographiques, d'un immeuble misérable de La Plaine Saint-Denis, situé au 96-102, rue de Paris. Il s'écarte ainsi des monographies municipales ou des approches communautaires à l'échelle des quartiers, de type « petite Italie », « petite Espagne », « petite Prusse », etc. Pour mieux appréhender l'évolution des parcours migratoires, des conditions de vie, des relations sociales et des expériences vécues, il opte pour une longue durée d'observation de l'immeuble, à savoir un demi-siècle intégrant le premier conflit mondial. Cette période est bornée par l'année 1882, marquée par l'essor de l'industrialisation locale et des migrations internationales, et par l'année 1932, permettant d'intégrer le début de la crise économique des années 1930.

Pour ce faire, Fabrice Langrognet a compulsé une énorme masse de sources : état civil, fonds des archives municipales, actes notariés, dossiers de naturalisation, nombreux après 1927, registres de police, dossiers de procédure judiciaire, dossiers de matricules militaires, presse locale et nationale, entretiens oraux... En croisant les données, il a pu identifier un groupe de taille : 4 845 personnes qui vécurent dans l'immeuble entre 1882 et 1932. L'étude de ce corpus met en relief les grands courants migratoires de la banlieue nord-est durant la période, notamment les Alsaciens-Lorrains, les Italiens, les Espagnols... Mais l'étendue des provenances apparaît bien plus large, soulignant l'énorme brassage qui s'opère dans ce territoire à cette époque : en 50 ans, les résidents de l'immeuble proviennent d'un millier de localités réparties sur 21 pays et 172 départements, districts et provinces. L'ouvrage étudie également les filières, géographiques et familiales, en rapport avec les stratégies patronales d'embauche, les itinéraires circulatoires en France et à l'étranger, les relations affinitaires, les lieux du travail

– notamment la verrerie Legras à Saint-Denis (71 % des résidents des deux sexes y travaillent en 1901) –, la mobilité professionnelle, les conflits...

L'analyse de la plasticité des configurations identitaires, ce qu'il nomme « identifications », emprunte trois notions clefs de la sociologie et de la psychologie sociale : la variabilité, l'intersectionnalité et l'agentivité. Cette approche dynamique des relations sociales est préférée aux appréhensions en termes de « appartenance » nationale ou ethnique que l'auteur juge « essentialistes ». On regrettera parfois certaines absences de contextualisation spatio-temporelle (par exemple, sur la conflictualité inter-ouvrière) qui peuvent opacifier la portée de l'analyse microlocale. Malgré cela, les nombreuses observations sociales, ainsi que les analyses socio-historiques, constituent une source comparative importante pour l'histoire de la banlieue ouvrière. C'est le cas notamment des résultats de l'analyse des données de l'état civil durant la période (282 mariages, 615 déclarations de naissance et 462 de décès). On découvre, en matière de sociabilité, le poids relatif de la proximité spatiale dans les alliances, l'endogamie propre à certains groupes de migrants (par exemple, les originaires de la région de Sora et de Cassino, province de Frosinone en Italie). L'analyse des témoins fait, en outre, apparaître l'importance des sphères familiale et de voisinage immédiat dans la construction des relations. Le souci du détail, par la prise en compte de nombreux « faits divers » relatés par la presse, ne nuit pas, bien au contraire, à la qualité de l'ouvrage, enrichissant notre compréhension de la complexité sociale de la vie banlieusarde. L'utilité de la publication pour de futures recherches complémentaires réside, enfin, dans les 81 pages de références archivistiques et bibliographiques placées en fin d'ouvrage.

Pierre-Jacques Derainne

Mémoires pour l'égalité et la justice

Samia Messaoudi et Mehdi Lallaoui, Montigny-lès-Cormeilles, éd. Au nom de la mémoire, 2023, 112 p., 28 €.



Il y a 40 ans est né dans l'esprit positif d'on ne sait quel colibri l'idée de marcher à travers la France pour éteindre un incendie meurtrier. Au matin, il ne s'est pas froissé de l'indifférence et des quolibets des mastodontes de la « jungle ». De Marseille à Paris, pas à pas, babouche et charentaise au pied, le colibri, généreux et paré de ses couleurs, voletait, déposant ici et là des gouttelettes de joie et de fraternité. Au passage, il se nourrissait du même nectar, engourdi au creux de cœurs insoupçonnés. L'ombre finit par reculer, un peu ; la lumière gagna les corps et les âmes retrouvées, un peu. Entre le 15 octobre et le 3 décembre 1983, l'oiseau chétif, venu de nulle part, réussi à faire rêver un pays, un peu. La Marche pour l'égalité et contre le racisme fut cette étoile qui fila dans le ciel de France. Le colibri s'appelle Toumi Djäïdja ; ce furent aussi Christian, Djamel, Farid, Jean, Marie Laure, Farouk, Bouzid, Patrick, Kheira... Comme dit le célèbre vers, ils partirent 17 pour arriver 100 000 car « tant, à nous voir marcher avec un tel visage, /Les plus épouvantés prenaient leur courage ! ». Comme en écho au lointain poète, Marielaure Mahé – qui en fut ! – écrit ceci : nous « étions la flamme, celle qui donne l'énergie, l'ardeur, qui communique, soulève l'espoir et

entraîne ». Et si tout le reste n'était que littérature, un tout à l'égo dans lequel cette dimension collective, joyeuse et habitée, passait à la trappe ?

Il y a dix ans, dans un entretien avec le sociologue Adil Jazouli (*La Marche pour l'Égalité. Une histoire dans l'Histoire*, éd. de L'Aube, 2013), Toumi Djäïdja disait : « j'ai senti le besoin vital de donner et de recevoir du bien ». Et si la Marche n'était que cette « énergie », cet élan, festif et grave, le cœur palpitant d'une génération ? « Nous étions tellement sûrs et heureux » dit encore M. Mahé. Ne serait-il pas temps de rendre aux Marcheurs, la dimension poétique – poïétique – de leur acte fondateur ? D'en garder le principe actif, ce macérat de fraternité, de solidarité, de justice. De bonheur partagé. D'échanges, d'écoute et... d'humilité car, « nous ne sommes pas des héros » écrit M. Mahé, pour qui le « travail de terrain des associations locales » fut aussi important, « sinon plus que les kilomètres parcourus ».

Mehdi Lallaoui et Samia Messaoud, tous deux citoyens engagés sur ce terrain depuis plus de 40 ans, ont rassemblé une quinzaine de témoignages et une riche iconographie. En militants chevronnés, ils rattachent la Marche aux « luttes reçues en héritage », longues processions anticoloniales et pour les droits des immigrés, l'inscrivent dans l'odieuse liste des crimes racistes des « années meurtrières » et le labyrinthe législatif qui, depuis plus de 40 ans, ne cherche de sortie qu'en durcissant les lois sur l'immigration. Notre duo, comme Christian Delorme, dresse un parallèle entre 1983 et les « émeutes » de 2023. Tout cela a été dit. Comme la dénonciation, mécanique (?), d'« un racisme systémique au cœur même de l'appareil policier français » (C. Delorme), à rebours des conclusions du rapport « Police et racisme » du Conseil scientifique de la Dilcrah de juillet 2021 – il est vrai enterré depuis (voir « Kiosque »,

p. X). Inquiétant, Christian Delorme « annonce d'autres drames qui seront bien plus lourds de conséquences encore, avec des risques d'affrontements ethniques qui pourront déchirer le pays ».

Alors la Marche n'aura-t-elle servi à rien ? Les contributeurs dressent la même liste des attentes et des revers : l'instrumentalisation du PS, le « rouleau compresseur » de SOS Racisme, le rôle des politiques dans l'échec des quartiers populaires, sans oublier l'impossible « unité » du microcosme associatif... Il y a pourtant bien « un avant et un après », et la Marche signe la « naissance officielle de cette France nouvelle », le « dévoilement d'une réalité démographique et culturelle » (C. Delorme). « On nous disait qu'on était pas français alors que j'étais plus française que la tour Eiffel », s'amuse Gharib Setita. Ce « dévoilement », à soi et aux autres, prendra la forme d'une multitude d'associations et d'initiatives locales, d'engagements citoyen, social, médico-social, politique, économique, culturel. Rappelons que cette génération met aussi les pieds dans le plat de la grande littérature nationale.

Tous insistent sur le pari exigeant, jamais spontané, de la non-violence : « Il fallait lutter contre soi-même d'abord, la tentation de détester l'autre et de s'enfermer était grande », rapporte Hanifa Taguelmint. Difficile alors, le 14 novembre 1983, de ne pas céder au « tournant » (M. Mahé) du meurtre du Bordeaux-Vintimille... On mesure la fragilité de la non-violence, combien elle peut paraître « dérisoire » face aux haines et aux pensées binaires ; au regard des crimes, des douleurs infligées aux familles, des peurs et des colères qui rongent une jeunesse qui, à chaque mort, se dit : cela aurait pu être moi. Pourtant, « à quoi auront abouti les émeutes, les destructions et les pillages consécutifs à la mort de Nahel ? », demande C. Delorme. Un temps déstabilisé, l'ordre social remet le

couvert plus durement pour les populations marginalisées et pour la jeunesse : répression, nouvelles techniques des forces de l'ordre, montée de l'extrême droite.

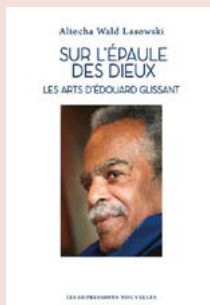
Tous convergent : chaque génération doit poursuivre le combat et faire de la Marche un « héritage ». Il faudra alors en transmettre l'histoire, certes, mais aussi son idéal d'humanité, sa stimulante dynamique gorgée de pacifisme pragmatique, d'enthousiasme – celui des combats qui rassemblent et qui privilégient le commun sur le particulier – et de rêves !

L'iconographie (trop souvent non datée) constituée de photos et d'affiches traduit la gravité, les attentes, l'esprit de ces années rendu par les visages, les manifestations, les familles endeuillées, les banderoles – vieilles et pourtant actuelles –, une jeunesse, diverse et rayonnante, hommes et femmes rassemblés, « *la main tendue, la mèche au vent et le sourire aux lèvres* », une jeunesse spontanément universelle, malgré la petite musique qui monte déjà, celle des « *politiques* » et autres « *autonomes* » du mouvement, les tenants d'une « *radicalité* » qui ont fait florès, eux. Oui, « *parce qu'elle fut [...] un moment positif et fondateur, la Marche se doit d'être enseignée d'abord au sein de l'École de la République [...]. Car elle a su allier, en même temps, lutte pour la justice et construction d'une société fraternelle, une démarche qui manque singulièrement de nos jours à la société française* » écrit C. Delorme. C'est peu de le dire !

M. H.

Sur l'épaule des dieux. Les arts d'Édouard Glissant

Aliocha Wald Lasowski, Paris,
Les Impressions nouvelles,
2022, 360 p., 22 €.



Retrouver Édouard Glissant (1928-2011) au carrefour de sa pensée et de ses pratiques artistiques, tel est le pari d'Aliocha Wald Lasowski dans cet essai consacré au poète-philosophe du Tout-monde. Ses écrits poétiques, théoriques et critiques, ses collaborations variées qui s'égrènent durant plus d'un demi-siècle, ses amitiés nombreuses et sa riche postérité signalent la présence majeure de Glissant dans les champs de la littérature, des arts plastiques et de la musique.

Cet ouvrage, aussi foisonnant que l'œuvre multiforme dont il tente de rassembler les traces, épouse la création tout en mouvement d'Édouard Glissant. Mieux, il met en scène les dialogues multiples qui caractérisent cette esthétique du Tout-monde que Glissant incarne avec force dans sa production littéraire, poétique et dans son analyse de l'art de son époque.

Chez Glissant, la création se fait en partage et en amitiés. Il fut notamment proche du peintre chilien Matta ou du Cubain Wifredo Lam, avec qui il noue une « *intense relation poétique, amicale et picturale* ». Lors d'une exposition consacrée à Lam, *Lam métis*, au musée Dapper en 2001, un texte de Glissant ouvre le catalogue. « *Les*

catalogues d'exposition sont des occasions directes et immédiates données à Glissant pour réfléchir aux puissances créatrices et aux déambulations des arts. » En réponse, plusieurs de ses recueils de poèmes sont illustrés par les peintres sujets de ses écrits critiques, parmi lesquels Wifredo Lam pour *La terre inquiète* (1955), Matta pour *Le Sel noir* (1960), ou Agustín Cardenas pour *Boises* (1979).

L'activité de critique d'Édouard Glissant trouve un lieu d'expression privilégié à la galerie du Dragon à Paris qu'il fréquente assidûment. Il y produit des textes pour de nombreux catalogues, dans lesquels, au-delà du commentaire des œuvres, son écriture adopte « *une texture plastique qui participe de la composition, du geste, du mouvement et de la désorientation* ».

Chaque texte de Glissant semble animé d'une même énergie qui se diffracte sur tous les supports et dans toutes les directions possibles. Ce « *tremblement de la pensée* », comme il l'appelle, doit beaucoup aux techniques du jazz. Et plus largement à un dialogue ininterrompu entre littérature et musique dont il se nourrit, de l'écoute de la *Dub poetry* à Bela Bartok, de Beethoven à Billie Holiday...

« *Pour Glissant, les musiques sont chavirantes en étendue. Elles se créolisent par hybridation des rythmes, par rencontre des harmonies, par choc des sonorités.* » Et dans ces chocs acoustiques se joue également la portée politique de la musique qui « *favorise la transformation des influences artistiques dans la société et dans le métissage social* ».

Artiste-poète, Glissant est à l'origine d'une expérience musicale singulière : le « *chaos-opéra* ». « *Chez Glissant, le chaos-opéra, tissage de textes, de chants et de musique, est une pratique de la créolisation où s'entremêlent l'oralité et la sonorité,*

le rhizomatique et le polyphonique. » Cette forme artistique plurielle, inventée avec le pianiste, batteur et accordéoniste Bernard Lubat, a été mise en scène un peu partout selon ce dernier, « chez Agnès b., au pays Basque, au New-Morning ou à Bordeaux ».

Parmi les dialogues musicaux de Glissant, sa participation à l'album *Clameur* (2007) du trompettiste de jazz, philosophe et mathématicien Jacques Coursil met en lumière la densité rythmique de sa poésie : « Pour entrer en communion avec la musique, la poésie d'Édouard Glissant s'élance. Elle est une poésie de la houle et du souffle, de la brise et du ressac. »

Le poète fait de ses créations autant de voyages entre les rivages du Tout-monde. L'esthétique de ce Tout-monde, qu'Aliocha Wald Lasowski nomme « chaosthétique », est principalement fondée sur le dépassement des frontières, la transgression, l'ouverture et la rencontre, le différent et le divers. Il s'agit avec Glissant, selon l'auteur, de se mettre à l'écoute de « la vibration polyphonique des diversités » dans des œuvres qui tendent « à la fracture de l'universel et au tremblement de l'être ». Car c'est ce devenir créole de l'art dont Glissant s'est fait le passeur.

Nicolas Treiber

Génération post-réfugiées. Les descendants de réfugiés d'Asie du Sud-Est en France



Khatharya Um, Hélène Le Bail (dir), Tours, Presse universitaires François-Rabelais, 2023, 276 p., 26 €.

Le cinquième titre de la collection « Migrations », dirigée par Hélène Bertheleu et Thomas Lacroix, questionne les destins des générations de descendants de réfugiés en provenance d'Asie du Sud-Est (Vietnam, Laos, Cambodge) et de Chine, arrivés principalement en France et aux États-Unis dans les années 1970-1980. Cet ouvrage a été réalisé dans le cadre du programme de coopération scientifique entre l'université de Californie à Berkeley et Sciences Po Paris, à partir des travaux du projet de recherche ANR PolAsie portant sur la participation politique des populations asiatiques en France et d'une conférence organisée à Sciences Po Paris en décembre 2018. Il part du constat du faible intérêt de la recherche pour ces populations, malgré la forte résonance médiatique, il y a près de 50 ans déjà, de l'accueil comme réfugiés des « boat-people », au moment où l'immigration économique est stoppée, et de la méconnaissance de leurs trajectoires socio-économiques et culturelles dans la société française. Comment exister dans la société française au-delà des stéréotypes ?

Très étayé scientifiquement, avec une conception éditoriale originale fondée sur la parole des premiers concernés, cet ouvrage polyphonique devrait aisément pouvoir sortir des cercles académiques. La reproduction de témoignages de personnes issues des migrations est et sud-est asiatiques souligne, d'une part, « la ténacité des générations suivantes pour préserver et partager la mémoire des réfugiés, ainsi que pour revendiquer leur droit à l'autoreprésentation et à l'autonarration de leurs histoires familiales [qui] a été une grande source d'inspiration ». Elle montre également que les porosités entre

sources littéraires, témoignages et essai scientifique permettent un dialogue salutaire pour la prise en compte de réalités sociales et psychologiques aussi complexes et imbriquées, en privilégiant une démarche davantage sensible et réflexive. L'ouvrage se compose de trois parties complémentaires qui questionnent trois façons de mettre en scène les représentations de ces réfugiés et de leurs familles. Il interroge d'abord la diversité des points de vue, selon les générations et selon leurs origines géographiques. Il analyse, ensuite, la manière dont l'art appréhende et travaille la ou les mémoires des réfugiés et de leurs descendants. Il montre, enfin, comment les luttes et leurs revendications interpellent le soi-disant « modèle asiatique » endossé par des migrants faisant office de « bons élèves de l'intégration » dans la société française. Grâce à leur place croissante et dynamique dans les médias, les descendants de ces réfugiés se mobilisent contre une certaine invisibilité dans les débats, une image victimaire issue de l'accueil des *boat people*, mais aussi contre des discriminations et des préjugés dont les racines puisent dans les représentations coloniales infériorisant les peuples « indochinois » et « chinois ». Face au rejet et aux incompréhensions qui demeurent à leur égard, ils mettent en lumière les injonctions contradictoires qui pèsent sur les nouvelles générations, entre volonté d'intégration réussie et nécessaire reconstruction culturelle et identitaire selon des dynamiques plurielles.

Marie Poinot

NUMÉROS DISPONIBLES

2023 (15 €)

- n° 1343 Présences asiatiques
- n° hors-série Sharing Museums
- n° 1342 Artivisme
- n° 1341 Revisiter les migrations européennes
- n° 1340 Musées partagés
- n° hors-série Racisme, antisémitisme et discriminations l'état des savoirs

2022 (15 €)

- n° 1339 École & socialisations
- n° 1338 Artistes étrangers à Paris (1945-1972)
- n° 1337 #Connectés
- n° 1336 Place aux jeunes !

2021 (15 €)

- n° 1335 Saisir le murmure du monde. Récits de soi en migration
- n° 1334 Exposer le racisme et l'antisémitisme
- n° hors-série Corps de femmes en migration (accessible en ligne uniquement)
- n° 1333 L'enfance en exil
- n° 1332 Ce qui s'oublie et ce qui reste

2020 (15 €)

- n° hors-série Poser pour la liberté. Portraits de scientifiques en exil (en vente uniquement par PAUSE)
- n° 1331 Femmes engagées
- n° 1330 1973, l'année intense
- n° 1329 Migration et création littéraire
- n° 1328 Les réfugiés dans l'impasse

2019 (15 €)

- n° hors-série Ô blédi ! ô Toulouse ! Présences maghrébines dans la ville rose – 1945-2001 (épuisé)
- n° 1327 Diversités culturelles dans les capitales européennes depuis 1945 : Paris-Londres-Madrid
- n° 1326 Londres et ses migrations – Les affiches Cavanoli entrent au Musée
- n° 1325 Paris-Londres – L'art de la contestation
- n° 1324 Religion et discrimination

2019 (15 €)

- n° hors-série Ô blédi ! ô Toulouse ! Présences maghrébines dans la ville rose – 1945-2001 (épuisé)
- n° 1327 Diversités culturelles dans les capitales européennes depuis 1945 : Paris-Londres-Madrid

- n° 1326 Londres et ses migrations – Les affiches Cavanoli entrent au Musée
- n° 1325 Paris-Londres – L'art de la contestation
- n° 1324 Religion et discrimination

Les parutions antérieures à 2019 sont disponibles uniquement en librairie ou en libre accès sur revues.org/hommes-et-migrations

2018 (15 €)

- n° 1323 Persona grata (épuisé)
- n° 1322 Exposer les migrations
- n° 1321 Les mots de l'exil dans l'Europe du XIX^e siècle
- n° 1320 Au prisme de la consommation

2017 (15 €)

- n° 1319 Réfugiés et migrants au Liban
- n° 1317-1318 L'Europe en mouvement
- n° 1316 L'Islam en Europe

2016 (15 €)

- n° 1315 Ondes de choc
- n° 1314 Migrations chinoises et générations
- n° 1313 1983 Le tournant médiatique

2015 (15 €)

- n° 1312 Diasporas iraniennes
- n° 1311 Femmes & migrations
- n° 1310 Fashion Mix
- n° 1309 Le troisième âge des migrants

2014 (12 €)

- n° 1308 Les Paris des migrants
- n° 1307 L'Afrique qualifiée dans la mondialisation
- n° 1306 Écrire la migration
- n° 1305 L'exil chilien en France

2013 (12 €)

- n° 1304 Frontières
- n° 1303 Diasporas marocaines
- n° 1302 Le Japon, pays d'immigration ?
- n° 1301 Migrations et mondes ruraux

2012 (10 €)

- n° 1300 Les nouveaux modèles migratoires en Méditerranée
- n° 1299 Musulmanes et féministes en Grande-Bretagne
- n° 1298 Algérie - France, le temps du renouveau
- n° 1297 Migrations en création
- n° 1296 Le Mexique dans les migrations internationales

hommes & migrations

Établissement public du Palais de la Porte Dorée
Musée national de l'histoire de l'immigration
293, avenue Daumesnil, 75012 Paris
www.hommes-et-migrations.fr
editions@palais-portedoree.fr

Nom _____

Prénom _____

Organisme _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Pays _____

Téléphone _____

E-mail _____

Je m'abonne pour un an (4 numéros) pour la première fois et bénéficie de l'abonnement découverte à 29 € (Offre réservée uniquement aux abonnés – particuliers et associations résidents en France métropolitaine). Prochain dossier à paraître en 2023: *Les Nouvelles routes de la soie* (n° 1343, octobre-décembre 2023).

Je me réabonne (abonné n°)
Institutions, bibliothèques, entreprises :
 France 58 € Étranger 77 €
Particuliers et associations :
 France 49 € Étranger 67 €

Je commande numéro(s) (**Dossiers grand format**) au tarif unitaire de 15 € et j'ajoute 5 € de frais de port par dossier (cochez les numéros commandés sur la liste ci-contre). Pour l'étranger, compter 2 € supplémentaire de frais de port par numéro (soit 7 €).

Je commande numéro(s) (**Dossiers petit format parution antérieure à 2019**) au tarif unitaire de 10, 12 ou 15 € et j'ajoute 3 € de frais de port par dossier (cochez les numéros commandés sur la liste ci-contre). Pour l'étranger, compter 1,50 € supplémentaire de frais de port par numéro (soit 4,50 €).

Montant de la commande€

Je règle ce montant :
 par chèque bancaire ci-joint à l'ordre de l'Agent comptable de l'EPPPD
 par versement sur notre compte à la Recette générale des Finances - 75097 Paris cedex 02
RIB n° 10071 75000 00001005018 61
IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0501 861
BIC : BDFEFRPPXXX

Important : Pour nos abonnés à l'étranger, nous ne pouvons accepter les chèques.
Si l'adresse de la facturation est différente de l'adresse ci-dessus, prière de nous l'indiquer

Date _____ Signature _____



LA REVUE EST DISPONIBLE À NOTRE SIÈGE

Établissement public du Palais de la Porte Dorée

Musée national de l'histoire de l'immigration

Librairie: 293, avenue Daumesnil | 75012 Paris

Tél.: 01 53 59 58 63 | Fax: 01 53 59 58 66

editions@palais-portedoree.fr | www.histoire-immigration.fr | www.hommes-et-migrations.fr

Vous pouvez commander auprès de votre libraire et/ou vous adresser aux librairies suivantes, qui connaissent la revue:

RÉGIONS: Librairie du Vieux Port, 29 Quai de Belges, 13001 Marseille | Librairie de l'Université, 12 rue de Nazareth, 13100 Aix en Provence | Librairie Privat, 17 rue de la Liberté, 21000 Dijon | Librairie Grangier, 14 rue du Château, 21000 Dijon | Librairie Ombres Blanches, 50 rue Gambetta, 31000 Toulouse | Librairie universitaire - Études Université Le Mirail, 5 allée Antonio Machado, 31000 Toulouse | Librairie La Machine à Lire, 8 place du Parlement, 33000 Bordeaux | Librairie Mollat, 15 rue Vital-Carles, 33080 Bordeaux Cedex | Le Grain des mots, 13 bd du Jeu-de-Paume, 34000 Montpellier | Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg-Figuerolles, 34070 Montpellier | Librairie Durance, 4 allée d'Orléans, 44011 Nantes | Librairie Vent d'Ouest, 5 place Bon-Pasteur, 44016 Nantes cedex 1 | Librairie des Temps Modernes, 57 rue Notre-Dame-de-Recouvrance, 45000 Orléans | Librairie Contact, 3 rue Lenepveu, 49100 Angers | Librairie Espace Harmattan, 35 rue Basse, 59000 Lille | Librairie Furet du Nord, 15 place du Général-de-Gaulle, 59800 Lille | Librairie les Volcans d'Auvergne, 80 bd F.-Mitterrand, 63000 Clermont-Ferrand | Librairie internationale Kléber, 1 rue Francs-Bourgeois, 67000 Strasbourg | Librairie des Facultés, 2-12 rue de Rome, 67000 Strasbourg (Esplanade) | Librairie Au bonheur des Ogres, 4 quai de la Pêcherie, 69001 Lyon | Librairie H. Decitre, 29 Place Bellcourt, 69002 Lyon | Librairie universitaire D. Reaux - Université de Lyon, 5 avenue Mendès-France, 69500 Bron | Librairie Champitre.com, 19 place Bellecour, 69002 Lyon | Librairie l'Armitière, 5 rue des Basnages, 76000 Rouen | Librairie La Galerne, 170 rue Victor-Hugo, 76600 Le Havre | Librairie Siloé Sype, 58 rue Joffre, 85004 La Roche sur Yon Cedex

PARIS ET RÉGION PARISIENNE: Librairie la Réserve, 81 avenue Jean-Jaurès, 78711 Mantes-la-Jolie | Librairie Les Folies d'Encre, 22 rue Jean-Jaurès, 93200 Saint-Denis | Librairie l'Harmattan, 16 rue des Écoles, 75005 Paris | L'Harmattan-Boutique de l'Homme, 24 rue des Écoles, 75005 Paris | Librairie Compagnie, 58 rue des Écoles, 75005 Paris | Librairie le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris | Librairie la Procure, 28 bis rue Madame, 75006 Paris | Librairie Tschann, 125 bd Montparnasse, 75006 Paris | Librairie du Monde Libéraire, 145 rue Amelot, 75011 Paris | Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris | Librairie la Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris | L'Arbre à Lettres, 62 rue du Fbg Saint-Antoine, 75012 Paris | Librairie Jonas, 14 rue de la Maison Blanche, 75013 Paris | Librairie des éditions Byzance, 48 rue du Chevaleret, 75013 Paris | Librairie le Divan, 203 rue de la Convention, 75015 Paris | Librairie de Paris, | 7 place de Clichy, 75017 Paris | Kiosque Belleville, 1 rue de Belleville, 75019 Paris | Librairie l'Atelier, 2 bis rue du Jourdain, 75020 Paris | Librairie de la Documentation française, 29-31 quai-Voltaire, 75340 Paris cedex 07

ÉTRANGER: Librairie Dokumente-Verlag, postfach 13-40, Offenburg, Allemagne | Librairie Fnac, rue Neuve 123/401, 1000 Bruxelles, Belgique | Librairie Tropisme, 11 Galerie des Princes, B-1000 Bruxelles, Belgique | Librairie Filigranes, avenue des Arts 38/39, B-1040 Bruxelles, Belgique | Librairie Pax, 4 place Cockerville, B-4000 Liège, Belgique | Librairie du Boulevard, 34 rue de Carouge, 1205 Genève, Suisse

DIFFUSION POUR LES LIBRAIRES FRANCE ET ÉTRANGER:

merci de vous adresser à editions@palais-portedoree.fr - 01 53 59 58 63. Remise libraire 35 % (frais de port non compris).

hommes & migrations est publiée par l'établissement public du Palais de la Porte Dorée, Musée national de l'histoire de l'immigration, 293 avenue Daumesnil, 75012 Paris

Conception graphique

www.4minutes34.com & www.lendroit.com

avec le concours de :



Duplprint, 733, rue Saint Léonard, 53101 Mayenne cedex · Tél. : 02 43 11 09 53 - mrocton@duplprint.fr · Les titres, les intertitres et les chapeaux sont de la rédaction. Les opinions émises n'engagent que leurs auteurs. Les manuscrits qui nous sont envoyés ne sont pas retournés. ISSN 1142-852X - ISBN 978-2-919040-60-5

